

# **Les Protocoles des Sages de Sion**

**Mathieu Golovinski**



**Exporté de Wikisource le 30/06/2019**

## NOTE DE WIKISOURCE

*Les Protocoles des Sages de Sion* est l'œuvre de Mathieu Golovinski, Russe professionnel de la propagande, qui travaillait à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle pour l'agence parisienne de la police politique de l'empire russe, et fut plus tard compagnon de route des bolcheviks. Réalisé pour des besoins de la politique intérieure de la Russie tsariste, ce texte illustre le mythe du plan secret des Juifs pour dominer le monde, qui avait déjà produit le *Discours du grand rabbin au cimetière de Prague* (Biarritz, roman de Hermann Goedsche, 1868) et d'autres textes fantaisistes. La plus grande partie du texte, présenté comme la transcription (*protocol*) de réunions du conseil de l'internationale juive, est un assemblage de morceaux du *Dialogue aux enfers entre Machiavel et Montesquieu*, ouvrage satirique de Maurice Joly (1864) en remplaçant dans le discours de Machiavel le comploter Louis-Napoléon Bonaparte par la Juiverie mondiale.

L'ouvrage arrivé en Russie vers 1901 a été plusieurs fois publié en russe jusqu'en 1917, avec des variations de contenu et de découpage (de 22 à 27 *protocoles*). Les versions de Serge Nilus, mystique orthodoxe, et de Georges Boutmi, nationaliste russe, tous deux antisémites convaincus, apportées en Occident par les Russes Blancs après la victoire des Bolcheviks, ont été traduites du russe en allemand, anglais et français, avec de

nombreuses éditions sensiblement différentes. Dans tous les cas, le document a été présenté comme authentique. Le succès a été immédiat et durable, consolidé par des tentatives d'interdire la publication, la plus récente en France en 1990. Dès 1921, le *Times* de Londres, qui avait d'abord présenté comme vraisemblable l'authenticité du texte, l'a relié à celui de Maurice Joly, révélant l'imposture. Plus près de nous, *Le cimetière de Prague*, d'Umberto Eco (2010) met en roman la naissance du texte.

Wikisource a en ligne plusieurs variantes du texte.

- [Serge Nilus, publié par Roger Lambelin en 1921](#). Ce texte est fidèle à l'original russe, et reprend le sommaire détaillé en tête des chapitres. Il traduit par "Chrétiens" le mot *зоевскоÿ* que les autres versions traduisent par "Goyims" ou "Gentils".
- [Georges Boutmi, publié par Ernest Jouin en 1922](#), sous le titre *Protocols de 1901*. [Fac-similé](#), et texte repris sans les sous-titres ni les notes de l'éditeur, avec des numéros de paragraphe.
- Serge Nilus, publié par Urbain Gohier en 1924, sous le titre *Protocoles des Sages d'Israël*. [Fac-similé](#).
- [Serge Nilus, publié en 1943 par les éditions C.E.A.](#) (Cercle d'Études Antibolcheviques). Ce texte, avec des sous-titres qui ne sont pas dans l'original, est le plus souvent diffusé aujourd'hui.

Les fac-similés de l'édition Grasset de Roger Lambelin et de l'édition C.E.A. sont en préparation.

Voir [l'article de Wikipedia](#) pour l'histoire et l'analyse du texte, et le développement historique et contemporain de son influence. Voir aussi la [page de discussion](#).

Le *[Dialogue aux enfers entre Machiavel et Montesquieu](#)* de Maurice Joly est disponible sur Wikisource.

# Les Protocoles des Sages de Sion

Version de Serge Nilus  
Édition de Roger Lambelin (1921)

Chapitres [1.](#) [2.](#) [3.](#) [4.](#) [5.](#) [6.](#) [7.](#) [8.](#) [9.](#) [10.](#) [11.](#) [12.](#) [13.](#)  
[14.](#) [15.](#) [16.](#) [17.](#) [18.](#) [19.](#) [20.](#) [21.](#) [22.](#) [23.](#) [24.](#)

## CHAPITRE PREMIER

*Le droit est dans la force. La Liberté est une Idée. Le Libéralisme. L'or. La Foi. L'autonomie. Le despotisme du capital. L'ennemi intérieur. La foule. L'Anarchie. La politique et la morale. Le droit du plus fort. Le pouvoir juif franc-maçon est invincible. Le but justifie les moyens. La foule est aveugle. L'alphabet politique. Les discordes des partis. La forme de Gouvernement qui conduit le mieux à votre but est l'autocratie. Les liqueurs fortes. Le classicisme. La débauche. Le principe et les règles du Gouvernement Juif et franc-maçon. La terreur. Liberté, Egalité, Fraternité. Le principe du Gouvernement dynastique. Les privilèges de*

*l'aristocratie des chrétiens détruits. La nouvelle aristocratie. Calcul psychologique. Abstraction de la Liberté. Amovibilité des représentants du peuple.*

« Abandonnons toute phraséologie ; étudions en elle-même chaque idée, éclairons la situation par des comparaisons et des déductions.

Je vais donc formuler notre système de votre point de vue et du point de vue des chrétiens.

Il faut remarquer que les hommes qui ont de mauvais instincts sont plus nombreux que ceux qui en ont de bons. C'est pourquoi on atteint les meilleurs résultats en gouvernant les hommes par la violence et la terreur, non par les discussions académiques. Chaque homme aspire au pouvoir, chacun voudrait devenir dictateur, s'il le pouvait ; en même temps, il en est peu qui ne soient prêts à sacrifier les biens de tous pour atteindre leur propre bien. Qu'est-ce qui a contenu les bêtes féroces qu'on appelle des hommes ? Qu'est-ce qui les a guidés jusqu'à présent ? Au début de l'ordre social ils se sont soumis à la force brutale et aveugle, plus tard à la loi, qui n'est que la même force, mais masquée. J'en conclus que d'après la loi de nature, le droit est dans la force. La liberté politique est une idée et non un fait. Il faut savoir appliquer cette idée quand il devient nécessaire d'attirer les masses populaires à son parti par l'appât d'une idée, si ce parti a formé le dessein d'écraser le parti qui est au pouvoir. Ce problème devient facile si l'adversaire tient ce pouvoir de l'idée de liberté, de ce qu'on appelle libéralisme, et sacrifie quelque peu de sa puissance pour cette idée. Et voilà où

apparaîtra le triomphe de notre théorie : les rênes relâchées du pouvoir sont aussitôt saisies en vertu de la loi de vie par d'autres mains, parce que la force aveugle du peuple ne peut rester un seul jour sans guide, et que le nouveau pouvoir ne fait que prendre la place de l'ancien, affaibli par le libéralisme. De nos jours la puissance de l'or a remplacé le pouvoir des gouvernements libéraux. Il fut un temps où la foi gouvernait. L'idée de la liberté est irréalisable, parce que personne ne sait en user dans une juste mesure. Il suffit de laisser quelque temps le peuple se gouverner lui-même pour que cette autonomie se transforme aussitôt en licence. Dès lors surgissent des dissensions, qui se transforment bien vite en batailles sociales, dans lesquelles les États se consomment et où leur grandeur se réduit en cendres. Que l'État s'épuise dans ses propres convulsions ou que ses querelles intestines le réduisent à la merci des ennemis extérieurs, il peut dès lors être considéré comme irrémédiablement perdu : il est en notre pouvoir. Le despotisme du capital, qui est tout entier entre nos mains, lui apparaît comme une planche de salut auquel il est obligé, bon gré mal gré, de se cramponner, sous peine de sombrer.

A celui que son âme libérale porterait à traiter ces raisonnements d'immoraux, je demanderai : si tout État a deux ennemis, et s'il lui est permis d'employer contre l'ennemi extérieur, sans que cela soit considéré comme immoral, tous les moyens de lutte, comme, par exemple, de ne pas lui faire connaître ses plans d'attaque ou de défense, de le surprendre de nuit ou avec des forces supérieures ; pourquoi ces mêmes mesures employées contre un ennemi pire, qui ruinerait l'ordre social et la propriété, seraient-elles dites illicites et immorales ?

Un esprit bien fait peut-il espérer mener avec succès les foules par des exhortations sensées ou par la persuasion, quand la voie est ouverte à la contradiction même déraisonnable, pourvu qu'elle paraisse séduisante au peuple qui comprend tout superficiellement ? Les hommes, qu'ils soient de la plèbe ou non, sont guidés exclusivement par leurs petites passions, par leurs superstitions, par leurs usages, par leurs traditions et leurs théories sentimentales : ils sont esclaves de la division des partis qui s'opposent à l'entente la plus raisonnable. Toute décision de la foule dépend d'une majorité de hasard ou, tout au moins, superficielle ; dans son ignorance des secrets politiques, elle prend des résolutions absurdes ; une sorte d'anarchie ruine le gouvernement. La politique n'a rien de commun avec la morale. Le gouvernement qui se laisse guider par la morale, n'est pas politique et par conséquent son pouvoir est fragile. Celui qui veut régner doit recourir à la ruse et à l'hypocrisie. Les grandes qualités populaires – la franchise et l'honnêteté – sont des vices dans la politique parce qu'elles renversent les rois de leurs trônes mieux que l'ennemi le plus puissant. Ces qualités doivent être les attributs des royaumes chrétiens, nous ne devons aucunement les prendre pour guides. Notre but est de posséder la force. Le mot de « droit » est une idée abstraite que rien ne justifie. Ce mot signifie simplement ceci : « Donnez-moi ce que je veux afin que je puisse prouver par là que je suis plus fort que vous. » Où commence le droit, où finit-il ?

Dans un État, où le pouvoir est mal organisé, où les lois et le gouvernement sont devenus impersonnels du fait des droits sans nombre que le libéralisme a créés, je vois un nouveau droit de me jeter, de par la loi du plus fort, sur tous les ordres et tous les règlements établis et de les renverser ; de mettre la main sur les



lois, de reconstruire toutes les institutions et de devenir le maître de ceux qui nous ont abandonné les droits que leur force leur donnait, qui y ont renoncé volontairement, libéralement...

En raison de la fragilité actuelle de tous les Pouvoirs, notre puissance sera plus durable que toute autre, parce qu'elle sera invincible jusqu'au moment où elle sera si bien enracinée qu'aucune ruse ne pourra plus la ruiner...

Du mal passager que nous sommes obligés maintenant de faire naître le bien d'un gouvernement inébranlable, qui rétablira la marche régulière du mécanisme de l'existence nationale, troublé par le libéralisme. Le résultat justifie les moyens. Portons notre attention dans nos projets, moins sur le bon et le moral que sur le nécessaire et l'utile, Nous avons devant nous un plan, dans lequel est exposée stratégiquement la ligne, dont nous ne pouvons nous écarter sans courir les risques de voir détruits les travaux de plusieurs siècles. Pour trouver les moyens qui mènent à ce but, il faut tenir compte de la lâcheté, de l'instabilité, de l'inconstance de la foule, de son incapacité à comprendre et à estimer les conditions de sa propre vie et de sa prospérité. Il faut comprendre que la puissance de la foule est aveugle, insensée, ne raisonne pas, écoute à droite et à gauche. Un aveugle ne peut conduire un aveugle sans le conduire au précipice ; de même les membres de la foule, sortis du peuple, fussent-ils doués d'un esprit génial, faute de rien comprendre à la politique, ne peuvent prétendre la guider sans perdre toute la nation. Seul, un individu préparé dès l'enfance à l'autocratie, peut connaître le langage et la réalité politiques. Un peuple livré à lui-même, c'est-à-dire aux parvenus de son milieu, se ruine par les discordes de partis, qu'excitent la soif du pouvoir, et par les désordres qui en

proviennent. Est-il possible aux masses populaires de raisonner tranquillement, sans rivalités intestines, de diriger les affaires du pays qui ne peuvent être confondues avec les intérêts personnels ? Peuvent-elles se défendre contre les ennemis extérieurs ? C'est impossible. Un plan, divisé en autant de têtes qu'il y en a dans la foule, perd son unité ; il devient inintelligible et irréalisable. Il n'y a qu'un autocrate qui puisse élaborer des plans vastes et clairs, donner sa place à toutes choses dans le mécanisme de la machine gouvernementale. Concluons donc qu'un gouvernement utile au pays et capable d'atteindre ce but qu'il se propose, doit être concentré dans les mains d'un seul individu responsable. Sans le despotisme absolu, la civilisation ne peut exister ; elle n'est pas l'œuvre des masses, mais de leur guide, quel qu'il soit. La foule est un barbare qui montre sa barbarie en toute occasion. Aussitôt que la foule prend en mains la liberté, elle la transforme bien vite en anarchie, qui est le plus haut degré de barbarie. Voyez ces animaux ivres d'eau-de-vie, hébétés par le vin, auquel le droit de boire sans limites est donné en même temps que la liberté.

Nous ne pouvons permettre que les nôtres tombent à ce degré... Les peuples chrétiens sont abrutis par les liqueurs fortes ; leur jeunesse est abrutie par les études classiques et par la débauche précoce à laquelle l'ont poussée nos agents – précepteurs, domestiques, gouvernantes – dans les maisons riches, nos commis ailleurs, nos femmes dans les lieux de divertissements des chrétiens. Au nombre de ces dernières, je compte aussi ce qu'on appelle « les femmes du monde » initiatrices volontaires de leur débauche et de leur luxe. Notre mot d'ordre est : la force et l'hypocrisie. Seule la force peut triompher en politique, surtout si elle est cachée dans les talents

nécessaires aux hommes d'État. La violence doit être un principe, la ruse et l'hypocrisie une règle pour les gouvernements qui ne veulent pas remettre leur couronne aux mains des agents d'une nouvelle force. Ce mal est l'unique moyen de parvenir au but, le bien. C'est pourquoi nous ne devons pas nous arrêter devant la corruption, la tromperie et la trahison, toutes les fois qu'elles peuvent nous servir à atteindre notre but. En politique il faut savoir prendre la propriété d'autrui sans hésiter, si nous pouvons obtenir par ce moyen la soumission et le pouvoir. Notre État, dans cette conquête pacifique, a le droit de remplacer les horreurs de la guerre par des condamnations à mort moins visibles et plus, profitables, nécessaires pour entretenir cette terreur qui fait obéir les peuples aveuglément. Une sévérité juste, mais inflexible, est le plus grand facteur de la force d'un État, ce n'est donc pas seulement notre avantage, c'est notre devoir, pour obtenir la victoire, de nous en tenir à ce programme de violence et d'hypocrisie. Une pareille doctrine basée sur le calcul, est aussi efficace que les moyens qu'elle emploie. Ce n'est donc pas seulement par ces moyens, mais aussi par cette doctrine de la sévérité que nous triompherons et que nous asservirons tous les gouvernements à notre gouvernement suprême. Il suffira que l'on sache que nous sommes inflexibles pour que toute insubordination cesse. C'est nous, qui les premiers, dans ce qui est encore l'antiquité, avons jeté au peuple les mots « Liberté, Égalité, Fraternité » : paroles répétées tant de fois dans la suite par des perroquets inconscients, qui attirés de toutes parts par cet appât, n'en ont usé que pour détruire la prospérité du monde, la véritable liberté individuelle, autrefois si bien garantie de la contrainte de la foule. Des hommes qui se croyaient intelligents n'ont pas su démêler le sens caché de ces mots, n'ont pas vu

qu'ils se contredisaient, n'ont pas vu qu'il n'y a pas d'égalité dans la nature, qu'il ne peut y avoir de liberté, que la nature elle-même a établi l'inégalité des esprits, des caractères et des intelligences, si fortement soumis à ses lois ; ces hommes n'ont pas compris que la foule est une force aveugle ; que les parvenus qu'elle élit pour la gouverner, ne sont pas moins aveugles en politique qu'elle-même, que l'initié fût-il un sot, peut gouverner, tandis que la foule des non-initiés, même pleins de génie, n'entend rien à la politique. Toutes ces considérations ne vinrent pas à l'esprit des chrétiens ; cependant, c'est là-dessus que reposait le principe du gouvernement dynastique ; le père transmettait à son fils les secrets de la politique, inconnus en dehors des membres de la famille régnante, afin que nul ne pût trahir le secret. Plus tard le sens de la transmission héréditaire des vrais principes de la politique se perdit. Le succès de notre œuvre en fut accru. Pourtant, dans le monde, les mots Liberté, Égalité, Fraternité mirent dans nos rangs, par l'entremise de nos agents aveugles, des légions entières d'hommes qui portèrent avec enthousiasme nos étendards. Et cependant ces mots étaient des vers qui rongeaient la prospérité de tous les non-juifs, en détruisant partout la paix, la tranquillité, la solidarité, en sapant tous les fondements de leurs États. Vous verrez par la suite que cela servit à notre triomphe ; cela nous donna, entre autres, la possibilité d'obtenir l'atout le plus important, autrement dit, d'abolir les privilèges, l'essence même de l'aristocratie des chrétiens, et l'unique moyen de défense qu'ont contre nous les peuples et les nations. Sur les ruines de l'aristocratie naturelle et héréditaire, nous avons élevé notre aristocratie de l'intelligence et de la finance. Nous avons pris pour critérium de cette nouvelle aristocratie la richesse, qui dépend de nous, et la science qui est

dirigée par nos sages. Notre triomphe fut encore facilité par le fait que dans nos rapports avec les hommes dont nous avons besoin, nous sûmes toujours toucher les cordes les plus sensibles de l'esprit humain : le calcul, l'avidité, l'insatiabilité des besoins matériels de l'homme, chacune de ces faiblesses humaines, prise à part est capable d'étouffer l'esprit d'initiative en mettant la volonté des hommes à la disposition de celui qui achète leur activité. L'idée abstraite de la liberté a donné la possibilité de persuader aux foules qu'un gouvernement n'est pas autre chose qu'un gérant du propriétaire du pays, c'est-à-dire du peuple, et qu'on peut les changer comme on change des gants usés. L'amovibilité des représentants du peuple les mettait à notre disposition ; ils dépendaient de notre choix.



## CHAPITRE II

*Les guerres économiques sont le fondement de la suprématie juive. L'administration visible et les « Conseillés secrets ». Le succès des doctrines destructives. L'assimilation en politique. Le rôle de la presse. Le prix de l'or et la valeur des victimes juives.*

Il nous est nécessaire que les guerres ne donnent pas, autant que cela est possible, d'avantages territoriaux. La guerre ainsi transportée sur le terrain économique, et les Nations verront la

force de notre suprématie, et cette situation mettra les deux parties à la disposition de nos agents internationaux, qui ont des milliers d'yeux que nulle frontière n'arrête. Alors nos droits internationaux effaceront les droits nationaux, au sens propre du mot et gouverneront les peuples de même que le droit civil des États règle les rapports de leurs sujets entre eux. Les administrateurs, choisis par nous dans le public, en raison de leurs aptitudes serviles, ne seront pas des individus préparés pour l'administration du pays. Ainsi ils deviendront aisément des pions dans notre jeu, dans les mains de nos conseillers savants et géniaux, de nos spécialistes, élevés dès l'enfance en vue d'administrer les affaires du monde entier. Vous savez que nos spécialistes ont puisé les renseignements nécessaires pour administrer dans nos plans politiques, dans les expériences de l'histoire, dans l'étude de tous les événements remarquables. Les chrétiens ne se guident pas sur la pratique d'observations impartiales tirées de l'histoire, mais sur une routine théorique, incapable d'atteindre aucun résultat réel. C'est pourquoi nous n'avons pas à compter avec eux ; qu'ils s'amuse encore quelque temps, qu'ils vivent d'espoirs ou de nouveaux divertissements, ou du souvenir des amusements qu'ils ont déjà eus. Laissons-les croire à l'importance que nous leur avons inspirée des lois de la science – des théories. C'est dans ce dessein que nous augmentons constamment, par notre presse, leur confiance aveugle en ces lois. La classe intelligente des chrétiens sera fière de ses connaissances et, sans les examiner logiquement, mettra en action tous les renseignements de la science, rassemblés par nos agents pour guider leurs esprits dans le sens qui nous est nécessaire. Ne croyez pas nos affirmations sans fondement ; remarquez les succès que nous avons su créer au

Darwinisme, au Marxisme, au Nietzscheïsme. Pour nous au moins, l'influence délétère de ces tendances doit être évidente.

Il nous est nécessaire de compter avec les idées, les caractères, les tendances modernes des peuples pour ne pas commettre d'erreurs en politique et dans l'administration des affaires. Notre système, dont les parties peuvent être disposées différemment selon les peuples que nous rencontrons sur notre route, ne peut avoir de succès si son application pratique n'est basée sur les résultats du passé confrontés avec le présent.

Les États modernes ont en mains une grande force créatrice : la presse. Le rôle de la presse est d'indiquer les réclamations soi-disant indispensables, de faire connaître les plaintes du peuple, de créer des mécontents, de leur donner une voix.

La presse incarne la liberté de la parole. Mais les États n'ont pas su utiliser cette force, et elle est tombée entre nos mains. Par elle nous avons obtenu de l'influence tout en restant dans l'ombre, grâce à elle nous avons amassé dans nos mains l'or, en dépit des torrents de sang et de larmes au milieu desquels nous avons dû les prendre... Mais nous nous sommes rachetés, en sacrifiant beaucoup des nôtres. Chacune de nos victimes vaut des milliers de chrétiens devant Dieu.



### CHAPITRE III

*Le serpent symbolique et sa signification.*

*Instabilité de la balance constitutionnelle. La terreur dans les palais. Le pouvoir et l'ambition. Les machines à parler parlementaires, les pamphlets. Les abus du pouvoir. L'esclavage économique. « La vérité du peuple ». Les accapareurs et l'aristocratie. L'armée des francs-maçons Juifs. La dégénérescence des chrétiens. La faim et le droit du capital. La venue et le couronnement du « maître universel ». L'objet fondamental du programme des futures écoles populaires des francs-maçons. Le secret de la science de l'ordre social. Crise économique générale. Sécurité des « Nôtres ». Le despotisme des francs-maçons est le règne de la raison. Perte d'un guide. La franc-maçonnerie et la « grande » Révolution française. Le roi despote est du sang de Sion. Causes de l'Invulnérabilité de la franc-maçonnerie. Le rôle des agents secrets de la franc-maçonnerie. La Liberté.*

Je puis aujourd'hui vous annoncer que nous sommes déjà près du but. Encore un peu de chemin, et le cercle du Serpent Symbolique (qui représente notre peuple) sera fermé. Quand ce cercle sera fermé, tous les États de l'Europe y seront enserrés, comme dans un fort étai.

La balance constitutionnelle sera bientôt renversée, parce que nous l'avons faussée pour qu'elle ne cesse de pencher d'un côté ou de l'autre jusqu'à ce qu'enfin le fléau soit usé. Les chrétiens



croyaient l'avoir construite assez solidement, ils attendaient toujours que les plateaux de la balance se missent en équilibre. Mais les personnes régnautes – le fléau – sont protégées par leurs représentants, qui font des sottises et se laissent entraîner par leur pouvoir sans contrôle et sans responsabilité. Ils doivent ce pouvoir à la terreur qui règne dans les palais. Les personnes régnautes n'ayant plus d'accès auprès de leur peuple, ne peuvent plus se concerter avec lui et se fortifier contre les personnes aspirant au pouvoir. La force clairvoyante des personnes régnautes et la force aveugle du peuple, divisées par nous, ont perdu toute importance ; séparées, elles sont aussi impuissantes que l'aveugle sans son bâton. Pour pousser les ambitieux à abuser du pouvoir, nous avons opposé l'une à l'autre toutes les forces, en développant toutes leurs tendances libérales vers l'indépendance...

Nous avons encouragé dans ce but toute entreprise, nous avons armé tous les partis, nous avons fait du pouvoir la cible de toutes les ambitions. Nous avons transformé en arènes les États où se développent les troubles... Encore un peu de temps et les désordres, les banqueroutes apparaîtront partout. Les bavards intarissables ont transformé les séances de Parlements et les réunions administratives en luttes oratoires. De hardis journalistes, des pamphlétaires sans vergogne attaquent tous les jours le personnel administratif. Les abus du pouvoir prépareront finalement la chute de toutes les institutions, et tout sera renversé sous les coups de la foule devenue folle.

Les peuples sont enchaînés au lourd travail plus fortement que ne les enchaînait l'esclavage et le servage. On pouvait se libérer de l'esclavage et du servage d'une manière ou de l'autre. On

pouvait traiter avec eux, mais on ne peut se libérer de sa misère. Les droits que nous avons inscrits dans les constitutions sont fictifs pour les masses, et non réels. Tous ces prétendus « droits du peuple » ne peuvent exister que dans l'esprit, ils ne sont jamais réalisables. Qu'est-ce pour le travailleur prolétaire courbé sur son travail pénible, écrasé par son sort, que le droit donné aux bavards de bavarder, le droit donné aux journalistes d'écrire toutes sortes d'absurdités en même temps que des choses sérieuses, du moment que le prolétariat ne tire pas d'autres avantages de la constitution que les misérables miettes que nous lui jetons de notre table, en échange d'un suffrage favorable à nos prescriptions, à nos suppôts, à nos agents ? Les droits républicains pour le pauvre diable sont une amère ironie : la nécessité d'un travail presque quotidien ne lui permet pas d'en jouir : en revanche ils lui ôtent la garantie d'un gain constant et sûr, en le mettant sous la dépendance des grèves des patrons ou des camarades. Sous notre direction le peuple a détruit l'aristocratie qui était sa protectrice et sa mère nourricière naturelle, elle dont l'intérêt est inséparable de la prospérité du peuple. Maintenant que l'aristocratie est détruite, il est tombé sous le joug des accapareurs, des filous enrichis qui l'oppressent d'une manière impitoyable.

Nous apparaîtrons comme des libérateurs de ce joug à l'ouvrier quand nous lui proposerons d'entrer dans les rangs de cette armée de socialistes, d'anarchistes, de communards, que nous soutenons toujours sous prétexte de solidarité entre les membres de notre franc-maçonnerie sociale. L'aristocratie qui jouissait de plein droit du travail des ouvriers, avait intérêt à ce que les travailleurs fussent rassasiés, sains et forts. Notre intérêt est au contraire que les chrétiens dégénèrent. Notre puissance est

dans la faim chronique, dans la faiblesse de l'ouvrier, parce que tout cela l'asservit à notre volonté et qu'il n'aura en sa puissance ni force ni énergie pour s'opposer à cette volonté. La faim donne au capital sur l'ouvrier plus de droits que l'aristocratie n'en recevait du pouvoir royal et légal. Par la misère et la haine envieuse qu'elle produit nous manœuvrons les foules, nous nous servons de leurs mains pour écraser ceux qui s'opposent à nos desseins.

Quand viendra le temps pour notre souverain universel d'être couronné, ces mêmes mains balayeront tout ce qui pourrait lui être un obstacle. Les chrétiens ont perdu l'habitude de penser en dehors de nos conseils scientifiques. C'est pourquoi ils ne voient pas la nécessité urgente de faire ce que nous feront quand notre règne sera venu, c'est-à-dire d'enseigner dans les écoles primaires la seule science véritable, la première de toutes les sciences de l'ordre social, de la vie humaine, de l'existence sociale qui demande la division du travail et par conséquent la division des hommes en classes et conditions. Il est nécessaire que chacun sache qu'il ne peut y avoir d'égalité par suite des différentes activités auxquelles chacun est destiné ; que tous ne peuvent être également responsables devant la loi ; que, par exemple, la responsabilité n'est pas la même de celui qui, par ses actes, compromet toute une classe et de celui qui ne porte atteinte qu'à son honneur. La vraie science de l'ordre social, dans le secret de laquelle nous n'admettons pas les chrétiens, montrerait à tous que la place et le travail de chacun doivent être différents, pour ne pas être une source de tourments par suite du défaut de correspondance entre l'éducation et le travail. En étudiant cette science, les peuples obéiront volontiers aux pouvoirs et à l'ordre social établi par eux dans l'État. Au contraire, dans l'état présent

de la science telle que nous l'avons faite, le peuple, croyant aveuglément à la parole imprimée, nourrit, par suite des erreurs qui lui sont insinuées dans son ignorance, de l'inimitié contre toutes les conditions qu'il croit au-dessus de lui, parce qu'il ne comprend pas l'importance de chaque condition. Cette inimitié augmentera encore par suite de la crise économique qui finira par arrêter les opérations de la Bourse et la marche de l'industrie.

Quand nous aurons créé par tous les moyens cachés dont nous disposons à l'aide de l'or, qui est tout entier entre nos mains, une crise économique générale, nous lancerons dans la rue des foules entières d'ouvriers simultanément dans tous les pays de l'Europe. Ces foules se mettront avec volupté à répandre le sang de ceux qu'elles envient dès leur enfance, dans la simplicité de leur ignorance, et dont elles pourront alors piller les biens. Elles ne toucheront pas les nôtres ; parce que le moment de l'attaque nous sera connu et que nous aurons pris des mesures pour garantir les nôtres. Nous avons affirmé que le progrès soumettrait tous les chrétiens au règne de la raison. Tel sera notre despotisme : il saura calmer toutes les agitations par de justes sévérités, il saura extirper le libéralisme de toutes les institutions. Quand le peuple vit qu'on lui faisait au nom de la liberté tant de concessions et de complaisances, il s'imagina être le maître et se jeta sur le pouvoir mais il se heurta tout naturellement comme un aveugle, à quantité d'obstacles ; il se mit à chercher un guide, n'eût pas l'idée de retourner à l'ancien et déposa tous ses pouvoirs à nos pieds. Rappelez-vous la révolution française à laquelle nous avons donné le nom de « grande » ; les secrets de sa préparation nous sont bien connus, car elle fut tout entière l'œuvre de nos mains. Depuis lors, nous menons le peuple d'une déception à l'autre afin qu'il renonce même à nous, au profit du roi despote

du sang de Sion que nous préparons pour le monde. Actuellement nous sommes invulnérables comme force internationale, car, quand on nous attaque dans un État, on nous défend dans les autres. La lâcheté infinie des peuples chrétiens qui rampent devant la force, qui sont impitoyables pour la faiblesse et pour les fautes, mais indulgents pour les crimes, qui ne veulent pas supporter les contradictions de la liberté, qui sont patients jusqu'au martyr devant la violence d'un hardi despotisme. Voilà ce qui favorise notre indépendance, Ils souffrent et supportent des premiers ministres actuels des abus pour le moindre desquels ils décapiteraient vingt rois. Comment expliquer un tel phénomène, une telle inconséquence des masses populaires en face d'événements qui semblent de même nature ? Ce phénomène s'explique par ce fait que ces dictateurs — les premiers ministres — font dire tout bas au peuple par leurs agents que s'ils causent du détriment aux États, c'est dans le but dernier de réaliser le bonheur des peuples, leur fraternité internationale, la solidarité, les droits égaux pour tous. Naturellement on ne leur dit pas que cette unité ne doit se faire que sous notre autorité. Et voilà le peuple qui condamne les justes et absout les coupables, se persuadant de plus en plus qu'il peut faire tout ce qu'il lui plaît. Dans ces conditions, le peuple détruit toute stabilité et crée le désordre à chaque pas. Le mot « Liberté » met les sociétés humaines en lutte contre toute force, contre toute puissance, même contre celle de Dieu et de la nature. Voilà pourquoi à notre avènement nous devons exclure ce mot du vocabulaire humain, comme principe de la brutalité qui change les foules en bêtes féroces. Il est vrai que ces bêtes s'endorment chaque fois qu'elles se sont abreuvées de sang et qu'alors il est facile de les enchaîner. Mais si on ne leur donne pas de sang, elles ne dorment

pas et luttent.



## CHAPITRE IV

*Les différents stades d'une République. La franc-maçonnerie extérieure. La liberté et la foi. La concurrence internationale du commerce et de l'industrie. Le rôle de la spéculation. Le culte de l'or.*

Toute République passe par différents stades. Le premier comprend les premiers jours de folie d'un aveugle qui se jette à droite et à gauche. Le deuxième est celui de la démagogie, d'où naît l'anarchie, puis vient inévitablement le despotisme : non pas un despotisme légal et déclaré et par conséquent responsable, mais un despotisme invisible et inconnu, et néanmoins sensible ; despotisme exercé par une organisation secrète qui agit avec d'autant moins de scrupules qu'elle agit sous le couvert de divers agents, dont le changement non seulement ne lui nuit pas, mais la soutient en la dispensant de dépenser ses ressources à récompenser de longs services. Qui pourrait renverser une force invisible ? Car telle est notre force. La franc-maçonnerie extérieure ne sert qu'à couvrir nos desseins ; le plan d'action de cette force, le lieu de son séjour même resteront toujours inconnu au peuple. La liberté elle-même pourrait être inoffensive et exister dans l'État sans nuire à la prospérité des peuples, si elle

reposait sur les principes de la croyance en Dieu, de la fraternité humaine, en dehors de l'idée d'égalité contredite par les lois de la création elle-même, qui ont établi la subordination. Avec une telle foi le peuple se laisserait gouverner par la tutelle des paroisses et marcherait humble et paisible sous la main de son pasteur spirituel, soumis à la distribution divine des biens de ce monde. Voilà pourquoi il est nécessaire que nous ruinions la foi, que nous arrachions de l'esprit des chrétiens le principe même de la Divinité et de l'Esprit, pour leur substituer des calculs et des besoins matériels. Pour que les esprits des chrétiens n'aient pas le temps de penser et d'observer, il faut les distraire par l'industrie et le commerce. De cette manière, toutes les nations chercheront leurs avantages et, luttant chacune pour leurs avantages propres, ne remarqueront pas leur ennemi commun. Mais pour que la liberté puisse ainsi désagréger et détruire complètement la société des chrétiens, il faut faire de la spéculation la base de l'industrie ; de la sorte, aucune des richesses que l'industrie tirera de la terre ne restera dans la main des industriels mais toutes s'en iront en spéculations, c'est-à-dire tomberont dans nos caisses. La lutte ardente pour la suprématie, les heurts de la vie économique créeront et ont déjà créé des sociétés désenchantées, froides et sans cœur.

Ces sociétés auront une répugnance absolue pour la politique supérieure et pour la religion. Leur seul guide sera le calcul, c'est-à-dire l'or, pour lequel elles auront un vrai culte à cause des biens matériels qu'il peut procurer. Alors les basses classes des chrétiens nous suivront dans notre lutte contre la classe intelligente des chrétiens au pouvoir, nos concurrents, non pour faire le bien, non pas même pour acquérir la richesse, mais par haine seulement des privilégiés.



## CHAPITRE V

*Création d'une forte centralisation du Gouvernement. Les manières de s'emparer du pouvoir de la franc-maçonnerie. Pourquoi les États ne peuvent s'entendre. « Préelection » des Juifs. L'or est le moteur des mécanismes dans les États. Les monopoles dans le commerce et l'industrie. L'importance de la critique. Les institutions « comme on les voit ». Fatigues causées par les discours. Comment prendre en mains l'opinion publique ? L'importance de l'initiative privée. Le Gouvernement Suprême.*

Quelle forme d'administration peut-on donner à des sociétés dans lesquelles la corruption a pénétré partout, où l'on n'arrive à la richesse que par ces surprises habiles qui sont des demi-filouteries ; où règne la licence des mœurs ; où la moralité ne se soutient que par des châtimens et des lois austères, et non par des principes volontairement acceptés ; où les sentimens de Patrie et de Religion sont étouffés par des croyances cosmopolites ? Quelle forme de Gouvernement donner à ces sociétés, si ce n'est la forme despotique que je décrirai plus loin ? Nous réglerons mécaniquement toutes les actions de la vie politique de nos sujets par de nouvelles lois. Ces lois



reprendront une à une toutes les complaisances et les trop grandes libertés, qui furent accordées par les chrétiens, et notre règne se signalera par un despotisme si majestueux qu'il sera en état, en tout temps et en tout lieu, de faire taire les chrétiens qui voudront nous faire de l'opposition et qui seront mécontents. On nous dira que le despotisme dont je parle ne s'accorde pas avec les progrès modernes. Je prouverai le contraire. Lorsque le peuple considérait les personnes régnantes comme une pure émanation de la Volonté Divine, ils se soumettaient sans murmure à l'absolutisme des rois, mais du jour où nous leur avons suggéré l'idée de leurs propres droits, ils ont considéré les personnes régnantes comme de simples mortels. L'Onction Divine est tombée de la tête des rois ; puis que nous lui avons enlevé sa croyance en Dieu ; l'autorité a passé dans la rue, c'est-à-dire dans un lieu de propriété publique et nous nous en sommes emparés. De plus, l'art de gouverner les masses et les individus au moyen d'une théorie et d'une phraséologie habilement combinée, par des règlements de la vie sociale et par toute sorte d'autres moyens ingénieux, auxquels les chrétiens n'entendent rien, fait aussi partie de notre génie administratif, élevé dans l'analyse, dans l'observation, dans de telles finesses de conception que nous n'y avons pas de rivaux, de même que nous n'en avons pas pour concevoir des plans d'action politique et de solidarité. Seuls les Jésuites pourraient nous égaler sous ce rapport, mais nous avons pu les discréditer aux yeux de la foule stupide, parce qu'ils formaient une organisation visible, tandis que nous restions nous-mêmes dans l'ombre avec notre organisation secrète. Du reste, qu'importe au monde le maître qu'il aura ?

Que lui importe que ce soit le chef du catholicisme, ou notre

despote du sang de Sion ? Mais pour nous, qui sommes le peuple élu, la question est loin d'être indifférente. Une coalition universelle des chrétiens pourrait nous dominer pour quelque temps, mais nous sommes garantis de ce danger par les profondes semences de discorde qu'on ne peut plus arracher de leur cœur. Nous avons opposé les uns aux autres les calculs individuels et nationaux des chrétiens, leurs haines religieuses et ethniques, que nous avons cultivées depuis vingt siècles. C'est pourquoi aucun gouvernement ne trouvera de secours nulle part : chacun croira une entente contre nous défavorable à ses propres intérêts. Nous sommes trop forts, il faut compter avec nous. Les puissances ne peuvent conclure l'accord le plus insignifiant sans que nous y prenions part maintenant. Per me reges regnant – « par moi règnent les rois ». Nos prophètes nous ont dit que nous sommes élus par Dieu même pour dominer toute la terre. Dieu nous a donné le génie afin que nous puissions venir à bout de ce problème. Fût-il un génie dans le camp opposé, il pourrait lutter contre nous, mais le nouveau venu ne vaut pas le vieil habitant ; la lutte entre nous serait impitoyable, telle que le monde n'en a pas encore vue. Et puis ces hommes de génie viendraient trop tard. Tous les rouages du mécanisme gouvernemental dépendent d'un moteur qui est entre nos mains, et ce moteur c'est l'or. La science de l'économie politique inventée par nos sages nous montre depuis longtemps le prestige royal de l'or. Le capital, pour avoir tes mains libres, doit obtenir le monopole de l'industrie et du commerce ; c'est ce qu'est en train de réaliser déjà une main invisible dans toutes les parties du monde. Cette liberté donnera la force politique aux industriels, le peuple leur sera soumis, Il importe plus de nos jours de désarmer les peuples que de les mener à la guerre, il importe plus de servir des

passions échauffées pour notre profit que de les calmer, il importe plus de s'emparer des idées d'autrui et de les commenter que de les bannir. Le problème capital de notre gouvernement est d'affaiblir l'esprit public par la critique ; de leur faire perdre l'habitude de penser, car la réflexion crée l'opposition ; de détourner les forces de l'esprit en vaines escarmouches d'éloquence. De tout temps les peuples, de même que les simples individus, ont pris les paroles pour des faits, car ils se contentent de l'apparence des choses, et se donnent rarement la peine d'observer si l'accomplissement a suivi les promesses qui touchent à la vie sociale.

C'est pourquoi nos institutions auront une belle façade, qui démontrera éloquemment leurs bienfaits en ce qui concerne le progrès. Nous nous approprierons la physionomie de tous les partis, de toutes les tendances et nous les enseignerons à nos orateurs qui parleront tant, que tout le monde sera las de les entendre. Pour prendre l'opinion publique en mains, il faut la rendre perplexe en exprimant de divers côtés et si longtemps tant d'opinions contradictoires que les chrétiens finiront par se perdre dans leur labyrinthe et par comprendre qu'il vaut beaucoup mieux n'avoir aucune opinion en politique. Ce sont des questions que la société n'a pas à connaître.

Il n'est donné de les connaître qu'à celui qui la dirige. C'est là le premier secret. Le second secret, nécessaire pour gouverner avec succès, consiste à multiplier tellement les défauts du peuple, les habitudes, les passions, les règles de la vie en commun que personne ne puisse débrouiller ce chaos, et que les hommes en arrivent à ne plus se comprendre les uns les autres. Cette tactique aura encore pour effet de jeter la discorde dans tous les partis, de

désunir toutes les forces collectives, qui ne veulent pas encore se soumettre à nous ; elle découragera toute initiative personnelle même géniale, et sera plus puissante que des millions d'hommes chez qui nous avons semé la discorde, Il nous faut diriger l'éducation des sociétés chrétiennes de telle sorte que leurs mains s'abattent dans une impuissance désespérée devant chaque affaire qui demandera de l'initiative. L'effort, qui s'exerce sous le régime de la liberté sans limites, est impuissant parce qu'il se heurte aux efforts libres d'autrui. De là naissent de pénibles conflits moraux, des déceptions, des insuccès. Nous fatiguerons tant les chrétiens de cette liberté que nous les forcerons à nous offrir un pouvoir international, dont la disposition sera telle qu'elle pourra sans les briser englober les forces de tous les États du monde et former le Gouvernement Suprême.

A la place des Gouvernements actuels nous mettrons un épouvantail qui s'appellera l'administration du Gouvernement Suprême. Ses mains seront tendues de tous côtés comme des pinces, et son organisation sera si colossale, que tous les peuples ne pourront manquer de lui être soumis.



## CHAPITRE VI

*CHAPITRE VI Les monopoles ; les fortunes des chrétiens dépendent de ces monopoles. L'aristocratie privée de richesse foncière. Le commerce, l'industrie et la spéculation. Le luxe.*

*La hausse du salaire et le renchérissement des objets de première nécessité. L'anarchie et l'ivrognerie. Le sens secret de la propagande des théories économiques.*

Bientôt nous instituerons d'énormes monopoles, réservoirs de richesses colossales, dont les fortunes même grandes des chrétiens dépendront tellement qu'elles y seront englouties, comme le crédit des États le lendemain d'une catastrophe politique...

Messieurs les économistes, ici présents, considérez l'importance de cette combinaison !...

Il nous faut développer par tous les moyens possibles l'importance de notre Gouvernement Suprême, en le représentant comme le protecteur et le rémunérateur de tous ceux qui se soumettent à lui volontairement. L'aristocratie des chrétiens, en tant que force politique a disparu, nous n'avons plus à compter avec elle ; mais, comme propriétaire de biens territoriaux, elle peut nous nuire dans la mesure où ses ressources peuvent être indépendantes. Il nous faut donc absolument la déposséder de ses terres. Le meilleur moyen pour cela est d'augmenter les impôts sur la propriété foncière, afin d'endetter la terre. Ces mesures retiendront la propriété foncière dans un état de sujétion absolue. Les aristocrates chrétiens ne sachant pas, de père en fils, se contenter de peu, seront vite ruinés. En même temps il faut protéger le commerce et l'industrie fortement, et surtout la spéculation, dont le rôle sert de contrepoids à l'industrie ; sans la spéculation, l'industrie multiplierait les capitaux privés, elle améliorerait l'agriculture, en libérant la terre des dettes créées

par les prêts des banques foncières. Il faut que l'industrie ôte à la terre le fruit du travail comme du capital, qu'elle nous donne par la spéculation l'argent du monde entier. Jetés par là même dans les rangs des prolétaires tous les chrétiens s'inclineront devant nous pour avoir seulement le droit d'exister.

Pour ruiner l'industrie des chrétiens nous développerons la spéculation, le goût du luxe, de ce luxe qui dévore tout. Nous ferons monter les salaires qui, cependant, ne rapporteront aucun profit aux ouvriers, car nous aurons fait naître en même temps un renchérissement des objets de première nécessité, dû, dirons-nous, à la décadence de l'agriculture et de l'élevage ; de plus, nous saperons adroitement et profondément les sources de la production, en habituant les ouvriers à l'anarchie et aux boissons spiritueuses aussi bien qu'en prenant toutes les mesures possibles pour exiler de la terre les chrétiens intelligents. Pour empêcher que la situation ne soit vue prématurément sous son vrai jour, nous masquerons nos vrais desseins d'un désir prétendu de servir les classes ouvrières et de propager les grands principes économiques que nous enseignons aujourd'hui.



## CHAPITRE VII

*Pourquoi il faut augmenter les armements.  
Fermentations, discordes et haines dans le  
monde entier. Coercition de l'opposition des  
« chrétiens » par les guerres et par la guerre*

*générale. Le secret est le gage du succès en politique. La Presse et l'opinion publique. Les canons américains, japonais et chinois.*

L'augmentation des armements et du personnel de la police est un complément nécessaire du plan que nous avons exposé. Il faut qu'il n'y ait plus, dans tous les États, en dehors de nous, que des masses de prolétaires, quelques millionnaires qui nous soient dévoués, des policiers et des soldats. Dans toute l'Europe aussi bien que dans les autres continents nous devons susciter l'agitation, la discorde et la haine. Le profit est double. D'un côté, nous tenons par là en respect tous les pays qui saurons que nous pourrons, à notre gré, provoquer le désordre ou rétablir l'ordre ; tous ces pays seront ainsi habitués à nous considérer comme un fardeau nécessaire. Secondement, nos intrigues embrouilleront tous les fils que nous aurons tendus dans les cabinets d'État et cela au moyen de la politique, de contrats économiques, d'engagements financiers. Pour atteindre notre but, il nous faudra faire preuve d'une grande astuce au cours des pourparlers et des négociations ; mais dans ce qui s'appelle « la langue officielle » nous suivrons une tactique opposée et nous paraîtrons honnêtes et conciliants. De la sorte, les peuples et les gouvernements des chrétiens que nous avons habitués à ne regarder que la face des choses que nous leur présentons, nous prendrons une fois de plus pour les bienfaiteurs et les sauveurs du genre humain. A chaque opposition, nous devons être en état de faire déclarer la guerre par les voisins du pays qui oseraient nous contrecarrer ; et si ces voisins eux-mêmes s'avisait de se liguier contre nous, nous devrions les repousser par une guerre

générale.

La plus sûre voie du succès, en politique, est le secret de ses entreprises ; la parole du diplomate ne doit pas s'accorder avec ses actes. Nous devons contraindre les gouvernements chrétiens à agir selon ce plan que nous avons conçu avec ampleur, et qui touche déjà au but. L'opinion publique, nous y aidera, cette opinion publique que « la grande puissance », la presse a déjà mise secrètement entre nos mains. A peu d'exceptions près, en effet, avec lesquelles il est inutile de compter, la presse est déjà toute entière sous notre dépendance. En un mot, pour résumer notre système de coercition des gouvernements chrétiens de l'Europe, nous ferons voir à l'un notre force par des attentats, c'est-à-dire par la terreur ; à tous, si tous se révoltaient contre nous, nous répondrons par les canons américains, chinois ou japonais.



## CHAPITRE VIII

*Usage équivoque du droit juridique. Les collaborateurs du régime franc-maçon. Écoles particulières, éducation supérieure toute particulière. Économistes et millionnaires. A qui il faut confier les postes responsables dans le gouvernement.*



Nous devons nous approprier tous les instruments que nos adversaires pourraient employer contre nous. Nous devons trouver dans les subtilités et les finesses de la langue juridique une justification pour les cas où nous devons prononcer des sentences qui pourront paraître par trop hardies et injustes, car il importe d'exprimer ces sentences en termes qui aient l'air d'être des maximes morales très élevées, tout en ayant un caractère légal. Notre régime doit s'entourer de toutes les forces de la civilisation, au milieu desquelles il devra agir. Il s'entourera de publicistes, de jurisconsultes expérimentés, d'administrateurs, de diplomates, enfin d'hommes préparés par une éducation supérieure spéciale dans des écoles spéciales. Ces hommes connaîtront tous les secrets de l'existence sociale, ils connaîtront tous les langages, formés de lettres et de mots politiques, ils auront connaissance de tous les dessous de la nature humaine, de toutes ses cordes sensibles, sur lesquelles ils devront savoir jouer. Ces cordes sont la tournure d'esprit des chrétiens, leurs tendances, leurs défauts, leurs vices et leurs qualités, leurs particularités de classes et de conditions. Il est bien entendu que ces collaborateurs de génie de notre gouvernement ne seront pas pris parmi les chrétiens, qui sont habitués à faire leur travail administratif sans se soucier de son utilité. Les administrateurs des chrétiens signent les papiers sans les lire ; ils servent par intérêt ou par ambition. Nous entourerons notre gouvernement de tout un monde d'économistes. Voilà pourquoi les sciences économiques sont les plus importantes à enseigner aux Juifs. Nous serons entourés de toute une pléiade de banquiers, d'industriels, de capitalistes et surtout de millionnaires, parce qu'en somme tout sera décidé par des chiffres. Durant un certain temps, jusqu'au moment où il sera sans danger de confier les

postes responsables de nos États à nos frères juifs, nous les confierons à des individus dont le passé et le caractère soient tels qu'il y ait un abîme entre eux et le peuple, à des hommes tels qu'en cas de désobéissance à nos ordres, il ne leur reste autre chose à attendre que la condamnation ou l'exil, afin qu'ils défendent nos intérêts jusqu'à leur dernier soupir.



## CHAPITRE IX

*Application des principes maçonniques en vue de refaire l'éducation des peuples. Le mot d'ordre franc-maçon. Importance de l'antisémitisme. La dictature de la franc-maçonnerie. La terreur. Ceux qui servent la franc-maçonnerie. La force « intelligente » et la force « aveugle » des royaumes chrétiens. Communion du pouvoir avec le peuple. L'arbitraire libéral. Usurpation de l'Instruction et de l'éducation. Interprétation des lois. Les métropolitains.*

En appliquant nos principes, faites attention au caractère du peuple, au milieu duquel vous vous trouverez et vous agirez ; une application générale, uniforme de ces principes avant que nous ayons refait l'éducation du peuple, ne peut avoir de succès. Mais, en les appliquant prudemment, vous verrez qu'il ne se passera

pas dix ans, que le caractère le plus obstiné ne soit changé, et que nous ne comptions un peuple de plus dans votre dépendance. Quand notre règne viendra, nous remplacerons notre mot d'ordre libéral – « Liberté, Égalité, Fraternité » – non par un autre mot d'ordre, mais par les mêmes mots ramenés à leur rang d'idées ; nous dirons « le droit à la liberté, le devoir de l'égalité, l'idéal de la fraternité... » Nous saisissons le taureau par les cornes... En fait, nous avons déjà détruit tous les gouvernements excepté le nôtre, quoiqu'il en existe encore beaucoup en droit. De nos jours, si quelques États élèvent des protestations contre nous, c'est pour la forme et sur notre désir et notre ordre, car leur antisémitisme nous est nécessaire pour gouverner nos petits frères. Je ne vous expliquerai pas cela plus clairement, car ce sujet a déjà été traité plus d'une fois dans nos entretiens. En réalité il n'y a plus d'obstacles devant nous. Notre Gouvernement Suprême est dans des conditions extralégales qu'il est convenu d'appeler d'un mot fort et énergique: la dictature. Je puis dire en conscience que nous sommes actuellement des législateurs ; nous rendons les sentences de la justice, nous condamnons à mort et nous faisons grâce, nous sommes comme le chef de toutes nos troupes, montés sur le cheval du général en chef. Nous gouvernerons d'une main ferme, parce que nous avons en mains les débris d'un parti autrefois fort, aujourd'hui soumis par nous. Nous tenons dans nos mains des ambitions démesurées, des avidités ardentes, des vengeances impitoyables, des haines rancunières. C'est de nous que vient la terreur qui a tout envahi. Nous avons à notre service des hommes de toutes les opinions, de toutes les doctrines ; des restaurateurs de monarchie, des démagogues, des socialistes, des communards et toutes sortes d'utopistes; nous avons attelé tout le monde à la besogne: chacun d'eux sape de son côté les derniers

débris du pouvoir, s'efforce de renverser tout ce qui tient encore debout. Tous les États souffrent de ces menées, ils demandent le calme, ils sont prêts à tout sacrifier pour la paix; mais nous ne leur donnerons pas la paix tant qu'ils ne reconnaîtront pas notre Gouvernement Suprême ouvertement, humblement. Le peuple s'est mis à crier qu'il est nécessaire de résoudre la question sociale au moyen d'une entente internationale. La division du peuple en partis les a tous mis à notre disposition, car pour soutenir une lutte d'émulation, il faut de l'argent, et c'est nous qui avons tout l'argent.

Nous pourrions craindre l'alliance de la force intelligente des personnes régnautes avec la force aveugle du peuple, mais nous avons pris toutes les mesures possibles contre une telle éventualité: entre ces deux forces nous avons élevé un mur, c'est-à-dire une terreur réciproque. De la sorte la force aveugle du peuple reste notre appui et nous serons seuls à la guider ; nous saurons la diriger sûrement vers notre but. Afin que la main de l'aveugle ne puisse rejeter notre direction, nous devons de temps à autre être en communication directe avec lui, sinon personnellement, au moins par nos frères les plus fidèles. Quand nous serons un pouvoir reconnu, nous causerons nous-mêmes avec le peuple sur les places publiques et nous l'instruirons des questions politiques, dans le sens qui nous sera nécessaire. Comment vérifier ce qu'on lui enseigne dans les écoles de village ? Ce que dira l'envoyé du gouvernement ou la personne régnaute elle-même, ne peut manquer d'être connu immédiatement dans tout l'État, car cela sera vite répandu par la voix du peuple. Pour ne pas détruire prématurément les institutions des chrétiens, nous y avons touché d'une main savante, nous avons pris dans nos mains les ressorts de leur

mécanisme. Ces ressorts étaient disposés dans un ordre sévère, mais juste; nous l'avons remplacé par un arbitraire désordonné. Nous avons touché à la juridiction, aux élections, à la presse, à la liberté individuelle, et surtout à l'instruction et à l'éducation qui sont les pierres angulaires de l'existence libre. Nous avons mystifié, hébété et corrompu la jeunesse chrétienne par une éducation fondée sur des principes et des théories que nous savons faux, mais qui sont inspirés par nous. Par dessus les lois existantes, sans les changer essentiellement, mais en les défigurant seulement par des interprétations contradictoires, nous avons obtenus des résultats prodigieux. Ces résultats se sont d'abord manifesté en ce que les commentaires ont masqué les lois et qu'ils les ont ensuite complètement cachées aux yeux des gouvernements incapables de se reconnaître dans une législation si embrouillée. De là la théorie du tribunal de la conscience. Vous dites qu'on se soulèvera contre nous les armes à la main, si l'on s'aperçoit trop tôt de quoi il s'agit, mais nous avons pour ce cas dans les pays d'Occident une manœuvre si terrible que les âmes les plus courageuses trembleront : les métropolitains seront d'ici là établis dans toutes les capitales, et nous les ferons sauter avec toutes les organisations et tous les documents des pays.



## CHAPITRE X

*La force des choses en politique. « La génialité » de la bassesse. Que promet le coup*

*d'État franc-maçonnique. Le suffrage universel. L'estime de soi-même. Les chefs des francs-maçons. Le guide génial de la franc-maçonnerie. Les institutions et leurs fonctions. Le poison du libéralisme. La constitution est l'école des discordes de partis. L'ère républicaine. Les présidents sont les créatures de la franc-maçonnerie. Responsabilité des présidents. Le « Panama ». Le rôle de la chambre des députés et du président. La franc-maçonnerie est une force législative. La nouvelle constitution républicaine. Passage à « l'autocratie » franc-maçonnique. Moment de la proclamation « du roi universel ». Inoculation de maladies et autres méfaits de la franc-maçonnerie.*

Je commence aujourd'hui par répéter ce que j'ai déjà dit et je vous prie de vous rappeler que les gouvernements et les peuples ne voient que l'apparence des choses. Et comment en démêleraient-ils le sens intime quand leurs représentants songent avant tout à s'amuser ? Il importe beaucoup pour notre politique de connaître ce détail : il nous aidera quand nous passerons à la discussion de la division du pouvoir, de la liberté de la parole, de la presse, de la liberté de conscience, du droit d'association, de l'égalité devant la loi, de l'inviolabilité de la propriété, de l'habitation, de l'impôt, de la force rétrospective des lois. Toutes ces questions sont telles qu'il ne faut jamais y toucher directement et ouvertement devant le peuple. Dans les cas où il

est nécessaire de les aborder, il ne faut pas les énumérer, mais déclarer en bloc que les principes du droit moderne sont reconnus par nous. L'importance de cette réticence consiste en ceci qu'un principe qui n'est pas nommé nous laisse la liberté d'en exclure ceci ou cela sans que l'on s'en aperçoive, tandis que si nous les énumérions, il faudrait les accepter sans réserve. Le peuple a un amour particulier et une grande estime pour les génies politiques et répond à tous leurs actes de violence par les mots : « C'est canaille, c'est bien canaille, mais comme c'est habile !..., c'est un tour d'adresse, mais comme il est bien joué, comme c'est insolent !... ». Nous comptons attirer toutes les nations à la construction d'un nouvel édifice fondamental dont nous avons projeté le plan. Voilà pourquoi il nous faut avant tout faire provision de cette audace et de cette puissance d'esprit qui, dans la personne de nos acteurs, briseront tous les obstacles sur notre route. Quand nous aurons fait notre coup d'État, nous dirons aux peuples : « Tout allait affreusement mal, tous ont souffert au delà de ce qu'on peut supporter. Nous détruisons les causes de vos tourments, les nationalités, les frontières, la diversité des monnaies. Sans doute vous êtes libres de nous jurer obéissance, mais pouvez-vous le faire avec justice, si vous le faites avant d'avoir éprouvé ce que nous vous donnons ? » ...

Alors ils nous exalteront et nous porteront en triomphe dans un enthousiasme unanime d'espérances. Le suffrage universel, dont nous avons fait l'instrument de notre avènement, et auquel nous avons accoutumé les unités les plus infimes qui fassent partie des membres de l'humanité par des réunions de groupes et d'ententes, jouera une dernière fois son rôle pour exprimer le désir unanime de l'humanité de nous connaître de plus près avant de juger. Pour cela il nous faut amener tout le monde au suffrage universel, sans

distinction de classe et de cens électoral, afin d'établir l'absolutisme de la majorité que l'on ne peut obtenir des classes censitaires intelligentes. Ayant habitué de la sorte tout le monde à l'idée de sa propre valeur, nous détruirons l'importance de la famille chrétienne et sa valeur éducatrice, nous ne laisserons pas se produire les individualités auxquelles la foule, guidée par nous, ne permettra ni de se faire remarquer, ni même de parler : elle est habituée à n'écouter que nous qui lui payons son obéissance et son attention. Ainsi nous ferons du peuple une force si aveugle qu'il ne sera nulle part en état de se mouvoir sans être guidé par les agents que nous aurons à la place de ses chefs. Il se soumettra à ce régime, parce qu'il saura que de ces nouveaux chefs dépendront les gains, les dons gratuits et toutes sortes de biens.

Un plan de gouvernement doit sortir tout prêt d'une seule tête parce qu'il serait incohérent, si plusieurs esprits se partageaient la tâche de l'établir. C'est pourquoi nous pouvons connaître un plan d'action, mais nous ne devons pas le discuter, afin de ne pas briser son caractère génial, la liaison de ses parties, la force pratique et la signification secrète de chacun de ses points. Que le suffrage universel le discute et le remanie, il gardera la trace de toutes les fausses conceptions des esprits qui n'auront pas pénétré la profondeur et la liaison des desseins. Il faut que nos plans soient forts et bien conçus. C'est pourquoi nous ne devons pas jeter le travail génial de notre chef aux pieds de la foule, ni même le livrer à une société restreinte. Ces plans ne renverseront pas pour le moment les institutions modernes. Ils changeront seulement leur économie et par conséquent, tout leur développement qui s'orientera ainsi selon nos projets. Les mêmes choses à peu près existent dans tous les pays sous



différents noms : la Représentation, les Ministères, le Sénat, le Conseil d'État, le Corps Législatif et le Corps Exécutif. Je n'ai pas besoin de vous expliquer le mécanisme des rapports de ces institutions entre elles, car cela vous est bien connu ; remarquez seulement que chacune de ces institutions correspond à quelque fonction importante de l'État, et je vous prie de remarquer encore que c'est la fonction, et non l'institution que je nomme importante ; donc, ce ne sont pas les institutions qui sont importantes, mais leurs fonctions. Les institutions se sont partagé toutes les fonctions du gouvernement : fonctions administrative, législative, exécutive.

C'est pourquoi elles agissent dans l'organisme de l'État, comme les organes dans le corps humain. Si nous endommageons une partie de la machine de l'État, l'État tombera malade, comme le corps humain et mourra. Quand nous avons introduit dans l'organisme de l'État le poison du libéralisme, toute sa constitution politique a été changée : les États sont tombés malades d'une maladie mortelle : la décomposition du sang ; il ne reste plus qu'attendre la fin de leur agonie. Du libéralisme sont nés les gouvernements constitutionnels, qui ont remplacé pour les chrétiens l'Autocratie salutaire et la Constitution, comme vous le savez bien, n'est pas autre chose qu'une école de discordes, de mésintelligence, de discussions, de dissentiments, d'agitations stériles de partis ; en un mot, c'est l'école de tout ce qui fait perdre à un État son individualité et sa personnalité. La tribune aussi bien que la presse, a condamné les gouvernants à l'inaction et à la faiblesse ; elle les a rendus par là peu nécessaires, inutiles ; c'est ce qui explique qu'ils ont été renversés. L'ère républicaine est alors devenue possible, nous avons remplacé le gouvernant par une caricature du

gouvernement, par un président, pris dans la foule, au milieu de nos créatures, de nos esclaves. Là était le fondement de la mine, creusée par nous sous le peuple des chrétiens, ou plutôt sous les peuples des chrétiens.

Dans un avenir prochain nous créerons la responsabilité des présidents. Alors nous ferons passer sans nous gêner les choses pour lesquelles notre créature impersonnelle répondra. Que nous importe si les rangs de ceux qui aspirent au pouvoir deviennent plus rares, s'il se produit, faute de présidents, des embarras capables de désorganiser complètement le pays ?... Pour atteindre ce résultat, nous machinerons l'élection de présidents qui ont dans leur passé une tare cachée, quelque « panama ». La crainte des révélations, le désir propre à chaque homme arrivé au pouvoir, de conserver ses privilèges, les avantages et les honneurs, attachés à sa condition en feront les fidèles exécuteurs de nos prescriptions. La chambre des députés couvrira, défendra, élira les présidents, mais nous lui retirerons le droit de proposer des lois, de les changer ; ce droit sera attribué au président responsable, qui sera un jouet entre nos mains. Le pouvoir du gouvernement deviendra sans doute la cible de toutes les attaques. Nous lui donnerons pour se défendre le droit d'en appeler à la décision du peuple, sans passer par l'intermédiaire de ses représentants, c'est-à-dire de recourir à notre serviteur aveugle la majorité. Nous donnerons en outre au président le droit de déclarer la guerre. Nous motiverons ce dernier droit en disant que le président, comme le chef de toute l'armée du pays, doit l'avoir à sa disposition pour défendre la nouvelle constitution républicaine, dont il sera le représentant responsable. Dans ces conditions, le Chef du sanctuaire sera entre nos mains et personne, excepté nous, ne dirigera plus la

force législative. Nous retirerons de plus à la Chambre, en introduisant la nouvelle Constitution républicaine, le droit d'interpellation sous prétexte de sauvegarder le secret politique. Nous restreindrons par la nouvelle constitution le nombre des représentants au minimum, ce qui aura pour effet d'y diminuer d'autant les passions politiques et la passion pour la politique. Si, contre toute attente, elles s'éveillent même dans ce petit nombre de représentants, nous les réduirons à néant par un appel à la majorité du peuple...

Du président dépendra la nomination des présidents et des vice-présidents de la Chambre et du Sénat. Au lieu des sessions parlementaires constantes, nous bornerons les séances les Parlements à quelques mois. En outre, le président, comme Chef du pouvoir exécutif, aura le droit de convoquer ou de dissoudre le Parlement et, dans le cas de dissolution, d'ajourner le moment d'une nouvelle convocation. Mais pour que les conséquences de toutes ces actions, en réalité illégales, ne retombent pas sur la responsabilité, établie par nous, du président, ce qui nuirait à nos plans, nous suggérerons aux ministres et aux autres fonctionnaires qui entoureront le président l'idée de passer outre à ses dispositions par leurs propres mesures ; de la sorte, ils seront responsables à sa place... Nous conseillons de confier ce rôle surtout au Sénat, au Conseil d'État, au Conseil des Ministres, plutôt qu'à un seul individu. Le président interprétera, sur notre désir, les lois existantes, que l'on peut interpréter différemment ; il les annulera, quand nous lui en montrerons la nécessité ; il aura le droit de proposer les lois provisoires et même un nouveau changement de la constitution, sous prétexte du bien suprême de l'État. Ces mesures nous donneront le moyen de détruire peu à peu, pas à pas, tout ce que, d'abord, lors de notre prise de

pouvoir, nous aurons été forcés d'introduire dans les Constitutions des États ; nous passerons ainsi imperceptiblement à la suppression de toute constitution, quand le temps sera venu de grouper tous les gouvernements sous notre autocratie. La reconnaissance de notre autocratie peut arriver avant la suppression de la Constitution, si les peuples, fatigués par les désordres et la frivolité de leurs gouvernants s'écrient : « Chassez-les et donnez-nous un roi universel qui puisse nous réunir et détruire les causes de nos discordes : les frontières des nations, les religions, les calculs des États ; un roi qui nous donne cette paix et ce repos, que nous ne pouvons obtenir avec nos gouvernants et nos représentants. »

Vous savez très bien vous-mêmes que pour rendre possible de tels désirs, il faut troubler constamment, dans tous les pays, les rapports du peuple et du gouvernement, afin de fatiguer tout le monde par la désunion, l'inimitié, la haine et même par le martyre, la faim, l'inoculation des maladies, la misère, pour que les chrétiens ne voient pas d'autre salut que de recourir à notre souveraineté pleine et entière. Si nous donnons aux peuples le temps de respirer, le moment favorable n'arrivera peut-être jamais.



## CHAPITRE XI

*Le programme de la nouvelle Constitution.  
Quelques détails du coup d'État proposé. Les*

*chrétiens sont des moutons. La franc-maçonnerie secrète et ses loges de « façade ».*

Le Conseil d'État sera là pour souligner le pouvoir du gouvernement : sous l'apparence d'un corps législatif, il sera en réalité un comité de rédaction des lois et des décrets du gouvernant. Voici donc le programme de la nouvelle constitution que nous préparons. Nous créerons la loi, le droit et le tribunal : 1) sous forme de propositions au corps législatif : 2), par des décrets du président sous forme d'ordres généraux, par des actes du Sénat et par des décisions du Conseil d'État, sous forme d'ordres ministériels : 3) au cas où cela serait jugé opportun, sous forme de coup d'État. Maintenant que nous avons approximativement établi ce modus agendi, occupons-nous du détail des mesures qui nous serviront à achever la transformation de l'État dans le sens que nous avons dit. J'entends parler de la liberté de la presse, du droit d'association, de la liberté de conscience, du principe électif, et de beaucoup d'autres choses qui devront disparaître du répertoire humain ou être radicalement changées dès que la nouvelle constitution aura été proclamée. C'est seulement à ce moment qu'il nous sera possible de publier tous nos ordres à la fois. Dans la suite tout changement sensible sera dangereux et voici pourquoi : si ce changement s'opère dans le sens de sévérité rigoureuse, il peut amener un désespoir provoqué par la crainte de nouveaux changements dans le même sens ; si au contraire il s'opère dans le sens de complaisances ultérieures, on dira que nous avons reconnu nos torts, et cela affaiblira l'auréole d'infailibilité du nouveau pouvoir ou bien l'on dira que nous avons eu peur et que nous sommes obligés de

faire des concessions, pour lesquelles personne ne nous remerciera, car on les croira dues... L'un et l'autre nuiraient au prestige de la nouvelle constitution. Nous voulons que du jour de sa proclamation, quand les peuples seront stupéfaits du coup d'État qui vient de s'opérer, quand ils seront encore dans la terreur et dans la perplexité, nous voulons qu'à ce moment-là ils reconnaissent que nous sommes si forts, si invulnérables, si puissants que nous ne compterons en aucun cas avec eux ; que non seulement nous ne ferons pas attention à leurs opinions et à leurs désirs, mais que nous sommes prêts et en mesure, avec une autorité indiscutable de réprimer toute expression, toute manifestation de ces désirs et de ces opinions, que nous nous sommes emparés d'un seul coup de tout ce qui nous était nécessaire, et que nous ne partagerons en aucun cas notre pouvoir avec eux... Alors ils fermeront les yeux et attendront les événements. Les chrétiens sont un troupeau de moutons, et nous sommes pour eux des loups. Et vous savez ce qui arrive aux moutons quand les loups pénètrent dans la bergerie ? Ils fermeront encore les yeux sur tout parce que nous leur promettons de leur rendre toutes les libertés enlevées quand les ennemis de la paix seront apaisés et les partis réduits à l'impuissance. Inutile de dire qu'ils attendront longtemps ce retour vers le passé..... Pourquoi aurions-nous inventé et inspiré aux chrétiens toute cette politique, sans leur donner les moyens de la pénétrer, pourquoi, si ce n'est pour atteindre secrètement ce que notre race dispersée ne pouvait atteindre directement ? Cela a servi de base à notre organisation de la franc-maçonnerie secrète que l'on ne connaît pas, et dont les desseins ne sont pas même soupçonnés des brutes chrétiennes, attirées par nous dans l'armée visible des loges, pour détourner les regards de leurs

frères. Dieu nous a donné, à nous son peuple élu, la dispersion, et dans cette faiblesse de notre race, s'est trouvée notre force qui nous a amenés aujourd'hui au seuil de la domination universelle. Il nous reste peu de chose à édifier sur ces fondations.



## CHAPITRE XII

*Interprétation maçonnique du mot « liberté ». Avenir de la presse dans le royaume des francs-maçons. Le contrôle de la presse. Les agences des correspondants. Qu'est-ce que le progrès pour les francs-maçons ? La solidarité des francs-maçons dans la presse moderne. Excitation des exigences « sociales » provinciales. Infaillibilité du nouveau régime.*

Le mot « liberté » que l'on peut interpréter de différentes manières, nous le définissons ainsi :

La liberté est le droit de faire ce que permet la loi. Une telle interprétation de ce mot dans ce temps-là fera que toute la liberté sera entre nos mains, parce que les lois détruiront ou créeront ce qui nous sera agréable suivant le programme exposé plus haut. Avec la presse nous agissons de la manière suivante. Quel rôle joue maintenant la presse ? Elle sert à embraser les passions ou à entretenir les égoïsmes des partis. Elle est vaine, injuste,

mensongère, et la plupart des hommes ne comprennent pas du tout à quoi elle sert. Nous la sellerons et nous lui mettrons de fortes rênes, nous ferons de même pour les autres ouvrages imprimés, car à quoi nous servirait-il de nous débarrasser de la presse si nous devions servir de cible à la brochure et au livre ? Nous transformerons la publicité qui nous coûte cher aujourd'hui parce que c'est elle qui nous permet de censurer les journaux, en un objet de revenu pour notre État. Nous créerons un impôt spécial pour la presse. Nous exigerons une caution lorsque se fonderont des journaux ou des imprimeries. Ainsi sera garanti notre gouvernement de toute attaque du côté de la presse. A l'occasion nous mettrons sans merci à l'amende. Timbres, cautions et amendes, donneront un énorme revenu à l'État. Il est vrai que les journaux de partis pourraient être au-dessus des pertes d'argent. Nous les supprimerons dès la seconde attaque. Personne ne touchera impunément à l'auréole de notre infailibilité gouvernementale. Le prétexte pour supprimer un journal sera que l'organe en question agite les esprits sans motif et sans raison. Je vous prie de remarquer que parmi ceux qui nous attaqueront il y aura des organes créés par nous, mais ils attaqueront exclusivement des points, dont nous souhaiterons le changement. Rien ne sera notifié à la société sans noire contrôle. Ce résultat est déjà atteint de nos jours par le fait que toutes les nouvelles sont reçues par plusieurs agences, qui les centralisent de toutes les parties du monde. Ces agences seront alors entièrement nos institutions et ne publieront que ce que nous leur prescrivons.

Si maintenant déjà nous avons su nous emparer des esprits des sociétés chrétiennes à tel point que presque tous regardent les événements mondiaux à travers les verres de couleur des lunettes que nous leur mettons sur les yeux, si déjà maintenant il n'y a



dans aucun État de verrous qui nous interdisent l'accès de ce que les chrétiens appellent sottement les secrets de l'État, que sera-ce quand, nous serons les maîtres reconnus de l'univers dans la personne de notre roi universel ?... Quiconque voudra être éditeur, bibliothécaire ou imprimeur, sera obligé d'obtenir un diplôme, qui, au cas où son possesseur se rendrait coupable d'un méfait quelconque, serait immédiatement repris. Avec de telles mesures l'instrument de la pensée deviendra un moyen d'éducation entre les mains de notre gouvernement, qui ne permettra plus aux masses populaires de divaguer sur les bienfaits du progrès. Lequel d'entre nous ne sait pas que ces bienfaits illusoire mènent directement à des rêves absurdes ? De ces rêves sont nés les rapports anarchiques des hommes entre eux et avec le pouvoir, parce que le progrès ou plutôt l'idée du progrès a donné l'idée de toutes sortes d'émancipations, sans fixer leurs limites... Tous ceux que nous appelons libéraux sont des anarchistes sinon de fait, tout au moins de pensée. Chacun d'eux poursuit les illusions de la liberté et tombe dans l'anarchie en protestant pour le simple plaisir de protester...

Revenons à la presse. Nous la frapperons comme tout ce qui s'imprime, d'impôts en timbre à tant par feuille, et de nantissements ; les livres ayant moins de 30 feuilles seront imposés doublement. Nous les enregistrerons dans la catégorie des brochures d'une part afin de réduire le nombre des revues, qui sont le pire des poisons, d'autre part parce que cette mesure obligera les écrivains à produire de si longs ouvrages qu'on les lira peu, surtout à cause de leur cherté. Au contraire, ce que nous éditerons nous-mêmes pour le bien des esprits dans la tendance que nous aurons établie, sera bon marché et lu par tout le monde. L'impôt fera taire le vain désir d'écrire, et la crainte du châtement

mettra les littérateurs sous notre dépendance. S'il se trouve des personnes désirant écrire contre nous, il ne se trouvera personne pour les imprimer. Avant d'accepter un ouvrage pour l'imprimer, l'éditeur ou l'imprimeur devra aller chez les autorités pour obtenir l'autorisation de le faire. De la sorte nous connaîtrons d'avance les pièges qu'on nous tend et nous les détruirons en donnant des explications à l'avance sur le sujet traité. La littérature et le journalisme sont les deux forces éducatrices les plus importantes, c'est pourquoi notre gouvernement sera le propriétaire de la plupart des journaux. Par là l'influence nuisible de la presse privée sera neutralisée et nous acquerrons une influence énorme sur les esprits. Si nous autorisons dix journaux, nous en fonderons trente et ainsi de suite. Le public ne s'en doutera pas. Tous les journaux édités par nous seront en apparence des tendances et des opinions les plus opposées, ce qui éveillera la confiance en eux et attirera à eux nos adversaires sans méfiance; ils tomberont dans le piège et seront inoffensifs.

Les organes d'un caractère officiel seront au premier plan. Ils veilleront toujours sur nos intérêts, c'est pourquoi leur influence sera presque nulle. Au second plan seront les officieux, dont le rôle sera d'attirer les indifférents et les tièdes. Au troisième plan nous mettrons notre prétendue opposition. Un organe au moins sera à l'antipode de nos idées. Nos adversaires prendront ce faux opposant pour un allié et nous montreront leur jeu. Nos journaux seront de toutes les tendances : les uns aristocratiques, les autres républicains, révolutionnaires ou même anarchistes, tant que vivra la constitution, bien entendu. Ils auront, comme le dieu hindou Vishnu, cent mains dont chacune accélérera le changement de la société ; ces mains conduiront l'opinion dans la direction qui conviendra à notre but, car un homme trop agité perd la

faculté de raisonner et s'abandonne facilement à la suggestion. Les imbéciles qui croiront répéter l'opinion du journal de leur parti, répéteront notre opinion ou celle qui nous plaira. Ils s'imagineront qu'ils suivent l'organe de leur parti et ils suivront en réalité le drapeau que nous arborerons pour eux. Pour diriger dans ce sens notre armée de journalistes nous devons organiser cette œuvre avec un soin tout particulier. Sous le nom de bureau central de la presse nous organiserons des réunions littéraires, dans lesquelles nos agents donneront, sans que l'on s'en aperçoive le mot d'ordre et les signaux. Discutant et contredisant notre initiative d'une manière superficielle, sans aller au fond des choses, nos organes auront une vaine polémique avec les journaux officiels pour nous donner les moyens de nous prononcer plus clairement que nous ne pourrions le faire dans nos premières déclarations officielles. Ces attaques joueront encore ce rôle que nos sujets se croiront sûrs de pouvoir parler librement ; cela donnera d'autre part à nos agents un motif de dire et d'affirmer que les organes qui se déclarent contre nous ne font que bavarder, puisqu'ils ne peuvent trouver de véritables raisons pour réfuter sérieusement nos mesures. Ces procédés inaperçus de l'opinion publique, mais sûrs, nous attireront certainement l'attention et la confiance publique. Grâce à eux nous exciterons et nous calmerons autant qu'il le faudra les esprits dans les questions politiques, nous les persuaderons ou nous les dérouterons, imprimant tantôt la vérité, tantôt le mensonge, confirmant les faits ou les contestant, selon l'impression qu'ils font sur le public, en tâtant toujours prudemment le terrain, avant d'y mettre le pied... Nous vaincrons nos adversaires infailliblement parce qu'ils n'auront pas à leur disposition d'organes où ils puissent se prononcer jusqu'au bout, par suite

des mesures que nous avons dites. Nous n'aurons pas même besoin de les réfuter à fond... Nous réfuterons énergiquement dans nos officieux les ballons d'essais lancés par nous dans la troisième catégorie de notre presse, en cas de besoin. Déjà maintenant, dans les formes du journalisme français tout au moins, il existe une solidarité franc-maçonnique. Tous les organes de la presse sont liés entre eux par le secret professionnel; semblables aux anciens augures, aucun de ses membres ne livrera le secret de ses renseignements, s'il n'en reçoit l'ordre. Aucun journaliste ne se décidera à trahir ce secret, car aucun d'eux ne sera admis dans la littérature s'il n'a une tache honteuse dans son passé : ces taches seraient immédiatement révélées. Tant que ces taches sont le secret de quelques-uns, l'auréole du journaliste attire l'opinion de la majorité du pays, et on le suit avec enthousiasme. Nos calculs s'étendent surtout sur la province. Il est nécessaire que nous y excitions des espérances et des aspirations opposées à celles de la capitale, à qui nous les donnerons pour les espérances et les aspirations spontanées des provinces. Il est clair que la source en sera toujours la même ; elle partira de nous. Tant que nous ne jouirons pas encore d'un pouvoir complet nous aurons parfois besoin que les capitales soient enveloppées des opinions du peuple, c'est-à-dire de la majorité, manœuvrée par nos agents. Il nous faut que les capitales, au moment psychologique, ne discutent pas le fait arrivé, par cela seul qu'il sera déjà accepté par la majorité provinciale.

Quand nous entrerons dans le nouveau régime, qui préparera notre règne, nous ne pourrions admettre la révélation par la presse de la malhonnêteté publique; il faudra que l'on croie que le nouveau régime a si bien satisfait tout le monde, que les crimes

même ont disparu... Les cas de manifestation de la criminalité ne devront être connus que de leurs victimes et de leurs témoins accidentels.



## CHAPITRE XIII

*Le besoin du pain quotidien. Les questions politiques. Les questions industrielles. Les divertissements. Les maisons du peuple. La vérité est une. Les grands problèmes.*

Le besoin du pain quotidien fait taire les chrétiens et en fait nos humbles serviteurs. Les agents pris parmi eux pour notre presse discuteront sur notre ordre ce qu'il nous sera peu commode de faire imprimer directement dans des documents officiels, et nous-mêmes pendant ce temps, profitant du bruit provoqué par ces discussions, nous prendrons les mesures qui nous sembleront utiles et nous les présenterons au public, comme un fait accompli. Personne n'aura l'audace de réclamer l'annulation de ce qui aura été décidé, d'autant plus qu'on le présentera comme un progrès. La presse d'ailleurs attirera aussitôt l'attention sur de nouvelles questions (nous avons, comme vous le savez, habitué les hommes à chercher toujours du nouveau). Quelques imbéciles, se croyant les instruments du sort, se jetteront sur ces nouvelles questions, sans comprendre qu'ils n'entendent rien à ce qu'ils veulent discuter. Les questions de la

politique ne sont accessibles à personne, excepté à ceux qui l'ont créée, il y a déjà bien des siècles, et qui la dirigent.

Par tout ceci vous verrez qu'en recherchant l'opinion de la foule, nous ne faisons que faciliter l'accomplissement de nos desseins, et vous pouvez remarquer que nous semblons rechercher l'approbation non de nos actes, mais de nos paroles prononcées en telle ou telle occasion. Nous proclamons constamment que dans toutes nos mesures nous prenons pour guide l'espoir uni à la certitude d'être utiles au bien de tous. Pour détourner les hommes trop inquiets des questions politiques, nous mettrons en avant des questions prétendues nouvelles, les questions industrielles. Qu'ils exhalent leur furie sur ce sujet. Les masses consentiront à rester inactives, à se reposer de leur prétendue activité politique (à laquelle nous les avons habitués nous-mêmes pour lutter par leur intermédiaire avec les gouvernements des chrétiens), à condition d'avoir de nouvelles occupations ; nous leur y indiquerons à peu près la même direction politique. Afin qu'elles n'arrivent à rien par la réflexion, nous les détournerons de la pensée par des divertissements, par des jeux, par des amusements, par des passions, par des maisons du peuple... Bientôt nous proposerons par la presse des concours en art, en sport de toutes sortes : ces intérêts détourneront définitivement les esprits des questions où il nous faudrait lutter avec eux. Les hommes, se déshabituant de plus en plus à penser par eux-mêmes, finiront par parler à l'unisson de nos idées, parce que nous serons les seuls qui proposerons de nouvelles directions à la pensée... par l'intermédiaire de telles personnes dont, bien entendu, on ne nous croira pas solidaires. Le rôle des utopistes libéraux sera définitivement fini, quand notre régime sera reconnu. Jusque-là

ils nous rendront un bon service. C'est pourquoi nous pousserons encore les esprits à inventer toutes sortes de théories fantastiques, nouvelles et soi-disant progressistes ; car nous avons tourné la tête à ces imbéciles de chrétiens avec un plein succès au moyen de ce mot progrès, et il n'y a pas un seul esprit parmi eux qui voie que sous ce mot se cache une erreur dans tous les cas où il n'est pas question d'inventions matérielles, puisque la vérité est une et ne saurait progresser. Le progrès, comme une idée fausse, sert à obscurcir la vérité, afin que personne ne la connaisse, excepté nous, les élus de Dieu, ses gardiens. Quand notre règne sera venu, nos orateurs raisonneront sur les grands problèmes qui ont ému l'humanité pour l'amener enfin à notre régime salubre. Qui se doutera alors que tous ces problèmes avaient été inventés par nous suivant un plan politique que personne n'a deviné pendant de longs siècles ?

@

## CHAPITRE XIV

*La Religion de l'avenir. Le servage futur. Impossibilité de connaître les mystères de la Religion de l'avenir. La pornographie et l'avenir de la parole imprimée.*

Quand notre règne sera venu, nous ne reconnâtrons l'existence d'aucune autre religion que celle de notre dieu unique, avec lequel notre destin est lié parce que nous sommes le Peuple

choisi et par lequel ce même destin est uni aux destinées du monde. C'est pourquoi nous devons détruire toutes les croyances. Si cela fait naître les athées contemporains, ce degré transitoire ne gênera pas nos vues, mais servira d'exemple aux générations, qui entendront nos prédications sur la religion de Moïse, dont le système stoïque et bien conçu aura abouti à la conquête de tous les peuples. Nous ferons voir en cela sa vérité mystique, où, dirons-nous, repose toute sa force éducatrice. Alors nous publierons en toute occasion des articles où nous comparerons notre régime salubre avec ceux du passé. Les avantages d'un repos obtenu par des siècles d'agitations, feront ressortir le caractère bienfaisant de notre domination. Les erreurs des administrations des chrétiens seront dépeintes par nous sous les plus vives couleurs. Nous exciterons une telle répugnance pour elles, que les peuples préféreront le repos du servage aux droits de la fameuse liberté qui les a tellement tourmentés, qui leur a ôté leurs moyens d'existence, qui les a fait exploiter par une troupe d'aventuriers ne sachant pas ce qu'ils faisaient... Les changements inutiles de gouvernements auxquels nous poussions les chrétiens quand nous sapions leurs édifices gouvernementaux, auront tellement lassé les peuples à cette époque qu'ils préféreront tout supporter de nous, au risque de nouvelles agitations. Nous soulignerons tout particulièrement les fautes historiques des gouvernements chrétiens, qui faute du bien véritable ont tourmenté pendant tant de siècles l'humanité, à la poursuite d'illusoires biens sociaux ; sans s'apercevoir que leurs projets ne faisaient qu'aggraver, au lieu de les améliorer, les relations générales, de la vie humaine...

Nos philosophes discuteront tous les défauts des croyances chrétiennes, mais personne ne discutera jamais notre religion à



son vrai point de vue, parce que personne ne la connaîtra à fond si ce n'est les nôtres, qui n'oseront jamais trahir ses secrets... Dans les pays qu'on appelle avancés nous avons créé une littérature folle, sale, abominable. Nous la stimulerons encore quelque temps après notre arrivée au pouvoir, afin de souligner le contraste de nos discours, de nos programmes avec ces turpitudes... Nos Sages, élevés pour diriger les chrétiens, composeront des discours, des projets, des mémoires, des articles, qui nous donneront l'influence sur les esprits et nous permettront de les diriger vers les idées et les connaissances que nous voudrions leur imposer.

@

## CHAPITRE XV

*Coup d'état mondial d'un jour. Les condamnations à mort. Le sort futur des francs-maçons chrétiens. Le caractère mystique du pouvoir. Multiplication des loges maçonniques. L'administration centrale des sages. L'affaire Azeff. La franc-maçonnerie est le guide de toutes les sociétés secrètes. Importance du succès public. Le collectivisme. Les victimes. Les condamnations à mort de francs-maçons. Chute du prestige des lois et de l'autorité. La préélection. Brièveté et clarté des lois du règne futur. Obéissance à l'autorité. Mesures contre*

*l'abus du pouvoir. Cruauté des châtiments. Limite d'âge pour les juges. Le libéralisme des juges et du pouvoir. L'argent mondial. L'absolutisme de la franc-maçonnerie. Droit de cassation. « L'aspect » patriarcal du futur « gouvernement ». Déification du gouvernement. Le droit du plus fort comme droit unique. Le roi d'Israël est le patriarche du monde.*

Quand nous commencerons enfin à régner, à l'aide de coups d'État préparés partout pour le même jour, après l'aveu définitif de nullité de tous les gouvernements existants, (et il se passera encore beaucoup de temps jusque-là, un siècle peut-être), nous tâcherons qu'il n'y ait pas de complots contre nous. Dans ce dessein, nous condamnerons à mort tous ceux qui accueilleront notre avènement les armes à la main. Toute nouvelle création d'une société secrète quelconque sera aussi punie de mort. Celles qui existent de nos jours, qui nous sont connues, qui nous ont servi, et qui nous servent encore, seront abolies et envoyées dans les continents éloignés de l'Europe. C'est ainsi que nous agirons avec les francs-maçons chrétiens, qui en savent trop ; ceux que nous épargnerons pour une raison quelconque seront dans une terreur perpétuelle de l'exil. Nous publierons une loi d'après laquelle tous les anciens membres des sociétés secrètes devront quitter l'Europe, centre de notre gouvernement. Les décisions de notre gouvernement seront définitives et sans appel. Dans les sociétés chrétiennes, dans lesquelles nous avons semé de si profondes racines de dissentiment et de protestantisme, on ne

peut rétablir l'ordre que par des mesures impitoyables, témoignant d'un pouvoir inflexible : inutile de faire attention aux victimes qui tombent en vue du bien futur. Le devoir de tout gouvernement qui reconnaît qu'il existe, n'est pas seulement de jouir de ses privilèges, mais d'exercer ses devoirs, et d'atteindre le bien, fût-ce au prix des plus grands sacrifices. Pour qu'un gouvernement soit inébranlable il faut renforcer l'auréole de sa puissance, et cette auréole ne s'obtient que par une inflexibilité majestueuse du pouvoir, qui doit porter les signes d'une inviolabilité mystique, de l'élection de Dieu. Telle était jusqu'à ces derniers temps l'Aristocratie russe – notre seul ennemi sérieux dans le monde entier, avec la Papauté. Rappelez-vous l'exemple de l'Italie inondée de sang, ne touchant pas à un cheveu de la tête de Sylla qui a répandu ce sang : Sylla était déifié par sa puissance aux yeux du peuple, martyrisé par lui, et son retour courageux en Italie le rendait inviolable..... Le peuple ne touche pas à celui qui l'hypnotise par son courage et sa force d'âme.

Mais en attendant notre avènement nous créerons et multiplierons au contraire les loges maçonniques dans tous les pays du monde ; nous y attirerons tous ceux qui sont ou qui peuvent être des agents éminents. Ces loges formeront notre principal bureau de renseignements et le moyen le plus influent (de notre activité). Nous centraliserons toutes ces loges en une administration connue de nous seuls, composée de nos Sages. Les loges auront leur représentant, derrière lequel sera cachée l'administration dont nous parlons, et c'est ce représentant qui donnera le mot d'ordre et le programme. Nous formerons dans ces loges le noyau de tous les éléments révolutionnaires et libéraux. Leur composition appartiendra à toutes les couches de

la société. Les projets politiques les plus secrets nous seront connus et tomberont sous notre direction dès le jour de leur apparition. Au nombre des membres de ces loges seront presque tous les agents de la police nationale et internationale (comme dans l'affaire d'Azeff, parce que leur service est irremplaçable pour nous, attendu que la police peut non seulement prendre des mesures contre les récalcitrants, mais aussi couvrir nos actes, créer des prétextes de mécontentements, etc.... Ceux qui entrent dans les sociétés secrètes sont ordinairement des ambitieux, des aventuriers et en général des hommes, légers pour la plupart, avec lesquels nous n'aurons pas de peine à nous entendre pour accomplir nos projets. Si des désordres se produisent, cela signifiera que nous avons eu besoin de le troubler pour détruire une solidarité trop grande. S'il s'élève un complot dans son sein, le chef de ce complot ne sera personne d'autre que l'un de nos plus fidèles serviteurs. Il est naturel que ce soit nous, et personne d'autre, qui menions les affaires de la franc-maçonnerie, car nous savons où nous menons, nous connaissons le but final de toute action, tandis que les chrétiens ne savent rien, pas même le résultat immédiat : ils se contentent ordinairement d'un succès momentané d'amour-propre dans l'exécution de leur plan, sans même remarquer que ce plan ne relève pas de leur initiative, mais qu'il leur a été suggéré par nous.

Les chrétiens vont dans les loges par curiosité ou dans l'espoir de goûter au gâteau public par leur aide, quelques-uns même pour avoir la possibilité d'exprimer devant le public leurs rêves irréalisables qui ne reposent sur rien : ils ont soif de l'émotion du succès et des applaudissements, dont nous ne sommes jamais avares. Nous leur donnons ce succès pour profiter du contentement de soi-même qui en résulte, grâce auquel les

hommes acceptent nos suggestions sans y prendre garde, étant pleinement persuadés qu'ils expriment dans leur infaillibilité leurs idées et qu'ils sont incapables de s'approprier celles des autres... Vous ne pouvez vous figurer comme on peut amener les plus intelligents des chrétiens à une naïveté inconsciente, à condition de les rendre contents d'eux-mêmes, et en même temps comme il est facile de les décourager par le plus petit insuccès, ne fût-ce qu'en arrêtant les applaudissements, et de les amener à une obéissance servile afin d'obtenir un nouveau succès.... Autant les nôtres dédaignent le succès, pourvu qu'ils fassent aboutir leurs projets, autant les chrétiens sont prêts à sacrifier tous leurs projets, pourvu qu'ils aient du succès. Cette psychologie nous facilite considérablement la tâche de les diriger.

Ces tigres en apparence ont des âmes de moutons, et leurs têtes sont complètement vides. Nous leur avons donné comme marotte le rêve de l'absorption de l'individualité humaine par l'unité symbolique du collectivisme. Ils n'ont pas encore démêlé et ne démêleront pas de sitôt que cette marotte est une violation évidente de la plus importante des lois de la nature, qui a créé depuis le premier jour de la création chaque être différent des autres, précisément pour qu'il affirme son individualité. Que nous ayons pu les amener à ce fol aveuglement, cela ne prouve-t-il pas avec une clarté frappante à quel point leur esprit est peu développé en comparaison du nôtre ? Cette circonstance est la principale garantie de notre succès. Combien nos anciens sages furent clairvoyants en disant que pour atteindre un but, il ne faut pas s'arrêter devant les moyens et compter le nombre des victimes sacrifiées ! Nous n'avons pas compté les victimes des brutes chrétiennes, et quoique nous ayons sacrifié beaucoup des

nôtres, nous avons donné sur cette terre, à notre peuple un pouvoir qu'il n'aurait jamais osé rêver. Les victimes relativement peu nombreuses des nôtres l'ont préservé de sa perte. La mort est la fin inévitable de chacun. Il vaut mieux accélérer la fin de ceux qui mettent obstacle à notre œuvre que la nôtre à nous qui avons créé cette œuvre. Nous mettons à mort les francs-maçons de façon que personne, excepté leurs frères ne peut s'en douter, pas même les victimes de notre condamnation ; ils meurent tous, quand cela est nécessaire, comme d'une maladie normale...

Sachant cela, la confrérie elle-même n'ose pas protester. Ces mesures ont extirpé du sein de la franc-maçonnerie tout germe de protestation. Tout en prêchant aux chrétiens le libéralisme, nous tenons notre peuple et nos agents dans une obéissance complète. Par notre influence, l'exécution des lois des chrétiens est réduite au minimum. Le prestige des lois est sapé par les interprétations libérales que nous y avons introduites. Dans les causes et les questions de politique et de principe, les tribunaux décident, comme nous le leur prescrivons, voient les choses sous le jour sous lequel nous les leur présentons. Nous nous servons pour cela de l'intermédiaire de personnes avec lesquelles on croit que nous n'avons rien de commun, de l'opinion des journaux, d'autres moyens encore. Les sénateurs eux-mêmes et l'administration supérieure accepte aveuglément nos conseils. L'esprit purement animal des chrétiens n'est pas capable d'analyse et d'observation, encore moins de prévoir à quoi peut aboutir une certaine manière de présenter la question. C'est dans cette différence d'aptitude à penser entre les chrétiens et nous qu'on peut voir clairement le sceau de notre élection et la marque de notre humanité. L'esprit des chrétiens est instinctif, animal. Ils

voient mais ne prévoient pas et n'inventent pas (excepté les choses matérielles). On voit par là clairement que la nature elle-même nous a destinés à diriger et à gouverner le monde. Quand le temps sera venu pour nous de gouverner ouvertement, et de montrer les bienfaits de notre gouvernement, nous referons toutes les législations : nos lois seront brèves, claires, inébranlables, sans commentaires, si bien que chacun pourra bien les connaître. Le trait prédominant de ces lois, ce sera l'obéissance aux autorités, poussé à un degré grandiose. Alors tous les abus disparaîtront par suite de la responsabilité de tous jusqu'au dernier devant l'autorité supérieure du représentant du pouvoir. Les abus de pouvoir des fonctionnaires inférieurs seront punis si sévèrement que chacun perdra l'envie de faire l'essai de ses forces. Nous suivrons d'un œil inflexible chaque acte de l'administration, d'où dépend la marche de la machine gouvernementale, car la licence dans l'administration produit la licence universelle : tout cas d'illégalité ou d'abus sera puni d'une manière exemplaire.

Le recel, la complicité solidaire parmi les fonctionnaires de l'administration, disparaîtront après les premiers exemples d'un châtiment rigoureux. L'auréole de notre pouvoir demande des châtiments efficaces, c'est-à-dire cruels pour la moindre infraction aux lois, parce que toute infraction atteint le prestige supérieur de l'autorité. Le condamné, serait-il trop sévèrement puni de sa faute, sera comme un soldat, tombé sur le champ de bataille administratif pour l'autorité, les Principes et la Loi, qui n'admettent pas que l'intérêt privé l'emporte sur la fonction publique, même de la part de ceux qui dirigent le char de la société. Nos juges sauront qu'en voulant se vanter d'une sottise miséricorde, ils violent la loi de la justice, qui a été instituée

pour édifier les hommes en châtiant les fautes, et non pour que le juge montre sa bonté d'âme. Il est permis de faire preuve de ces qualités dans la vie privée, non sur le terrain public, qui est comme la base de l'éducation de la vie humaine. Notre personnel judiciaire ne servira pas au delà de cinquante-cinq ans d'abord parce que les vieillards tiennent avec plus d'obstination à leurs opinions préconçues et sont moins aptes à obéir aux nouvelles ordonnances, en second lieu parce que cela nous permettra plus facilement de renouveler le personnel, qui nous sera ainsi mieux soumis : celui qui voudra conserver son poste devra obéir aveuglément pour mériter cette faveur. En général nos juges seront choisis par nous parmi ceux-là seulement qui sauront bien que leur rôle est de châtier et d'appliquer les lois, non de faire du libéralisme, au détriment de l'État, comme se l'imaginent actuellement les chrétiens. Les mutations serviront encore à entamer la solidarité collective des collègues et les attachera tous aux intérêts du gouvernement, dont dépendra leur sort. La nouvelle génération des juges sera élevée de telle sorte qu'elle considérera comme inadmissibles les abus qui pourraient porter atteinte à l'ordre établi dans les rapports de nos sujets entre eux. De nos jours les juges chrétiens, n'ayant pas une juste idée de leur destination, montrent de l'indulgence pour tous les crimes, parce que les gouvernants actuels, en nommant les juges à leur office, ne prennent pas soin de leur inspirer le sentiment du devoir et la conscience de l'œuvre qu'on exige d'eux.

De même que l'animal envoie ses petits à la recherche d'une proie, de même les chrétiens donnent à leurs sujets des places donnant un bon revenu, sans songer à leur expliquer pourquoi cette place est faite. C'est pourquoi leurs gouvernements se détruisent par leurs propres forces, par les actes de leur propre



administration. Tirons donc des résultats de ces actes une leçon de plus pour notre régime. Nous expulserons le libéralisme de tous les postes importants de notre administration, d'où dépendra l'éducation des subordonnés en vue de notre ordre social. Seront admis à ces postes ceux-là seulement que nous aurons élevés par nous pour le gouvernement administratif, on peut nous faire observer que le renvoi des anciens fonctionnaires coûtera cher au Trésor.

Nous répondrons d'abord qu'on leur trouvera au préalable un service privé pour remplacer celui qu'ils perdent ; en second lieu que tout l'argent du monde étant concentré entre nos mains, notre gouvernement n'a pas à craindre les dépenses excessives. Notre absolutisme sera conséquent en tout. C'est pourquoi notre grande volonté sera respectée et accomplie sans contestation chaque fois que nous commanderons. Elle ne tiendra compte d'aucun murmure, d'aucun mécontentement ; elle arrêtera toute révolte par un châtement exemplaire. Nous abolirons le droit de cassation, dont nous disposerons seuls, nous les gouvernants, car nous ne devons pas laisser naître dans le peuple l'idée qu'une décision injuste ait pu être rendue par des juges nommés par nous. Si quelque chose de semblable arrive, nous casserons nous-mêmes la sentence, mais avec un châtement si exemplaire du juge pour n'avoir pas compris son devoir et sa destination que ces cas ne se répéteront pas. Je répète encore une fois que nous connaîtrons chaque pas de notre administration, qu'il suffit de surveiller pour que le peuple soit content de nous, car il est en droit d'exiger d'un bon gouvernement un bon fonctionnaire. Notre gouvernement aura l'air d'une tutelle patriarcale, paternelle de la part de notre gouvernant. Notre peuple et nos sujets verront en lui un père, qui se soucie de tous les besoins, de toutes les actions, de tous les

rappports réciproques des sujets entre eux ainsi que de leurs relations avec le gouvernant. Alors ils se pénétreront tellement de la pensée qu'il leur est impossible de se passer de cette tutelle et de cette direction, s'ils veulent vivre en paix et dans le calme, qu'ils reconnaîtront l'autocratie de notre gouvernant avec une vénération proche de l'adoration, surtout quand ils se convaincront que nos fonctionnaires ne remplacent pas son pouvoir par le leur, mais ne font qu'exécuter aveuglément ses prescriptions. Ils seront bien aises que nous ayons tout réglé dans leur vie, comme le font des parents sages, qui veulent élever leurs enfants dans le sentiment du devoir et de l'obéissance. Car les peuples, par rapport aux secrets de notre politique, sont des enfants éternellement mineurs aussi bien que leurs gouvernements... comme vous le voyez, je fonde notre despotisme sur le droit et sur le devoir : le droit d'exiger l'accomplissement du devoir est le premier devoir d'un gouvernement, qui est un père pour ses sujets. Il a le droit du plus fort et doit en user pour diriger l'humanité vers l'ordre établi par la nature, vers l'obéissance. Tout obéit dans le monde, sinon aux hommes, au moins aux circonstances ou à sa propre nature, et en tout cas au plus fort. Soyons donc le plus fort en vue du bien. Nous devons savoir, sans hésiter, sacrifier quelques individus isolés, violateurs de l'ordre établi, car il y a une grande force éducatrice dans le châtement exemplaire du mal. Si le roi d'Israël met sur sa tête sacrée la couronne que lui offrira l'Europe, il deviendra le patriarche du monde. Les victimes nécessaires, faites par lui, à cause de leur utilité, n'atteindront jamais le nombre des victimes, offertes pendant des siècles à la folie des grandeurs par la rivalité des gouvernements chrétiens. Notre roi sera dans une communion constante avec le peuple ; il lui

adressera des discours de la tribune, que la renommée portera immédiatement dans le monde entier.



## CHAPITRE XVI

*Les universités rendues inoffensives. Le classicisme remplacé. L'éducation et la profession. Réclame de l'autorité du « Gouvernant » dans les écoles. Abolition de l'enseignement libre. Les nouvelles théories. Indépendance de la pensée. L'enseignement par l'image.*

Dans le but de détruire toutes les forces collectives excepté les nôtres, nous supprimerons les universités, première étape du collectivisme, et nous en fonderons d'autres dans un nouvel esprit. Leurs chefs et leurs professeurs seront préparés secrètement à leur œuvre par des programmes d'actions secrets et détaillés, dont ils ne pourront s'écarter en rien. Ils seront nommés avec une prudence toute particulière et seront entièrement dépendants du Gouvernement.

Nous excluons de l'enseignement le droit civique comme tout ce qui concerne les questions politiques. Ces objets seront enseignés à quelques dizaines de personnes, choisies pour leurs facultés éminentes. Les universités ne doivent pas laisser sortir

de leurs murs des blancs-becs qui forment des projets de constitution, comme s'ils composaient des comédies ou des tragédies, et qui s'occupent de questions politiques, auxquelles leurs pères eux-mêmes n'ont jamais rien compris. La mauvaise connaissance qu'ont la plupart des hommes des questions politiques en fait des utopistes et de mauvais citoyens, vous pouvez voir vous-mêmes ce que leur éducation générale a fait des chrétiens. Il nous a fallu introduire dans leur éducation tous les principes, qui ont si brillamment affaibli leur ordre social. Mais quand nous serons au pouvoir nous écarterons de l'éducation tous les objets d'enseignement qui peuvent causer du trouble, et nous ferons de la jeunesse des enfants obéissant aux autorités, aimant celui qui les gouverne, comme un appui et une espérance de paix et de calme. Nous remplacerons le classicisme, ainsi que toute étude de l'histoire ancienne, qui présente plus de mauvais exemples que de bons, par l'étude du programme de l'avenir. Nous rayerons de la mémoire des hommes tous les faits des siècles passés, qui ne nous sont pas agréables, ne conservant que ceux d'entre eux qui dépeignent les fautes des gouvernements chrétiens, La vie pratique, de l'ordre social naturel, les rapports des hommes entre eux, l'obligation d'éviter les mauvais exemples égoïstes, qui sèment la semence du mal et d'autres questions semblables d'un caractère pédagogique, seront au premier plan du programme d'enseignement, différent pour chaque profession, et qui ne généralisera l'enseignement sans aucun prétexte. Cette manière de poser la question a une importance particulière. Chaque classe sociale doit être élevée dans des limites sévères, d'après la destination et le travail qui lui sont propres. Les génies accidentels ont toujours su et sauront toujours se glisser dans

d'autres classes, mais laisser passer dans des classes étrangères des non-valeurs, leur permettre de prendre des places qui appartiennent à ces classes par la naissance et la profession, en vue de ces cas exceptionnels, est une vraie folie. Vous savez vous-mêmes comment tout cela a fini pour les chrétiens qui ont permis cette criante absurdité. Afin que le gouvernement ait la place qui lui revient dans les cœurs et les esprits de ses sujets, il faut, tant qu'il durera, enseigner à tout le peuple dans les écoles et sur les places publiques, quelle est son importance et quels sont ses devoirs et en quoi son activité amène le bien du peuple. Nous abolirons tout enseignement libre. Les étudiants auront le droit de se rassembler avec leurs parents, comme au club, dans les établissements scolaires : pendant ces réunions, les jours de fête, les professeurs feront des conférences soi-disant libres sur les rapports des hommes entre eux, sur les lois de l'imitation, sur les malheurs provoqués par la concurrence illimitée, enfin sur la philosophie des nouvelles théories, inconnues encore au monde. Nous ferons de ces théories un dogme et nous nous en servirons pour amener les hommes à notre foi.

Quand j'aurai terminé l'exposé de notre programme d'action dans le présent et dans l'avenir, je vous dirai les bases de ces théories. En un mot, sachant par l'expérience de plusieurs siècles, que les hommes vivent et se dirigent par des idées, que ces idées ne sont inculquées aux hommes que par l'éducation, donnée avec un succès égal à tous les âges, avec des procédés différents, bien entendu, nous absorberons et adopterons à notre profit les dernières lueurs de pensée indépendante, que nous dirigeons déjà depuis longtemps vers les matières et les idées qu'il nous faut. Le système de répression de la pensée est déjà en vigueur, dans le système appelé l'enseignement par l'image, qui

doit transformer les chrétiens en animaux dociles qui ne pensent pas, qui attendent la représentation des choses en images pour les comprendre..... En France un de nos meilleurs agents, Bourgeois, a déjà proclamé le nouveau programme d'éducation par l'image.



## CHAPITRE XVII

*Le barreau. Influence des prêtres chrétiens. La liberté de conscience. Le roi des Juifs, patriarche et pape. Moyens de lutte avec l'Église existante. Problèmes de la presse contemporaine. Organisation de la police volontaire. L'espionnage sur le modèle de celui de la société Juive. Les abus du pouvoir.*

Le barreau crée des hommes froids, cruels, opiniâtres, sans principes, qui se mettent en toute occasion sur un terrain impersonnel, purement légal. Ils sont habitués à tout rapporter à l'avantage de la défense, et non au bien social. Ils ne refusent généralement aucune défense, tâchent d'obtenir l'acquittement à tout prix, s'accrochant aux subtilités de la jurisprudence : par là, ils démoralisent le tribunal. C'est pourquoi en permettant cette profession dans d'étroites limites, nous ferons de ses membres des fonctionnaires exécutifs. Les avocats seront privés, aussi bien que les juges, du droit de communiquer avec les plaideurs ; ils recevront les causes du tribunal, ils les analyseront d'après

les mémoires et les documents des rapports judiciaires, ils défendront leurs clients après leur interrogatoire au tribunal, une fois les faits éclaircis. Ils recevront des honoraires indépendants de la qualité de la défense. De la sorte, nous aurons une défense honnête et impartiale, guidée non par l'intérêt, mais par la conviction. Cela supprimera, entre autres, la corruption actuelle des assesseurs qui ne consentiront plus à donner gain de cause seulement à celui qui paye. Nous avons déjà pris soin de discréditer la classe des prêtres chrétiens et de désorganiser par là leur mission, qui pourrait actuellement nous gêner beaucoup. Son influence sur les peuples tombe chaque jour. La liberté de conscience est proclamée maintenant partout. Par conséquent, il n'y a plus qu'un certain nombre d'années qui nous séparent de la ruine complète de la religion chrétienne ; nous viendrons encore plus facilement à bout des autres religions, mais il est encore trop tôt pour en parler. Nous mettrons le cléricalisme et les cléricaux dans des cadres si étroits que leur influence sera nulle en comparaison de celle qu'ils avaient autrefois. Quand viendra le moment de détruire définitivement la cour papale, le doigt d'une main invisible montrera aux peuples cette cour. Mais quand les peuples se jetteront dessus, nous apparaîtrons comme ses défenseurs, afin de ne pas permettre l'effusion du sang. Par cette diversion nous pénétrerons dans l'intérieur de la place dont nous ne sortirons point que nous ne l'ayons complètement ruinée. Le roi des juifs sera le vrai pape de l'univers, le patriarche de l'Église internationale. Mais, tant que nous n'aurons pas élevé la jeunesse dans les nouvelles croyances de transition, puis dans la nôtre, nous ne loucherons pas ouvertement aux Églises existantes, mais nous lutterons contre elles par la critique, en excitant les dissensions. En général notre presse contemporaine dévoilera les

affaires d'État, les religions, l'incapacité des chrétiens et tout cela dans les termes les plus malhonnêtes, afin de les dénigrer de toutes manières, comme sait seule le faire notre race de génie. Notre régime sera l'apologie du règne de Vishnu, qui en est le symbole, nos cent mains tiendront chacune un ressort de la machine sociale.

Nous verrons tout sans l'aide de la police officielle, qui telle que nous l'avons élaborée pour les chrétiens, empêche aujourd'hui les gouvernements de voir. Dans notre programme un tiers des sujets surveillera les autres par sentiment du devoir, pour servir volontairement l'État. Il ne sera pas honteux alors d'être espion et délateur ; au contraire ce sera louable, mais les délations mal fondées seront cruellement punies, afin qu'on n'abuse pas de ce droit. Nos agents seront pris dans la haute société aussi bien que dans les basses classes, dans le milieu de la classe administrative qui s'amuse, parmi les éditeurs, les imprimeurs, les libraires, les commis, les ouvriers, les cochers, les laquais, etc... Cette police dépourvue de droits, non autorisée à agir par elle-même, et par conséquent sans pouvoirs, ne fera que témoigner et dénoncer ; la vérification de ses dépositions et les arrestations dépendront d'un groupe responsable de contrôleurs pour les affaires de police ; les arrestations elles-mêmes seront faites par le corps des gendarmes et par la police municipale. Celui qui n'aura pas fait son rapport sur ce qu'il aura vu et entendu sur les questions de politique sera considéré comme aussi coupable de recel ou de complicité que s'il était prouvé qu'il avait commis ces deux crimes.

De même qu'aujourd'hui nos frères sont obligés, sous leur propre responsabilité, de dénoncer à leur communauté leurs



renégats, ou les personnes qui entreprennent quelque chose de contraire à leur communauté : ainsi dans notre royaume universel, il sera obligatoire pour tous nos sujets de servir l'État de la sorte. Une telle organisation détruira les abus de la force, de la corruption, tout ce que nos conseils, et nos théories des droits surhumains ont introduit dans les habitudes des chrétiens... Mais comment aurions-nous obtenu autrement l'accroissement des causes de désordres dans leur administration ? par quels autres moyens ?... Un des plus importants de ces moyens, ce sont les agents chargés de rétablir de l'ordre. A ceux-ci sera laissée la possibilité de faire voir et de développer leurs mauvaises inclinations et leurs caprices, d'abuser de leur pouvoir enfin, au premier chef, d'accepter des pots-de-vin.

@

## CHAPITRE XVIII

*Mesures de sûreté. Surveillance des conspirateurs. Une garde ouverte est la ruine du pouvoir. La garde du roi des Juifs. Le prestige mystique du pouvoir. Arrestation au premier soupçon.*

Quand il nous sera nécessaire de renforcer les mesures de protection policière, (qui ruinent si vite le prestige du pouvoir), nous simulerons des désordres, des manifestations de mécontentement, exprimées par de bons orateurs. Des personnes

nourrissant les mêmes sentiments se joindront à eux. Cela nous servira de motif pour autoriser des perquisitions et des surveillances dont les agents seront les serviteurs que nous aurons parmi la police des chrétiens. Comme la plupart des conspirateurs agissent par amour de l'art, par amour du bavardage, nous ne les dérangerons pas avant qu'ils n'agissent d'une manière quelconque ; nous nous contenterons d'introduire dans leur milieu des éléments de surveillance... Il ne faut pas oublier que le prestige du pouvoir baisse, s'il découvre souvent des complots contre lui-même : cela implique un aveu de son impuissance, ou, ce qui est pis encore, de l'injustice de sa propre cause. Vous savez que nous avons détruit le prestige des personnes régnantes sur les chrétiens par de fréquents attentats organisés par nos agents, moutons aveugles de notre troupeau ; il est aisé au moyen de quelques phrases libérales de pousser au crime, pourvu qu'il ait une teinte politique. Nous forcerons les gouvernants à reconnaître leur impuissance par les mesures de sûreté ouvertes qu'ils prendront et par ce moyen nous ruinerons le prestige du pouvoir. Notre gouvernement sera gardé par une garde presque imperceptible, car nous n'admettons pas même la pensée qu'il puisse exister contre lui une faction contre laquelle il ne soit pas en état de lutter et soit obligé de se cacher. Si nous admettions cette pensée, comme le faisaient et le font encore les chrétiens, nous signerions une sentence de mort ; sinon celle du souverain lui-même, tout au moins celle de sa dynastie dans un avenir prochain.

D'après les apparences sévèrement observées notre gouvernant n'usera de son pouvoir que pour le bien du peuple, nullement pour ses avantages personnels ou dynastiques. C'est pourquoi en observant ce décorum, son pouvoir sera respecté et

sauvegardé par ses sujets eux-mêmes ; on l'adorera dans l'idée que le bien-être de chaque citoyen dépend de lui, car de lui dépendra l'ordre de l'économie sociale... Garder le roi ouvertement, c'est reconnaître la faiblesse de l'organisation gouvernementale. Notre roi, quand il sera au milieu du peuple, sera toujours entouré d'une foule d'hommes et de femmes que l'on prendra pour des curieux, qui occuperont les premiers rangs autour de lui, comme par hasard, et qui contiendront les rangs des autres comme pour faire respecter l'ordre. Cela sera un exemple de retenue. S'il se trouve dans le peuple un solliciteur qui s'efforce de présenter une supplique, en se frayant un passage à travers les rangs ; les premiers rangs doivent accepter cette supplique et, aux yeux du solliciteur, la remettre au roi, afin que tous sachent que ce que l'on présente arrive à sa destination, et qu'il existe par conséquent un contrôle du roi lui-même. L'auréole du pouvoir exige que le peuple puisse dire : « Si le roi le savait », ou « Le roi le saura ». Avec l'institution de la garde officielle disparaît le prestige mystique du pouvoir ; tout, homme, doué d'une certaine audace, se croit le maître de ce pouvoir, le factieux connaît sa force et guette l'occasion de commettre un attentat sur ce pouvoir. Nous prêchions autre chose aux chrétiens, mais aussi nous voyons à quoi les mesures ouvertes de sûreté les ont amenés ! ...

Nous arrêterons les criminels au premier soupçon plus ou moins fondé : la crainte de se tromper ne peut être une raison de donner le moyen de fuir à des individus soupçonnés d'un délit ou d'un crime politique, pour lesquels nous serons vraiment impitoyables. Si l'on peut encore, en forçant un peu le sens des choses, admettre l'examen des motifs dans les crimes ordinaires, il n'y a pas d'excuse pour les personnes qui s'occupent de

questions dans lesquelles personne, excepté le gouvernement, ne peut rien comprendre. Encore tous les gouvernements ne sont-ils pas capables de comprendre la vraie politique.



## CHAPITRE XIX

*Le droit de présenter des suppliques et des projets. Les factions. Les crimes politiques jugés par les tribunaux. La réclame pour les crimes politiques.*

Si nous n'admettons pas que chacun s'occupe directement de politique, nous stimulerons en revanche tout rapport et toute pétition qui inviterait le gouvernement à améliorer la condition du peuple : cela nous permettra de voir les défauts ou les fantaisies de nos sujets, auxquels nous répondrons par l'exécution du projet en question, ou par une réfutation sensée, qui démontrera l'inintelligence de leurs auteurs. Les factions ne sont autre chose que l'aboïement d'un petit chien contre un éléphant. Pour un gouvernement bien organisé, non au point de vue policier, mais social, le petit chien aboie contre l'éléphant parce qu'il ne connaît pas sa place et sa valeur. Il suffit de démontrer par un bon exemple l'importance de l'une ou de l'autre pour que les petits chiens cessent d'aboyer et qu'ils se mettent à remuer la queue, aussitôt qu'ils aperçoivent l'éléphant. Pour ôter le prestige de la vaillance au crime politique nous le

mettrons sur le banc des accusés au même rang que le vol, le meurtre et tout autre crime abominable et bas. Alors l'opinion publique confondra, dans sa pensée, cette catégorie de crimes avec l'ignominie de tous les autres et le flétrira du même mépris. Nous nous sommes proposé (et j'espère que nous y sommes parvenus) d'empêcher les chrétiens de combattre les factions de cette manière. Dans ce dessein, par la presse, dans nos discours publiés, dans des manuels d'histoire bien faits, nous avons fait de la réclame pour le martyr, soi-disant accepté par les factieux, en vue du bien commun. Cette réclame a augmenté les contingents des libéraux et a jeté des milliers de chrétiens dans les rangs de notre troupeau.



## CHAPITRE XX

*Le programme financier. L'impôt progressif. Perception progressive on timbres. Caisse de fonds des papiers. Valeurs et stagnation de l'argent. Cour des Comptes. Abolition de la représentation. Stagnation des capitaux. Émission de l'argent. Le change de l'or. Le change du coût du travail. Le budget. Les emprunts de l'État. La série de papiers à 1 % d'intérêt. Les papiers industriels. Les gouvernants des chrétiens : les favoris : les agents des francs-maçons.*

Nous parlerons aujourd'hui du programme financier que j'ai réservé pour la fin de mon rapport, comme le point le plus difficile, culminant et décisif de nos plans. En l'abordant je vous rappellerai que je vous ai déjà dit, sous forme d'allusion, que la somme de nos actes se résout par une question de chiffres. Quand notre règne viendra, notre gouvernement absolu évitera, pour sa propre sauvegarde, de trop charger les masses populaires d'impôts, il n'oubliera pas son rôle de père et de protecteur. Mais comme l'organisation gouvernementale coûte cher, il faut cependant trouver les moyens nécessaires. C'est pourquoi il faut préparer soigneusement l'équilibre financier. Dans notre gouvernement, le roi aura la fiction légale de la propriété légale de tout ce qui se trouve dans son État (ce qui est facile à réaliser) : il pourra donc recourir à la confiscation légale de toutes sommes d'argent qu'il jugera nécessaire, afin de régler la circulation de l'argent dans l'État. On voit par là que l'imposition devra consister principalement par un impôt progressif sur la propriété. De la sorte les impôts seront prélevés sans gêne et sans ruine dans une proportion de pourcentage relative à la possession. Les riches doivent comprendre que leur devoir est de mettre une partie de leur superflu à la disposition de l'État, puisque celui-ci leur garantit la sécurité du reste et le droit d'un gain honnête, je dis d'un gain honnête, car le contrôle de la propriété supprimera tout pillage légal. Cette réforme sociale doit venir d'en haut, car son temps est venu, elle est nécessaire, comme gage de paix. L'impôt sur le pauvre diable est une semence de révolution et est nuisible pour l'État, qui perd un gros bénéfice en courant après de petits profits. Indépendamment de cela, l'impôt sur les capitalistes diminuera l'accroissement

des richesses chez les personnes privées aux mains de qui nous les avons concentrées actuellement pour contrebalancer la force gouvernementale des chrétiens, à savoir les finances de l'État. Un impôt progressif donnera un bien plus fort revenu, que l'impôt proportionnel d'aujourd'hui, qui ne nous est utile que pour exciter des agitations et des mécontentements parmi les chrétiens. La force sur laquelle notre roi s'appuiera sera dans l'équilibre et la garantie de la paix. Il est nécessaire que les capitalistes sacrifient une petite partie de leurs revenus, pour assurer le fonctionnement de la machine gouvernementale. Les besoins de l'État doivent être payés par ceux à qui leurs richesses permettent de le faire sans peine. Cette mesure détruira la haine du pauvre contre le riche, dans lequel il verra une force financière utile à l'État, le soutien de la paix et de la prospérité, car il verra que c'est lui qui pourvoit aux mesures nécessaires pour obtenir ces biens. Pour que les payeurs de la classe intelligente ne s'attristent pas trop fortement de ces nouveaux paiements, il leur sera remis des comptes rendus de la destination de ces sommes, à l'exception, bien entendu, des sommes qui seront réparties pour les besoins du trône et des institutions administratives.

La personne régnante n'aura pas de propriété personnelle, puisque tout ce qui est dans l'État est à lui, sinon l'un contredirait l'autre : les ressources personnelles annuleraient le droit de propriété sur les possessions de tous. Les parents de la personne régnante, excepté ses héritiers, qui sont également entretenus aux frais de l'État, doivent se mettre sur les rangs des serviteurs de l'État, ou travailler pour acquérir le droit de propriété : le privilège d'appartenir à la famille royale ne doit pas servir de prétexte pour piller le Trésor. L'achat d'une propriété, l'acceptation d'un héritage seront imposés d'un droit de timbre

progressif. La transmission d'une propriété en argent ou autrement, non déclarée par ce droit de timbre, nécessairement nominal, sera frappée d'une imposition de tant pour cent au compte de l'ancien propriétaire, de la date du transfert jusqu'au jour où la fraude aura été découverte. Les titres de transfert devront être présentés chaque semaine au Trésor de l'endroit avec la désignation du prénom, du nom de famille et du domicile de l'ancien et du nouveau propriétaire. Cet enregistrement ne sera imposé qu'à partir d'une somme fixe dépassant les frais ordinaires d'achat et de vente du nécessaire, ceux-ci ne seront passibles que d'un droit en timbre assez minime pour chaque unité. Calculez de combien ces impôts dépasseront les revenus des États chrétiens. La caisse des fonds de l'État devra contenir un certain capital de réserve, et tout ce qui dépassera ce capital devra être remis en circulation. on organisera avec ces réserves des travaux publics.

L'initiative de ces travaux, venant des ressources de l'État, attachera fortement la classe ouvrière aux intérêts de l'État et aux personnes régnantes. Une partie de ces sommes sera attribuée à des primes pour les inventions et la production. Il ne faut nullement, en dehors des sommes fixées et largement comptées, retenir même une seule unité dans les caisses de l'État, car l'argent est fait pour circuler et toute stagnation d'argent a une répercussion pernicieuse sur le fonctionnement du mécanisme de l'État, dont elles servent à graisser les rouages : le défaut de graissage peut arrêter la marche régulière du mécanisme. Le remplacement d'une partie de l'argent par les valeurs en papier a justement produit une telle stagnation. Les conséquences de ce fait sont déjà suffisamment sensibles. Nous aurons aussi une cour des comptes, et le gouvernant y trouvera en tout temps un compte



rendu complet des recettes et des dépenses de l'État, à l'exception du compte du mois courant non encore achevé, et du compte du mois précédent non encore livré. Le seul individu qui n'ait pas intérêt à piller les caisses de l'État, c'est leur propriétaire, le gouvernant. C'est pourquoi son contrôle rendra impossibles les pertes et le gaspillage. La représentation qui prend un temps précieux au gouvernant par les réceptions qu'exige l'étiquette sera supprimée afin qu'il ait le temps de contrôler et de réfléchir. Sa puissance ne sera plus à la merci des favoris qui entourent le trône pour lui donner de l'éclat et de la pompe, mais n'observent que leurs intérêts, et non ceux de l'État. Les crises économiques ont été produites par nous chez les chrétiens dans l'unique but de retirer l'argent de la circulation. Des capitaux énormes restaient stagnants, soutirant l'argent des États, qui étaient obligés de s'adresser à ces mêmes capitaux pour avoir de l'argent. ces emprunts chargeaient les finances des États par le paiement des intérêts ; ils les asservissaient au capital. La concentration de l'industrie dans les mains des capitalistes, qui ont tué la petite industrie, a absorbé toutes les forces du peuple, et en même temps celles de l'État...

L'émission actuelle de l'argent ne répond pas en général au chiffre de la consommation par tête, et ne peut en conséquence satisfaire tous les besoins des ouvriers. L'émission de l'argent doit être en rapport avec l'accroissement de la population, et il faut faire entrer dans ce compte les enfants, parce qu'ils consomment et coûtent dès leur naissance. La révision de la frappe des monnaies est une question essentielle pour le monde entier. Vous savez que le change de l'or fut pernicieux pour les États qui l'adoptèrent, car il ne peut satisfaire la consommation d'argent, d'autant plus que nous avons retiré de la circulation le

plus d'or possible. Nous devons introduire une monnaie créée sur le travail, qu'elle soit de papier ou de bois. Nous ferons une émission d'argent suivant les besoins normaux de chaque sujet, augmentant cette quantité avec chaque naissance, la diminuant avec chaque mort. Chaque département, chaque arrondissement tiendra ses comptes à cet effet. Afin qu'il n'y ait pas de retard dans la remise d'argent pour les besoins de l'État, les sommes et la date de leur livraison seront fixées par un décret du gouvernement ; par là sera détruit le protectorat du ministère des finances qui ne pourra favoriser une région au détriment des autres. Nous présenterons ces réformes que nous projetons de façon à n'alarmer personne. Nous montrerons la nécessité des réformes par suite du gâchis où sont arrivés les désordres financiers des chrétiens. Le premier désordre, dirons-nous, consiste en cela qu'ils commencent par arrêter un simple budget, qui s'accroît d'année en année pour la raison que voici : on traîne ce budget jusqu'à la moitié de l'année ; puis on demande un budget rectifié que l'on gaspille en trois mois, puis on demande un budget supplémentaire, et tout cela finit par un budget de liquidation.

Et comme le budget de l'année suivante est arrêté d'après le total du budget général, l'écart annuel normal est de 50 %, le budget annuel triple tous les dix ans. Grâce à de tels procédés, admis par l'insouciance des États chrétiens, leurs caisses sont vides. Les emprunts qui ont suivi, ont mangé les restes et amené tous les États à la banqueroute. Tout emprunt prouve la faiblesse de l'État et l'incompréhension des droits de l'État. Les emprunts, comme le glaive de Damoclès, sont suspendus sur la tête des gouvernants, qui, au lieu de prendre ce dont ils ont besoin chez leurs sujets par un impôt temporaire, viennent la main tendue,

demander l'aumône à nos banquiers. Les emprunts extérieurs sont des sangsues que l'on ne peut en aucun cas détacher du corps de l'État si elles ne tombent d'elles-mêmes, ou si l'État ne les rejette radicalement. Mais les États chrétiens ne les arrachent pas, ils continuent à se les imposer, si bien qu'ils doivent périr, à la suite de cette saignée volontaire. En réalité, qu'est-ce que l'emprunt représente d'autre, et surtout l'emprunt extérieur ?... L'emprunt c'est l'émission de lettres de change du gouvernement, contenant une obligation à un certain taux, proportionnel à la somme du capital emprunté. Si l'emprunt est taxé à 5 %, en vingt ans l'État a payé sans aucune utilité un intérêt égal à l'emprunt, en quarante ans une somme double, en soixante ans une somme triple, et la dette reste toujours une dette non acquittée. On voit par là que sous la forme de l'impôt individuel, l'État prend les derniers sous des pauvres imposés pour s'acquitter avec de riches étrangers, auxquels il a emprunté de l'argent, au lieu de rassembler ses richesses pour ses besoins sans payer d'intérêts. Tant que les emprunts restèrent intérieurs, les chrétiens ne faisaient que déplacer l'argent de la poche du pauvre dans celle du riche. Mais quand nous eûmes acheté les personnes qu'il fallait pour transporter les emprunts sur le terrain étranger, toutes les richesses des États passèrent dans nos caisses, et tous les chrétiens se mirent à nous payer un tribut de sujétion. Si la légèreté des chrétiens régnants en ce qui concerne les affaires d'État, si la corruptibilité des ministres, ou l'inintelligence financière des autres gouvernants ont chargé leurs pays de dettes qu'ils ne peuvent rembourser à nos caisses, il faut que vous sachiez combien cela nous a coûté d'argent et d'efforts !...

Nous ne permettrons pas la stagnation de l'argent, c'est pourquoi il n'y aura pas d'obligations sur l'État, à l'exception

d'une série d'obligations à 1 %, afin que le paiement des intérêts ne livre pas la puissance de l'État à la succion des sangsues. Le droit d'émettre des valeurs sera réservé exclusivement aux compagnies industrielles, qui n'auront pas de peine à payer les intérêts avec leurs bénéfices ; tandis que l'État ne retire de l'argent emprunté aucun bénéfice puisqu'il emprunte pour dépenser, et non pour faire des opérations. Les papiers industriels seront achetés par le gouvernement lui-même, qui de tributaire des impôts qu'il est actuellement, se transformera en prêteur par calcul. Une telle mesure fera cesser la stagnation de l'argent, le parasitisme et la presse, qui nous étaient utiles tant que les chrétiens étaient indépendants, mais qui ne sont pas désirables sous notre régime. Comme le manque de réflexion des cerveaux purement animaux des chrétiens est évident ! Ils nous empruntaient avec intérêts sans réfléchir qu'il leur faudrait prendre ce même argent, avec les intérêts en plus dans les poches de l'État pour s'acquitter envers nous ! Qu'y avait-il de plus simple que de prendre l'argent dont ils avaient besoin à leurs contribuables ?... Cela prouve la supériorité générale de notre esprit d'avoir su leur représenter l'affaire des emprunts sous un tel jour qu'ils y ont même vu des avantages pour eux. Les calculs que nous présentons, éclairés quand il sera temps à la lumière des expériences séculaires, dont les États chrétiens nous ont fourni la matière, se distingueront par leur clarté et leur certitude et montreront à tous avec évidence l'utilité de nos innovations. Ils mettront fin aux abus, grâce auxquels nous tenions les chrétiens en notre puissance, mais qui ne peuvent être admis dans notre royaume. Nous établirons si bien notre système de comptes, que ni le gouvernant, ni le plus petit fonctionnaire ne pourront détourner la plus petite somme de sa destination sans que cela se

remarque, non plus que la diriger sur une destination autre que celle qui aura été indiquée une fois pour toutes dans notre plan d'actions. On ne peut gouverner sans un plan défini. Les héros mêmes qui suivent un chemin certain, mais sans réserves déterminées, périssent en route. Les Chefs chrétiens auxquels nous conseillions autrefois de se distraire des soucis de l'État par des réceptions représentatives, par l'étiquette, par des divertissements, n'étaient que des paravents de notre gouvernement. Les comptes rendus des favoris, qui les remplaçaient aux affaires, étaient faits pour eux par nos agents et satisfaisaient chaque fois les esprits peu clairvoyants par des promesses que l'avenir apporterait des économies et des améliorations...

Des économies de quoi ?... Des nouveaux emprunts ?.., auraient pu demander et ne demandaient pas ceux qui lisaient nos comptes rendus et nos projets... Vous savez à quoi une telle insouciance les a conduits, à quel désordre financier ils sont arrivés, en dépit de l'activité admirable de leurs peuples.



## CHAPITRE XXI

*Les emprunts intérieurs. Le passif et les impôts. Les conversions. Les caisses d'épargne et la rente. Suppression de la bourse des fonds publics. Taxation des valeurs industrielles.*

J'ajouterai à ce que je vous ai dit dans la réunion précédente une explication détaillée des emprunts intérieurs. Sur les emprunts extérieurs je ne dirai plus rien, parce qu'ils remplissaient nos coffres-forts avec l'argent national des chrétiens, mais pour notre État il n'y aura plus d'étrangers, c'est-à-dire qu'il n'y aura rien d'extérieur. Nous avons profité de la corruption des administrateurs et de la négligence des gouvernants pour recevoir des sommes doubles, triples et encore plus fortes, en prêtant aux gouvernements des chrétiens de l'argent qui n'était pas du tout nécessaire aux États. Qui est-ce qui pourrait faire la même chose par rapport à nous ?... C'est pourquoi je n'exposerai en détails que les emprunts intérieurs. Quand ils lancent un emprunt, les États ouvrent une souscription pour l'achat de leurs obligations. Afin que celles-ci soient accessibles à tous, ils créent des coupures depuis cent jusqu'à mille ; en même temps, on fait une réduction aux premiers souscripteurs. Le lendemain il y a une hausse de prix artificielle, soi-disant parce que tout le monde se jette dessus. Quelques jours plus tard les caisses du Trésor sont, dit-on, comblées et on ne sait plus où mettre l'argent (pourquoi le prendre alors ?). La souscription dépasse plusieurs fois l'émission de l'emprunt : telle est la confiance que l'on a pour les lettres de change du gouvernement. Mais, quand la comédie est jouée, on est en présence d'un passif qui vient de se former, et d'un passif fort lourd. Pour payer les intérêts, il faut avoir recours à de nouveaux emprunts qui n'absorbent pas, mais qui augmentent seulement la dette principale. Quand le crédit est épuisé, il faut par de nouveaux impôts couvrir non l'emprunt, mais seulement les intérêts de l'emprunt. Ces impôts sont un passif, employé pour couvrir le passif...

Puis vient le temps des conversions, qui diminuent seulement le paiement des intérêts, et ne couvrent pas les dettes, et qui de plus ne peuvent être faites sans le consentement des prêteurs : en annonçant une conversion on offre de rendre l'argent à ceux-là qui ne consentent pas à convertir leurs valeurs. Si tous exprimaient le désir de reprendre leur argent, les gouvernements seraient pris dans leurs propres filets, et se trouveraient dans l'impossibilité de payer l'argent qu'ils offrent. Heureusement les sujets des gouvernements chrétiens, peu versés dans les affaires de finances, ont toujours préféré des pertes sur le cours et une baisse des intérêts, au risque de nouveaux placements d'argent, par quoi ils ont donné plus d'une fois la possibilité aux gouvernements de se défaire d'un passif de plusieurs millions. Maintenant, avec les dettes extérieures, les chrétiens ne pensent rien faire de semblable, sachant que nous réclamerons tout notre argent. Ainsi une banqueroute reconnue démontrera définitivement aux pays l'absence de liaison entre les intérêts des peuples et leurs gouvernements. J'attire toute votre attention sur ce fait et sur le suivant : aujourd'hui tous les emprunts intérieurs sont consolidés par des dettes que l'on désigne sous le nom de flottantes, c'est-à-dire par des dettes dont les échéances sont plus ou moins rapprochées. Ces dettes se composent de l'argent mis dans les caisses d'épargne et dans les caisses de réserve. Comme ces fonds restent longtemps aux mains du gouvernement, ils s'évaporent pour payer les intérêts des emprunts extérieurs, et à leur place on met une somme équivalente de dépôts de rente. Ce sont ces derniers qui bouchent tous les trous dans les caisses de l'État chez les chrétiens. Quand nous monterons sur le trône du monde, tous ces tours de finances seront abolis sans laisser de trace, parce qu'ils ne répondent pas à nos intérêts ; nous

supprimerons également toutes les Bourses de fonds publics, car nous n'admettons pas que le prestige de notre pouvoir soit ébranlé par la variation de prix de nos valeurs. Elles seront déclarées par la loi au prix de leur valeur complète sans fluctuation possible (la hausse donne lieu à la baisse ; c'est ainsi qu'au début de notre campagne nous avons joué avec les valeurs des chrétiens). Nous remplacerons les Bourses par de grands établissements de crédit spécial, dont la destination sera de taxer les valeurs industrielles suivant les vues du gouvernement. Ces établissements seront en état de jeter sur le marché pour cinq cent millions de valeurs industrielles en un jour. De cette manière, toutes les entreprises industrielles dépendront de nous. Vous pouvez vous imaginer quelle puissance nous acquerrons par là.



## CHAPITRE XXII

*Le secret de l'avenir. Le mal séculaire base du bien futur. L'auréole du pouvoir et son adoration mystique.*

Dans tout ce que je vous ai exposé jusqu'ici, je me suis efforcé de vous montrer le secret des événements passés et présents ; ils annoncent un avenir déjà près de se réaliser. Je vous ai montré le secret de nos rapports avec les chrétiens et de nos opérations financières. Il me reste peu de chose à dire encore sur ce sujet. Nous avons en mains la plus grande force moderne, l'or : nous



pouvons en deux jours le retirer de nos dépôts, en telle quantité qu'il nous plaira. Devons-nous encore démontrer que notre gouvernement est prédestiné par Dieu ? Est-ce que nous ne prouverons pas par une telle richesse que tout le mal que nous avons été obligés de faire pendant tant de siècles a servi enfin au vrai bien, à mettre tout en ordre..... La voilà, la confusion des notions du bien et du mal. L'ordre sera rétabli, un peu par la violence, mais enfin il sera établi. Nous saurons prouver que nous sommes des bienfaiteurs, nous qui avons rendu à la terre tourmentée le vrai bien, la liberté de l'individu, qui pourra jouir du repos, de la paix, de la dignité des rapports, à condition, bien entendu, d'observer les lois établies par nous. Nous expliquerons en même temps que la liberté ne consiste pas dans la débauche et dans le droit à la licence ; de même la dignité et la force de l'homme ne consistent pas dans le droit pour chacun de proclamer des principes destructifs, comme le droit de conscience, le droit de l'égalité et autres semblables ; de même le droit de l'individu ne consiste nullement dans le droit de s'exciter soi-même et d'exciter les autres, en faisant montre de ses talents oratoires dans des rassemblements tumultueux. La vraie liberté consiste dans l'inviolabilité de la personne qui observe honnêtement et exactement toutes les lois de la vie en commun ; la dignité humaine consiste dans la conscience de ses droits et en même temps des droits que l'on n'a pas, et non pas dans le seul développement fantaisiste du thème de son « MOI ». Notre pouvoir sera glorieux, parce qu'il sera puissant, qu'il gouvernera et dirigera, et n'ira pas à la remorque des leaders et des orateurs qui crient des paroles folles, qu'ils appellent de grands principes et qui ne sont autre chose, à vrai dire, que des utopies. Notre pouvoir sera l'arbitre de l'ordre qui fait tout le

bonheur des hommes. L'auréole de ce pouvoir lui procurera une adoration mystique et la vénération du peuple. La vraie force ne transige avec aucun droit, pas même avec le droit divin : personne n'ose l'attaquer pour lui enlever la moindre parcelle de sa puissance.



## CHAPITRE XXIII

*Réduction de la production des objets de luxe. La petite industrie. Le chômage. Interdiction de l'ivrognerie. Condamnation à mort de l'ancienne société et sa résurrection sous une nouvelle forme. L'élus de Dieu.*

Pour que les peuples s'habituent à l'obéissance il faut les habituer à la modestie, et diminuer par conséquent la production des objets de luxe. Par là nous améliorerons les mœurs corrompues par la rivalité du luxe. Nous rétablirons la petite industrie qui portera atteinte aux capitaux privés des fabricants. Cela est encore nécessaire parce que les gros fabricants dirigent, souvent sans le savoir, il est vrai, l'esprit des masses contre le gouvernement. Un peuple qui s'occupe de petites industries ne connaît pas le chômage, il en est attaché à l'ordre existant, et par conséquent à la force du pouvoir. Le chômage est la chose la plus dangereuse pour le gouvernement. Pour nous son rôle sera terminé, aussitôt que le pouvoir passera en nos mains.

L'ivrognerie sera aussi interdite par la loi et punie comme un crime contre l'humanité, puisque les hommes qui s'y adonnent se transforment en brutes sous l'influence de l'alcool. Les sujets, je le répète encore une fois, n'obéissent aveuglément qu'à une main ferme, complètement indépendante d'eux, dans laquelle ils sentent un glaive pour leur défense et un soutien contre les fléaux sociaux..... Qu'ont-ils besoin de voir dans leur roi une âme angélique ? Ils doivent voir en lui la personnification de la force et de la puissance. Le souverain, qui prendra la place des gouvernements aujourd'hui existants, qui traînent leur existence au milieu des sociétés démoralisées par nous, qui ont renié même le pouvoir de Dieu et dans le sein desquels s'élève de tous les côtés le feu de l'anarchie, ce souverain devra avant tout éteindre cette flamme dévorante. C'est pourquoi il sera obligé de condamner à mort de telles sociétés, dût-il les noyer dans leur propre sang, pour les ressusciter sous la forme d'une armée régulièrement organisée, luttant consciemment contre toute infection capable d'ulcérer le corps de l'État.

Cet élu de Dieu est nommé d'en haut, pour briser les forces insensées, mues par l'instinct, et non par la raison, par la bestialité, et non par l'humanité. Ces forces triomphent maintenant, elles pillent, elles commettent toutes sortes de violences sous prétexte de liberté et de droits. Elles ont détruit tout ordre dans la société, pour élever sur ces ruines le trône du roi d'Israël ; mais leur rôle sera terminé au moment de l'avènement du roi d'Israël au trône. Alors il faudra les enlever de son chemin, sur lequel il ne doit pas y avoir le moindre obstacle. Alors nous pourrons dire aux peuples : remerciez Dieu et inclinez-vous devant celui qui porte sur son visage le sceau de la prédestination, vers laquelle Dieu lui-même a conduit son

étoile, afin que personne excepté lui, ne pût vous délivrer de toutes les forces et de tous les maux.



## CHAPITRE XXIV

*Renforcement des racines au roi David. Préparation du roi. Écartement des héritiers directs. Le roi et ses trois initiateurs. Le roi–destin. Irréprochabilité des mœurs extérieures du roi des Juifs.*

Maintenant je passerai aux moyens d'assurer les racines dynastiques du roi. Les mêmes principes nous guideront qui ont donné jusqu'à ce jour à nos Sages la conduite de toutes les affaires mondiales. Nous dirigerons la pensée de toute l'humanité. Plusieurs membres de la race de David prépareront les rois et leurs héritiers, choisissant ces derniers non d'après le droit héréditaire, mais pour leurs aptitudes éminentes ; ils les initieront aux secrets cachés de la politique, aux plans de gouvernement, à la condition toutefois que personne ne connaisse ces secrets. Le but de cette manière d'agir est que tout le monde sache, que le gouvernement ne peut être confié à ceux qui ne sont pas initiés aux mystères de son art. A ces personnes seules sera enseignée l'application des plans politiques, l'intelligence de l'expérience des siècles, toutes nos observations sur les lois politico-économiques et sur les sciences sociales, en un mot tout

l'esprit de ces lois, que la nature même a établies inébranlablement pour régler les rapports des hommes. Les héritiers directs seront souvent écartés du trône si, dans leur temps d'études, ils font preuve de légèreté, de douceur et de ces autres qualités pernicieuses pour le pouvoir, qui rendent incapables de gouverner, et qui sont nuisibles à la fonction royale. Seuls ceux qui seront absolument capables d'un gouvernement ferme, inflexible jusqu'à la cruauté, en recevront les rênes de nos Sages.

En cas de maladie qui causerait l'affaiblissement de la volonté, les rois devront d'après la loi remettre les rênes du gouvernement en des mains nouvelles qui en soient capables. Les plans d'action du roi, ses plans immédiats, à plus forte raison, ses plans éloignés, seront inconnus même à ceux que l'on désignera sous le nom de premiers conseillers. Seul le roi et ses trois initiateurs connaîtront l'avenir. Dans la personne du roi, maître de lui-même et de l'humanité grâce à une volonté inébranlable, tous croiront voir le destin avec ses voies inconnues. Personne ne saura ce que le roi veut atteindre par ses ordres, c'est pourquoi personne n'osera se mettre en travers d'un chemin inconnu. Il faut, bien entendu, que l'intelligence du roi réponde au plan du gouvernement qui lui est confié. C'est pourquoi il ne montera sur le trône qu'une fois qu'elle aura été mise à l'épreuve par les Sages dont nous avons parlé. Afin que le peuple connaisse et aime son roi, il est nécessaire qu'il s'entretienne avec son peuple sur les places publiques. Cela produit l'union nécessaire des deux forces, que nous avons aujourd'hui séparées par la terreur. Cette terreur nous était indispensable quelque temps, pour que ces deux forces tombent séparément sous notre influence... Le roi des Juifs ne doit pas

être sous l'empire de ses passions, surtout sous l'empire de la volupté : il ne doit donner par aucun côté de son caractère prise à ses instincts animaux sur son intelligence. La volupté agit d'une manière pernicieuse sur les facultés intellectuelles et sur la clarté des vues, en détournant les pensées sur le côté le plus mauvais et le plus animal de l'activité humaine.

Le pilier de l'humanité en la personne du souverain universel de la sainte semence de David doit sacrifier à son peuple tous ses goûts personnels. Notre souverain doit être d'une irréprochabilité exemplaire.

@

---

# Les Protocoles des Sages de Sion

Version de Georges Boutmi  
Édition d'Ernest Jouin (1922)

Chapitres [1.](#) [2.](#) [3.](#) [4.](#) [5.](#) [6.](#) [7.](#) [8.](#) [9.](#) [10](#) [11.](#) [12.](#) [13.](#)  
[14.](#) [15.](#) [16.](#) [17.](#) [18.](#) [19.](#) [20.](#) [21.](#) [22.](#) [23.](#) [24.](#) [25.](#) [26.](#)  
[27.](#)

## **Pas de question.**

*Nous publions ce texte qui nous a été communiqué de façon surprenante et impromptue. Un inconnu s'est présenté à nous et nous a enjoint d'écrire ce qui suit sous sa dictée. Ensuite, il n'a voulu répondre à aucune question. D'entrée, il avait annoncé : «Je vous donne à connaître un court texte qui peut vous intéresser, mais vous ne me poserez pas de question ni ne tenterez de me suivre quand je vous aurai quitté. » Aussi nous est-il difficile de rédiger ce chapeau et de donner un titre à cet écrit venu d'ailleurs.*

Frères,

Vous avez appris à peser les mots.

Aussi souvenez-vous de ceci

Nous changeons de cap. Nos frères supérieurs le savent depuis un temps et ont décidé maintenant de vous en informer. A tous les niveaux, tout doit être prêt pour que nous lancions l'offensive par la bande.

Désormais nous laissons tomber la coterie juive. Elle a rempli son rôle, celui que nous lui avons imparti. Un peu d'histoire, quelques évidences. Nous avons toléré et favorisé la coterie juive dans la mesure où elle servait nos intérêts. La courte vue des dirigeants des appareils, l'arrivisme borné de nombreuses loges, qui ont cessé d'observer tout rituel, les impasses dans lesquelles se précipitent volontiers les États nous ont amenés à utiliser la coterie juive à nos propres fins.

Nulle autre puissance n'aurait pu saper avec autant d'efficacité les fondements des institutions étatiques. Son internationalisme et ses millions d'yeux ont contribué à renverser les derniers obstacles qui se trouvaient sur notre chemin. Aujourd'hui enfin la totalité du nord nous appartient. Les deux grandes places-fortes du despotisme oriental sont tombées. Il est grand temps pour les conquérants du nord d'imposer leur politique.

Dans la lutte contre les trois chaos, du ponant au couchant, le nord peut enfin être uni.

C'est pourquoi les prédateurs juifs sont devenus des parasites. Nous l'avons fait savoir indirectement aux BB, mais ils semblent oublier que leur puissance n'existe que par notre appui. Ils ne jurent que par leurs protocoles, en oubliant que c'est nous qui les leur avons apportés sur un plateau.



Notre main puissante doit donc s'affermir. Aujourd'hui la coterie juive est synonyme d'aventure. Nous avons utilisé ses capacités de faiseuse de guerre pour juguler les excroissances nationalistes, ce qui a été interprété ainsi par ses dirigeants : la guerre est chose profitable en soi.

Ce manque d'intelligence synthétique de la camarilla juive n'est pas nouveau. Quand ils jurent par Salomon, ils oublient Hiram. Or l'heure est venue pour Hiram de se passer de Salomon, l'heure est venue pour le nord de montrer sa vraie puissance, celle de toujours.

Les techniques à employer pour opérer ce changement de cap seront précisées ultérieurement et aux échelons compétents. Pour l'instant, il ne s'agit pour vous que de graver ce schème dans vos mémoires.

@

## Chapitre I

### *Première séance*

01 Laissons de côté toute phraséologie, nous discuterons uniquement le sens de chaque idée et nous éclairerons la situation par des comparaisons et des déductions. C'est ainsi que nous allons formuler notre système, en examinant les faits de notre point de vue et de celui des goyim.

02 Il faut remarquer que les gens aux instincts mauvais sont

plus nombreux que ceux aux nobles instincts, c'est pourquoi on peut obtenir de meilleurs résultats par la violence et l'intimidation que par des dissertations convaincantes. Tout homme aspire au pouvoir ; il en est peu qui ne deviendraient pas dictateurs s'ils le pouvaient, et bien rares sont ceux qui ne seraient prêts à sacrifier le bien général à des avantages personnels.

03 Qu'est-ce qui a contenu et dirigé ces bêtes de proie qu'on appelle les hommes ? Aux premières époques de la vie sociale, ils se sont soumis à la force aveugle et brutale, ensuite à la loi qui, elle aussi, est une force, mais une force masquée. J'en conclus que, par la loi de la nature, le droit réside dans la force.

04 La liberté politique est une idée, mais non une réalité ; il faut savoir appliquer cette idée quand il est nécessaire d'attirer, au moyen d'un appât idéaliste les forces populaires à son parti, si celui-ci a décidé d'abattre un parti gouvernemental. Cette tâche se trouve facilitée lorsque l'adversaire est pénétré de l'idée de liberté ou de libéralisme et s'il perd de sa force pour cette idée ; c'est par là que triomphera notre système : en vertu de la loi de la vie, les rênes du gouvernement, à peine relâchées, sont aussitôt saisies par d'autres mains, étant donné que la force aveugle du peuple ne peut exister un jour sans chef et que le nouveau pouvoir ne fait que remplacer l'ancien, affaibli par le libéralisme.

05 De nos jours la puissance de l'or — c'est-à-dire la nôtre — a remplacé le pouvoir des gouvernements libéraux.

06 L'idée de liberté est irréalisable, parce que personne ne sait en user avec juste mesure : il suffit de laisser le peuple se gouverner lui-même pendant quelque temps pour que cette liberté se transforme aussitôt en licence. Dès lors naissent des

dissensions qui ne tardent pas à dégénérer en guerres sociales, dans lesquelles les États se consomment et où leur grandeur se réduit en cendres. Qu'un État s'épuise dans ses convulsions intestines ou que les guerres civiles le mettent à la merci des ennemis extérieurs, il peut, dans l'un et l'autre cas, être considéré comme irrémédiablement perdu ; il est en notre pouvoir.

07 Le despotisme de notre capital lui offre une planche de salut, à laquelle il est obligé de se cramponner pour ne pas sombrer.

08 A qui prétendrait que nos arguments sont immoraux, je demanderais : si tout État a deux ennemis, et s'il est admissible qu'il emploie à l'encontre de l'ennemi extérieur toutes sortes de moyens stratégiques, comme, par exemple, de garder secrets les plans d'attaque et de défense, de le surprendre de nuit ou avec des forces supérieures, pourquoi ces mêmes mesures seraient-elles immorales lorsqu'elles seraient prises contre notre pire ennemi, celui qui menacerait notre pouvoir et ruinerait notre bien-être ?

09 Un esprit logique et sensé peut-il espérer réussir à mener les foules par des arguments et des raisonnements, quand la voie est ouverte à la contradiction, même stupide, pourvu qu'elle puisse séduire le peuple dont l'esprit est superficiel ? Les foules sont exclusivement guidées par des passions mesquines, des superstitions, des coutumes, des traditions et par des théories sentimentales ; elles sont esclaves de la division des partis qui s'opposent à toute entente un tant soit peu raisonnable. Toute décision de la foule dépend essentiellement de hasards ou bien, quand elle est préparée à l'avance, elle est pour le moins superficielle ; dans son ignorance des secrets politiques, elle

prend des décisions absurdes, elle sème une sorte d'anarchie qui ruine le gouvernement.

10 La politique n'a rien de commun avec la morale. Le gouvernement qui se laisse guider par la morale n'est pas politique et par conséquent son gouvernement est fragile. Celui qui veut régner doit recourir à la ruse et à l'hypocrisie. Les grandes qualités populaires, l'honnêteté et la franchise, sont des vices en politique, elles détrônent les souverains mieux que l'ennemi le plus habile. Ces qualités doivent être des attributs des gouvernements goyim, que nous ne devons nullement prendre pour guides.

11 Notre but est de posséder la force. Le mot « droit » désigne une abstraction que rien ne justifie.

Ce mot signifie simplement ceci : « Donnez-moi ce que je veux afin que je prouve que je suis plus fort que vous. » Où commence le droit ? où finit-il ? en quoi consiste-t-il ? Dans un État où le pouvoir est mal organisé, où les lois et le régime sont inopérants du fait des droits sans nombre que le libéralisme et ses avantages fictifs ont créés, je vois un nouveau droit, le nôtre, qui est celui d'attaquer, de par la loi du plus fort, de me jeter sur tous les ordres et les règlements établis pour les renverser ; de m'emparer des lois, de réorganiser les institutions et de devenir le maître de ceux qui, volontairement et libéralement, nous ont abandonné leur pouvoir.

12 Par rapport à la fragilité actuelle de tous les pouvoirs, le nôtre est invincible parce qu'il est invisible, et qu'il restera tel jusqu'à ce qu'il ait acquis un degré de puissance tel qu'aucune ruse ne pourra plus le menacer.

13 Du mal passager que nous sommes actuellement contraints

de faire naître le bienfait d'un gouvernement inébranlable, qui rétablira le cours régulier de la vie du peuple, actuellement perturbé par le libéralisme. La fin justifie les moyens. Concentrons notre attention sur nos projets, sur ce qui est utile et nécessaire et non pas sur ce qui est bon et moral. Nous avons devant nous notre plan ; dans lequel est exposée notre stratégie, dont nous ne pouvons nous écarter sans courir le risque de détruire l'œuvre de plusieurs siècles.

14 Pour trouver les moyens de parvenir à nos objectifs, il faut tenir compte de la lâcheté, de l'instabilité, de l'inconstance de la foule, de son incapacité à comprendre et à estimer les conditions de sa propre vie et de son bien-être. Il faut comprendre que la foule est aveugle, insensée, déraisonnée, qu'elle tend l'oreille à droite et à gauche. Un aveugle ne peut conduire un aveugle sans le conduire au précipice ; de même les parvenus, issus de la foule — fussent-ils doués d'un esprit génial, mais non initiés à la politique — ne peuvent prétendre la diriger, sans perdre tout leur troupeau.

15 Seuls les hommes préparés dès l'enfance peuvent comprendre le langage et la réalité politiques. Un peuple livré à lui-même, c'est-à-dire à des parvenus issus de son milieu, travaille à sa propre ruine par suite des querelles de partis qui naissent de la soif du pouvoir et des honneurs, et par les désordres qui en proviennent. Est-il possible aux masses populaires de raisonner avec calme et sans disputes, et de diriger les affaires de l'État qu'il ne faut pas confondre avec les intérêts personnels ? Sont-elles en mesure de se défendre contre les ennemis extérieurs ? C'est impossible. Un plan divisé en autant de têtes qu'il y en a dans la foule perd son unité ; il devient

incohérent et inexécutable par suite des différentes interprétations qu'on peut y donner.

16 Un plan vaste et clair ne peut être élaboré que par un seul homme ; il coordonne tous les rouages des mécanismes de la machine gouvernementale. On en doit conclure qu'il est préférable pour le bien-être, d'un pays que le pouvoir soit concentré entre les mains d'un seul individu responsable. La civilisation ne peut exister sans le despotisme absolu, car elle n'est pas l'œuvre des masses, mais de leurs chefs, quels qu'ils soient. La foule est barbare, elle le prouve en toute occasion. Aussitôt qu'elle s'empare de la liberté (de l'idée de liberté), elle la transforme immédiatement en anarchie, qui est le plus haut degré de barbarie.

17 Voyez ces êtres alcoolisés, abrutis, stupéfiés par la boisson, dont ils ont droit de faire une consommation illimitée, droit conférée aux goyim en même temps que la liberté. Nous ne pouvons permettre que les nôtres tombent à ce degré. Les peuples goyim sont abrutis par l'alcool ; leur jeunesse est détraquée par les études classiques et par la débauche précoce où l'ont poussée nos agents, précepteurs, domestiques, gouvernantes dans les maisons de riches, nos commis ailleurs, ainsi que nos femmes. Au nombre de celles-ci, je compte leurs imitatrices volontaires en matière de débauche et de luxure, celles qu'on appelle les « femmes du monde ».

18 Notre devise est : la force et l'hypocrisie. Seule la force est victorieuse en politique, surtout si elle se dissimule dans les capacités indispensables aux hommes d'État. La violence doit être le principe, la ruse et l'hypocrisie une règle pour les gouvernements qui ne veulent pas concéder leur pouvoir aux

agents d'une nouvelle force. Ce mal est l'unique moyen de parvenir au but, au bien. C'est pourquoi nous ne devons pas craindre d'employer la corruption, la tromperie et la trahison quand elles peuvent nous servir à atteindre notre but. En politique il faut savoir s'emparer de la propriété d'autrui sans hésiter, afin d'obtenir par ce moyen la soumission et le pouvoir.

19 Notre gouvernement, dans cette conquête pacifique, a le droit de remplacer les horreurs de la guerre par des condamnations à mort moins visibles et plus profitables, nécessaires pour entretenir cette terreur qui fait obéir les peuples aveuglément. Une sévérité juste et implacable est l'atout de la force d'un État ; ce n'est donc pas seulement notre avantage, mais c'est notre devoir, pour obtenir la victoire, que de nous en tenir à ce programme de violence et d'hypocrisie. Pareille doctrine basée sur le calcul est tout aussi efficace que les moyens qu'elle emploie ; c'est pourquoi nous triompherons, non pas seulement par ces moyens mais aussi par cette doctrine de la sévérité, et nous asservirons tous les gouvernements à notre Super-gouvernement. Il suffira que l'on sache que nous sommes implacables pour que toute résistance soit brisée.

20 Dès l'époque de l'épanouissement de la Grèce antique, nous avons été les premiers à crier le mot : « Liberté ! » si souvent répété depuis par des perroquets inconscients, qui, attirés de toutes parts par cet appât, n'en ont usé que pour détruire la prospérité du monde et la véritable liberté individuelle, autrefois si bien garantie contre la contrainte de la foule. Des hommes qui se croyaient intelligents n'ont pas su distinguer le sens caché des mots qu'ils employaient ; ils n'ont pas remarqué qu'il n'existe pas d'égalité dans la nature, qu'il ne

peut y avoir de liberté, que la nature elle-même a établi l'inégalité des esprits, des caractères et des intelligences, en soumettant tout à ses lois ; ils ne se sont pas aperçus que notre politique les a lancés hors de leur vie coutumière, dans la voie qui aboutit à notre gouvernement. Pourvu qu'il soit initié à la politique, même un imbécile peut gouverner, tandis qu'un non initié, fût-il un génie, se perdra dans les voies que nous indiquons.

21 C'est sur ce principe que fut établi le gouvernement dynastique de nos rois, le fils étant initié par son père aux secrets de la politique, secrets que personne ne devait pénétrer. Les goyim ont perdu le sens de cette transmission héréditaire du pouvoir, et cette perte contribua au succès de notre cause.

22 Notre appel : « Liberté, Égalité, Fraternité » amena dans nos rangs, des quatre coins du monde, grâce à nos agents aveugles, des légions entières qui portèrent nos bannières avec enthousiasme. Cependant ces mots étaient des vers qui rongeaient la prospérité des goyim, en détruisant partout la paix, la tranquillité, la solidarité de par l'obéissance aux lois, qui sape tous les fondements de leurs États. Vous verrez plus tard que c'est précisément cela qui contribua au triomphe de notre système de conquête pacifique du monde. Nous pûmes alors obtenir l'abolition des privilèges, essence même de l'aristocratie des goyim, aristocratie qui était le rempart naturel des peuples et des patries contre notre action.

23 Sur ses ruines nous avons élevé notre aristocratie de la science et de la richesse.

24 Notre triomphe nous fut facilité par le fait que dans nos rapports avec les hommes dont nous avons besoin, nous sûmes



toujours toucher les cordes sensibles de la nature humaine : le calcul, l'avidité, l'insatiabilité des besoins matériels. Chacune de ces faiblesses humaines, prise à part, est capable de détruire toute initiative personnelle, en mettant les hommes à la disposition de celui qui achète leur activité.

25 La notion abstraite de liberté permet de convaincre les foules que leur gouvernement n'est que le gérant du propriétaire du pays, c'est-à-dire du peuple, et qu'on peut changer de gérant comme on change des gants usés. L'amovibilité des représentants du peuple les mettaient à notre disposition, elle les rendait dépendants de notre choix.



## Chapitre II

### *Deuxième séance*

01 Aujourd'hui, je commencerai par répéter ce qui a déjà été dit : je vous prie de vous rappeler que les gouvernements et les peuples goyim ne voient que l'apparence des choses. Et comment pourraient-ils s'efforcer de découvrir le sens caché des choses alors que leurs chefs songent par-dessus tout à s'amuser et à jouir des biens matériels ? Il nous importe beaucoup de bien tenir compte de ce point. Discutons maintenant des questions concernant le pouvoir, la liberté de parole, la liberté de conscience, le droit d'association, l'égalité de tous devant la loi,

l'inviolabilité de la propriété, du domicile, l'impôt, et l'idée d'un impôt secret. Toutes ces questions ne doivent pas être traitées ouvertement devant le peuple ; il ne faut pas davantage énoncer devant lui nos projets. L'importance de cette réticence consiste en ceci qu'en gardant secrets ces principes nous disposons de notre liberté d'action, ce qui nous permet, le cas échéant, d'en exclure, sans qu'on s'en aperçoive, ceci ou cela, tandis que si nous les exposions, il nous faudrait les assumer tels quels.

02 Les peuples ont un profond respect pour ceux qui incarnent la force ; à chaque acte de violence, ils s'écrient : « C'est évidemment bien canaille, mais combien habile ! Avec quelle magistrale audace le tour a été joué ! » Nous comptons attirer imperceptiblement toutes les nations à la construction d'une nouvelle Œuvre dont nous projetons le plan et qui comporte la décomposition de l'ordre existant que nous remplacerons par notre règne et ses lois. C'est pour cette raison qu'il faut nous assurer du concours de cette force qu'est le « je m'en foutisme » de nos agents, les modernes « Premiers » de tous les pays ; c'est cette force-là qui anéantira tous les obstacles sur notre chemin.

03 Quand nous aurons fait notre coup d'État nous dirons aux peuples : « Tout allait très mal pour vous ; vous êtes tous exténués de souffrance. Nous allons supprimer la cause de tous vos tourments, à savoir les nationalités, les frontières et la diversité des monnaies. Certes, ne comprenant pas nos motifs, vous êtes libres de ne pas nous jurer obéissance, mais pouvez-vous le faire avec justice, si vous le faites avant d'avoir examiné ce que nous vous offrons ? » — Alors ils nous porteront en triomphe sur leurs épaules, dans un élan unanime d'espérances.

Le vote — dont nous ferons l'instrument de notre avènement, en y accoutumant jusqu'aux plus humbles parmi les hommes, par l'organisation partout où c'est possible, de groupements et d'associations — jouera une dernière fois son rôle, nous rendant un dernier service : la confirmation de nos lois.

04 Mais nous devons auparavant utiliser le suffrage universel, sans distinction de classes ni de fortune, afin d'obtenir la majorité absolue qu'on obtiendrait moins facilement auprès des seules classes intellectuelles et fortunées.

05 C'est ainsi qu'après avoir pénétré chacun de l'idée de sa propre importance, nous briserons les liens de la famille chez les goyim ; nous empêcherons les hommes de valeur de percer ; étant dirigées par nous, les foules ne leur permettront pas de se révéler ; elles prendront l'habitude de n'écouter que nous qui payons leur attention et leur obéissance. Ce moyen nous mettra en mains une force tellement aveugle qu'elle ne pourra se mouvoir dans aucun sens, si elle n'est guidée par nos agents, placés pour diriger les foules, qui sauront que de ces agents dépendent leur gagne-pain, les gratifications et toutes sorte d'avantages.



## **Chapitre III**

### *Troisième séance*

01 Tenez compte, en appliquant nos principes, du caractère du

peuple dans le pays duquel vous agirez ; une application générale, uniforme de ces principes, avant que ne soit faite la rééducation du peuple traité, ne saurait obtenir le succès. En procédant graduellement et avec prudence, vous constaterez, avant dix ans, que le caractère le plus récalcitrant aura changé, et nous compterons un peuple de plus parmi ceux qui se sont déjà soumis à notre idée d'internationalisme humanitaire.

02 Quand nous serons au pouvoir, nous remplacerons les termes de l'appel libéral « Liberté, Égalité, Fraternité », par des formules exprimant l'idée contenue dans ces mots, et nous dirons : « Le droit à la Liberté, le devoir de l'Égalité, l'idéal de la Fraternité », et nous saisirons ainsi une fois de plus la même bête par les cornes. En fait, notre pouvoir a déjà écarté tous les autres, bien qu'il y en ait encore un assez grand nombre qui conservent une apparence d'existence.

03 A l'heure actuelle, si quelques gouvernements élèvent la voix contre nous, ce n'est que pure forme et à notre instigation — parce que leur antisémitisme nous est nécessaire pour dominer nos frères inférieurs. Je ne vous expliquerai pas ceci plus clairement, car ce fait a déjà été pour nous l'objet de nombreuses discussions.

04 Je ne vous signalerai qu'un point, c'est qu'en réalité notre Super gouvernement ne rencontre plus d'obstacle dans les gouvernements des goyim ; il se trouve dans une situation absolument légale connue sous le nom énergique et puissant de Dictature. Je puis vous dire, en toute franchise, qu'actuellement, c'est nous qui sommes les législateurs ; c'est nous qui sommes les juges ; nous infligeons les peines dans les tribunaux des goyim nous condamnons à mort ou nous faisons grâce ; nous

sommes comme un commandant en chef chevauchant à la tête de toutes nos armées de libéraux.

05 Nous gouvernons d'une main puissante, parce que cette main tient les débris de partis autrefois puissants, brisés par nous ; elle tient les ambitions démesurées, les ardentes convoitises, les vengeances impitoyables, les haines intenses, — c'est de nous qu'émane la terreur universelle.

06 Nous avons parmi nos agents — conscients et inconscients — des hommes de toutes les opinions : restaurateurs de monarchies, démagogues, socialistes, anarchistes, communistes, et toutes sortes d'utopistes. Nous les avons tous attelés à la besogne : chacun sape de son côté et s'efforce de renverser tout ce qui tient encore debout. Tous les États sont excédés par ces manœuvres ; ils cherchent la paix et sont prêts à tous les sacrifices pour l'obtenir. Mais nous ne leur accorderons ni paix ni trêve tant qu'ils n'auront pas reconnu notre Super gouvernement international ostensiblement et ne lui auront pas fait acte de soumission. Les peuples crient qu'il est nécessaire de résoudre la question sociale au moyen de l'internationalisme. Les divisions des partis nous les ont tous livrés, parce que pour mener une lutte de partis, il faut de l'argent et c'est nous qui avons l'argent.

07 Nous pourrions redouter une alliance de la force plus ou moins clairvoyante des gouvernants goyim avec la force aveugle du peuple, mais nous avons pris toutes les mesures possibles contre pareille éventualité : nous avons élevé, entre ces deux forces, un mur solide de méfiance réciproque. Ainsi la force aveugle du peuple restera notre soutien et nous en serons les chefs, et nous l'orienterons vers notre but ; c'est pourquoi nos

agents s'infiltreront dans le sein même du peuple.

08 Mais quand nous serons un pouvoir reconnu, nous éduquerons le peuple ouvertement sur les places publiques par des conférences sur des sujets politiques, présentés sous un aspect qui nous sera favorable. La parole de notre souverain sera connue dans tous les coins du monde le jour même où elle sera prononcée.

09 Pour ne pas détruire prématurément les institutions des goyim, nous y avons touché d'une main prudente, expérimentée et maîtresse des principaux ressorts de leurs mécanisme. Ces ressorts fonctionnaient autrefois dans un ordre sévère mais rigoureux, auquel nous avons substitué un désordre libéral, stupide et arbitraire ; nous avons ainsi influencé la juridiction, les lois électorales, la presse, la liberté individuelle et, ce qui est plus important, l'instruction et l'éducation, ces pierres angulaires de la vie sociale.

10 En ce qui concerne l'éducation, nous avons abêti, abruti et corrompu la jeunesse des goyim. Par-dessus les lois existantes — sans les changer essentiellement, mais en les déformant par des interprétations contradictoires — nous avons créé quelque chose de grandiose par les résultats prodigieux que nous avons obtenus.

11 Ces résultats se sont manifestés en ce que les interprétations masquèrent les lois et finirent pas les cacher entièrement aux yeux des gouvernements incapables d'appliquer un Code aussi confus, d'où les verdicts rendus d'après la conscience.

12 Vous objecterez qu'il y aura contre nous des soulèvements armés si nos plans sont découverts prématurément ? En prévision de cette éventualité, nous avons en réserve un moyen pour ne rien

laisser subsister des capitales, que nous ferons sauter avec leurs organisations et leurs documents.



## Chapitre IV

### *Quatrième séance*

01 L'intensification des armements et l'augmentation des cadres de la police sont des éléments indispensables à la réalisation des plans ci-dessus exposés. Il faut qu'en dehors de nous, il n'y ait plus dans tous les États que des masses prolétaires, quelques millionnaires qui nous soient dévoués, des policiers, des soldats et un gouvernement de notre fabrication.

02 Pour obtenir ce résultat dans toute l'Europe et, avec son concours, dans les autres continents, nous devons provoquer l'agitation, la discorde, l'hostilité et la haine : Il y a à cela un double avantage : d'abord nous tenons en respect tous les pays qui savent bien que nous avons le pouvoir de créer chez eux des soulèvements ou de restaurer l'ordre à notre gré. Ils sont accoutumés à voir en nous la force indispensable qui écrase. Nos intrigues dans la politique mondiale ont embrouillé tous les fils qui relient entre eux les ministères des différents États et cela au moyen de traités économiques et d'engagements financiers. Pour atteindre ce but, il nous a fallu faire preuve d'une grande ruse et de beaucoup d'obséquiosité au cours des pourparlers et des

négociations ; mais dans ce qu'on nomme « la langue officielle » nous fûmes obligés de prendre un air conciliant et honnête. Aussi les goyim — que nous avons habitués à n'apercevoir que le côté apparent des choses que nous leur présentons — nous prennent-ils pour des bienfaiteurs et des sauveurs du genre humain.

03 Nous sommes prêts à répondre du tac au tac à toute opposition qui surgirait contre nous dans un pays quelconque en faisant éclater une guerre entre lui et ses voisins, et si plusieurs pays projetaient de s'allier contre nous, nous déchaînerions une guerre mondiale et nous les pousserions imperceptiblement à y prendre part

04 Le succès capital en politique est assuré par le secret des entreprises. Les actes d'un diplomate ne doivent pas correspondre à ses paroles.

05 Nous avons déjà maintes fois contraint les gouvernements des goyim à faire la guerre au moyen de la soi-disant opinion publique, après avoir préparé nous-mêmes cette opinion en secret. A l'un des gouvernements, nous avons déjà plusieurs fois montré notre force par des attentats terroristes et nous répondrons à tous, s'ils se soulèvent contre nous, par les canons américains, chinois ou japonais, qui sont entièrement à notre disposition.

@

## Chapitre V

*Cinquième séance*



01 Il nous est indispensables que les guerres n'amènent aucun avantage territorial. Toute guerre sera donc transportée sur le terrain économique que. Alors les nations reconnaîtront que, sur ce terrain, la suprématie dépend de notre concours. Cette situation livrera nos adversaires à la merci de notre agence internationale aux millions d'yeux que nulle frontière n'arrête, et nos droits internationaux balayeront tous les droits des nations et gouverneront celles-ci, comme le Code civil d'un État règle les relations de ses sujets entre eux. Par ces voies nous amènerons nos fils aux mêmes résultats qui furent obtenus par des voies identiques dès la plus haute antiquité, comme l'atteste la Bible (Néhémie, IX, 22-25).

02 Nous avons inspiré les lois fondamentales des États modifiées par des constitutions, afin d'accoutumer les peuples à la notion de leur force et de leur suggérer la pensée de mesurer cette force à celle des souverains. Vous savez quel fut le résultat définitif.

03 Les constitutions ont établi les trois pouvoirs, législatif, exécutif et judiciaire, ayant chacun des limites déterminées qu'on ne saurait franchir sans secouer jusque dans sa base tous le corps politique. Dans ces conditions, le souverain ne faisait plus un avec l'État ; il ne le personnifiait plus. C'était donc l'ensemble du peuple qui déterminait les pouvoirs du souverain, comme ceux des institutions politiques. Celles-ci étaient indépendantes les unes des autres, en sorte qu'il pouvait arriver qu'une plainte portée à l'une de ces institutions contre une autre d'entre elles, fût renvoyée, sous prétexte d'enquête, à l'accusée, laquelle, de ce fait, devenait juge et partie. Ceci rendait évidemment toutes

lesdites institutions inattaquables, toutes puissantes et indépendantes. Nous pûmes alors leur suggérer l'idée qu'elles ne servaient plus le souverain, puisque, comme lui, elles dépendaient du peuple, dont cependant elles ne servaient pas encore les intérêts, gérées qu'elles étaient par le contrôle du souverain, lequel ne poursuivait qu'un but : son intérêt personnel.

04 Pour avoir plus de prise sur les institutions, nous avons promis à bon nombre d'administrateurs le droit de gouverner le pays ensemble, sans aucun contrôle, à condition qu'ils nous aident activement à créer des prétextes de mécontentement au sujet des constitutions mêmes, préparant ainsi l'avènement de la République dans leur pays. Les Républiques nous donneront le trône du monde. Pour l'instant, nous n'avons fait que remplacer l'influence des gouvernements libéraux par notre pouvoir celui de l'or.

05 De nos jours, aucun ministre ne peut plus se maintenir au pouvoir sans que nous ne le soutenions par nos appuis ou par un semblant d'approbation populaire (que nous préparons dans la coulisse).

@

## **Chapitre VI**

### *Sixième séance*

01 Toute République passe par trois étapes : la première

ressemble aux premiers jours de fureur d'un homme frappé de cécité, qui se jette avec acharnement dans toutes les directions ; la deuxième étape est la démagogie qui engendre l'anarchie, laquelle conduit inévitablement au despotisme, non à un despotisme légal et apparent et, partant, responsable, mais à un despotisme occulte, inconnu, invisible, agissant d'autant plus cyniquement qu'il est couvert par toutes sortes d'agents dont le remplacement se fait sans bruit — ce qui est favorable à cette puissance occulte et la débarrasse du souci d'avoir à récompenser de longs services.

02 Il faut admettre que la liberté pourrait être inoffensive et durable si elle reposait sur des principes de croyance en Dieu, de fraternité humaine, exempte de l'idée d'égalité — celle-ci va contre les lois de la nature qui prescrivent la hiérarchie. Gouverné par une telle foi, le peuple marcherait paisiblement et humblement sous la tutelle des prêtres, soumis aux règles divines disposant de leur sort ici-bas. C'est pour cela que nous devons saper la foi, arracher de l'esprit des goyim toute idée de Dieu et de l'âme et la remplacer par des formules mathématiques, par des convoitises et des intérêts matériels.

03 Afin que les goyim n'aient pas le temps de réfléchir et d'observer, il faut les orienter vers l'avidité du gain, au moyen de l'industrie et du commerce. Les individus et les nations chercheront ainsi leurs propres avantages et, engagés dans cette lutte, ils n'apercevront pas leur ennemi commun : notre intérêts. Et pour que la liberté puisse désagrégier et ruiner la société des goyim, il faut faire de la spéculation la base de l'industrie ; il en résultera que les richesses produites par l'industrie passeront à la spéculation, c'est-à-dire qu'elles serviront à remplir nos

coffres-forts, puisque tous les fils de la spéculation seront entre nos mains.

04 La lutte intense pour la suprématie, et les secousses économiques créeront des sociétés désenchantées, égoïstes, sans cœur, dégoûtées de la politique et de la religion. Leur seul guide sera le calcul. Elles auront pour l'or un véritable culte, à cause des jouissances matérielles qu'il procure, et c'est par là qu'elles tomberont en notre esclavage complet Grâce à cela, quand il nous deviendra nécessaire de provoquer le coup d'État définitif, les classes inférieures des goyim marcheront contre nos concurrents au pouvoir : les intellectuels goyim.



## Chapitre VII

### *Septième séance*

01 La profession d'avocat rend ceux qui l'exercent froids, cruels, obstinés, sans principes et dans tous les cas nécessairement formalistes. Us ne tiennent qu'au profit que doit leur procurer la plaidoirie, et n'ont aucun souci du bien social que peut amener son résultat. C'est pourquoi ils acceptent indistinctement toutes les causes qui se présentent et recherchent-aveuglément l'acquiescement du malfaiteur à tout prix. Pour l'obtenir, ils s'accrochent aux moindres détours de la jurisprudence ; ce qui démoralise la Cour et anéantit son

importance et ses fonctions.

02 Nous avons déjà pris soin de discréditer le clergé des goyim et de ruiner ainsi sa mission qui aurait pu nous être un obstacle. L'influence des prêtres sur les peuples va décroissant tous les jours.

03 La liberté de conscience est partout proclamée, par conséquent il n'y a plus que quelques années qui nous séparent de l'effondrement de la foi chrétienne, notre plus redoutable adversaire par ses théories sur le surnaturel et la vie future. Nous vaincrons facilement les autres obstacles, mais n'anticipons pas.

Nous avons à ce point restreint le champ d'action du cléricalisme que son influence s'exercera à rebours de ce qu'elle a fait jusqu'ici.

04 Quand sonnera l'heure de procéder à la destruction de la Cour pontificale, le doigt d'une main invisible indiquera aux masses le Vatican, et lorsque celles-ci se précipiteront à l'assaut, nous nous présenterons comme ses soi-disant protecteurs, pour empêcher une trop forte effusion de sang. Cet acte nous ouvrira les portes ; nous pénétrerons dans la place et nous n'en sortirons qu'après avoir sapé toute la puissance qu'elle contient.

05 Le roi des Juifs sera ce que naguère avait été le pape. Il deviendra le patriarche universel de l'église internationale, instituée par nous ; mais tant que nous n'aurons pas fait la rééducation de la jeunesse pour l'amener à notre foi, par des croyances transitoires, nous ne toucherons ni ouvertement, ni par la contrainte, à l'église existante ; nous procéderons à sa ruine par la critique, source de dissensions.

06 En général, notre presse dévoilera les actes de l'État et de

la religion, l'incapacité des goyim qui ne sont pas avec nous, et elle le fera dans les termes les plus injurieux, afin d'humilier les chrétiens à leur tour comme ils ont humilié notre race pendant des siècles.

07 Nous serons tenus au courant de tout, sans l'aide de la police officielle ; telle que nous l'avons constituée pour les goyim, elle ne fait qu'empêcher les gouvernements de connaître la vérité.

D'après notre programme d'éducation, un tiers de nos sujets surveillera volontairement les autres, par sentiment du devoir, principe devant être celui de tout fonctionnaire. C'est ce que fait actuellement le tiers de nos Frères qui surveillent les autres et rapportent ce qu'ils ont appris. Le métier d'espion et de dénonciateur des abus est considéré chez nous comme honorable ; dans l'avenir, cette opinion sera générale.

Celui qui ne révélera pas les actes ou les projets politiques dont il aurait connaissance sera accusé de complicité, s'il est prouvé qu'il possédait les renseignements en question.

08 De même qu'aujourd'hui nos frères sont obligés de nous signaler — aux Kahals — les actes d'apostasie, ainsi devront faire tous nos sujets sous leur propre responsabilité, s'ils veulent accomplir leur devoir envers l'État.

09 En offrant aux goyim l'appât du libéralisme et celui de la prévarication, nous avons développé l'égoïsme et l'avidité des agents chargés de rétablir l'ordre. Nous avons éveillé en eux des goûts destructeurs, parmi lesquels le plus important est le « pot-de-vin », et nous avons créé dans les basses classes le mécontentement et le conflit général.



## Chapitre VIII

### *Huitième séance*

01 Par notre influence, l'application des lois des goyim s'est trouvée réduite au minimum ; leur prestige est miné par les interprétations libérales que nous y avons introduites. Les questions les plus importantes des principes politiques et moraux sont résolues par les tribunaux dans le sens que nous leur prescrivons ; ils jugent les procès du point de vue que nous leur suggérons par l'intermédiaire d'hommes de paille, par l'opinion de la presse, ou par d'autres moyens que nous n'avons par l'air de mettre en action. Les sénateurs eux-mêmes et l'administration supérieure suivent aveuglément nos conseils et nos indications. Je vous donne ici une nouvelle preuve de la pauvreté du cerveau bestial des goyim, incapable d'analyse et d'observation et plus encore de prévoir les conséquences d'un tel état de choses.

02 L'esprit des goyim est purement bestial ; il voit mais ne prévoit point, et ses inventions sont exclusivement d'ordre matériel. Il découle clairement de tout cela que la nature elle-même nous a prédestinés pour diriger les goyim et gouverner le monde.



## Chapitre IX

### *Neuvième séance*

01 Qu'il soit républicain ou autocratique, un gouvernement s'inspire toujours des lois pour annoncer ses décisions. C'est pourquoi toutes nos préoccupations doivent consister dans la recherche d'un courant capable de les transformer, les masquer ou les dissimuler. En remaniant les lois dans un sens libéral, on s'habitue à y introduire de nouvelles exigences, ensuite l'inexécution de ces lois conduit au relâchement, puis à l'anarchie. C'est alors qu'étant par le fait Souverains de l'Univers, Rois en réalité, quoique non couronnés, nous pourrions affermir notre despotisme, déjà, puissant, parce qu'invisible, et partant irresponsable. Au lieu de nous incomber, la responsabilité appartiendra à ceux des représentants des peuples qui, inconsciemment, et, bien entendu, sans en connaître le but, exécutent notre programme. Mais, comme nous les protégeons, parce qu'ils écoutent nos conseils, leur responsabilité ne les expose en réalité qu'à un changement de fonctions dans l'administration ou à une suspension provisoire, tandis qu'en cas de protestation contre nos ordres, ils seraient condamnés au repos éternel.

Les administrateurs, choisis par nous dans le public en raison de leur servilité, n'auront aucune expérience en matière gouvernementale ; ils deviendront facilement, dans notre jeu, des pions aux mains de nos savane, de nos conseillers géniaux, de



nos spécialistes élevés dès leur plus tendre enfance pour diriger les affaires de ce monde. Comme vous le savez, ces hommes ont étudié dans le temple de notre Dieu ; ils ont puisé des renseignements utiles dans nos plans politiques, dans l'expérience de l'histoire et dans l'observation de chaque événement qui passe. Les goyim ne sont guidés que par la routine et par les théories ; ils n'ont aucun souci des conséquences qui en découlent. C'est pourquoi nous n'avons pas à nous préoccuper d'eux ; ils s'amuse.

Les lois qui émanent des théories scientifiques ont, pour eux, une importance considérable ; aussi avons-nous engendré la confiance aveugle à l'égard de la science. Leurs intellectuels s'enorgueillissent de leurs connaissances que la logique n'a pas vérifiées, et ils mettent en pratique les notions puisées dans la science livresque, telles qu'elles sont écrites par nos agents, dont le but est de tourner les esprits dans la direction qui nous est nécessaire.

02 Nous devons tenir compte des idées modernes, du caractère et des tendances des peuples, afin de ne pas commettre d'erreurs dans la politique des affaires administratives. Le triomphe de notre système — dont le mécanisme peut jouer différemment selon le tempérament des peuples avec lesquels nous prenons contact — ne sera complet que si son application pratique repose sur les résultats du passé et les données du présent.

03 Les gouvernements modernes ont entre leurs mains une force immense, créatrice des courants d'idées parmi le peuple ; cette force c'est la presse. Son but est soi-disant de signaler les réclamations nécessaires, de transmettre les plaintes du peuple, d'exprimer et de formuler le mécontentement. Elle incarne le

triomphe de la liberté du caquetage, mais personne, excepté nous, ne sait organiser cette force et en tirer profit. C'est par elle que nous avons acquis notre influence.

04 C'est grâce à la presse que nous avons ramassé l'or, bien qu'il fallut parfois le prendre dans des torrents de sang et de larmes, mais la fin justifie les moyens ; il nous en coûta le sacrifice de beaucoup des nôtres, et chacune de ces victimes vaut devant Dieu des milliers de goyim.

@

## Chapitre X

### *Dixième séance*

01 Quel genre de gouvernement peut-on donner aux sociétés pénétrées de toutes parts par la corruption, au milieu desquelles les richesses ne s'acquièrent que par les surprises que provoquent des tricheries astucieuses, où règne la licence des mœurs, où la moralité est maintenue par des châtiments et non par des principes acquis, où les sentiments patriotiques et religieux sont remplacés par des idées cosmopolites ? Quelle autre forme de gouvernement peut-on donner à de telles sociétés, si ce n'est la forme despotique que je vais vous décrire.

Il faut que nous créions une centralisation très ferme du gouvernement, de façon à tenir entre nos mains toutes les forces sociales. Ensuite nous réglerons automatiquement, par de

nouvelles lois, toutes les fonctions de la vie politique de nos sujets. Ces lois aboliront les uns après les autres tous les privilèges et toutes les franchises, et notre règne sera marqué par un despotisme si majestueux qu'il sera en état d'écraser, en tout temps et en tout lieu, les récalcitrants et les mécontents.

J'affirme que le despotisme dont je parle ne s'accorde pas avec le progrès moderne, mais je vais prouver le contraire.

02 Au temps où les peuples considéraient leurs souverains comme une pure manifestation de la volonté divine, ils se soumettaient sans murmurer à l'autorité des monarques, mais du jour où nous leur avons suggéré la notion de leurs propres droits, ils commencèrent à considérer leurs souverains comme de simples mortels, l'onction sacrée cessa d'être regardée comme divine par le peuple auquel nous avons enlevé sa foi ; dès que nous eûmes ébranlé la croyance en Dieu, le pouvoir fut jeté au ruisseau, il devint la propriété publique dont nous nous emparâmes. De plus, l'art de gouverner les masses et les individus au moyen de théories, de grandes phrases, de soi-disant préceptes de vie sociale, d'étiquettes et de toutes sortes d'artifices dont les goyim ne peuvent saisir ni comprendre le but, cet art est une des particularités de notre génie administratif nourri d'analyse, d'observation et de telles subtilités de raisonnement que, dans ce domaine, nous ne pouvons avoir de rivaux, non plus que dans celui de l'élaboration des plans d'activité politique et de solidarité.

03 Une coalition universelle des goyim aurait pu, à un moment donné, avoir raison de nous, mais nous sommes désormais protégés de ce côté par des dissensions si profondément enracinées chez eux, qu'on ne peut plus les extirper. Nous avons

mis en conflit leurs intérêts personnels et nationaux et aussi leurs haines de religion et de race, tous sentiments entretenus par nous dans leurs cœurs depuis de longs siècles. Grâce à cela, aucun État n'obtiendra nulle part de secours pour nous combattre, parce que chaque État croira qu'une coalition contre nous lui sera personnellement désavantageuse. Nous sommes trop puissants, il faut compter avec nous. Les puissances ne peuvent conclure le moindre traité sans que nous n'y participions secrètement.

04 Le Seigneur a dit : « Par moi règnent les rois ». Nos prophètes nous ont dit que nous avons été choisis par Dieu Lui-même pour régner sur toute la terre. C'est pourquoi Dieu nous a doués de génie ; il faut que nous puissions mener à bonne fin notre tâche qui est la conquête du monde par des moyens pacifiques.

05 Actuellement, tous les rouages des mécanismes gouvernementaux sont mis en mouvement par un moteur qui est entre nos mains ; ce moteur, c'est l'or. La science et l'économie politique inventée par nos Sages rend depuis longtemps hommage au prestige royal du capital.

06 Le capital, pour avoir sa liberté d'action, doit créer la liberté d'un monopole industriel dont on se servira pour assujettir le peuple. De nos jours, il importe, plus de désarmer complètement les peuples que de les mener à la guerre, d'utiliser à notre profit les passions qui s'éveillent que de les éteindre, de saisir et d'interpréter les idées des autres dans le sens voulu par nous plutôt que de les supprimer.

07 Le problème essentiel et secret de notre gouvernement est d'affaiblir l'esprit public par la critique, de lui faire perdre l'habitude de la réflexion qui détermine une opposition à

surmonter, d'orienter ses forces vers la vaine éloquence.

08 De tout temps, les peuples, comme les individus, ont pris les paroles pour des actes. Ils se contentent des apparences et font rarement attention si les promesses touchant la vie sociale ont été tenues. C'est pourquoi nous avons organisé des institutions présentant une belle façade, c'est-à-dire des loges maçonniques qui démontreront éloquemment leur contribution au progrès.

Nous nous sommes approprié la physionomie de tous les partis à tendances libérales et nous leur avons fourni des orateurs qui ont tant parlé qu'ils ont fatigué leurs auditeurs et les ont dégoûtés d'eux.

09 Afin de prendre en main l'opinion publique, il faut la rendre perplexe et exprimer de toutes parts tant d'opinions contradictoires que les goyim non initiés soient perdus dans leur labyrinthe et finissent par conclure qu'il vaut mieux ne pas avoir d'opinion politique, que les questions politiques ne doivent pas être connues du public sous leur vrai jour, que cela appartient à celui-là seul qui dirige. Le second moyen de réussir à gouverner est de multiplier les coutumes, habitudes, passions, conventions populaires, de telle façon que personne ne puisse plus rien démêler dans ce chaos et que, par suite, les hommes, voyant tout sous un aspect différent et donnant à toute chose une interprétation personnelle, cessent de se comprendre les uns les autres.

Sur un tel terrain, l'inimitié des goyim les amènera à se trahir entre eux à notre profit. La différence des points de vue est la meilleure créatrice des malentendus et des haines. Par ce moyen, nous sèmerons les dissensions dans tous les partis ; nous

désagrègerons toutes les forces collectives qui refusent de nous obéir et de se soumettre à nous, et nous découragerons toute initiative personnelle, susceptible d'entraver notre Œuvre.

10 Il n'y a rien de plus dangereux que l'initiative personnelle ; si elle est géniale en quoi que ce soit, elle peut avoir plus d'action que n'en auraient des millions d'individus parmi lesquels nous avons jeté la dissension. Nous devons éduquer les goyim de telle façon que, devant toute tâche qui exigerait une initiative personnelle, les bras leur tombent de découragement.

La liberté d'action, que nous avons inculquée aux goyim, affaiblit les forces quand elle se heurte à la liberté d'autrui ; il en résulte des échecs, des déceptions et des secousses morales.

11 Tout cela, à la fin des fins, nous servira à lasser les goyim à ce point que nous les obligerons à nous offrir le pouvoir international, pouvoir qui, par ses tendances et sa préparation, est susceptible d'englober sans heurts toutes les forces gouvernementales du monde et de former un Super gouvernement.

Alors, à la place des souverains régnants, nous mettrons un monstre que tous considéreront comme l'Administration super gouvernementale : ses mains s'étendront dans toutes les directions, comme des tenailles, et son organisation sera si colossale qu'elle ne pourra manquer de dominer les peuples.

@

## Chapitre XI

## *Onzième séance*

01 Le plan du gouvernement doit résider dans un seul cerveau ; si l'on admettait son fractionnement dans divers esprits, on ne parviendrait pas à le consolider. Seul le souverain doit le connaître, ses administrateurs doivent, sans les discuter, exécuter les parties qui leur en sont communiquées quand il est besoin, ceci afin de ne pas le détruire ou de ne pas nuire à sa conception géniale et à l'harmonie de son ensemble, surtout, enfin, à la force pratique de l'importance secrète de chacun de ses points. Si une telle œuvre devait être discutée ou transformée par des opinions multiples en étant soumise au vote de voix nombreuses, elle porterait l'empreinte de toutes les conceptions erronées qui n'auraient pas pénétré toute la profondeur et l'harmonie de ses desseins. Il faut que nos plans soient puissamment et logiquement conçus ; c'est pourquoi nous ne pouvons pas les rendre publics et livrer cette Œuvre géniale de notre chef à la foule ou à de nombreux groupes qui les disloqueraient.

Tant que l'époque de notre avènement à un règne manifeste et reconnu par tous n'est pas arrivée, nous n'entreprendrons pas de fond en comble la transformation des institutions existantes ; nous modifierons seulement leur base économique, et, par conséquent, tout l'ensemble de leur fonctionnement, en l'orientant vers la voie tracée dans nos plans.

02 A peu de chose près, les mêmes institutions existent dans tous les pays, sous des noms différents : les corps représentatifs, les ministères, le sénat, le conseil d'État, le corps législatif et exécutif. Je n'ai pas à vous expliquer le mécanisme des relations de ces institutions entre elles, puisque vous le connaissez fort

bien vous-mêmes, mais je vous ferai remarquer que chacune d'elles remplit une fonction gouvernementale importante ; notez que j'applique le mot « importante » non pas à l'institution, mais bien à la fonction ; dès lors, ce ne sont plus les institutions qui sont importantes, les institutions se sont partagé toutes les fonctions gouvernementales : les pouvoirs administratif, exécutif, législatif, judiciaire et le pouvoir de contrôle. C'est pourquoi ces fonctions de l'organisme gouvernemental sont devenues semblables aux organes du corps humain ; il en résulte que si l'on détériore un de ces organes de la machine gouvernementale, l'État tombe malade, comme le fait un corps humain, et il meurt.

03 Quand nous eûmes contaminé l'organisme gouvernemental par le libéralisme, ce poison mortel, tout l'ensemble de la vie politique des États fut modifié ; tous furent atteints d'une maladie mortelle : la décomposition du sang. Il ne reste plus qu'à attendre la fin de leur agonie.

04 Le libéralisme engendra des gouvernements constitutionnels qui remplacèrent les autocraties. Une constitution n'est guère autre chose qu'une école de discordes, de querelles, de mésintelligence, de dissentiments, d'agitations stériles, de tendances de partis, de tout ce qui sert à affaiblir l'activité des États.

La tribune, comme la presse, a condamné les gouvernements à l'inaction et à l'impuissance ; par là même, ils devinrent inutiles ; c'est ce qui, dans beaucoup de pays, détermina leur chute. Il devint alors possible d'inaugurer l'ère républicaine ; nous remplaçâmes le représentant de la nation par sa propre caricature : un président de la République, pris dans la foule, au milieu de nos créatures, de nos esclaves. Telle fut la première



mine posée par nous sous les États des peuples goyim.

05 Dans un avenir prochain, nous instituerons la responsabilité des présidents ; alors, nous n'aurons plus à nous gêner pour appliquer notre plan ; les présidents en auront toute la responsabilité. Le fait de cette responsabilité va éclaircir les rangs des assoiffés du pouvoir, et ainsi naîtront la confusion et la désorganisation du pays qui ne pourra pas trouver de président. C'est alors que nous entrerons de plain-pied dans les rangs du gouvernement.

06 Mais, auparavant, nous machinerons l'élection de présidents ayant dans leur vie un Panama quelconque. Avec ces tares dans leur passé, ils seront de fidèles exécuteurs de nos ordres, redoutant la révélation des dites tares et intéressés à conserver les avantages et les privilèges du poste de président.

La Chambre des députés aura à élire, à protéger et à défendre les présidents, mais nous la priverons du droit de proposer des lois et de les modifier, car ce droit sera la prérogative du président responsable, dont le pouvoir deviendra, bien entendu, la cible de toutes les attaques ; mais nous lui accorderons, pour se défendre, le droit d'en appeler directement à la décision du peuple, c'est-à-dire d'avoir recours à un plébiscite, sans passer par l'intermédiaire de ses représentants, car le peuple, c'est-à-dire la majorité de la foule, est notre serviteur aveugle.

Nous accorderons au président le droit de proclamer la loi martiale ; nous motiverons ce droit par le fait que le président, en tant que chef de toutes les armées du pays, en peut disposer pour défendre la constitution républicaine, dont la protection lui incombe, puisqu'il en est le représentant responsable.

07 Il est évident que sous un pareil régime, la clef du saint des

saints sera entre nos mains ; sauf nous-mêmes, personne ne pourra diriger le pouvoir législatif.

08 De plus, on retirera à la Chambre le droit d'interpellation sur les mesures gouvernementales à prendre, sous prétexte de sauvegarder le secret politique, secret dont le président aura la responsabilité. Le nombre des représentants du peuple sera réduit, par la nouvelle constitution, au plus strict minimum, ce qui réduira du même coup l'expansion des passions politiques ; mais si, malgré tout, celles-ci venaient à s'enflammer même dans une Chambre ainsi réduite au minimum, nous en aurions toujours raison en faisant appel à la majorité du peuple.

Le président de la République aura la prérogative de nommer les présidents et vice-présidents de la Chambre et du Sénat. Nous obligerons de réduire à quelques mois la durée des sessions parlementaires permanentes. En outre, le président de la République, en sa qualité de chef du pouvoir exécutif, aura le droit de convoquer ou de dissoudre les assemblées parlementaires, et, en cas de dissolution, d'ajourner la convocation d'un nouveau parlement. Afin de ne pas trop surcharger la responsabilité du président, nous insinuerons à ceux qui l'entourent — ses ministres et ses hauts fonctionnaires — de passer outre les ordres du président et d'y substituer leurs propres mesures personnelles. Ils assumeront aussi parfois la responsabilité à sa place. Nous recommanderons tout particulièrement ce rôle au sénat, au Conseil d'État et aux Cabinets des ministres.

Le président de la République interprétera à notre gré celles des lois existantes qui peuvent être interprétées de différentes façons. Il pourra aussi les annuler en cas de nécessité. Il

proposera des lois provisoires et des modifications de la constitution, pourvu qu'il motive ces mesures en disant qu'elles sont exigées pour le plus grand bien de l'État.

09 Par ces moyens, nous annulerons, petit à petit, tout ce que nous avons été contraints d'instituer jusqu'à présent, et nous procéderons, lorsque sonnera l'heure de remplacer les gouvernements par notre pouvoir autocrate, à l'abrogation imperceptible de toute constitution.

10 Il est possible que notre Souverain autocrate soit reconnu Souverain de l'Univers — même avant l'abrogation des constitutions. Cette reconnaissance peut avoir lieu au moment où les peuples, exaspérés par les désordres et la faillite morale de leurs gouvernements quels qu'ils soient, s'écrieront : « Déposez-les tous, et donnez-nous un seul chef, un Roi de l'Univers, fût-il du sang de Sion, qui saura nous unir et abolira les causes de nos discordes, à savoir : les frontières, les nationalités, les religions et les dettes nationales ; un roi, enfin, qui nous ramènera le calme et la paix que nous ne pouvons obtenir avec nos gouvernants et nos représentants, qui nous sacrifient toujours à leurs intérêts personnels.

11 Vous vous rendez bien compte qu'afin de pouvoir exprimer de tels désirs, il faut troubler sans cesse les rapports des peuples entre eux et avec leurs autorités gouvernementales. Tout le monde sera ainsi épuisé par les discordes, l'hostilité réciproque, les luttes, les rivalités et même par le martyre et par l'extermination des peuples connus par leur longanimité (par exemple les Russes, les Indiens et autres), par la famine, par l'inoculation de maladies contagieuses, dont le contrepoison n'est connu que de nos savants, par la misère, afin que les goyim n'entrevoient pas

d'autre issue, se rendent à notre domination financière et à celle de nos monopoles. Il ne faut pas leur laisser de répit, car, autrement, le résultat de tout notre travail préalable se ferait attendre, ce qui n'est pas à souhaiter.



## Chapitre XII

### *Douzième séance*

01 Voici donc le programme de notre constitution transitoire :

1. Nous créerons les lois, le droit et la justice ;
2. Par les édits d'un président responsable ;
3. Sous forme d'ordres généraux ;
4. Sous forme d'ordonnances sénatoriales et de décrets du conseil d'État ;
5. Sous forme de circulaires ministérielles, et ;
6. Si le moment est opportun, sous forme de coup d'État.

02 Étant fixés sur ces points, nous nous occuperons des détails du plan, ce qui est indispensable pour effectuer, dans le sens qui nous est favorable, le changement du mécanisme des machines gouvernementales.

Éclaircissons les questions qui concernent la liberté de la presse, le droit des associations, la liberté de conscience, les droits électoraux et tant d'autres questions qui devront disparaître du répertoire humain ou bien être radicalement modifiées dès le lendemain de l'avènement au pouvoir du Souverain international.

C'est à ce moment-là que, d'un seul coup il faudra promulguer tous nos décrets et les appliquer rigoureusement, car toute modification postérieure n'aurait plus sa raison d'être. Tout changement fait après coup avec fermeté ne ferait qu'exaspérer le peuple ; d'autre part, s'il s'opérait sans fermeté, le peuple dirait : « Ils ont reconnu leur erreur », et cela nuirait à l'auréole d'infaillibilité du nouveau pouvoir, les deux cas étant également compromettants pour le prestige de la nouvelle force.

Il nous est nécessaire qu'au moment de son avènement, à l'heure même de sa proclamation, les peuples, encore ahuris par le coup d'État et saisis par la stupéfaction et la terreur, comprennent que notre puissance est si invulnérable et si forte qu'en aucun cas nous ne compterons avec eux et ne prendrons en considération leurs protestations ou leurs avis, dont nous réprimerons les manifestations en tout temps et en tout lieu, s'il est nécessaire. Il faut qu'ils sachent que nous avons pris d'un seul coup ce qu'il nous fallait du pouvoir, que nous ne partageons avec personne. Alors, de crainte et de terreur, ils fermeront volontairement les yeux et attendront les événements, espérant qu'il en sortira quelque chose, une amélioration, peut-être... D'autant plus que nous promettons de leur restituer toutes leurs libertés et tous leurs privilèges, après avoir pacifié les partis et vaincu les ennemis de la paix. L'avenir dira combien de temps ils

devront attendre...

03 Pourquoi avons-nous conçu pour nous cette politique et en avons-nous enseigné aux goyim certaines parties dans notre propre intérêt, sinon pour obtenir par un détour ce que nous ne pouvions gagner par une voie directe ? La politique a été la base de notre organisation. Actuellement, il ne nous reste plus qu'à travailler à son achèvement, afin d'installer notre trône sur une base commode et solide.



## Chapitre XIII

### *Treizième séance*

01 Quand notre heure viendra, nous définirons ainsi le mot « Liberté », susceptible d'être interprété de diverses manières : « La liberté est le droit de faire ce qui est permis par la loi ». Cette interprétation nous rendra service alors, parce que les lois n'autoriseront que ce qui sera conforme au programme exposé plus haut et à celui que je vais vous soumettre.

02 En ce qui concerne la presse, nous agissons de la façon suivante :

La presse sert à exciter furieusement les passions utiles à nos desseins ou à l'égoïsme des partis ; elle est souvent vide, injuste et fausse, et la plupart des gens ne comprennent pas à quoi elle sert en réalité. Nous la musellerons définitivement, aussi bien les

journaux que toutes les publications, car, à quoi nous servirait de nous débarrasser des attaques de la presse périodique, si nous restions la cible des brochures et des livres ? Nous ferons en sorte que la publicité de la presse qui, en ce moment, nous coûte si cher — parce que c'est nous qui sommes obligés de la censurer — devienne une source de revenus pour notre État. Dans ce but, nous créerons un impôt spécial sur la presse et nous exigerons un cautionnement des éditeurs et des imprimeurs, lequel garantira le paiement des amendes. Ces amendes protégeront notre gouvernement contre les attaques de la presse, attaques qui seront frappées d'amendes, sous prétexte que tout journal passible d'amende excite les esprits sans raison ni fondement. Il est probable que les journaux des partis ne regarderont pas aux pertes d'argent, mais, dans ce cas, nous déclarerons que personne ne peut toucher impunément au prestige de notre infaillibilité gouvernementale, et, pour cette raison, ou bien parce qu'ils ne pourront pas prouver le bien-fondé de leurs abasques, nous supprimerons les organes récalcitrants.

Lorsque nous aurons besoin de modifier un point quelconque de nos institutions, nous les ferons attaquer par nos organes, et comme ceux-ci apporteront des preuves solides pour démontrer l'insuffisance du point en question, leurs attaques ne les exposeront pas à des poursuites. Cela servira, en outre, à ce qu'on puisse dire que, malgré tout, la liberté de parole, d'une parole raisonnable et juste, existe et que nous ne la réprimons pas.

03 Aucune information ne pourra paraître et pénétrer dans les masses sans passer par notre contrôle, puisque même à l'heure actuelle toutes les nouvelles sont reçues de toutes les parties du

monde par un petit nombre d'agents qui les centralisent ; ces agences créées par nous, ne rendent public que ce que nous leur prescrivons.

Celui qui voudra devenir éditeur, imprimeur ou bibliothécaire, devra obtenir un diplôme-licence autorisant l'exercice de cette profession, qui, en cas de désobéissance, sera retiré.

Grâce à ce régime, la pensée humaine deviendra un instrument d'éducation aux mains de notre gouvernement, instrument qui empêchera l'esprit du peuple de s'égarer dans les méandres des rêveries sur les bienfaits du progrès.

04 Ces illusions mènent à l'anarchie dans les rapports des hommes entre eux ou avec le pouvoir, parce que l'idée du progrès a suggéré celle de l'émancipation sans limites. Tous les libéraux ont une tendance à devenir toujours plus exigeants, c'est-à-dire à se transformer en anarchistes par la pensée sinon par les actes. Ils poursuivent de plus en plus le fantôme de la liberté et tombent dans la manie de l'obstination dans l'anarchie, qui proteste pour le plaisir de protester.

05 Passons maintenant aux maisons d'édition. Nous taxerons tout ce qui s'imprime à raison de tant par feuille, et cet impôt spécial sera garanti par des cautions exigées. Nous classerons les livres ayant moins de 600 pages dans la catégorie des brochures, avec double taxe, afin de restreindre ainsi le nombre des revues, d'une part, et de l'autre nous forcerons les écrivains à publier des ouvrages si longs et si ennuyeux, qu'en raison de leur prix ils seront peu lus. De cette façon, nous remplacerons tout le commerce de la librairie par nos revues à bon marché.

L'impôt calmera le zèle pour la littérature futile ; il mettra par là même ses auteurs entre nos mains. S'il en était qui voulussent



écrire dans un sens opposé à nos idées, ils ne trouveraient pas d'éditeurs pour publier leurs travaux. Tout éditeur ou imprimeur devra, avant de faire paraître un ouvrage, obtenir une autorisation, et si nous jugeons que, malgré tout, il nous est impossible de la refuser, nous devancerons la publication dudit ouvrage en interprétant nous-mêmes le sujet traité, pour atténuer, de cette façon, la mauvaise impression qu'il pourra produire lors de sa parution.

La littérature et le journalisme sont deux facteurs des plus importants de l'éducation ; c'est pourquoi notre gouvernement deviendra le propriétaire de la plupart des périodiques ; quant aux autres, nous les achèterons au moyen de subventions. Nous acquerrons de cette façon une influence énorme. Sur 30 périodiques, 25 seront édités par nous. Mais comme le public ne doit pas se douter de cet état de choses, nos périodiques seront d'opinions les plus opposées, ce qui nous assurera la confiance et attirera vers nous nos adversaires, dont nous pourrons, grâce à cette ruse, dresser des listes.

Nous placerons au premier rang la presse officielle. Elle veillera constamment à la défense des intérêts gouvernementaux et, par conséquent, n'occasionnera aucune gêne.

Au deuxième rang, viendra la presse semi-officielle dont le rôle sera de réunir les indifférents et les tièdes.

Au troisième, nous placerons la presse de tendances et d'opinions totalement opposées aux nôtres au sein de laquelle nous aurons au moins un organe à nous qui sera le porte-voix de chaque parti ; ces différents partis se conformeront à ces organes et nous découvrirons leurs cartes. Cette troisième catégorie de notre presse représentera les tendances aristocratiques,

républicaines, révolutionnaires, anarchistes, conservatrices, etc. Comme le dieu indien Vichnou, nous posséderons aussi cent mains, dont chacune tâtera le pouls aux divers représentants de l'opinion publique, quels qu'ils soient. Quand le pouls s'accélélera dans la lutte d'opposition, alors une de ces cent mains dirigera le parti agité vers notre but, parce que celui qui est surexcité perd tout jugement et tout sang-froid et subit facilement l'impulsion d'autrui, croyant qu'étant aidé, il vaincra plus rapidement l'ennemi. En fait, ceux qui supposeront répéter l'opinion de l'organe de leur parti, ne rediront, en réalité, que ce qu'auront écrit nos agents pour les exciter davantage ; s'imaginant suivre le drapeau de leur parti, ils marcheront derrière celui que nous déploierons pour eux.

Afin de pouvoir diriger dans ce sens notre armée de journalistes, il nous faut organiser cette œuvre avec un soin particulier.

Sous ce titre de « Département central de la Presse », nous ferons des réunions littéraires où nos agents donneront les mots d'ordre et les directives aux auteurs.

Nos organes, tout en semblant discuter et flétrir notre politique, ne toucheront jamais au fond des choses et tireront à blanc les uns sur les autres et sur les journaux officiels, ce qui nous permettra de tâter le terrain sur lequel se tient l'opinion publique au sujet de telle ou telle question, et nous donnera l'occasion de nous prononcer sur ce même point avec plus de précision que nous ne l'aurions pu faire dans une circulaire officielle où ne sied pas qu'un gouvernement expose ses raisons d'agir. Les attaques dirigées contre nous serviront encore à faire croire que la liberté de parole existe. D'autres, toujours parmi

nos organes, démontreront que toutes ces attaques sont peu fondées et que leurs auteurs parlent pour ne rien dire, ne produisant aucun argument fondé contre nos ordonnances. Nous pourrons, selon les besoins, au moyen de la presse, exciter ou calmer les esprits, sur les questions politiques les persuader ou les dérouter en imprimant tantôt la vérité, tantôt des mensonges, tantôt des faits exacts, tantôt des démentis, si ces faits sont mal accueillis. Nous vaincrons ainsi nos adversaires, à coup sûr, car, pour les raisons exposées plus haut, ils n'auront pas à leur disposition d'organe où ils puissent exposer leur pensée jusqu'au bout, tandis que nous serons toujours à même de réfuter à fond leurs assertions ; qu'elles soient justes ou fausses, nous aurons en tout cas le dernier mot qui influencera les goyim peu clairvoyants. Ces ballons d'essai que nous lancerons dans cette troisième catégorie de notre presse, nous les désavouons d'ailleurs énergiquement, en cas de besoin, dans notre presse officielle.

06 Il existe déjà de nos jours dans le journalisme une solidarité maçonnique qui a son mot d'ordre. Tous les organes de presse sont liés entre eux par le secret professionnel, et, semblables aux anciens augures, aucun membre de cette corporation ne dévoilera le secret de ce qu'il sait s'il n'est décidé par nous de le rendre public. C'est pourquoi aucun journaliste ne peut être du nombre des célébrités littéraires si son passé ne garantit pas sa soumission à nos directives et à notre mot d'ordre. La misère, la vanité, l'orgueil et autres défauts sont les gages de l'obéissance d'un journaliste qui court après le succès et la cause de sa soumission à cette solidarité maçonnique en question. Ce sont là les clés qui ouvrent l'entrée du domaine littéraire ; ce domaine est resté fermé à un certain nombre de

grands esprits, qui, insoumis à nos ordres, ne purent y pénétrer.

07 Actuellement, nos plans visent à étendre notre influence en province, où il nous est indispensable de provoquer des efforts que nous aurons bientôt à diriger contre les capitales dans lesquelles les opinions peuvent subir des retards, car là l'opinion se traduit soudainement pas l'action. Tant que nous ne serons pas ouvertement au pouvoir, il faut que les capitales demeurent sous l'influence de l'opinion publique provinciale, c'est-à-dire de la majorité. Il faut qu'au moment psychologique connu, les capitales ne puissent nullement discuter sur ce qui sera déjà un fait accompli, puisque la majorité provinciale l'aura accepté.

08 Mais quand viendra l'époque où nous serons au pouvoir, nous ne laisserons pas paraître dans la presse des actes de malhonnêteté publique; il faut qu'on croie que le nouveau régime a contenté tout le monde à ce point que la criminalité elle-même a disparu. Les crimes ne seront connus que de ceux qui, incidemment, en auront été les témoins.



## Chapitre XIV

### *Quatorzième séance*

01 Nous devons nous assurer de tous les moyens que nos adversaires pourraient employer contre nous. Nous aurons recours aux expressions les plus subtiles et aux passages les plus

compliqués du vocabulaire législatif pour nous justifier au cas où nous aurions à prononcer des sentences susceptibles de paraître trop hardies ou injustes ; il importe que de telles sentences soient exprimées en des termes qui leur donnent l'apparence de maximes de la plus haute morale.

02 Notre gouvernement s'entourera de toutes les forces de la civilisation au milieu de laquelle il aura à agir. Il s'entourera de publicistes, de juristes, de praticiens, d'administrateurs, de diplomates ayant reçu une éducation supérieure dans nos écoles spéciales.

03 Ils seront initiés à tous les secrets de la vie sociale; ils connaîtront la technique de la politique, les langues riches de lettres et de mots politiques. Ils seront familiarisés avec l'envers de la nature humaine, si j'ose m'exprimer ainsi, c'est-à-dire avec les différentes vocations, défauts, vices et qualités des goyim, autant de cordes sensibles sur lesquelles ils auront à jouer ; on leur expliquera les différentes particularités de toutes les classes. Ces ingénieux collaborateurs de notre pouvoir ne seront pas pris parmi les goyim, bien entendu ; car les goyim ont coutume de s'acquitter de leur besogne administrative sans se préoccuper de l'idée du but qu'il leur faut atteindre, et ne pensent pas au parti qu'on peut tirer de leur travail. Ils suivent la routine d'un mécanisme administratif mis automatiquement en marche ; ils signent des papiers sans les lire et font leur service par intérêt personnel ou par vanité.

Nous entourerons notre gouvernement de tout un monde d'économistes (les sciences économiques étant l'un des principaux sujets enseignés aux nôtres), de banquiers, d'industriels, de capitalistes, d'entrepreneurs et surtout de

millionnaires, parce qu'en résumé la question des chiffres décidera de tout.

04 Tant qu'il ne sera pas sans danger de confier des postes officiels en vue à nos frères juifs, nous les donnerons à des hommes dont le passé et le caractère sont tels qu'un abîme les sépare du peuple, et qu'au cas où ils contrarieraient nos intérêts ou enfreindraient nos ordres, ils seraient exposés aux poursuites judiciaires ou à l'exil pour les abus dont ils se sont rendus coupables et que l'on découvrirait. De sorte qu'ils seront obligés de défendre nos intérêts comme les leurs.

@

## Chapitre XV

### *Quinzième séance*

01 Quand nous aurons conquis définitivement le pouvoir au moyen des coups d'État, préparés partout simultanément, pour le même jour ; après qu'on aura reconnu une fois pour toutes l'incapacité des gouvernements existants des goyim (ce qui ne sera peut-être pas bientôt, peut-être à la fin du siècle ?.. ou plus tard encore ?..), nous exterminerons toute graine d'insurrection contre notre gouvernement.

02 D'abord, nous exécuterons sans pitié tous ceux qui ne prendront pas les armes en faveur de l'établissement de notre pouvoir.

La fondation d'une société secrète sera punie de mort, tandis que les sociétés secrètes déjà existantes, qui nous sont connues et qui nous ont servis, seront dissoutes ; nous exilerons sur des continents éloignés ceux des Maçons qui en savent trop long... ou bien nous réduirons leur nombre, et les Maçons que pour des raisons quelconques nous autoriserons à résider en Europe, vivront dans une crainte perpétuelle de l'exil, étant donné que nous promulguerons une loi qui éloignera du centre de notre gouvernement, c'est-à-dire l'Europe, tout homme convaincu d'avoir été membre d'une société secrète, alors même que cette société aurait cessé d'exister.

Les décisions de notre gouvernement seront définitives et sans appel.

03 En attendant l'avènement de notre règne, nous créerons, au contraire, et nous multiplierons dans tous les pays du monde les loges maçonniques ; nous y attirerons tous ceux qui sont capables de devenir de grands hommes politiques, car ces loges seront nos principales sources d'information, ainsi qu'un moyen d'influencer les hommes politiques.

04 Toutes ces loges auront un centre inconnu et seront administrées par nos Sages. Chaque loge aura son représentant apparent qui servira de paravent aux dits Sages, dont il recevra les mots d'ordre et le programme. C'est là que nous formerons le nœud de tous les éléments révolutionnaires et libéraux tirés par nous de toutes les couches de la société. Les plans politiques les plus secrets nous seront connus et tomberont sous notre direction le jour même de leur élaboration.

05 On attirera dans les loges presque tous les agents et les dirigeants de la police nationale et surtout ceux de la police

internationale ; les services de cette dernière nous sont indispensables, car elle peut, sous prétexte de supprimer une insurrection, prendre des mesures contre les rebelles, masquer nos entreprises, créer des motifs de mécontentement, etc.

06 La plupart de ceux qui entrent dans les sociétés secrètes sont des aventuriers, des arrivistes et des esprits légers. Avec de tels hommes, il nous sera facile de poursuivre notre Œuvre et de mettre en marche la machine maçonnique à notre gré.

Si le monde entier passe par des troubles, c'est qu'il nous était nécessaire de le troubler, afin de désagréger sa trop grande solidarité ou d'empêcher toute activité indépendante. Et s'il se trame un complot quelconque, où que ce soit, il ne pourra certainement avoir à sa tête qu'un de nos plus fidèles serviteurs. C'est ainsi que nous dirigeons l'activité maçonnique, car nous savons le but final de toute action politique et sociale, tandis que les goyim n'aperçoivent rien en dehors du résultat immédiat de tout ordre qui leur est donné ; ils ne s'attachent qu'aux avantages du moment, à une satisfaction d'amour-propre, à l'exécution de projets immédiats, sans se rendre compte que ces projets ne leur arrivent que suggérés par nous, sur notre initiative, et que c'est nous qui les leur mettons dans le cerveau.

07 Les goyim vont dans les loges par curiosité ou dans l'espoir d'avoir leur part de l'assiette au beurre ; il en est qui n'y entrent rien que pour avoir la possibilité d'exposer en public leurs utopies, ne fût-ce que devant un auditoire restreint. Ils ne cherchent que des applaudissements et nous ne les leur ménageons point, parce qu'il nous est utile de les habituer aux émotions du succès.

Qu'il est facile de décourager les naïfs vaniteux par le



moindre échec, ou simplement en les privant d'applaudissements, de succès faciles, tout en diminuant leur autorité ! C'est alors qu'il est aisé de les asservir, de les réduire à l'obéissance presque volontaire, rien que par la perspective de nouveaux succès. Autant les nôtres méprisent le succès pourvu qu'ils puissent réaliser leurs plans, autant les goyim sont prêts à sacrifier tous les leurs pour un succès personnel. Ceci nous facilite beaucoup notre tâche qui consiste à les diriger. Ces tigres en apparence ont, en réalité, des âmes de moutons et dans leurs têtes un courant d'air. Nous leur avons fait enfourcher un dada, le rêve de substituer à l'individualité humaine l'unité symbolique du collectivisme.

08 On peut compter à coup sûr qu'ils ne comprennent pas que cette idée suggérée par nous va à l'encontre des lois fondamentales de la nature qui, depuis la création, enfante chaque être différent de tous les autres dans le but de donner à chacun son individualité. Le fait que nous avons pu amener les goyim à un tel aveuglement prouve à quel point leur développement cérébral est comparativement inférieur au nôtre ; leur cerveau est au niveau de celui des animaux ; là est la preuve de notre élection, ainsi que la garantie de notre succès.

09 Vous voyez par cet exposé combien nos Sages étaient clairvoyants lorsqu'ils élaboraient les plans de l'asservissement des goyim et nous donnaient cette maxime de ne pas nous arrêter devant les moyens, nous recommandant de ne pas tenir compte du nombre de victimes sacrifiées dans la réalisation de notre cause utile et sérieuse. Nous n'avons pas compté les goyim qui tombaient sur notre chemin, mais, en revanche, nous avons gardé les nôtres intacts et leur avons donné dans le monde une situation

que les goyim ne pouvaient pas imaginer au moment où nos Sages avaient composé, avec un millier d'années d'avance, un plan d'action. Le nombre restreint de victimes que nous avons eu, malgré tout, à sacrifier parmi les nôtres, a sauvé notre race de la destruction.

10 La mort est une fin inévitable pour chacun de nous ; mieux vaut la hâter pour ceux qui entravent notre œuvre que pour nos frères, qui en sont les artisans.

Mais revenons aux Maçons. Déjà à notre époque nous les mettons à mort pour désobéissance et de telle façon que la fraternité seule peut se douter de l'exécution, peut-être encore les victimes elles-mêmes... Aux yeux du public, tous meurent d'une mort tout à fait naturelle et meurent juste à point. La fraternité n'ose pas protester, car nous avons ainsi extirpé des milieux maçonniques la racine même de toute velléité de protester contre nos ordres.

Tout en prêchant aux goyim le libéralisme, nous maintenons notre peuple dans une obéissance rigoureuse, car là où il y a obéissance, il y a l'ordre, et là où il y a l'ordre, il y a la paix et le bien-être.



## **Chapitre XVI**

*Seizième séance*

01 Quand viendra pour nous le moment de gouverner ouvertement, de montrer les bienfaits de notre régime, nous modifierons tous les codes existants. Nos lois seront brèves, claires, irrévocables et n'auront pas besoin d'être interprétées, étant donné que chacun les connaîtra à fond. Leur principale caractéristique sera l'obligation de l'obéissance aux autorités dans l'ordre hiérarchique. Les abus disparaîtront alors par suite de la responsabilité de tous, sans exception, devant le pouvoir suprême de notre Souverain.

02 Les abus de pouvoir dans l'administration intérieure seront si impitoyablement punis qu'on perdra toute envie de tenter de nouvelles expériences. Nous surveillerons si étroitement le moindre geste de l'administration — d'où dépend toute la marche du mécanisme gouvernemental, car la corruption dans l'administration crée la corruption générale — que pas un acte illégal, pas un abus ne restera sans punition exemplaire. La complicité par dissimulation de crises et les complaisances mutuelles abusives entre fonctionnaires, toutes ces plaies disparaîtront après les premiers châtiments exemplaires. Quiconque se rendra coupable de porter atteinte au prestige de notre foi sera puni par des châtiments en proportion avec son crime, fussent-ils même être cruels. Le coupable, subirait-il une expiation trop sévère, ressemblerait à un soldat tombant sur le champ de bataille administratif pour la cause de l'autorité intangible, c'est-à-dire de l'ordre, qui dépend de ce pouvoir. On agira ainsi pour sauvegarder le principe du prestige de l'autorité de la loi, qui ne peut admettre aucune déviation en faveur de l'intérêt personnel de la part de ceux qui conduisent le char gouvernemental. Ainsi nos juges seront avertis qu'en désirant se vanter par amour-propre d'être ou de paraître des libéraux, ils se

rendent les premiers coupables de violer le principe de la justice, créé pour servir d'exemple éducatif au moyen du châtement des fautes et non pour permettre au juge de manifester ses élans de bonté. De tels élans sont excellents dans la vie privée, mais non dans le domaine public qui est un terrain d'éducation pour les hommes.

03 Nos magistrats ne pourront exercer leurs fonctions que jusqu'à cinquante-cinq ans ; d'abord parce que les vieillards se cramponnent aux idées préconçues et se soumettent moins facilement aux directives et aux ordres nouveaux ; ensuite parce que cette mesure nous permettra d'opérer des déplacements dans le personnel qui résistera moins à notre volonté ; ceux qui voudront conserver leur poste devront obéir aveuglément pour le mériter.

04 Nos juges seront choisis parmi les hommes de volonté ferme ; ils sauront que leur devoir est de châtier et d'appliquer les lois et nullement d'étaler leur libéralisme aux dépens du plan gouvernemental éducatif, ainsi que se l'imaginent actuellement les goyim qui ne comprennent pas que toute clémence est un relâchement permettant au criminel d'escompter l'impunité.

Notre système de déplacement des fonctionnaires va servir à rompre la solidarité entre collègues et les attachera tous aux intérêts du gouvernement qui décidera de leur sort.

Nous cultiverons chez la nouvelle génération des juges l'idée de l'immutabilité de l'ordre établi par nous dans les relations de nos sujets entre eux, et de la nécessité de châtier impitoyablement tout abus contre cet ordre.

A l'heure actuelle, les juges des goyim trouvent des circonstances atténuantes à tous les crimes et disculpent les

coupables par libéralisme et indulgence, car ils n'ont pas une idée très exacte de leur devoir ni de l'importance et de la responsabilité de leurs fonctions. Cela tient à ce que les gouvernants, en les nommant à des postes aussi éducatifs, ne prennent pas le soin de leur inculquer la notion du devoir et la conscience de l'œuvre qu'ils ont à accomplir. De même que l'animal envoie ses petits à la recherche de leur proie, de même les goyim confient à leurs sujets des postes lucratifs, sans songer à la nécessité de leur expliquer le but de leur emploi ni sa place dans le mécanisme social. C'est pourquoi l'existence des goyim est ruinée par ses propres forces, celles qui détiennent les fils de la vie même de leurs gouvernants, c'est-à-dire par les agissements de leur propre administration. Puisse donc dans les résultats de ces actes une leçon de plus pour notre régime.

Quand sonnera l'heure de notre gouvernement, nous déracinerons le libéralisme de tous les postes stratégiques importants d'où dépendra l'éducation de nos sujets pour l'organisation du régime social, organisation qui doit être immuable. Ces postes importants ne seront confiés qu'à ceux que nous aurons formés pour diriger l'œuvre administrative.

Je répondrai à l'observation de D. A. qui dit que la mise à la retraite des vieux fonctionnaires serait une charge coûteuse pour l'État : 1<sup>er</sup> On leur procurera des emplois ou des occupations privés pour remplacer ceux qu'on leur retire ; 2<sup>ème</sup> Je ferai remarquer ensuite que toute la fortune mondiale est entre nos mains ; j'en apporterai les preuves quand on discutera des questions financières, et, en dernier lieu, qu'il existera alors une monnaie internationale, la vraie monnaie, une sorte de jeton qui facilitera les échanges, au lieu de les compliquer comme le

système actuel, créé par nous pour la ruine totale des goyim et leur asservissement par la misère. Étant donné ceci, nous n'aurons pas à nous préoccuper de l'augmentation des frais.

05 Notre absolutisme sera logique à tous égards, et, partant, inflexible dans tous ses règlements. Notre volonté sera respectée et exécutée parce que, consciente de sa force, elle ne tiendra aucun compte des mesures et des mécontentements ; lorsque ceux-ci se manifesteront par des actes, nous les réprimerons par des sanctions exemplaires.

06 Nous supprimerons le droit d'appel, qui deviendra la prérogative exclusive du Souverain, parce que nous devons rendre impossible l'idée que les juges nommés par nous peuvent rendre des sentences erronées.

07 Un tel gouvernement a, sur les ignorants, le droit du plus fort. Il doit en user pour diriger l'humanité vers le régime désigné par la nature elle-même, celui de l'obéissance. Tout, dans le monde, est soumis, sinon aux hommes, du moins aux circonstances ou à la nature, ou encore à quelque chose de plus fort que soi. Nous serons donc cet être supérieur : le plus fort ; nous le serons de façon absolue, sacrifiant sans hésiter tous ceux qui nuiront à nos plans ou enfreindront nos règlements, parce que la tâche éducatrice consiste à exterminer le mal et toute opposition par des châtiments exemplaires.

08 Le jour où le roi d'Israël, le roi de la Maison de David, posera sur sa tête la couronne offerte par l'Europe, il deviendra le Patriarche du monde. Le nombre des victimes sacrifiées pour hâter son avènement n'atteindra jamais le nombre de celles qui furent immolées au cours des siècles par des gouvernants goyim rivaux, dans le but de satisfaire leur soif de grandeurs.



## Chapitre XVII

### *Dix-septième séance*

01 Quand notre règne viendra, nous ne laisserons échapper aucune occasion de comparer les avantages de notre gouvernement aux administrations incohérentes du passé. Nous mettrons bien en relief les erreurs des gouvernements des goyim ; nous soulèverons contre eux un tel dégoût que les peuples préféreront la tranquillité et la paix dans l'esclavage aux droits de la fameuse liberté qui les a tant martyrisés durant des siècles et qui a épuisé les sources mêmes de l'existence humaine, sources qui furent exploitées par une foule d'aventuriers ignorant ce qu'ils faisaient

Alors, les peuples seront si las des changements de régime, inutiles par le fait — auxquels nous avons poussé les goyim en sapant leur appareil gouvernemental — qu'ils préféreront accepter tout ce que nous leur imposerons plutôt que courir le risque de retomber dans les tourments de la misère ; d'autant que nous insisterons surtout, dans nos critiques publiques, sur les erreurs des gouvernements goyim qui ont fait souffrir l'humanité pendant des siècles, parce qu'elle ne comprenait pas le vrai bonheur et allait constamment à la recherche d'améliorations sociales fantaisistes, sans s'apercevoir que ces améliorations, tout en apportant du bien-être à quelques-uns, étaient nuisibles à

l'ensemble et au bon ordre du régime, qui est en somme la base même de l'existence humaine.

Nos principes et nos mesures auront à leur actif le fait qu'ils seront interprétés et présentés comme faisant contraste avec l'ancien régime pourri des temps passés.

02 Nos philosophes discuteront et critiqueront toutes les lacunes des croyances des goyim ; mais les goyim ne pourront en faire de même à l'égard de notre religion, car personne n'en connaît les secrets, sauf nos talmudistes et nos rabbins, et ceux-là ne les trahiront jamais, parce que c'est en eux que réside toute la force de notre pouvoir sur nos ouailles.

03 C'est surtout dans les pays dits avancés que nous avons créé une littérature stupide, ordurière et répugnante. Nous ne l'interdirons pas dès notre avènement au pouvoir, mais nous la déracinerons peu à peu par une critique sévère, afin qu'elle ne demeure que comme un reste des ruines des goyim et qu'avec plus de relief ressorte encore le contraste entre ce qui émane des hauteurs de nos sommets et ce qui sortait des marais pestilentiels des royaumes des goyim.



## **Chapitre XVIII**

### *Dix-huitième séance*

01 Le besoin du pain quotidien imposera le silence aux goyim



et en fera nos humbles serviteurs. Si jamais nous les autorisions à faire quelques réflexions sur quoi que ce soit, ce ne serait que pour faire passer inaperçues, dans le bruit de ces discussions, des mesures que nous avons le désir de réaliser, puis de les leur présenter ensuite comme un fait accompli ; il ne viendra à l'idée de personne de réclamer l'abrogation d'un décret déjà promulgué, étant donné surtout qu'il sera présenté comme un progrès. En outre, nos agents tourneront l'attention publique vers des innovations (nous avons habitué les hommes à rechercher toujours la nouveauté).

02 Ces questions absorberont l'esprit des dirigeants, de ces naïfs politiciens qui ne peuvent comprendre qu'ils n'entendent rien aux sujets qu'ils traitent, que ce qui concerne la politique n'est accessible qu'à ceux qui la dirigent depuis des siècles, suivant un plan déterminé, à ceux qui l'ont créée et mise en usage comme on le fait d'un char dans lequel on mène des gens qui ne savent pas où ils vont.

Nous n'en déférerons à l'opinion publique que pour lui donner l'occasion de discourir et non pour influencer nos actes, et nous ne laisserons échapper aucune opportunité de déclarer que nous n'avons pour objet que de servir le bien public.

03 Pour détourner actuellement l'attention de la vraie politique, nous avons placé les questions de l'industrie et du commerce sur un terrain qui feint d'être politique. Les goyim vont s'occuper de ce nouveau problème.

04 Mais pour qu'ils ne s'adonnent pas trop au travail cérébral et ne soient pas entraînés à agir, nous avons organisé pour eux toutes sortes de lieux de plaisir qu'ils s'empressent de visiter, tenant à expérimenter toute chose. Nous commencerons bientôt,

par l'intermédiaire de la presse, à lancer des concours artistiques, sportifs ou encore des concours d'inventions ; nous détournerons ainsi définitivement les esprits de la discussion des questions dont nous désirons nous occuper exclusivement. Les hommes, se déshabituant de plus en plus d'avoir une opinion indépendante dans les questions sociales, se mettront à l'unisson avec nous, parce que nous serons les seuls à lancer des idées nouvelles, par l'intermédiaire de ceux avec lesquels nous ne semblons pas être du même avis.

05 Quand notre pouvoir sera reconnu et le gouvernement international établi, le rôle des utopistes sera terminé ; mais, pour l'instant, ils nous sont encore utiles, parce qu'ils orientent les esprits vers des théories fantastiques, soi-disant avancées, et les détournent de la réalité. Nous avons réussi à tourner toutes les têtes par l'idée du progrès. Il ne s'en est pas trouvé une seule chez les goyim capable de s'apercevoir qu'il n'y a qu'une seule vérité et, qu'en tant que vérité, elle ne peut progresser ; que le progrès est un éloignement de la vérité chaque fois qu'il ne s'agit pas d'inventions matérielles ; que le progrès sert à cacher la vérité afin que personne ne puisse la connaître, sauf nous, les Élus de Dieu, les gardiens de la vérité sur le mystère des relations humaines et de leur bien, de cette vérité que nous tenons cachée jusqu'au moment de notre victoire définitive et de notre conquête pacifique de l'univers.

06 Lorsque nous aurons le pouvoir, nos orateurs discuteront sur le problème de la vérité et sur celui des régimes gouvernementaux, en indiquant les erreurs des gouvernements goyim auxquels nous avons enfin assuré le bien-être sous notre domination. Qui donc se doutera alors que toutes ces erreurs ont

été créées et machinées par notre programme éducatif, selon le plan politique élaboré par nos Sages, Salomon à leur tête, pour la conquête pacifique de l'univers au profit de notre couronne — celle de la Maison du roi David.

07 Il ne sera pas désirable pour nous que subsiste une autre religion que la nôtre, celle qui n'adore qu'un seul Dieu à qui est lié notre destin et, par nous le destin du monde entier, puisque, d'après notre religion nous sommes le peuple élu de Dieu. C'est pourquoi nous devons nous efforcer d'effacer de la terre, avant l'arrivée de ce jour, toutes les autres religions. Si nos efforts dans ce but font naître des athées, il ne serviront que d'élément transitoire vers notre religion et cela ne pourra pas nous nuire, mais sera au contraire un exemple pour les générations futures auxquelles nous prêcherons la religion de Moïse. Nous insisterons sur sa vérité mystique qui a été si puissante qu'elle a su, à travers les siècles, amener tous les peuples sous notre domination.



## **Chapitre XIX**

### *Dix-neuvième séance*

01 Au temps de notre règne, dans le but de détruire toutes les forces collectives excepté la nôtre, nous commencerons par rendre inoffensives les universités qui sont le premier degré du

collectivisme. Nous rééduquerons leur personnel dans un esprit nouveau. Leurs directeurs et leurs professeurs seront formés par un programme d'action secret et très complet dont ils ne pourront guère s'écarter sans être punis. Ils seront choisis avec une prudence particulière et dépendront entièrement du gouvernement. Nous supprimerons du programme l'enseignement du droit civil, de même que l'enseignement de tout ce qui a trait aux questions politiques.

Ces sujets seront enseignés dans des écoles spéciales à quelques dizaines de personnes seulement, qui auraient terminé leurs études universitaires et se distingueraient par des facultés remarquables. Seules ces personnes seraient du nombre des initiés. Il ne devra pas sortir des universités de ces jeunes blancs-becs, fabricants de constitutions, comme ils le sont de comédies et de tragédies et se mêlant des questions politiques auxquelles leurs pères eux-mêmes n'entendaient rien.

L'étude des questions soi-disant politiques mal dirigée sert, pour le plus grand nombre, à former des utopistes et des citoyens médiocres, comme vous en pouvez juger par le résultat obtenu dans les universités avec l'enseignement général qu'on y donne aux goyim. Il nous était nécessaire d'introduire dans leur système d'enseignement tous les principes propres à détruire leur ordre social. La soi-disant connaissance qu'a la foule de la politique a surtout contribué à troubler cet ordre.

Lorsque nous serons au pouvoir, nous éliminerons de l'enseignement toutes les matières susceptibles de troubler les esprits, et nous ferons des enfants une jeunesse obéissant à ses chefs et aimant le Souverain, comme un père garantissant la paix et la tranquillité. Nous remplacerons l'étude des classiques et

celle de l'histoire antique — qui contient plus de mauvais exemples que de bons — par l'étude des problèmes de l'heure présente et de l'avenir. Nous effacerons de la mémoire humaine tous les faits des siècles passés, dont le souvenir nous est défavorable ; nous ne laisserons subsister que ceux où s'affirment les erreurs des gouvernements des goyim. En tête de notre programme d'éducation, nous placerons l'étude de la vie pratique, de l'ordre social obligatoire, de la nécessité d'éviter les mauvais exemples de l'égoïsme, qui sont particulièrement propres à semer le mal, enfin différentes questions pédagogiques. Ce programme sera composé suivant un plan spécial pour chaque profession et ne devra jamais dégénérer en un système d'instruction générale. Cette question présente un intérêt de la plus haute importance.

02 Chaque classe devra être éduquée selon un programme rigoureusement délimité et en rapport avec sa situation et la nature de son travail ; les génies fortuits ont toujours su pénétrer dans une caste supérieure ; mais on ne peut, pour ces rares exceptions, ouvrir l'accès des rangs élevés aux incapables et les déclasser, par une éducation qui n'est pas appropriée à la situation qui leur est destinée par leur naissance. Ce serait, pour ainsi dire, faire dévier la roue de la machine, ce qui gênerait la marche de tout le mécanisme social. Vous savez déjà comment s'est terminée l'expérience faite par les goyim qui voulurent enfreindre l'ordre divin et donner à tous des droits égaux ou faire à leur gré la distribution de ces droits, ce qui ne saurait rester impuni.

03 Afin qu'il y ait, dans les cœurs et dans les esprits de ses sujets, une empreinte bien forte du prestige du Souverain, il est

nécessaire que pendant son règne on tienne le peuple au courant de ses actions et qu'on lui rappelle son importance et le caractère bienfaisant de toutes ses entreprises pour son bonheur et pour celui de l'humanité.

04 Nous supprimerons toute espèce d'enseignement libre. Toutes les sources de l'enseignement seront centralisées entre les mains du gouvernement. Mais il y aura des conférences, libres en apparence, autorisées les jours fériés dans les écoles, où les élèves seront admis avec leurs parents comme dans des cercles, dans le but d'échanger leurs idées avec les professeurs sur le côté philosophique des rapports des hommes entre eux, sur la nécessité de garder sa place fixe dans la vie sociale, sur les lois de l'exemple, sur celles des représailles qui sont provoquées par des inconscients, sur les normes qui doivent régir les rapports sociaux entre les hommes.

05 Enfin, ces conférences serviront à exposer les nouvelles théories qui n'ont pas encore été par nous révélées au monde et qu'il nous est nécessaire d'ériger en dogmes de foi ; nous les ferons servir de transition pour amener les gens à notre religion. Je vous ferai l'exposé des bases de ces théories après vous avoir fait connaître notre programme pour l'avenir.

06 Bref, sachant par expérience que c'est par les idées et les théories qu'on dirige les hommes, et que celles-ci leur sont inculquées par l'enseignement, cet enseignement peut être donné à tous les âges avec le même succès, à condition d'user de différents systèmes pour aboutir à une telle suggestion. Nous saurons absorber et capter à notre profit les derniers vestiges d'indépendance de la pensée humaine que nous orientons depuis des siècles dans la voie qui nous est favorable.

07 Nous avons commencé à asservir définitivement la pensée par la méthode de l'enseignement visuel qui rendra les goyim incapables de réfléchir et en fera des animaux obéissants ; ils attendront la démonstration d'une idée avant de chercher à la saisir. Un de nos meilleurs agents en France, Bourgeois, a déjà annoncé un nouveau système d'éducation intuitive. A présent que nous sommes en force, nous n'avons pas besoin de goyim penseurs, mais il nous faut des travailleurs, ces matérialistes de tous temps, consommateurs avides de tous les biens terrestres.

@

## Chapitre XX

### *Vingtième séance*

01 Si, pendant notre règne, nous avons à renforcer les moyens de protection de notre pouvoir, nous provoquerons un mécontentement simulé dans divers groupements ; ce mécontentement sera exprimé par des orateurs habiles qui seront suivis par les moutons du troupeau humain. C'est ainsi que nous aurons des prétextes pour opérer des perquisitions, pour faire intervenir la police des goyim, alors qu'en réalité, celle-ci étant à notre service, nous nous débarrasserons par son intermédiaire de nos adversaires, en donnant pour raison qu'ils avaient répondu à l'appel d'agents provocateurs.

02 La plupart des conspirateurs ne le sont que par amour du

mystère et du bavardage ; nous n'y toucherons pas jusqu'au jour où ils se mettront à agir contre nous ; jusque là nous nous bornerons à introduire dans leurs milieux des agents chargés de les surveiller.

Il ne faut pas oublier que le prestige du pouvoir est amoindri quand il expose aux yeux du public des attentats tramés contre lui. La découverte de conspirations fréquentes peut porter à croire que le pouvoir était dans son tort ou qu'il est faible ; tout cela peut soulever des mécontents. Comme vous le savez, nous avons diminué le prestige des souverains goyim par de fréquents attentats contre leur vie, organisés par nos agents, moutons aveugles qu'il a été facile de pousser, par de grandes phrases libérales, à commettre ces crimes politiques. Nous avons, par la force, obligé les souverains goyim et nous les avons amenés par des intrigues à avouer leur faiblesse en s'entourant ostensiblement de police secrète pour se protéger.

03 Au cas où notre souverain ne serait pas absolument en sécurité, nous le ferions entourer d'hommes et de femmes qui viendraient en curieux prendre place aux premiers rangs, près de sa personne, maintenant l'ordre dans les autres rangs et ne semblant le faire que par respect pour l'ordre, donnant l'exemple de la discipline et l'exigeant autour d'eux. S'il survenait un pétitionnaire, ils l'aideraient à remettre sa pétition, tout en ayant l'air de ne pas vouloir déranger le public ils prendraient la pétition pour la remettre en sa présence à destination. Ceci est indispensable pour que les sujets soient convaincus qu'il existe un contrôle du Souverain lui-même. Le prestige du pouvoir exige que chacun puisse dire « Si le Roi le savait !... », ou bien : « Le Roi le saura ».



Bien entendu, nous avons prêché le contraire aux goyim, et nous voyons bien maintenant où nos conseils les ont conduits.

04 Nous serons sans pitié pour les crimes politiques, car si nous admettons les circonstances atténuantes pour les crimes de droit commun, il n'y aura aucune excuse pour ceux qui s'occupent de questions auxquelles, si ce n'est le gouvernement, nul ne peut rien comprendre. J'entends ici notre gouvernement, parce que les gouvernements goyim n'entendent rien aux motifs qui mettent tout en mouvement.

05 Mais tout en n'admettant pas que des particuliers s'occupent de politique, nous encourageons, au contraire, les projets et les rapports sur les questions de la vie sociale et son amélioration ; par ce moyen, nous serons au courant des lacunes du régime et des aspirations de nos sujets. Nous répondrons à tout ce qui sera soumis à notre examen soit par une acceptation, soit par une réfutation explicite, qui démontrera au rapporteur sa courte vue.

06 Une fois le gouvernement bien organisé, sous notre régime, non du côté policier, mais au point de vue social, toute sédition fera l'effet de l'aboiement d'un roquet contre un éléphant. Les mesures policières enveniment le mal et multiplient les séditions, tandis que les répressions sociales y mettront fin. Le roquet n'aboie contre l'éléphant que tant qu'il ne se rend pas compte de sa force et de sa masse ; mais il suffit de l'en avertir une bonne fois pour qu'il se mette à remuer la queue en allant se cacher dans les buissons dès qu'il aperçoit l'éléphant

07 Nous enlèverons toute auréole de bravoure aux crimes politiques. Pour cela, nous ferons asseoir ceux qui les auront commis sur le même banc que les voleurs, les assassins et autres

odieux et vils criminels ; alors l'opinion publique ne fera plus de différence entre le crime politique et le honteux attentat vulgaire ; elle les stigmatisera l'un et l'autre avec un égal mépris.

Nous nous sommes efforcés d'empêcher les goyim d'employer ce système de lutte contre les émeutes ; c'est pourquoi au moyen de la presse et de discours nous avons tâché de répandre l'idée de la nécessité de châtiments exemplaires spéciaux pour les séditieux, en même temps que nous faisons de la réclame au soi-disant martyr du salut public. Une telle réclame a multiplié le nombre de ces libéraux martyrs du droit, de ce qui est soi-disant la vérité, et a entraîné des milliers de moutons goyim dans les rangs de nos esclaves obéissants.

@

## Chapitre XXI

### *Vingt-et-unième séance*

01 Dans tout ce que je vous ai dit jusqu'ici, j'ai cherché de mon mieux à vous dépeindre exactement le mystère des événements passés et présents ; tous coulent de nos sommets pour former le torrent des événements futurs. Je vous ai également montré le mystère des lois, des relations et des opérations financières. Je n'ai plus grand'chose à ajouter sur ce thème.

02 Vous savez que nous détenons entre nos mains la plus grande puissance : l'or. En quarante-huit heures, nous pouvons en

retirer n'importe quelle quantité de nos caisses. Est-il besoin encore, après cela, de prouver que notre gouvernement est prédestiné par Dieu lui-même à gouverner le monde ? Est-il possible qu'avec de telles richesses nous ne parvenions pas à prouver que le mal passager que nous avons été obligés de faire a abouti à un résultat bienfaisant ?

Tout finit par rentrer dans l'ordre, mais non sans une certaine violence ; nous pourrons aussitôt prouver que nous sommes les bienfaiteurs, qui avons rendu au monde torturé le vrai bien-être et la liberté individuelle. Cette liberté sera protégée contre toute atteinte, à condition que les lois établies par nous soient observées ; on jouira de la tranquillité dans le travail, de la paix, de la dignité des rapports mutuels. Nous rendrons évident que la liberté ne consiste pas dans la licence et dans le droit à la licence, non plus que la dignité de l'homme et sa force ne consistent dans le droit de chacun de proclamer des principes dont il ne comprend pas le sens ; que la liberté ne confère nullement le droit de s'exciter et d'exciter les autres, en faisant du désordre par des discours exagérés dans des réunions tumultueuses, mais que la liberté consiste dans l'inviolabilité de la personne honnêtement et strictement soumise à toutes les lois sociales, que la dignité humaine réside dans la conception de ses droits et de leurs limites, et que cette dignité exige le respect d'autrui, afin de mériter le sien et nous interdit des rêveries fantaisistes sur un individualisme égoïste.

03 Notre pouvoir sera glorieux parce qu'il sera puissant. Il gouvernera sans se mettre à la remorque d'entraîneurs et d'orateurs clamant des utopies qu'ils décorent du nom de principes. Notre pouvoir sera l'arbitre de l'ordre dans lequel

réside le secret du bonheur, des peuples. Le prestige de cette puissance leur inspirera une adoration mystique; ils s'inclineront devant elle — la véritable force conserve toujours son droit. Personne n'osera s'en approcher avec l'intention de lui enlever le moindre atome de son autorité.



## Chapitre XXII

### *Vingt-deuxième séance*

01 Pour que les hommes s'habituent à l'obéissance, il faut les élever dans la simplicité qui engendre la mansuétude. C'est pourquoi nos lois limiteront la production des objets de luxe qui énervent et excitent l'envie. Par là, nous améliorerons les mœurs corrompues par les rivalités que fait naître le luxe.

02 Nous rétablirons la petite industrie, ce qui ôtera de l'importance aux gros fabricants trop enorgueillis par d'énormes gains et qui agitent souvent l'esprit des masses contre nous.

03 Le principal avantage de cette mesure, c'est qu'un peuple qui possède la petite industrie ne connaît pas le chômage ; il s'attache à l'ordre et à un pouvoir ferme dont la tâche est de protéger chacun de ses sujets contre les difficultés que pourrait lui créer autrui.

Il est avéré qu'il n'y a pas de pire danger pour un gouvernement que le chômage. Nous sommes convaincus qu'il

n'en sera plus question dès que le pouvoir passera ouvertement entre nos mains.

04 L'ivrognerie sera également interdite par la loi et punie comme crime contre la dignité humaine, que l'alcool avilit jusqu'à la bestialité.

Je répète que les hommes ne se soumettent aveuglément qu'à un pouvoir ferme, organisé et entièrement indépendant d'eux et dans lequel ils sentent une chaîne, mais aussi une défense et un appui contre les fléaux sociaux.

Peu leur importe que leur souverain ait une âme angélique. Ils savent que ses attributs se résument dans la manifestation de la force et de l'autorité.

05 Le Souverain qui remplacera tous les gouvernements aujourd'hui existants et agissant dans les sociétés démoralisées par nous, qui ont renié jusqu'à la notion du pouvoir divin et du sein desquelles sort le feu de l'anarchie, notre Souverain, dis-je, devra avant tout éteindre cette flamme dévorante ; c'est pourquoi il sera obligé d'exterminer de telles sociétés pour les ressusciter sous la forme d'une armée régulièrement constituée et dressée qui luttera en connaissance de cause contre sa propre infection, capable de contaminer tout le corps social.

06 Cet élu de Dieu, chargé de mission, écrasera les forces insensées, guidées par l'instinct et non par la raison, par la bestialité et non par l'humanité ; ces forces qui se manifestent par le pillage et la rapine, sous le masque des principes de la justice et du droit.

Ces mêmes forces ont détruit partout l'ordre social ; mais leur rôle ne sera terminé que le jour où, grâce à leur destruction, on

pourra introniser le roi d'Israël. A l'heure où ce but sera atteint, il nous faudra balayer la route et ne laisser sur le chemin de Notre Pouvoir la moindre encombre, pas même un brin de poussière.

Alors nous dirons aux peuples : « Rendez grâces au Souverain, et prosternez-vous devant Celui qui porte sur son front le sceau de la prédestination vers laquelle Dieu Lui-même a guidé son étoile à travers les siècles ! »



## Chapitre XXIII

### *Vingt-troisième séance*

01 Je passerai, aujourd'hui à la question des moyens à employer pour fortifier les racines dynastiques du roi David jusque dans les couches les plus profondes de la terre. Notre procédé consistera dans les mêmes principes qui ont assuré à nos Sages la direction de toutes les affaires mondiales, c'est-à-dire la direction de l'éducation de la pensée humaine et l'orientation de toute la politique mondiale.

Plusieurs membres de la famille de David seront préparés pour régner et pour gouverner les peuples. On préparera les rois pour les peuples et leurs successeurs seront choisis, non par droit d'hérédité directe, mais en raison de leurs capacités. Ils seront initiés aux mystères les plus secrets de la politique, c'est-à-dire à

nos plans de gouvernement, en prenant toute précaution pour que nul autre qu'eux ne les puisse connaître. La tâche de gouverner ne peut être confiée à des non-initiés aux dits mystères et à l'art de les mettre en pratique sans que personne n'en pénètre le but C'est donc à ces seuls initiés que sera enseignée l'application pratique des dits plans, par la comparaison avec l'expérience acquise au cours des siècles, par l'observation des mouvements politico-économiques des sciences sociales et par les conclusions tirées de cette observation ; seuls ils connaîtront le véritable esprit des lois établies par la nature elle-même pour régler les rapports mutuels des hommes.

02 Les plans d'action du moment actuel, et à plus forte raison ceux de l'avenir, seront inconnus même des hommes qu'on appelle les proches conseillers de notre roi qui, seul, avec ses Maîtres, ses initiateurs, saura ce qui est préparé pour le proche avenir.

03 Tous verront le Souverain maître de lui-même par son inébranlable volonté ; il sera comme la personnification du destin aux voies inconnues. Nul ne sachant quel but visent les ordres du roi n'osera faire obstacle à ce qui est préparé d'avance en secret.

Je répète qu'il est évidemment indispensable que l'intelligence du Souverain soit à la hauteur de la majesté du plan gouvernemental ; c'est pour cela qu'il ne montera sur le trône qu'après avoir été soumis par nos Sages à une épreuve intellectuelle.

Pour que le peuple puisse connaître et aimer son roi, il est nécessaire que celui-ci parle à la foule sur les places publiques, car il n'y a que ce moyen de consolider l'union entre ces deux puissances du monde que nous avons séparées l'une de l'autre

par la terreur, parce qu'il nous a fallu nous dresser entre elles, afin d'influencer l'orientation de chacune d'elles prise isolément.



## Chapitre XXIV

### *Vingt-quatrième séance*

01 Je vais traiter aujourd'hui du programme financier, que j'ai gardé pour la fin de mon rapport, parce qu'il en est le point le plus difficile, point capital, concluant et décisif de nos plans. Abordant cette question, je vous rappellerai ce que je vous ai déjà dit, à savoir : que le résultat final de notre activité se résoudra par la question des chiffres.

Quand nous arriverons au pouvoir, notre gouvernement autocratique évitera, pour sa propre sauvegarde, de surcharger le peuple de nouveaux impôts ; il n'oubliera pas un instant qu'il doit jouer le rôle de père protecteur, de Patriarche d'Israël.

Mais comme l'organisation gouvernementale est très coûteuse, il faudra bien trouver les fonds nécessaires à son existence, c'est pourquoi il faudra étudier avec soin la question d'équilibre en cette matière.

Dans notre gouvernement, le Souverain étant également propriétaire de tous les biens de son État (chose aisée à réaliser en pratique), tout prélèvement de capitaux pourra servir à régulariser la circulation de l'argent dans le pays.



Pour que les contribuables ne se plaignent pas trop des nouveaux impôts qui les frappent, on leur présentera les comptes détaillés de leur attribution, sauf pour les fonds secrets qui seront employés en bloc pour les besoins de la couronne et de l'administration. Le Souverain n'aura pas de propriété personnelle, étant donné que tous les biens de l'État lui appartiendront ; autrement ces deux conceptions se contrediraient : avoir une fortune personnelle détruirait son droit de tout posséder.

02 La banque d'État devra garder un fonds de réserve d'un chiffre déterminé et, au cas où le produit des impôts excéderait cette somme fixe, le surplus devra obligatoirement être remis en circulation et sera employé pour les travaux publics. Le fait que l'initiative de ces travaux revient au gouvernement attachera solidement la classe ouvrière aux intérêts de l'État et à la personne du Souverain qui les incarne. Une partie de ces sommes devra être affectée aux prix à donner aux inventeurs et aux producteurs, parce que, sauf la somme déterminée (largement calculée), il ne faudra laisser dormir dans les caisses de l'État aucun fonds même minime : l'argent est fait pour circuler, et toute stagnation est nuisible au bon fonctionnement du mécanisme gouvernemental, auquel il sert de lubrifiant ; si l'huile fait défaut, la marche régulière de la machine peut en souffrir. Pour avoir substitué des obligations à une partie de l'argent en circulation, on a déjà produit cet arrêt dont les conséquences ne laissent pas d'être sensibles dès à présent.

03 Nous instituerons une Cour des comptes dans laquelle le Souverain pourra trouver à tout instant le compte rendu complet des revenus de l'État, sauf celui du mois courant et du mois

précédent qui n'auront pas encore été présentés. La seule personne qui n'aurait aucun intérêt à voler le Trésor public, c'est celle qui en est le propriétaire, c'est-à-dire le Souverain ; c'est pourquoi il n'y a que son contrôle qui pourra empêcher les pertes et le gaspillage.

04 Nous supprimerons les réceptions protocolaires et autres exigences de l'étiquette qui occupent inutilement le temps précieux du Souverain, afin de lui laisser du temps libre pour des affaires plus sérieuses. Il est bien entendu que notre Souverain ne pourra être distrait une seule minute de son administration et de ses obligations. Ce travail lui serait impossible avec les soucis de l'étiquette et des réceptions qui transforment les souverains en véritables mannequins. Notre Souverain ne gaspillera pas sa force au profit des courtisans qui ne pensent qu'à leur propres intérêts et non aux intérêts généraux de l'État

05 Il nous a suffi de retirer l'argent de la circulation pour provoquer des crises économiques chez les goyim. D'énormes capitaux ont été accumulés grâce au procédé qui consiste à les soustraire aux États, qui ont dû alors contracter des emprunts chez nous. Le paiement des intérêts de ces emprunts a obéré les finances publiques, et les États ont été réduits en esclavage par nos capitaux. La concentration de l'industrie dans les mains des capitalistes, qui ont tué la petite industrie, a sucé toutes les forces du peuple d'abord, puis celles des États.

06 L'émission monétaire actuelle ne correspond pas au chiffre de la consommation par tête et ne peut, par conséquent, satisfaire les besoins des travailleurs. Avec nous, cette émission sera en rapport avec l'accroissement de la population et, dès sa naissance, l'enfant sera considéré comme une unité de plus à

satisfaire, au même titre que les grandes personnes ; mais, par contre, chaque décès entraînera une réduction du total égale à la consommation personnelle accordée au défunt d'après le cours du jour et ses besoins individuels. Une telle révision de la création monétaire est une question capitale pour l'humanité toute entière.

07 Vous savez que l'étalon or a été funeste aux États qui l'ont adopté, notamment parce qu'il a réduit la quantité d'argent en circulation et parce que la frappe de l'or nous a donné la possibilité d'accaparer tout l'or et de diminuer davantage encore la circulation monétaire.

08 Nous aurons un système tout différent : nous introduirons une monnaie basée sur la valeur travail, peu importe qu'elle soit en papier ou en bois, car l'argent, en tant que jeton d'échange, ne doit pas avoir de valeur intrinsèque, mais simplement servir à indiquer les prix des objets devant être employés pour les besoins normaux des hommes et non pour leurs fantaisies.

L'argent ayant une valeur intrinsèque, les hommes s'exténuent à des travaux peu productifs pour acquérir cette valeur qu'un petit nombre de capitalistes ont accaparée pour dominer et asservir les autres hommes.

09 Mais quand nous serons ouvertement en possession du pouvoir, nous déguiserons la réforme des bases financières des goyim que nous projetons sous un aspect qui n'éveillera les soupçons de personne. Nous démontrerons la nécessité de ces réformes en divulguant l'état chaotique des finances chez les goyim. Nous indiquerons que leur désordre financier les a menés à n'avoir même plus de budget fixe. Ils établissent un budget ordinaire qui croît d'année en année pour les raisons suivantes :

ce budget, voyez-vous, suffit à peine pour un semestre ; on vote un budget supplémentaire qui se trouve absorbé au bout de trois mois et on boucle le tout par un budget complémentaire ou de liquidation. Comme le budget d'une année est évalué d'après celui de l'année précédente, l'augmentation atteint 30 % par an, et le budget annuel est donc triplé tous les dix ans. C'est par de tels procédés découlant de l'insouciance des gouvernements goyim que leurs caisses furent vidées. La période des emprunts qui vint ensuite mangea les restes, et la banqueroute s'ensuivit dans tous ces États.

Vous comprenez bien qu'un tel système de gestion financière, inspiré par nous aux goyim ne saurait nous convenir.

10 Tout emprunt prouve bien la faiblesse du gouvernement et l'incapacité des souverains de comprendre leurs droits. Ils ne savent répondre aux besoins financiers qu'en tendant la main, pour demander l'aumône à nos banquiers. Les emprunts étrangers sont des sangsues qui ne se détacheront de l'organisme de l'État que lorsque l'État lui-même s'en débarrassera. Cependant les États ne les secouent pas, au contraire, il les attirent toujours en augmentant la contribution payée à nos banquiers ; c'est pour cela qu'ils périront inmanquablement de la saignée qui s'impose.

Examinons donc ce que c'est qu'un emprunt, et, particulièrement un emprunt étranger.

C'est une émission de lettres de change du gouvernement, l'obligation de payer des intérêts déterminés pour le capital qui lui est confié. Si l'emprunt est à 5 %, au bout de vingt ans, l'État aura déboursé en pure perte des intérêts égaux à l'emprunt lui-même ; en quarante ans, la somme déboursée sera double ; au bout de soixante ans, elle sera triple, la dette restant ce qu'elle

était au début. D'après ce calcul, il est évident qu'avec le système de l'impôt universel, le gouvernement soutire aux malheureux contribuables jusqu'à leurs derniers sous pour payer des intérêts aux capitalistes étrangers, auxquels il a emprunté de l'argent, au lieu de prélever dans le pays ces sommes dont il avait besoin, sans payer des intérêts qui sont comme un tribut à perpétuité.

Tant que les emprunts étaient nationaux, les goyim ne faisaient que déplacer l'argent de la poche de leurs sujets pauvres dans celle des riches. Mais à partir du moment où nous eûmes acheté les hommes nécessaires pour qu'on ait recours aux emprunts étrangers, toutes les richesses des États affluèrent dans nos caisses, et tous les goyim nous payèrent un tribut sans s'en douter.

Il est vrai que la légèreté des souverains goyim en ce qui concerne les affaires d'État, la vénalité de leurs ministres ou leur ignorance des questions financières nous ont asservi les peuples en leur faisant contracter envers nous des dettes dont ils ne pourront jamais s'acquitter, ce qui a placé toutes les questions financières sous notre direction censée scientifique, mais il faut savoir combien d'efforts, de temps et d'argent cela nous a coûté !

11 Lorsque notre heure sera venue, nous ne tolérerons pas d'entrave à la circulation monétaire ; il n'y aura par conséquent pas d'obligations d'État à intérêts dont le paiement absorbe toutes les ressources de l'État au profit des sangsues parasites. Seules les sociétés industrielles pouvant payer des intérêts sur leurs bénéfices auront le droit d'émettre des obligations, tandis que l'État qui n'emprunte de l'argent que pour ses dépenses et non pour faire des opérations, ne saurait toucher le moindre bénéfice.

12 Les valeurs industrielles seront achetées par notre gouvernement qui, de débiteur, deviendra créancier et recevra des intérêts pour son argent au lieu d'en payer. Cette mesure empêchera tout arrêt de la circulation monétaire et supprimera l'indolence et la paresse, qui nous étaient utiles sous le régime des goyim, mais qui ne doivent plus exister sous notre gouvernement.

13 Avec quelle évidence ressortent la vénalité, la bassesse et la stupidité du cerveau purement bestial des goyim quand on songe qu'ils n'ont même pas pensé que le monde les condamnera un jour d'avoir contracté chez nous des emprunts avec la charge de payer les intérêts et les courtages, sans paraître se douter que pour nous rembourser cet argent avec les intérêts en plus, il faudra bien qu'ils le tirent de leur poche. N'eût-il pas été plus simple de prélever cet argent sur leurs contribuables, au lieu de devenir nos tributaires pour des sommes qui s'augmentent chaque année du montant des intérêts à payer. Cependant nous avons su leur présenter la question des emprunts sous un tel jour qu'ils les ont crus tout à leur avantage ; voilà bien ce qui prouve une fois de plus la supériorité géniale de notre esprit.

Nos méthodes financières, présentées au moment opportun sous le grand jour des expériences séculaires dont les États goyim nous ont fourni la matière, se distingueront par leur netteté et leur précision et démontreront les avantages de notre nouveau système. Ce système supprimera tous les abus qui nous ont servi à perdre les goyim mais qui ne seront pas tolérés dans notre gouvernement. Nous l'établirons de telle façon que ni le Souverain ni le plus petit fonctionnaire ne pourront détourner la moindre somme de sa destination ou lui donner une orientation

différente de celle qui aura été indiquée dans notre plan.

Il est impossible de gouverner sans un plan bien déterminé : les héros, les preux qui s'aventuraient dans des voies inconnues, sans réserves suffisantes, périssaient en cours de route.

Les souverains des goyim que nous cherchions jadis à distraire de leurs emplois publics et des intérêts de l'État au moyen de réceptions protocolaires et de divertissements, n'étaient que des paravents de notre Gouvernement. Et, en effet, les rapports et les comptes rendus de leur entourage de favoris étaient rédigés par nos agents et parvenaient chaque fois à satisfaire les esprits bornés, leurs promettant pour plus tard des économies et des améliorations. Ils auraient pu demander quelles économies ? Sera-ce sur les impôts ? Mais ils ne posaient aucune question semblable à la lecture de ces rapports ou de ces projets. Vous voyez jusqu'où a pu les conduire une pareille insouciance, à quelle désorganisation financière ils ont abouti, malgré la fiévreuse activité de leurs peuples.



## Chapitre XXV

### *Vingt-cinquième séance*

01 Pour compléter mon exposé de la séance précédente, j'ajouterai encore quelques explications concernant les emprunts nationaux. Je ne dirai plus rien des emprunts extérieurs, parce

qu'il n'y en aura pas dans notre État. Le temps ne sera plus où les emprunts faits par les gouvernements des goyim alimentaient nos caisses avec leur argent national.

Nous avons profité de l'indolence des souverains et de la corruption des administrateurs pour encaisser des sommes doubles, triples (et plus considérables encore) de celles que nous avions avancées aux goyim et dont, en réalité, ils n'avaient même pas besoin. Qui donc en pourrait faire autant avec nous ?

Je vais exposer en détails la question des emprunts intérieurs. En annonçant l'émission d'un emprunt, le gouvernement ouvre une souscription pour l'achat de titres à intérêts qui ne sont pas autre chose que ses lettres de change. Pour les rendre accessibles à tous on leur fixe un prix allant de cent à mille. De plus, les premiers souscripteurs bénéficient d'une remise sur le prix de souscription. Dès le lendemain, on augmente artificiellement le prix des valeurs émises, sous prétexte que tout le monde se les arrache. Encore quelques jours, et l'on annonce que les caisses du Trésor débordent et que l'on ne sait que faire de l'excédent des souscriptions. (Pourquoi en a-t-on tant accepté ?) Donc, le montant des souscriptions dépasse de beaucoup celui de l'emprunt. L'effet recherché est atteint par là même ; c'est comme si l'on disait : « Voyez de quelle confiance jouissent les lettres de change du gouvernement

02 Mais quand le tour est joué, on reste en présence d'un lourd passif.

Pour en payer les intérêts, on est obligé de recourir à de nouveaux emprunts qui augmentent la dette initiale au lieu de l'amortir. Quand le crédit est épuisé, on se trouve dans la nécessité de prélever de nouveaux impôts, non pas pour liquider



l'emprunt, mais pour en payer les intérêts. Ces impôts ne sont donc qu'un passif qui couvre un autre passif...

03 Arrive ensuite le moment des conversions : elles ne font que diminuer le taux d'intérêt sans supprimer les dettes. De plus, les conversions ne peuvent se faire sans le consentement des prêteurs ; en les annonçant, on offre de restituer leurs fonds à ceux d'entre eux qui n'accepteraient pas la conversion proposée. S'ils exigeaient tous le remboursement, le gouvernement se trouverait pris dans son propre piège, piège qu'il avait tendu pour attraper les autres, et il se trouverait dans la situation d'un débiteur insolvable. Heureusement, les goyim, ignorants en matière de finances, ont toujours préféré les pertes au change et la baisse du taux à l'ennui de se mettre à la recherche de nouveaux placements ; ils ont ainsi fourni à leurs gouvernements la possibilité de combler maintes fois des déficits s'élevant à plusieurs millions. Mais aujourd'hui, avec les emprunts étrangers, on ne peut jouer de semblables tours, car les goyim savent que s'ils annonçaient une conversion, nous exigerions le remboursement intégral des capitaux.

04 La banqueroute qui s'ensuivrait serait la meilleure preuve démontrant aux peuples qu'il n'existe aucun lien d'intérêts communs entre eux et leurs souverains.

J'attire tout particulièrement votre attention sur ce qui suit.

05 A l'heure actuelle, tous les emprunts nationaux sont consolidés par ce qu'on appelle la dette flottante, c'est-à-dire une dette dont le remboursement est à plus ou moins brève échéance. Cette dette se compose des sommes versées à la Caisse d'épargne ou à d'autres Caisses. Comme les fonds restent longtemps à la disposition du gouvernement, ils s'évaporent en

paiements d'intérêts des emprunts étrangers et sont remplacés par une somme équivalente en titre de rente sur l'État. C'est cette rente qui comble tous les déficits dans les caisses publiques des goyim

06 Après notre avènement sur le trône de l'univers, tous ces expédients financiers disparaîtront totalement, parce qu'ils seront contraires à nos intérêts. Nous supprimerons également les bourses de valeurs, car nous n'admettons pas qu'on puisse ébranler le prestige de notre pouvoir par la variation des prix de nos valeurs ; ils seront fixés par nos lois, sans fluctuation possible. La hausse entraîne la baisse : nous avons commencé par faire la hausse pour les valeurs des goyim et nous n'avons pas tardé à passer à la baisse.

07 Nous remplacerons les Bourses par d'immenses institutions de crédit officiel, dont le rôle sera de taxer les valeurs industrielles, conformément aux indications gouvernementales. Ces institutions seront à même de lancer en une seule journée pour 500 millions de valeurs industrielles sur le marché ou d'en acheter autant. Ainsi, toutes les entreprises industrielles dépendront de notre gouvernement. Vous pouvez imaginer quelle puissance nous acquerrons par ce moyen.



## **Chapitre XXVI**

*Vingt-sixième séance*

01 Nous créerons bientôt d'importants monopoles, réservoirs d'immenses richesses, dont dépendront à ce point les plus grosses fortunes des goyim qu'elles sombreront en même temps que le crédit de l'État, au lendemain du cataclysme politique. Vous tous, messieurs, ici présents, qui êtes économistes, veuillez peser toute la portée d'une pareille combinaison.

La suprématie de notre Super-gouvernement ira grandissant ; on le considérera comme le protecteur, l'introducteur et le rémunérateur du libérarisme.

02 L'aristocratie, en tant que force politique, est morte, nous n'avons pas à nous en préoccuper ; en tant que propriétaire de biens fonciers elle nous est nuisible, parce que ses ressources lui assurent l'indépendance et lui donnent la possibilité de retenir entre ses mains cette propriété foncière que nous devons faire passer tout entière aux mains de notre peuple. A ce dernier, nous commençons déjà à enseigner l'agriculture, pour laquelle il n'avait eu jusqu'ici aucune aptitude, toutes ses capacités ayant été utilisées par nous pour le commerce ou la commission, c'est-à-dire la spéculation et toutes les occupations devant servir à ruiner les goyim pour en faire des esclaves. Lorsque, avec le concours des établissements de crédit foncier, toutes les terres des nobles et des paysans passeront entre nos mains, ils devront alors travailler pour être nourris par nous, parce que personne ne leur vendra leurs produits agricoles, comme cela eut lieu au temps de Salomon. Nous les nourrirons et les garderons pour le travail, comme des animaux et des bêtes de somme. Quand nous régnerons, le droit qu'a tout homme d'acheter et de vendre ne sera pas accordé aux goyim. Pour y arriver le meilleur moyen est

de déposséder l'aristocratie de ses terres ; on pourra ensuite en faire autant avec les paysans. Le procédé le plus efficace à employer pour la réussite de ce plan est d'augmenter les taxes et les impôts fonciers, autrement dit d'être créanciers de la terre. De telles sujétions maintiendront les goyim propriétaires fonciers dans un état d'asservissement indéniable. Les aristocrates, ne sachant se contenter de peu, seront bientôt ruinés et se départiront de leurs terres que nous achèterons aux enchères, sinon personnellement pour l'instant, du moins par l'intermédiaire d'hommes de paille.

03 Il faut qu'en même temps nous protégeons activement le commerce et l'industrie ; surtout la spéculation dont le rôle est de servir de contrepoids à l'industrie. Sans la spéculation, l'industrie accroîtrait les capitaux privés, ce qui pourrait avoir comme effet d'améliorer le sort des agriculteurs en affranchissant les terres hypothéquées de leurs dettes envers les établissements de crédit foncier. Il nous faut, au contraire, que l'industrie arrive à drainer toutes les richesses agricoles et fasse passer en nos mains, par la spéculation, toute la fortune mondiale, en rejetant tous les goyim dans les rangs des prolétaires. C'est alors qu'ils s'inclineront devant nous, rien que pour obtenir le droit d'exister.

04 Afin de ruiner l'industrie des goyim, aidant en cela l'œuvre de la spéculation, nous introduirons dans les usages des goûts de luxe effrénés, d'un luxe absorbant tout.

05 Nous élèverons les salaires, ce qui cependant ne laissera aucun profit aux ouvriers, parce que nous élèverons simultanément le prix des objets de première nécessité, en prétextant la décadence de l'agriculture et de l'élevage.

06 De plus, nous saperons habilement et profondément les

sources mêmes de la production, en habituant les ouvriers à l'usage de l'alcool ; quant aux goyim intelligents, nous parviendrons à les arracher à leur sol.

07 Afin que les goyim ne voient pas le dessous des choses avant le moment voulu, nous le dissimulerons sous notre prétendu désir de servir les classes laborieuses — et les grands principes économiques proclamés par les théories économiques.



## Chapitre XXVII

### *Vingt-septième séance*

01 Aujourd'hui, je puis vous affirmer que nous ne sommes plus qu'à quelques pas de notre but. Voici le tracé de tout le chemin que nous avons parcouru et celui de la courte distance qu'il nous reste à franchir pour que le cercle du Serpent symbolique, symbole de notre peuple, soit accompli. Lorsque ce cercle sera définitivement fermé, tous les États de l'Europe se trouveront enserrés comme par de fortes griffes.

02 Bientôt s'écroulera la balance des constitutions modernes, parce qu'au moment de sa construction, nous en avons faussé le mécanisme, de sorte que les plateaux penchant sans cesse de côté et d'autre devaient finir par user le fléau. Les goyim s'imaginaient l'avoir fabriqué solidement et s'attendaient toujours à la voir trouver son équilibre. Mais aux yeux du peuple,

les souverains sont éclipsés par leurs représentants qui font des folies, entraînés qu'ils sont par leur pouvoir irresponsable et sans contrôle. Ils se rendent compte cependant qu'ils ne doivent ce pouvoir qu'à la terreur qui, existe dans les palais. Ayant pour le peuple un sentiment de crainte, les souverains ne peuvent pénétrer dans son sein pour s'entendre avec lui, comme autrefois, et s'appuyer sur lui pour se protéger contre les usurpateurs du pouvoir. Le pouvoir clairvoyant des souverains et le pouvoir aveugle du peuple, une fois séparés par nous, ont perdu toute importance et sont aussi impuissants isolément que l'est un aveugle sans son bâton.

03 Afin de pousser les ambitieux à abuser du pouvoir, nous avons dressé ces deux forces l'une contre l'autre, en développant leurs tendances libérales vers l'indépendance. Nous avons provoqué toutes sortes d'initiatives dans ce sens ; nous avons mis des armes aux mains de tous les partis, et nous avons fait du pouvoir la cible de toutes les ambitions. Nous avons transformé les États en arènes pour l'émeute.

04 Encore un peu et les désordres et la banqueroute viendront ébranler toutes les institutions existantes. D'interminables bavards ont transformé les séances parlementaires et les réunions administratives en joutes oratoires. D'audacieux journalistes et d'imprudents pamphlétaires attaquent quotidiennement le personnel administratif. Les abus du pouvoir achèveront la ruine des institutions et tout sautera sous les coups d'une foule affolée par le libéralisme.

05 Nous avons enchaîné les peuples aux durs travaux par la misère plus fortement qu'ils ne l'avaient été jadis par le servage et l'esclavage dont ils parvinrent à s'affranchir, tandis qu'ils ne

sauraient se libérer de la misère. Les droits par nous inscrits dans la constitution sont pour les masses purement fictifs et non réels. Ces droits sont l'expression d'une idée tout à fait impossible à réaliser.

06 Qu'importe au travailleur courbé sous le poids de son labeur, ou au prolétaire opprimé par son sort que les bavards aient reçu le droit de pérorer, les journalistes le droit d'écrire toutes sortes de stupidités à côté des questions sérieuses, si le prolétariat ne tire de la constitution d'autre profit que celui de ramasser les miettes de notre table, que nous lui jetons pour qu'il vote nos lois et élise nos agents. Les droits républicains sont pour le travailleur une amère ironie, car la nécessité du travail quotidien l'empêche en réalité d'en tirer aucun avantage, tandis qu'ils lui enlèvent la garantie d'un salaire fixe et assuré en l'obligeant à dépendre des grèves organisées tantôt par les patrons, tantôt par les camarades, que nous excitons quand nous avons besoin de détourner les esprits des affaires courantes et d'introduire imperceptiblement quelque mesure qui nous soit favorable.

07 Sous notre direction, les peuples et les gouvernements ont exterminé l'aristocratie qui était leur appui, leur défense et qui — dans son propre intérêt — avait pourvu à leurs besoins. C'est pourquoi ils sont tombés aujourd'hui sous le joug de profiteurs enrichis et de parvenus qui pèsent sur le travailleur comme un fardeau impitoyable.

08 Nous nous présenterons comme les libérateurs des travailleurs en leur proposant d'entrer dans les rangs de nos armées de socialistes, d'anarchistes et de communistes — que nous soutenons toujours au nom de notre prétendu principe de

solidarité fraternelle — comme la maçonnerie sociale. L'aristocratie qui, de droit, bénéficiait du travail de l'ouvrier, avait intérêt à ce qu'il fût bien nourri, en bonne santé et vigoureux.

09 Tandis que, au contraire, nous avons tout intérêt à voir notre ouvrier affamé et débile, parce que les privations l'asservissent à notre volonté et que, dans sa faiblesse, il ne trouvera ni vigueur ni énergie pour nous résister.

10 La famine confère au capital des droits plus puissants que n'en a jamais conféré à l'aristocratie le pouvoir du souverain. Par la misère et par les haines envieuses qu'elle suscite, nous manœuvrons les masses et nous nous servons de leurs mains pour écraser ceux qui nous gênent.

11 Quand viendra l'heure du couronnement de notre Maître universel, de la famille de David, ces mêmes mains balayeront tout ce qui pourrait lui faire obstacle.

12 Les goyim ont perdu l'habitude de réfléchir sans le secours de nos avis scientifiques et judicieux, c'est pourquoi ils ne parviendront jamais à comprendre que lorsque sera établi notre Gouvernement, il nous faudra mettre en toute première ligne dans les écoles populaires la plus importante de toutes les sciences, celle de l'organisation de la vie humaine et de la vie sociale. Cette science exige la division du travail et, par conséquent, la division des hommes en classes et en castes. Nous instituerons cet enseignement afin que tout le monde sache qu'étant donné la diversité des buts à atteindre par les différentes activités humaines, l'égalité des droits ne peut exister, et que tout travail ou emploi doit être classé comme appartenant à un cercle bien déterminé.



13 Toute confusion en cette matière deviendrait la source de maux qui seraient la conséquence de l'absence de rapport entre l'éducation reçue et la tâche dévolue à l'homme par la nature. Telles sont les idées que nous aurons alors à inculquer aux hommes, en vue de notre propre sécurité, afin que personne ne puisse contester notre statut. Les hommes, s'imprégnant de cette étude, se soumettront plus aisément à nos autorités et au régime qu'elles établiront dans notre État. Au contraire, les hommes ignorant les exigences de la nature et l'importance de chaque caste voudront sortir de leur milieu, parce qu'ils ressentent de l'inimitié envers toute condition qui leur semble supérieure à la leur.

14 Cette inimitié s'accroîtra davantage lorsque éclatera la crise économique qui arrêtera bientôt les transactions financières et toute la vie industrielle. Cet événement jettera simultanément dans la rue et dans tous les pays d'Europe d'immenses foules de travailleurs. Vous comprenez avec quelle joie ils se précipiteront pour verser le sang de ceux qu'ils ont jaloués dès l'enfance.

15 Ils ne toucheront pas aux nôtres, parce que, connaissant le moment de l'attaque, nous, prendrons des mesures pour nous défendre, comme nous l'avons fait pendant la Commune de Paris.

16 Nous avons convaincu les goyim que le progrès les conduirait au règne de la Raison. Notre despotisme sera de nature à pouvoir pacifier par de sages rigueurs toutes les révoltes ; il éliminera le libéralisme de toutes nos institutions.

17 A mesure que nous inculquons aux goyim des idées de libéralisme, les peuples s'aperçurent qu'au nom de la Liberté le pouvoir faisait des concessions et accordait des arrangements. Ils en conclurent qu'ils constituaient une force avec laquelle on

comptait; et, croyant leurs droits égaux aux siens, ils se ruèrent contre le pouvoir ; mais, semblables à tous les aveugles, ils se heurtèrent alors à d'innombrables obstacles et se précipitèrent à la recherche d'un guide : tombant entre nos mains, ils déposèrent leur mandat aux pieds de nos agents.

18 Depuis ce moment, nous les conduisons de déception en déception, pour que, finalement, ils renoncent à tout en faveur du roi-despote, issu du sang de Sion, que nous préparons pour le monde.

19 Actuellement, en tant que force internationale, nous sommes invulnérables : si un État goy nous attaque, d'autres nous soutiennent. La bassesse illimitée des peuples goyim rampant devant la force, sans pitié pour la faiblesse et pour les moindres fautes, indulgents pour les crimes, refusant de se soumettre à un régime juste, mais patients jusqu'au martyr devant la violence d'un audacieux despotisme, voilà ce qui nous assure l'invulnérabilité. Les goyim supportent et tolèrent de la part de leurs premiers ministres — dictateurs actuels, dressés par nous, des abus pour le moindre desquels ils auraient décapité une vingtaine de rois.

20 Et tout cela parce que nos agents les persuadent que les préjudices portés à l'État sont propres à leur valoir un bonheur international, la fraternité des peuples, la solidarité et l'égalité des droits. (On ne leur dit pas, bien entendu, qu'une telle union de tous les peuples ne se réalisera que par notre Pouvoir, sous notre Gouvernement international.) Et voilà que le peuple condamne les innocents, absout les coupables, rien que pour se convaincre qu'il est bien le maître de la situation. Rivalisant ainsi avec ses prédécesseurs au pouvoir, il détruit tout équilibre

et crée partout le désordre.

21 Le mot « Liberté » met en conflit l'humanité avec toutes les puissances, même avec celles de Dieu et de la nature. C'est pourquoi, à notre avènement au pouvoir, nous devons effacer le mot même de « Liberté » du vocabulaire humain, comme étant le symbole de la force bestiale qui transforme les foules en fauves altérés de sang. Il est vrai, cependant, qu'une fois rassasiés de sang les fauves s'endorment et qu'il est facile alors de les enchaîner, tandis que si on ne leur donne pas de sang ils ne dorment pas et se débattent.

---

@

# Les Protocoles des Sages de Sion

Version de Serge Nilus

Édition du Centre d'Études Antibolcheviques  
(1943)

*Chapitres* [1.](#) [2.](#) [3.](#) [4.](#) [5.](#) [6.](#) [7.](#) [8.](#) [9.](#) [10.](#) [11.](#) [12.](#) [13.](#)  
[14.](#) [15.](#) [16.](#) [17.](#) [18.](#) [19.](#) [20.](#) [21.](#) [22.](#) [23.](#) [24.](#)

## **Premier protocole**

Nous parlerons bien franchement et discuterons le sens de chaque réflexion, faisant ressortir, par des comparaisons et des déductions, des explications complètes. J'exposerai, par ce moyen, la conception de notre politique, ainsi que celle des Goïm (expression juive pour désigner tous les Gentils). Il faut remarquer que le nombre des hommes aux instincts corrompus est plus grand que celui des gens aux instincts nobles. C'est pourquoi les meilleurs résultats s'obtiennent, dans le gouvernement du monde, en employant la violence et l'intimidation plutôt que les discussions académiques. Tout homme a soif du pouvoir ; chacun aimerait à être un dictateur si seulement il le pouvait, et bien

rare sont ceux qui ne consentiraient pas à sacrifier le bien-être d'autrui pour atteindre leurs buts personnels.

### **Le droit réside dans la force**

Qu'est-ce qui a contenu les sauvages bêtes de proie, que nous appelons hommes ? Par quoi ont-ils été gouvernés jusqu'à ce jour ? Aux premières époques de la vie sociale, ils étaient soumis à la force brutale et aveugle, puis ils se soumièrent à la loi, qui n'est, en réalité, que la même force masquée. Cette constatation me mène à déduire que, de par la loi naturelle, le droit réside dans la force.

### **Ce qui tue la vraie liberté**

La liberté politique n'est pas un fait, mais une idée. Cette idée, il fait savoir comment l'appliquer quand il est nécessaire, afin de la faire servir d'appât pour attirer les forces de la foule à son parti, si ce parti a décidé d'usurper celles d'un rival. Le problème est simplifié si ledit rival s'infecte d'idées de liberté, de soi-disant libéralisme, et si, pour l'amour de telles idées, il cède une partie de son pouvoir.

Notre idée va triompher de façon évidente en ceci : les rôles du Gouvernement étant abandonnées, il s'ensuivra, de par la loi de la vie, qu'elles seront immédiatement saisies par une nouvelle main, parce que la force aveugle de la foule ne peut exister un seul jour sans chef. Le nouveau Gouvernement ne fait que remplir la place de l'ancien que son libéralisme a affaibli.

### **L'or a détruit la religion**

## **L'anarchie nous livre les peuples**

De nos jours, la puissance de l'or a supprimé celle des autorités libérales. Il fut un temps où la religion gouvernait. L'idée de liberté est irréalisable, parce que personne ne sait en user avec discrétion.

Il suffit de donner un instant à la foule le pouvoir de se gouverner elle-même pour qu'elle devienne, aussitôt une cohue désorganisée. Dès ce moment, naissent des dissensions qui ne tardent pas à devenir des conflits sociaux ; les États sont mis en flammes et toute leur importance disparaît. Qu'un État soit épuisé par ses propres convulsions intérieures, ou qu'il soit livré, par les guerres civiles, à un ennemi étranger, il peut, dans l'un et l'autre cas, — être considéré comme définitivement détruit, — il est en notre pouvoir.

## **L'or est entre nos mains**

Le despotisme du capital, qui est entièrement, entre nos mains, tendra à cet État un brin de paille auquel il sera inévitablement forcé de s'accrocher sous peine de tomber dans l'abîme.

## **Pas de moralité dans la lutte**

Si, pour des motifs de libéralisme, quelqu'un était tenté de me faire remarquer que semblables discussions sont immorales, je poserais cette question : — Pourquoi n'est-il pas immoral qu'un État qui a deux ennemis, l'un au dehors, l'autre au dedans, emploie, pour les combattre, des moyens différents : plans secrets de défense, attaques nocturnes ou avec des forces supérieures ? Pourquoi, en effet, serait-il immoral que l'État

employât de tels moyens contre celui qui, ruine ses fondements et sa prospérité ?

### **Il faut semer l'anarchie dans les masses**

Un esprit logique et sensé peut-il espérer réussir à gouverner les foules par des arguments et des raisonnements, alors qu'il est possible que ces arguments et ces raisonnements soient contredits par d'autres arguments ? Si ridicules qu'ils puissent être, ils sont faits pour séduire cette partie du peuple qui ne peut pas penser très profondément, étant entièrement guidée par des raisons mesquines, des habitudes, des conventions et des théories sentimentales. La population ignorante et non initiée, ainsi que tous ceux qui se sont élevés de son sein, s'embarrasse dans les dissensions de partis qui entravent toute possibilité d'entente, même sur une base d'arguments solides. Toute décision des masses dépend d'une majorité de hasard, préparée d'avance, qui, dans son ignorance des secrets de la politique, prend des décisions absurdes, semant ainsi dans le Gouvernement les germes de l'anarchie.

### **Pas de morale en politique**

La politique n'a rien de commun avec la morale. Un souverain gouverné par la morale n'est pas un habile politique ; il n'est donc pas d'aplomb sur un trône. Celui qui veut gouverner doit recourir à la ruse et à l'hypocrisie. En politique, les grandes qualités humaines d'honnêteté et de sincérité deviennent des vices et détrônent un souverain plus inmanquablement que son plus cruel ennemi. Ces qualités doivent être les attributs des pays

non juifs, mais, nous ne sommes aucunement obligés d'en faire nos guides.

### **Le droit et la force**

Notre droit réside dans la force. Le mot « droit » est une idée abstraite qui ne repose sur rien. Il ne signifie pas autre chose que ceci : « Donnez-moi ce dont j'ai besoin pour prouver que je suis plus fort que vous ».

Où commence le « droit » ? Où finit-il ? Dans un État où le pouvoir est mal organisé, où les lois et la personne du souverain, sont annihilées dans un continuel empiétement du libéralisme, j'adopte un nouveau système d'attaque, me servant du droit de la force pour détruire les ordonnances, et règlements existants, me saisir des lois, réorganiser les institutions et devenir ainsi le dictateur de ceux qui, de leur propre volonté, ont libéralement renoncé à leur puissance et nous l'ont conférée.

### **L'invincibilité de la Judéo-maçonnerie**

Notre force, étant donnée la situation branlante des pouvoirs, sera plus grande qu'aucune autre, parce qu'elle sera invisible jusqu'au jour où elle sera telle qu'aucune ruse ne la saurait miner.

### **Libéralisme destructeur**

Du mal temporaire, auquel nous sommes actuellement obligés d'avoir recours, sortira le bienfait d'un gouvernement inébranlable qui rétablira le cours du mécanisme de l'existence



normale détruit par le libéralisme : La fin justifie les moyens. Il faut, en dressant nos plans, que nous fassions plus attention à ce qui est nécessaire et profitable qu'à ce qui est bon et moral.

Nous avons devant nous un plan sur lequel est tirée une ligne stratégique dont nous ne pouvons nous écarter sans détruire l'œuvre de siècles entiers.

### **La foule est aveugle**

Pour élaborer un plan d'action convenable, il faut se mettre en l'esprit la veulerie, l'instabilité et le manque de pondération de la foule incapable de comprendre et de respecter les conditions de sa propre existence et de son bien-être. Il faut se rendre compte, que la force de la foule est aveugle, dépourvue de raison dans le discernement et qu'elle prête l'oreille tantôt à droite, tantôt à gauche. Si un aveugle conduit un autre aveugle, ils tombent tous deux dans le fossé. En conséquence, les parvenus, sortis des rangs du peuple, fussent-ils des génies, ne peuvent pas se poser en chefs des masses sans ruiner la nation.

### **L'impuissance des partis**

Seul un personnage élevé pour exercer la souveraineté autocratique peut lire les mots formés par les lettres de l'alphabet politique. Le peuple livré à lui-même, c'est-à-dire des chefs sortis des rangs, est ruiné par les querelles de partis qui naissent de la soif du pouvoir et des honneurs et qui créent les troubles et le désordre.

Est-il possible à la masse de juger avec calme et d'administrer sans jalousie les affaires de l'État qu'il ne lui faudra pas

confondre avec ses propres intérêts ? Peut-elle servir de défense contre un ennemi étranger ? C'est impossible, car un plan, divisé en autant de parties qu'il y a de cerveaux dans la masse, perd sa valeur et devient inintelligible et inexécutable.

### **Seul gouvernement possible : l'autocratie**

Seul un autocrate peut concevoir de vastes projets et assigner à toute chose son rôle particulier dans le mécanisme de la machine gouvernementale. C'est pourquoi nous concluons qu'il est utile au bien-être du pays que son gouvernement soit entre les mains d'une seule personne responsable. Sans le despotisme absolu, pas de civilisation possible, car la civilisation ne peut avancer que sous la protection d'un chef, quel qu'il soit, pourvu qu'il ne soit pas entre les mains de la masse.

La foule est barbare et le prouve en toute occasion.

Dés que le peuple s'est assuré la liberté, il se hâte de la transformer en anarchie qui, par elle-même, est le comble de la barbarie.

### **Alcoolisme et corruption**

Considérez ces brutes alcoolisées stupéfiées par la boisson, dont la liberté tolère un usage illimité ! Allons-nous nous permettre et permettre à nos semblables de les imiter ?

Chez les chrétiens, le peuple est abruti par l'alcool, la jeunesse est détraquée par les classiques et la débauche prématurée à laquelle l'ont incitée nos agents : précepteurs, domestiques, institutrices dans les maisons riches, employés, etc., nos femmes dans les lieux de plaisir ; j'ajoute à ces

dernières les soi-disant « femmes du monde », — leurs imitatrices volontaires en matière de luxe et de corruption

### **La force et l'hypocrisie**

Notre devise doit être : « Tous les moyens de la force et de l'hypocrisie ».

Seule la force pure est victorieuse en politique, surtout quand elle se cache dans le talent indispensable aux hommes d'État. La violence doit être le principe, la ruse et l'hypocrisie la règle de ces gouvernements qui ne veulent pas déposer leur couronne aux pieds des agents d'un nouveau pouvoir quelconque. Ce mal est le seul moyen d'arriver au bien. Ne nous laissons donc pas arrêter par l'achat des consciences, l'imposture et la trahison, si par eux nous servons notre cause.

En politique, n'hésitons pas à confisquer la propriété si nous pouvons ainsi acquérir soumission et pouvoir.

### **La terreur**

Notre État, suivant la voie des conquêtes pacifiques, a le droit de substituer aux horreurs de la guerre des exécutions moins apparentes et plus expéditives qui sont nécessaires pour maintenir la terreur et produire une soumission aveugle. Une sévérité juste et implacable est le principal acteur de la puissance d'un État. Ce n'est pas simplement pour l'avantage qu'on peut en tirer, mais encore par l'amour du devoir et de la victoire que nous devons nous en tenir au programme de violence et d'hypocrisie. Nos principes sont aussi puissants que les moyens que nous employons pour les mettre à exécution. C'est

pourquoi nous triompherons certainement, non seulement par ces moyens mêmes, mais par la sévérité de nos doctrines, et nous rendrons tous les Gouvernements esclaves de notre Super-Gouvernement. Il suffira que l'on sache que nous sommes implacables quand il s'agit de briser la résistance.

### « Liberté-Égalité-Fraternité »

Nous fûmes les premiers, jadis, à crier au peuple : « Liberté, Égalité, Fraternité », ces mots si souvent répétés, depuis lors, par d'ignorants perroquets, venus en foule de tous les points du globe autour de cette enseigne. À force de les répéter, ils ont privé le monde de sa prospérité et les individus de leur vraie liberté personnelle si bien protégée naguère contre la populace qui voulait l'étouffer.

Les Gentils, soi-disant sages et intelligents, ne discernèrent pas combien étaient abstraits ces mots qu'ils prononçaient et ne remarquèrent point combien ils s'accordaient peu les uns avec les autres et même se contredisaient.

Ils ne virent pas qu'il n'est aucune égalité dans la Nature qui créa elle-même des types divers et inégaux d'intelligence, de caractère et de capacité. De même en est-il pour la soumission aux lois de la Nature. Ces prétendus sages n'ont pas deviné que la foule est une puissance aveugle et que les parvenus sortis de son sein pour gouverner sont également aveugles en politique ; ils n'ont pas compris davantage qu'un homme destiné à régner, fût-il un imbécile, peut gouverner tandis qu'un autre qui n'a pas reçu l'éducation voulue, fût-il un génie, n'entendra rien à la politique.

Tout ceci a échappé aux Gentils.

## **Contre les régimes dynastiques**

Ce fut sur cette base, cependant, que fut fondé le régime dynastique. Le père enseignait au fils le sens et le cours des évolutions politiques de telle manière que, sauf les seuls membres de la dynastie, personne n'en eût connaissance et n'en pût dévoiler les secrets au peuple gouverné. Avec le temps, le sens des vrais enseignements, tels qu'ils avaient été transmis dans les dynasties, de génération en génération, se perdit, et cette perte contribua au succès de notre cause.

## **L'abolition des privilèges**

Notre appel « Liberté, Égalité, Fraternité » amena dans nos rangs, des quatre coins du monde, grâce à nos agents inconscients, des légions entières qui portèrent nos bannières avec extase. Pendant ce temps, ces mots, tels autant de vers rongeurs, dévoraient la prospérité des Chrétiens, détruisaient leur paix, leur fermeté et leur union, ruinant ainsi les fondements des États. Comme nous le verrons plus loin, ce fut cette action qui amena notre triomphe. Elle nous donna, entre autres choses, la possibilité de jouer notre as d'atout : l'abolition des privilèges, en d'autres termes, l'existence de l'aristocratie des Gentils, seule protection qu'avaient contre nous les nations et les pays.

## **L'aristocratie ploutocratique<sup>[1]</sup>**

Sur les ruines de l'aristocratie naturelle et héréditaire, nous élevâmes, en lui donnant des bases ploutocratiques, une aristocratie à nous. Nous l'établîmes sur la richesse tenue sous

notre contrôle et sur la science promue par nos savants.

### **Flatter les faiblesses et les passions**

Notre triomphe fut facilité par le fait que, grâce à nos relations avec des gens qui nous étaient indispensables, nous avons toujours appuyé sur les cordes les plus sensibles de l'esprit humain, exploitant le faible de nos victimes pour les bénéfiques, leurs convoitises, leur insatiabilité, les besoins matériels de l'homme. Chacune de ces faiblesses, prise à part, est capable de détruire toute initiative ; en les flattant, nous mettons la force de volonté du peuple à la merci de ceux qui voulaient le priver de cette initiative.

### **La liberté nous livre le pouvoir**

Le caractère abstrait du mot « Liberté » permet de convaincre la populace que le Gouvernement n'est qu'un gérant représentant le propriétaire ; c'est-à-dire la nation, et qu'on peut s'en débarrasser comme d'une paire de gants usés.

Le seul fait que les représentants de la nation peuvent être déposés les livra à notre pouvoir et mit pratiquement leur choix entre nos mains.

---

1. <sup>↑</sup> Du grec ploutos : riche et cratie : pouvoir. Gouvernement où le pouvoir appartient aux riches.

## **Deuxième protocole**

### **Nécessité des guerres économiques**

Il est indispensable à nos desseins que les guerres n'amènent aucune altération territoriale. Dans ces conditions, toute guerre serait transférée sur le terrain économique.

Alors les nations reconnaîtront notre supériorité en voyant les services que nous rendons ; cet état de choses mettra les deux adversaires, tout spécialement formés dès la plus tendre enfance pour disposer de ressources absolument illimitées. Alors nos droits internationaux balayeront les lois du monde entier et gouverneront les pays comme les gouvernements individuels leurs sujets.

### **Fonctionnaires serviles**

Nous choisirons parmi le public des administrateurs aux tendances serviles. Ils seront inexpérimentés dans l'art de gouverner. Nous les transformerons facilement en pions sur notre échiquier où ils seront mus par nos savants et sages conseillers, tout spécialement formés dès la plus tendre enfance pour le gouvernement du monde. Ainsi que vous le savez déjà, ces hommes ont étudié cette science de gouverner d'après nos plans politiques, l'expérience de l'Histoire et l'observation des événements actuels. Les Gentils ne profitent pas des observations continuellement fournies par l'Histoire, mais ils s'en tiennent à une routine de théorie, sans se préoccuper des résultats qu'elle ne

peut donner. Nous n'accorderons donc aucune importance aux Gentils. Qu'ils s'amuse jusqu'à ce que les temps soient accomplis ; qu'ils vivent dans l'espérance de nouveaux plaisirs, ou dans le souvenir des joies passées, Qu'ils croient que ces lois théoriques que nous leur avons inspirées sont d'une suprême importance. Avec cette idée en perspective et le concours de notre presse, nous augmenterons sans cesse leur confiance aveugle en ces lois. L'élite intellectuelle des Gentils s'enorgueillira de sa science et, sans la vérifier, la mettra en pratique telle que la lui auront présentée nos agents, pour former leurs esprits dans le sens voulu par nous.

### **Darwin, Marx, Nietzsche exploités par les Juifs**

Ne croyez pas que nos assertions sont des mots en l'air. Considérez le succès de Darwin, Marx et Nietzsche, préparé par nous. L'effet démoralisant des tendances de ces doctrines sur l'esprit des Gentils ne devrait certes pas nous échapper.

### **Pouvoir d'adaptation**

Pour ne pas risquer de commettre des fautes dans notre politique ou dans notre administration, il nous est essentiel d'étudier et d'avoir bien présents à l'esprit le courant actuel de la pensée, le caractère et les tendances des nations.

Le triomphe de notre théorie est son adaptabilité au tempérament des nations avec lesquelles nous prenons contact. Elle ne peut réussir que si son application pratique repose sur l'expérience du passé, jointe à l'observation du présent.



## **La presse**

La presse est, entre les mains des Gouvernements existants, une grande puissance par laquelle ils dominent l'esprit public. La presse révèle les réclamations vitales de la populace, informe de ses sujets de plainte, et ; parfois, crée le mécontentement. La libre parole est née de la presse. Mais les Gouvernements n'ont pas su tirer parti de cette force, et elle tomba entre nos mains. Par la presse, nous acquîmes l'influence, tout en restant dans la coulisse.

## **L'or et notre sang**

Grâce à la presse, nous accumulâmes l'or, bien qu'il nous en coûtât des flots de sang ; il nous en coûtât le sacrifice de bien des nôtres ; mais chacun de nos sacrifices vaut, devant Dieu, des milliers de Gentils.



## **Troisième protocole**

### **Le cercle du Serpent Symbolique**

Aujourd'hui, je puis vous assurer que nous ne sommes plus qu'à quelques pas de notre but. Encore une courte distance à franchir et le cercle du Serpent Symbolique — le signe de notre peuple — sera complet. Quand ce cercle sera fermé, il entourera tous les États de l'Europe comme de chaînes indestructibles.

## **Pour atteindre les Chefs d'États**

Bientôt s'écrouleront les échafaudages qui existent actuellement, parce que nous leur faisons continuellement perdre l'équilibre pour les user plus rapidement et les mettre hors de service. Les Gentils s'imaginaient qu'ils étaient suffisamment solides et que leur équilibre serait durable. Mais les supports des échafaudages — c'est-à-dire les chefs d'État — sont gênés par leurs serviteurs inutiles, entraînés qu'ils sont par cette force illimitée de l'intrigue qui leur est propre et grâce à la terreur qui règne dans les palais.

N'ayant aucun moyen d'accès au cœur de son peuple, le souverain ne peut se défendre des intrigants avides de pouvoir. Comme le pouvoir vigilant a été séparé par nous de la force aveugle de la populace, tous deux ont perdu leur signification, parce qu'une fois séparés, ils sont aussi impuissants qu'un aveugle sans son bâton.

## **Opposer les partis**

Afin d'inciter les amateurs de pouvoir à faire mauvais usage de leurs droits, nous avons dressé tous les pouvoirs les uns contre les autres en encourageant leurs tendances libérales vers l'indépendance. Nous avons favorisé toute entreprise dans ce sens : nous avons mis des armes formidables aux mains de tous les partis et nous avons fait du pouvoir le but de toute notre ambition. Nous avons transformé les Gouvernements en arènes pour les guerres de partis.

## **Pour ruiner le pouvoir**

Bientôt le désordre flagrant et la banqueroute apparaîtront partout. D'incorrigibles bavards ont converti en parlottes les assemblées parlementaires et administratives.

D'audacieux journalistes et des pamphlétaires impudents attaquent continuellement les pouvoirs administratifs. Les abus de pouvoir prépareront définitivement l'effondrement de toutes les institutions, et tout tombera en ruines sous les coups de la populace en fureur.

### **Des droits fictifs pour les masses**

Les gens sont asservis, à la sueur de leur front, dans la pauvreté, d'une manière plus formidable qu'au temps des lois du servage. De celui-ci, ils pouvaient se libérer d'une manière ou de l'autre, tandis que rien ne les affranchira de la tyrannie du besoin absolu.

Nous avons eu soin d'insérer, dans les Constitutions, des droits qui sont pour la masse purement fictifs. Tous les soi-disant « droits du peuple » ne peuvent exister que sous forme d'idées inapplicables en pratique.

### **Le pouvoir contre le peuple**

Qu'importe à un ouvrier prolétaire, courbé en deux par un dur labeur et opprimé par son sort, qu'un bavard obtienne le droit de parler, ou un journaliste celui de publier une sottise quelconque ? À quoi sert une Constitution au prolétariat s'il n'en retire d'autre avantage que les miettes que nous lui jetons de notre table, en échange de ses votes pour l'élection de nos agents ? Les droits républicains sont une ironie pour le pauvre, car la nécessité du

travail quotidien l'empêche d'en retirer aucun avantage, et ils ne font que lui enlever la garantie de salaire fixe et assuré, le rendant dépendant des grèves des patrons et des camarades.

### **Noblesse et profiteurs**

Sous nos auspices, la populace extermina l'aristocratie qui, dans son intérêt propre, avait pourvu aux besoins du peuple et l'avait défendu, car son intérêt est inséparable du bien-être de la populace. De nos jours, ayant détruit les privilèges de la noblesse, le peuple tombe sous le joug de profiteurs rusés et de parvenus.

### **Protection aux communistes**

Nous tenons à passer pour les libérateurs du travailleur, venus pour le délivrer de cette oppression en lui suggérant d'entrer dans les rangs de nos armées de socialistes, d'anarchistes et de communistes. Nous protégerons toujours ces derniers, feignant de les aider par principe de fraternité et d'intérêt général pour l'humanité, évoqué par notre Maçonnerie socialiste. La noblesse qui, de droit, partageait le travail des classes laborieuses, avait tout intérêt à ce qu'elles fussent bien nourries, saines et fortes.

### **Brimer le travailleur**

Notre intérêt veut, au contraire, la dégénérescence des Gentils. Notre force consiste à maintenir le travailleur dans un état constant de besoin et d'impuissance, parce qu'ainsi nous l'assujettissons à notre volonté ; et dans son entourage, il ne trouvera jamais ni pouvoir ni énergie pour se dresser contre

nous.

### **Le droit de l'or**

La faim confèrera au Capital des droits plus puissants sur le travailleur que jamais le pouvoir légal du souverain n'en confèra à l'aristocratie.

Nous gouvernerons les masses en tirant parti des sentiments de jalousie et de haine allumés par l'oppression et le besoin. Et, au moyen de ces sentiments, nous nous débarrassons de ceux qui entravent notre marche.

### **Détruire les obstacles**

Quand viendra pour nous le moment de couronner notre « Maître du Monde », nous veillerons à ce que, par les mêmes moyens – c'est-à-dire en nous servant de la populace – nous détruisions tout ce qui serait un obstacle sur notre route.

### **L'enseignement.**

#### **La science de la vie**

Les Gentils ne sont plus longtemps capables de penser sans notre aide en matière de science. C'est pourquoi ils ne se rendent pas compte de la nécessité vitale de certaines choses que nous aurons soin de réserver pour le moment où notre heure sera venue, à savoir que, dans les écoles, doit être enseignée la seule vraie et la plus importante de toutes les sciences : la science de la vie de l'homme et celle des conditions sociales ; toutes deux exigent une division du travail, et, par suite, la classification des

gens en castes et en classes.

Il est indispensable que chacun sache que la véritable égalité ne peut exister, étant donnée la différence de nature des diverses sortes de travail, et que ceux qui agissent au détriment de toute une caste, ont, devant la loi, une autre responsabilité que ceux qui commettent un crime ne compromettant que leur honneur personnel.

### **L'organisation secrète**

La vraie science des conditions sociales, aux secrets de laquelle nous n'admettons pas les Gentils, convaincrat le monde que les métiers et le travail devraient être réservés a des castes spéciales, afin de ne pas causer la souffrance humaine provenant d'une éducation qui ne correspond pas au travail que les individus sont appelés à accomplir. S'il étudiait cette science, le peuple, de sa propre et libre volonté, se soumettrait aux pouvoirs régnants et aux classes gouvernementales classées par eux. Étant données les conditions présentes de la science et la ligne que nous lui avons permis de suivre, la populace, dans son ignorance, croit aveuglément tout ce qui est imprimé et les fallacieuses illusions dûment inspirées par nous, et elle est hostile à toutes les classes qu'elle croit au-dessus d'elle, car elle ne comprend pas l'importance de chaque caste.

### **Les crises économiques**

Cette haine sera encore accrue par l'effet que produiront les crises économiques qui arrêteront les marchés et la production. Nous créerons une crise économique universelle par tous les

moyens détournés possibles et à l'aide de l'or qui est entièrement entre nos mains. Simultanément, nous jetterons à la rue, dans toute l'Europe, des foules énormes d'ouvriers. Ces masses seront alors heureuses de se précipiter sur ceux que, dans leur ignorance, elles ont jaloués dès l'enfance ; elles répandront leur sang et pourront ensuite s'emparer de leurs biens.

### **Protéger les Juifs**

On ne nous fera pas de mal, parce que le moment de l'attaque nous sera connu et que nous prendrons des mesures pour protéger nos intérêts.

### **Le libéralisme doit disparaître**

Nous avons persuadé les Gentils que le libéralisme les conduirait au règne de la raison.

Notre despotisme sera de cette nature, car il sera en situation d'abattre toute rébellion et de supprimer, par une juste rigueur, toute idée libérale dans toutes les Institutions.

### **La « grande » révolution**

Quand la populace s'aperçut qu'au nom de la liberté on lui accordait toute espèce de droits, elle s'imagina être la maîtresse et essaya de s'emparer du pouvoir. Naturellement, comme tout autre aveugle, la masse se heurta à d'innombrables obstacles. Alors, ne voulant pas retourner à l'ancien régime, elle dépose sa puissance à nos pieds. Souvenez-vous de la Révolution française, que nous appelons « la Grande » ; les secrets de sa préparation,

étant l'œuvre de nos mains, nous sont bien connus.

### **Le Roi-Despote**

À partir de ce moment, nous avons conduit les nations de déception en déception, de sorte qu'elles en viennent à nous désavouer en faveur du Roi-despote issu du sang de Sion que nous préparons au monde.

### **Force internationale de la Juiverie**

Actuellement, eu tant que force internationale, nous sommes invulnérables, parce que si un gouvernement des Gentils nous attaque, d'autres nous soutiennent. L'intense abjection des peuples chrétiens favorise notre indépendance — soit qu'à genoux ils rampent devant le pouvoir, ou qu'ils soient sans pitié pour le faible, sans miséricorde pour les fautes et cléments pour les crimes ; soit qu'ils refusent de reconnaître les contradictions de la liberté ; soit enfin qu'ils se montrent patients jusqu'au martyr dans leur indulgence pour la violence d'un audacieux despotisme.

De la part de leurs dictateurs actuels, présidents du Conseil et Ministres, ils supportent des abus pour le moindre desquels ils auraient assassiné vingt Rois.

### **Éducation faussée du peuple**

Comment expliquer un tel état de choses ? Pourquoi les masses sont-elles si logiques dans leur conception des événements ? Parce que les despotes persuadent le peuple, par l'intermédiaire



de leurs agents, que, même s'ils faisaient un mauvais usage du pouvoir et portaient préjudice à l'État, ce serait dans un but élevé, c'est-à-dire en vue de la prospérité du peuple pour la cause de la fraternité, de l'union et de l'égalité internationales.

Certes, il ne leur disent pas qu'une telle unification ne peut être obtenue que sous notre domination. Aussi, voyons-nous la populace condamner l'innocent et acquitter le coupable, convaincue qu'elle peut toujours faire ce qu'il lui plaît. En raison de cet état d'esprit, la foule détruit tout équilibre et crée partout le désordre.

### **La « liberté »**

Le mot « liberté » met la société en conflit avec toutes les puissances, même avec celle de la Nature, et avec celle de Dieu. C'est pourquoi, lorsque nous arriverons au pouvoir, il nous faudra effacer le mot « liberté » du dictionnaire humain, comme étant le symbole du pouvoir bestial qui transforme les hommes en animaux sanguinaires. Mais rappelons-nous que ces animaux s'endorment dès qu'ils sont rassasiés de sang et qu'il est facile alors de les charmer et de les asservir. Si on ne leur donne pas de sang, ils ne dormiront pas et se battront entre eux.

---



## **Quatrième protocole**

### **L'évolution de la république**

Toute république passe par diverses phases. La première ressemble aux premiers jours de fureur d'un homme frappé de cécité, qui balaye et détruit tout à droite et à gauche. La seconde, c'est le règne du démagogue faisant naître l'anarchie pour lui substituer le despotisme. Ce despotisme n'est pas officiellement légal et, partant, irresponsable ; il est caché et invisible, tout en se laissant sentir. Il est généralement sous le contrôle de quelque organisation secrète, qui agit derrière un agent, ce qui la rend d'autant plus audacieuse et sans scrupule. Ce pouvoir secret n'hésitera pas à changer ses agents qui le masquent. Ces changements seront profitables à l'organisation qui pourra ainsi se débarrasser de vieux serviteurs auxquels il aurait fallu donner de plus importantes gratifications pour leur long service.

### **L'action occulte des Loges**

Par qui ou par quoi pourrait être détrôné un pouvoir invisible ? Or, c'est là justement ce qu'est notre Gouvernement. La Loge maçonnique joue, inconsciemment, dans le monde entier, le rôle d'un masque qui cache notre but. Mais l'usage que nous allons faire de ce pouvoir dans notre plan d'action, et jusque dans nos quartiers généraux, reste à jamais ignoré du monde en général.

### **Détruire la foi en Dieu**

La liberté pourrait être inoffensive et exister dans les gouvernements et les pays sans être préjudiciable à la prospérité du peuple, si elle reposait sur la religion et sur la crainte de

Dieu, sur la fraternité humaine, exempte d'idées d'égalité qui sont en opposition directe aux lois de la création, lesquelles ont prescrit la soumission.

Gouverné par une telle loi, le peuple serait sous la tutelle des paroisses et vivrait paisiblement et humblement sous la direction des pasteurs spirituels et soumis à la Providence divine sur cette terre. C'est pourquoi nous devons arracher de l'esprit des chrétiens jusqu'à la conception même de Dieu et la remplacer par des calculs arithmétiques et des besoins matériels.

### **Pour ruiner les Gentils — La spéculation**

Pour détourner l'attention des Chrétiens de notre politique, il est essentiel que nous l'attirions du côté du commerce et de l'industrie ; en sorte que toutes les nations luttant pour leurs intérêts propres ne s'occuperont pas, dans cette agitation universelle, de leur commun ennemi. Mais, pour que la liberté puisse disloquer et ruiner la vie sociale des Gentils, il faut que nous établissions le commerce sur une base spéculative, ce qui aura pour résultat d'empêcher les Gentils de retenir entre leurs mains les richesses tirées de la production du sol ; par la spéculation, elles passeront dans nos coffres.

### **La soif de l'or**

La lutte pour la supériorité et les spéculations continuelles dans le monde des affaires créera une société démoralisée, égoïste et sans cœur. Cette société deviendra complètement indifférente à la religion et à la politique dont elle aura même le dégoût. La passion de l'or sera son seul guide et elle fera tous ses

efforts, pour se procurer cet or qui, seul, peut lui assurer les plaisirs matériels dont elle a fait son véritable culte. Alors les classes inférieures se joindront à nous contre nos compétiteurs — les Gentils privilégiés — sans alléguer aucun but élevé, ou même l'amour des richesses, mais par pure haine des classes supérieures.



## **Cinquième protocole**

### **Gouvernement despotique**

Quelle sorte de gouvernement peut-on donner à des sociétés où la concussion et la corruption ont pénétré partout, où les richesses ne peuvent s'acquérir que par d'astucieuses surprises ou par des moyens frauduleux, où les querelles dominent continuellement, ou la morale doit être soutenue par le châtiment et par de sévères lois et non par des principes volontairement acceptés, où les sentiments patriotiques et religieux se noient dans des convictions cosmopolites ?

Quelle autre forme de gouvernement peut-on donner à ces sociétés, si ce n'est la forme despotique que je vais vous décrire ?

Nous voulons organiser un gouvernement central et fort, de façon à obtenir pour nous-mêmes les pouvoirs sociaux. Par de nouvelles lois, nous réglerons la vie politique de nos sujets, comme s'ils étaient autant de rouages d'une machine. De telles

lois restreindront graduellement la liberté et tous les privilèges accordés par les Gentils. Notre règne se développera ainsi en un despotisme si puissant qu'il pourra à tout moment et en tout lieu écraser les Gentils mécontents ou récalcitrants.

On nous dira que la sorte de despotisme que je suggère ne s'accordera pas avec le progrès actuel de la civilisation, mais je vais vous prouver le contraire.

### **Le pouvoir basé sur la ruine de la religion**

Au temps où le peuple croyait au droit divin de ses souverains, il se soumettait paisiblement au despotisme de ses monarques. Mais, du jour où nous inspirâmes à la populace la notion de ses propres droits, elle regarda les rois comme de simples mortels ; l'onction sacrée disparut à ses yeux, et lorsque nous lui eûmes enlevé sa religion, le pouvoir fut jeté dans les rues comme propriété publique, et nous nous en emparâmes. De plus, parmi nos talents administratifs, nous comptons également celui de régir les masses et les individus au moyen d'une phraséologie et de théories habilement construites, de règles de vie et de toutes sortes de stratagèmes. Toutes ces théories, auxquelles les Gentils ne comprennent rien, sont fondées sur l'analyse et sur l'observation combinées avec un raisonnement si habile qu'il ne peut être égalé par nos rivaux pas plus que ceux-ci ne peuvent entrer en compétition avec nous dans la construction de plans d'action politique et de solidarité. À notre connaissance, la seule société capable de lutter avec nous dans cette science serait celle des Jésuites. Mais nous sommes parvenus à la discréditer aux yeux de la foule stupide, comme étant une organisation

apparente, tandis que nous sommes restés dans la coulisse, tenant occulte notre organisation.

En outre, qu'est-ce que cela pourra bien faire au monde que celui qui doit devenir son maître soit le chef de l'Église catholique ou un despote du sang de Sion ? Mais à nous, le « peuple choisi », la chose ne peut-être indifférente.

### **Désunion des peuples chrétiens**

Pendant un certain temps, les Gentils pourraient peut-être bien composer avec nous.

Mais, sur ce point, nous ne courons aucun danger, étant sauvegardés par les profondes racines de leur haine mutuelle qui ne peuvent être extirpées. Nous avons mis en désaccord les uns avec les autres tous les intérêts personnels et nationaux des Gentils pendant près de vingt siècles, en y mêlant des préjugés de religion et de tribu. De tout cela, il résulte que pas un seul gouvernement ne trouvera d'appui chez ses voisins lorsqu'il fera contre nous appel à leur aide, parce que chacun d'eux pensera qu'une action intentée contre nous pourrait être désastreuse pour son existence individuelle. Nous sommes trop puissants – le monde doit compter avec nous. Les gouvernements ne peuvent même pas faire un traité de peu d'importance sans que nous y soyons secrètement impliqués.

### **Le « génie » du peuple élu**

« Per me reges regunt » (Que les rois règnent par moi).

Nous lisons, dans la « Loi des Prophètes », que nous avons été choisis pour gouverner la terre. Dieu nous donna le génie pour

que nous puissions accomplir cette œuvre. S'il se trouvait un génie dans le camp ennemi, il pourrait, cependant, nous combattre, mais un nouveau venu ne pourrait se mesurer à de vieux lutteurs de notre espèce, et le combat serait entre nous d'une nature si désespérée que le monde n'en a encore jamais vu de semblable.

Il est déjà trop tard pour leur génie.

### **L'or, seule puissance gouvernementale**

Tous les rouages du mécanisme de l'État sont mus par une force qui est entre nos mains, à savoir : l'or.

La science de l'économie politique, élaborée par nos savants, a déjà prouvé que la puissance du capital surpasse le prestige de la couronne.

### **Le monopole des affaires**

Le capital, pour avoir le champ libre, doit obtenir le monopole de l'industrie et du commerce. Ceci est en voie d'être réalisé, dans toutes les parties du monde, par une main invisible. Un tel privilège donnera un pouvoir politique aux industriels qui, s'enrichissant de profits excessifs, opprimeront le peuple :

De nos jours, il est plus important de désarmer le peuple que de le mener à la guerre. Il est plus important d'utiliser pour notre cause les passions brûlantes que de les éteindre, d'encourager les idées des nôtres et de s'en servir pour nos desseins que de les écarter.

## **Le rôle de notre presse**

Le problème essentiel de notre gouvernement est celui-ci : comment affaiblir la pensée publique par la critique, comment lui faite perdre sa puissance de raisonnement, celle qui engendre l'opposition, et comment distraire l'esprit public par une phraséologie dépourvue de sens ?

### **Discours éloquents ...**

De tout temps, les nations, comme les individus, ont pris les mots pour des actes. Satisfaits de ce qu'ils entendent, ils remarquent rarement si la promesse a vraiment été tenue. C'est pourquoi, dans le seul but de parader, nous organiserons des institutions dont les membres, par des discours éloquents, prouveront et glorifieront leur contribution au « progrès ».

Nous nous donnerons une attitude libérale vis-à-vis de tous les partis et de toutes les tendances, et nous la communiquerons à tous nos orateurs. Ces orateurs seront si loquaces qu'il fatigueront le peuple de leurs discours, à ce point qu'ils lui rendront tout genre d'éloquence insupportable.

### **... et corruption de l'opinion publique**

Pour s'assurer l'opinion publique, il faut, tout d'abord, l'embrouiller complètement en lui faisant entendre de tous côtés et de toutes manières des opinions contradictoires, jusqu'à qu'à ce que les Gentils soient perdus dans leur labyrinthe. Ils comprendront alors que le meilleur parti à prendre est de n'avoir aucune opinion en matière politique ; matière qui n'a pas été



comprise du public, mais qui doit être exclusivement réservée à ceux qui dirigent les affaires. Ceci est le premier secret.

Le second secret, nécessaire au succès de notre gouvernement, consiste à multiplier à un tel degré les fautes, les habitudes, les passions et les lois conventionnelles, du pays que personne ne soit plus capable de penser clairement dans ce chaos ; les hommes cesseront ainsi de se comprendre les uns les autres.

Cette politique nous aidera également à semer des dissensions parmi tous les partis, à dissoudre toutes les puissantes collectivités et à décourager toute initiative individuelle pouvant gêner nos projets.

### **Contre toute initiative personnelle**

Il n'est rien de plus dangereux que l'initiative personnelle : s'il y avait un cerveau par derrière, elle pourrait nous faire plus de mal que les millions d'individus que nous avons mis aux prises.

Il nous faut diriger l'éducation des sociétés chrétiennes, de telle façon que, chaque fois que l'initiative est requise pour une entreprise, elles s'avouent désespérément vaincues. La tension produite par la liberté d'action perd de sa force dès qu'elle se heurte à la liberté d'autrui ; de là, les chocs moraux, les déceptions et les échecs.

### **Le Super-gouvernement juif**

Par tous ces moyens nous opprimerons tant les Chrétiens qu'ils seront contraints de nous demander de les gouverner internationalement. Dès que nous aurons atteint une telle position,

nous pourrons aussitôt absorber toutes les puissances gouvernementales du monde entier et former un super-gouvernement universel. Nous remplacerons les gouvernements existants par un monstre que nous appellerons l'Administration du Super-gouvernement. Ses mains s'étendront au loin comme de longues tenailles et il aura à sa disposition une organisation telle qu'il ne pourra manquer de soumettre toutes les nations.



## **Sixième protocole**

### **L'absorption des fortunes**

Bientôt nous nous mettrons à organiser de grands monopoles, réservoirs de richesses colossales dans lesquels entreront précisément les grosses fortunes des Gentils, en sorte qu'elles sombreront ensemble, avec le crédit de leur gouvernement, le lendemain de la crise politique.

Que les économistes présents parmi vous aujourd'hui mesurent seulement l'importance de ce dessein !

Nous devons employer toute espèce de moyens possibles pour développer la popularité de notre Super-gouvernement, le présentant comme le protecteur et le rémunérateur de tous ceux qui, volontairement, se soumettent à nous.

### **Ruiner l'aristocratie par les impôts**

L'aristocratie des Gentils, comme puissance politique, n'est

plus. Il est donc inutile de nous en occuper désormais à ce point de vue ; mais, comme propriétaires fonciers, les aristocrates sont encore dangereux pour nous, parce que leur indépendance est assurée par leurs ressources. Il nous est donc indispensable de dépouiller à tout prix l'aristocratie de ses terres. Pour arriver à ce but, la meilleure méthode est d'élever les impôts et les taxes. Cette méthode maintiendra les revenus des biens fonciers au minimum. Les aristocrates Gentils qui, par les goûts dont ils ont hérité, sont incapables de se contenter de peu, seront bientôt ruinés.

### **Pour drainer toutes les richesses**

Il faut qu'en même temps nous protégeons le plus possible le commerce et l'industrie, et tout particulièrement la spéculation, dont le principal rôle est de servir de contrepoids à l'industrie.

Sans la spéculation, l'industrie accroîtrait les capitaux privés et tendrait à relever l'agriculture en affranchissant la terre de dettes et d'hypothèques avancées par les banques agricoles. Il est essentiel que l'industrie draine toutes les richesses de la terre et que la spéculation verse entre nos mains ces mêmes richesses ainsi captées. Par ce moyen, tous les Gentils seront jetés dans les rangs du prolétariat. Alors, les Gentils se courberont devant nous pour obtenir le droit d'exister.

### **Encourager le luxe**

Afin de ruiner l'industrie des Gentils et d'activer la spéculation, nous encouragerons l'amour du luxe effréné que nous avons déjà développé.

## **Salaires et « vie chère »**

Nous augmenterons les salaires, ce qui ne soulagera pas les ouvriers, car, en même temps, nous élèverons le prix des objets de première nécessité, sous prétexte de mauvaises récoltes.

## **L'alcoolisme**

Nous voulons aussi ruiner la production dans sa base en semant des germes d'anarchie parmi les ouvriers et en flattant leur goût pour l'alcool. Nous emploierons, en même temps, tous les moyens possibles pour chasser de la terre toute l'intelligence des Gentils.

## **Fausse doctrines économiques**

Pour que les Gentils ne se rendent pas prématurément compte de la véritable situation des affaires, nous la dissimulerons sous un désir apparent d'aider les classes ouvrières dans la solution des grands problèmes économiques, dont nos théories économiques facilitent la propagande de toutes les manières possibles.

@

## **Septième protocole**

### **Les armements**

L'intensification du service militaire et l'augmentation des forces de police sont essentielles à la réalisation des plans ci-dessus mentionnés. Il faut que nous arrangions les choses de façon qu'en dehors de nous il n'y ait dans tous les pays qu'un immense prolétariat dont tous les individus seront autant de soldats et d'agents de police dévoués à notre cause.

### **Fomenter la lutte entre Nations**

Dans toute l'Europe, et avec l'aide de l'Europe, sur les autres continents, nous devons exciter la sédition, les dissensions et l'hostilité mutuelle. Il y a à cela double avantage. D'abord nous commandons par ces moyens le respect de tous les pays qui savent bien que nous avons le pouvoir de créer les soulèvements à volonté ou de restaurer l'ordre. Tous les pays sont accoutumés à recourir à nous quand la répression devient nécessaire. En second lieu, nous embrouillerons, par nos intrigues, tous les fils ourdis par nous dans les ministères de tous les gouvernements, non seulement au moyen de notre politique, mais par des conventions commerciales et des obligations financières.

Pour atteindre ces fins, il nous faudra recourir à beaucoup de ruse et d'artifice pendant les négociations et les débats ; mais dans ce qui s'appelle le « langage officiel », nous semblerons adopter la tactique opposée et paraîtrons honnêtes et conciliants. Ainsi, les gouvernements des Gentils, à qui nous avons appris de ne regarder que le côté brillant des affaires, telles que nous les leur présentons, nous considéreront même comme les bienfaiteurs et les sauveurs de l'humanité.

## **Buts des guerres**

Nous devons être à même de répondre à toute opposition par une déclaration de guerre du pays voisin de L'État qui ose se mettre en travers de notre route ; mais si ces voisins, à leur tour, devaient se décider à s'unir contre nous, il faudrait leur répondre en déchaînant une guerre mondiale.

## **L'art politique**

En politique, le succès capital consiste dans le degré de secret qu'on a su garder pour y atteindre. Les actes d'un diplomate ne doivent pas correspondre à ses paroles.

## **L'opinion publique**

Pour favoriser notre plan mondial, qui est près d'aboutir à ses fins désirées, il nous faut influencer les gouvernements des Gentils par ce que l'on nomme l'opinion publique, pré-disposée par nous au moyen de la plus grande de toutes les puissances : la presse, qui, à part quelques insignifiantes exceptions, auxquelles il ne vaut pas la peine de s'arrêter, est tout entière entre nos mains.

Bref, afin de démontrer que tous les gouvernements des Gentils d'Europe nous sont asservis, nous manifesterons notre pouvoir à l'un d'eux, au moyen de crimes, de violences, c'est-à-dire par un règne de terreur, et, au cas où ils se révolteraient tous contre nous, nous répondrions avec les fusils américains, chinois ou japonais.

@

## **Huitième protocole**

### **Une fausse justice**

Nous devons nous assurer tous les moyens dont nos ennemis pourraient se servir contre nous. Nous aurons recours aux expressions les plus obscures et les plus compliquées du dictionnaire de la loi, afin de nous justifier dans le cas où nous serions obligés de prendre des décisions qui pourraient sembler trop hardies ou injustes. Car il sera important d'exprimer de telles décisions d'une manière si énergique, qu'aux yeux du peuple elles puissent paraître de nature excessivement morale, équitable et juste.

### **Les auxiliaires du Juif**

Notre gouvernement devra s'entourer de toutes les puissances de la civilisation au sein de laquelle il aura à agir. Il attirera à lui les publicistes, les avocats, les praticiens, les administrateurs, les diplomates, et, enfin, tous ceux que nous aurons formés dans nos écoles spéciales modernistes.

### **But des écoles spéciales**

Ces gens connaîtront les secrets de la vie sociale, ils seront maîtres de toutes les langues rassemblées dans le vocabulaire politique ; ils connaîtront à fond le côté intérieur de la nature humaine avec toutes ses cordes les plus sensibles, sur lesquelles

ils auront à jouer.

Ces cordes constituent le cerveau des Gentils, leurs bonnes et leurs mauvaises qualités, leurs tendances et leurs vices, les particularités des castes et des classes. Il va sans dire que ces sages conseillers de notre puissance auxquels je fais allusion ne seront pas choisis parmi les Gentils qui ont coutume de poursuivre leur travail administratif sans garder en vue les résultats qu'ils doivent obtenir et sans savoir pour quelle fin ces résultats sont requis. Les administrateurs des Gentils signent des papiers qu'ils ne lisent pas et servent pour l'amour de l'argent ou par ambition.

### **Professeurs d'économie**

Nous entourerons notre gouvernement de toute une armée d'économistes. C'est la raison pour laquelle la science de l'économie est le principal sujet enseigné aux Juifs. Nous aurons autour de nous des milliers de banquiers, de négociants et, ce qui est plus important encore, de millionnaires, parce qu'en réalité l'argent décidera de tout.

### **Exploitation des gens tarés**

Cependant, tant qu'il ne seras pas sûr de remplir les postes de gouvernement par nos frères juifs, nous confierons ces postes importants à des gens dont les antécédents et la réputation sont si mauvais, qu'ils forment un abîme entre eux et la nation, et à des hommes tels, qu'au cas où ils enfreindraient nos ordres, ils pourraient s'attendre à être jugés et emprisonnés. Et tout ceci dans le but de les obliger à défendre nos intérêts jusqu'à leur



dernier souffle.



## **Neuvième protocole**

### **Pour la rééducation des peuples**

En appliquant nos principes, faites surtout attention au caractère de la nation particulière au sein de laquelle vous vivez et devez travailler. Il ne faut pas vous attendre à réussir en appliquant partout nos doctrines, jusqu'à ce que la nation en question ait été rééduquée par nos principes ; mais, en procédant avec précaution dans leur application, vous découvrirez qu'avant dix ans le caractère le plus obstiné aura changé, et nous aurons ajouté une nation de plus à celles qui nous ont déjà fait leur soumission.

### **Destruction des pouvoirs**

À la formule libérale de notre devise maçonnique : « Liberté, Égalité, Fraternité » nous substituerons non pas les mots de notre devise, mais des mots exprimant simplement une idée, et nous dirons « Le droit de la Liberté, le devoir de l'Égalité et l'idée de Fraternité », tenant ainsi le taureau par les cornes. En fait, nous avons déjà détruit tous les pouvoirs régnants, excepté le nôtre ; mais, en théorie, ils existent encore.

### **L'antisémitisme de certains nous favorise**

Actuellement, si quelques gouvernements se rendent répréhensibles à notre égard, ce n'est que pure formalité et tout se passe avec notre connaissance et notre plein consentement, car nous avons besoin de leurs débordements antisémites pour maintenir dans l'ordre nos frères inférieurs. Je ne m'étendrai pas sur ce point qui a déjà fait le sujet de nombreuses discussions.

### **La dictature juive**

Somme toute, nous ne rencontrerons aucune opposition. Notre gouvernement est dans une situation si extraordinairement forte devant la loi que nous pouvons presque le définir par l'énergique expression de dictature. Je peux honnêtement dire que, pour le temps présent, nous sommes des législateurs ; nous tenons des assises et infligeons des peines ; nous mettons à mort, ou faisons grâce ; nous sommes, pour ainsi dire, le commandant en chef chevauchant à la tête de toutes les armées. Nous gouvernons par la force puissante parce que les restes d'un parti, puissant jadis, sont entre nos mains ; ce parti nous est aujourd'hui assujéti. Nous avons des ambitions illimitées, une convoitise dévorante, une vengeance impitoyable et une haine intense.

### **La source de la terreur**

Nous sommes la source d'une terreur s'étendant au loin.

### **Nos serviteurs**

Nous avons à notre service des gens de toute opinion et de tous les partis : des hommes désireux de rétablir les monarchies, des socialistes, des communistes et des partisans de toutes sortes

d'utopies. Nous les avons tous mis sous le harnais ; chacun à sa manière, mine le reste du pouvoir et essaye de détruire les lois existantes. Par ce procédé, tous les gouvernements sont torturés ; ils hurlent pour réclamer le repos ; et, pour l'amour de la paix, ils sont prêts à tous les sacrifices. Mais nous ne leur laisserons aucune paix jusqu'à ce qu'ils aient reconnu notre Super-gouvernement international.

Le peuple réclama, en gémissant, la solution indispensable des problèmes sociaux par des moyens internationaux. Les dissensions de partis mirent ceux-ci entre nos mains, parce que, pour conduire l'opposition, il faut de l'argent, et l'argent est sous notre contrôle.

### **Conflit entre le pouvoir et le peuple**

Nous avons redouté l'alliance de la puissance souveraine et expérimentée du Gentil avec la puissance aveugle de la foule, mais nous avons pris toutes les mesures nécessaires pour supprimer la possibilité d'une telle éventualité. Entre ces deux puissances, nous avons élevé un mur, sous la forme de la terreur qu'elles éprouvent l'une pour l'autre. Ainsi la puissance aveugle de la populace reste pour nous un appui. Nous seuls serons ses chefs et la guiderons vers notre but.

### **Le contact avec les masses**

Afin que la main de l'aveugle ne puisse se libérer de notre étreinte, nous devons être en contact permanent avec les masses, sinon personnellement, du moins par l'intermédiaire de nos frères les plus fidèles. Lorsque nous serons devenus un pouvoir

reconnu, nous nous adresserons personnellement au peuple, sur les places publiques, et nous ferons son éducation politique dans le sens qui nous conviendra.

Comment pourrons-nous contrôler ce qui est enseigné au peuple dans les écoles de campagne ? En tout cas, il est certain que ce qui est dit par le délégué du gouvernement, ou par le souverain lui-même, ne peut manquer d'être connu de toute la nation, la voix du peuple le répandant aussitôt.

### **L'organisme libéral est entre nos mains**

Afin de ne pas détruire prématurément les institutions des Gentils, nous les avons touchées de notre main expérimentée, et nous avons saisi l'extrémité des ressorts de leur mécanisme. Ceux-ci fonctionnaient autrefois suivant un ordre sévère, mais juste ; nous y avons substitué un organisme libéral dérégulé. Nous avons mis la main sur la juridictions, les manœuvres électorales, sur la direction de la presse, sur le développement de la liberté individuelle, et, ce qui est plus important encore, sur l'éducation, principal appui de l'existence libre.

### **Corrompre les Goïm<sup>[1]</sup> et contourner leurs lois**

Nous avons abêti et corrompu la génération actuelle des Gentils en lui enseignant des principes et des théories que nous savions entièrement faux, mais que nous lui avons nous-mêmes inculqués. Sans amender, en réalité, les lois déjà en vigueur, mais simplement en les contournant et en les interprétant ainsi que ne l'avaient pas prévu ceux qui les ont conçues, nous avons obtenu un résultat extraordinairement utile.

## **Savoir interpréter les lois**

On peut, tout d'abord, constater ces résultats dans le fait que notre interprétation cacha le sens réel des lois, et les rendit, par suite, si inintelligibles qu'il fut impossible au gouvernement de démêler un Code aussi confus.

De là est sortie la théorie de ne pas s'attacher à la lettre de la loi, mais de juger d'après sa conscience.

## **De l'utilité des voies souterraines**

On nous objectera que les nations pourraient prendre les armes contre nous si, nos plans étaient prématurément découverts ; mais, en vue de cette possibilité, nous pouvons nous reposer sur la mise en action d'une force si formidable qu'elle ferait frémir les hommes les plus braves. D'ici là, des chemins de fer métropolitains et des passages souterrains seront construits dans toutes les villes. De ces lieux souterrains, nous ferons sauter toutes les cités du monde, avec leurs institutions et leurs documents.

- 
1. [↑](#) «...L'expression "les Peuples des nations en l'homme" signifie les attributs, les désirs (kilim) qu'il n'est pas possible d'utiliser jusqu'au parachèvement de la réparation. Seul le travail sur les désirs "Israël" est possible. "Israël" correspond aux kilim, aux attributs altruistes. Le terme "Goïm" correspond aux kilim se caractérisant par l'attribut du recevoir, aux attributs d'égoïsme.

Après la réparation de tous les attributs en l'homme, tous les kilim d'Israël et des Goïm doivent s'unir et ressentir le Créateur pleinement (parfaitement). Avant cela, la réparation doit être effectuée par Israël qui doit procéder le premier à sa réparation. À mesure qu'Israël se répare, il rapproche également les Peuples des

nations de leur réparation.»

Rav Mikhael Laitman – Entretien du 19 octobre 2000 ; Traduction : N. Baron, Bnei Baruch, Paris



## **Dixième protocole**

### **Nécessité du camouflage**

Aujourd'hui, je commencerai par répéter ce qui a été dit précédemment, et je vous prie tous de vous souvenir qu'en politique les gouvernements et les nations sont satisfaits par le côté apparent de toute chose. Et comment auraient-ils le temps d'en examiner le côté intérieur, alors que leurs représentants ne songent qu'aux plaisirs ?

Il est de la plus haute importance pour notre politique de ne pas perdre de vue le détail ci-dessus mentionné qui nous sera d'un grand secours lorsque nous discuterons des questions telles que la répartition des pouvoirs, la liberté de la parole, la liberté de la presse et de la religion, le droit d'association, l'égalité devant la loi, l'inviolabilité de la propriété et du domicile, la question de l'impôt (l'idée d'un impôt secret) et la force rétroactive des lois.

Toutes les questions analogues sont d'une nature telle qu'il ne serait pas prudent de les discuter ouvertement devant le peuple ; cependant, au cas où il deviendrait nécessaire d'en parler à la

foule, il ne faut pas les énumérer, mais faire, sans entrer dans le détail, des exposés concernant les principes de droit moderne, comme étant reconnus par nous.

L'importance des réticences réside dans le fait qu'un principe non ouvertement proclamé nous laisse la liberté d'action, tandis que ce même principe, une fois déclaré, peut être considéré comme établi.

### **La fortune sourit aux audacieux**

La nation tient en grand respect la puissance d'un génie politique ; elle supporte ses actes les plus hardis et les commente ainsi : « Quelle escroquerie, mais qu'elle a été bien faite, et avec quel courage ! »

Nous comptons, en attirant toutes les nations, travailler à construire les fondations d'un nouvel édifice dont nous avons fait les plans. Pour cela, il nous faut acquérir le concours d'agents hardis et audacieux, capables de surmonter tous les obstacles qui entraveraient notre marche.

### **Importance du mensonge et du vote**

Quand nous ferons notre « coup d'État », nous dirons au peuple : « tout a très mal marché jusqu'ici, vous avez tous souffert ; nous détruisons, maintenant, la cause de vos souffrances, à savoir : les patries, les frontières et les valeurs financières nationales. Certes, vous serez libres de nous condamner, mais votre jugement sera-t-il juste, si vous le prononcez sans avoir expérimenté ce que nous pouvons faire pour votre bien ? »

Alors, dans un élan d'espoir et d'exultation, ils nous porteront en triomphe sur leurs épaules. La puissance du vote — dont nous avons investi les membres les plus insignifiants de l'humanité en organisant des réunions et des conventions réglées d'avance — jouera alors son dernier rôle ; cette puissance, au moyen de laquelle nous sommes montés sur le trône, s'acquittera de sa dernière dette envers nous en témoignant de son anxiété de voir le résultat de notre proposition avant de prononcer son jugement.

### **Le suffrage universel, arme de choc**

Pour obtenir la majorité absolue, il faudra que nous amenions tout le monde à voter, sans distinction de classes. On n'obtiendrait pas cette majorité par les seules classes instruites ou par une société divisée en castes.

### **La famille doit disparaître**

Après avoir ainsi rempli l'esprit de l'homme de sa propre importance, nous détruirons la vie de famille des Gentils et son influence éducatrice ; nous empêcherons les hommes de valeur de percer, et, sous notre direction, la populace les tiendra sous le joug et ne leur permettra pas même d'exposer leurs plans.

La foule a l'habitude de nous écouter, nous qui payons son attention et son obéissance.

Nous créerons, par ces moyens, une force si aveugle qu'elle ne sera jamais capable de prendre aucune décision sans l'avis de nos agents, placés par nous pour la guider.

La foule se soumettra donc à ce système, parce qu'elle saura que ses gages, ses gains et tous autres bénéfices lui viendront par



ces guides.

### **L'unité de commandement est nécessaire**

Le système de gouvernement doit être l'œuvre d'une seule tête, parce qu'il serait impossible de le consolider s'il était l'œuvre combinée de nombreuses intelligences. C'est pourquoi il ne nous est permis de connaître que le plan d'action, mais nous ne devons, en aucune façon, le discuter, sous peine d'en détruire l'efficacité, les fonctions de ses différentes parties et le sens pratique de chacun de ses points. Si de tels plans étaient mis en discussion et altérés par des passages répétés au scrutin de vote, ils seraient déformés par suite des conceptions erronées des électeurs qui n'auraient pas approfondi leur signification. Il est donc nécessaire que nos plans soient décisifs et logiquement conçus.

C'est la raison pour laquelle il ne faut pas lancer à la foule, ni même à une petite coterie, pour qu'elle soit mise en pièces, la grande œuvre de notre chef. Ces plans ne bouleverseront pas pour l'instant les institutions existantes. Ils ne changeront que leur théorie économique, et, partant, toute la marche de leurs procédures qui suivront alors inévitablement le chemin prescrit par nos plans.

### **Saper les institutions de l'État**

Les mêmes institutions existent dans tous les pays ; leurs noms seuls diffèrent : les Chambres, les Ministères, le Sénat, un Conseil privé, des Départements législatif et administratif.

Je n'ai pas à vous expliquer le mécanisme qui relie ces

diverses institutions, il vous est déjà bien connu. Retenez seulement que chacune des institutions susnommées correspond à quelque fonction importante du gouvernement. (J'applique le mot « importante » non pas aux institutions, mais à leurs fonctions.)

Toutes ces institutions se sont partagé toutes les fonctions du gouvernement, c'est-à-dire le pouvoir administratif, le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Et leurs fonctions sont devenues semblables à celles des différents organes du corps humain.

Si nous portons atteinte à quelque partie que ce soit de la machine gouvernementale, l'État tombera malade, comme le ferait un corps humain, et il mourra.

### **Le libéralisme, ce poison mortel**

Lorsque nous eûmes injecté le poison du libéralisme dans l'organisation de l'État, sa complexion politique changea ; les États furent infectés d'une maladie mortelle : la décomposition du sang. Il ne reste plus qu'à attendre la fin de leur agonie.

### **Les tares des états constitutionnels**

Le libéralisme donna naissance aux gouvernements constitutionnels qui prirent la place de l'autocrate — la seule forme de gouvernement saine pour les Gentils. Toute constitution, comme vous le savez par vous-mêmes, n'est autre chose qu'une école de dissensions, de mauvaise entente, de querelles et d'agitations inutiles de partis ; en résumé, c'est l'école de tout ce qui affaiblit la force du gouvernement. La tribune comme la presse tendirent à rendre les gouvernants inactifs et faibles, et, par conséquent, inutiles et superflus ; c'est pourquoi ils furent

déposés dans bien des pays.

L'institution d'une ère républicaine devint alors possible, et nous remplaçâmes le souverain par sa caricature en la personne d'un président tiré par nous de la foule et choisi parmi nos créatures et nos esclaves.

C'est de cette manière que nous avons posé la mine sous les Gentils, ou, mieux, sous les nations des Gentils.

### **Des présidents responsables...**

Dans un avenir prochain, nous rendrons le président responsable.

Nous appliquerons hardiment alors, et sans scrupule, les plans dont notre « dummy » (celui qui fait « le mort » au whist) sera responsable. Que nous importe si les rangs des coureurs de places s'éclaircissent, s'il s'élève des troubles parce qu'on ne peut trouver de président — troubles qui finiront par désorganiser le pays ?

### **...réduits au rôle de pantins**

Pour arriver à de tels résultats, nous prendrons nos mesures, afin qu'on nomme des présidents ayant à leur passif un scandale comme le « Panama », ou quelque autre affaire louche du même genre. Un président de cet acabit sera le fidèle exécuter de nos plans, parce qu'il craindra d'être découvert, et sera dominé par cette peur qui s'empare toujours d'un homme parvenu au pouvoir et qui désire vivement conserver les privilèges et les honneurs que lui confère sa haute charge. La Maison des Représentants élira, protégera et masquera le président ; mais nous retirerons à

cette chambre son pouvoir d'introduire et de modifier les lois.

Nous donnerons ce pouvoir au président responsable, qui sera comme une marionnette entre nos mains. Le pouvoir du président deviendra, en pareil cas, une cible exposée à toutes sortes d'attaques, mais nous lui donnerons un moyen de défense dans son droit d'appel au peuple par-dessus la tête des députés de la nation, c'est-à-dire qu'il en appellera directement au peuple composé de nos esclaves aveugles — la majorité de la populace.

De plus, nous conférerons au président le pouvoir de proclamer la loi martiale. Nous expliquerons cette prérogative par le fait que le président, étant le chef de l'armée, doit la tenir sous son autorité pour protéger la nouvelle Constitution républicaine ; il doit sa protection à cette Constitution dont il est le représentant responsable.

### **Contrôle de la législation**

Il est clair que, dans de telles conditions, la clef de la situation intérieure sera entre nos mains, et nul autre que nous ne contrôlera la législation.

### **Pour une nouvelle Constitution démocratique**

De plus, quand nous instaurerons la nouvelle Constitution républicaine, sous prétexte de secret d'État, nous priverons la Chambre de son droit de discuter l'opportunité des mesures prises par le gouvernement. Par cette nouvelle Constitution, nous réduirons également au minimum le nombre des représentants de la nation, diminuant ainsi du même coup, d'un nombre équivalent, les passions politiques, et la passion de la politique. Si, en dépit

de tout, ils se montraient récalcitrants, nous supprimerions les derniers représentants en faisant appel à la nation. Le président aura la prérogative de nommer le président et le vice-président de la Chambre des députés et du Sénat. Nous substituerons aux sessions permanentes des Parlements des sessions de quelques mois seulement. En outre, le président, comme chef du pouvoir exécutif, aura le droit de convoquer et de dissoudre le Parlement, et, en cas de dissolution, de différer la convocation d'un nouveau Parlement.

Mais, afin que le président ne soit pas tenu pour responsable des conséquences de ces actes, à proprement parler illégaux, avant que nos plans soient parvenus à maturité, nous convaincrions les ministres et les autres hauts personnages officiels qui entourent le président, de dénaturer ses ordres en lançant des instructions à leur guise, ce qui les obligera à assumer une responsabilité qui incombait au président. Nous recommanderons, tout particulièrement, de confier cette fonction au Sénat, au Conseil d'État ou au Conseil des Ministres, mais non à des individus. Sous notre direction, le président interprétera les lois qui pourraient être comprises de plusieurs manières.

De plus, il annulera les lois au cas où cela nous paraîtrait opportun. Il aura également le droit de proposer de nouvelles lois temporaires et même des modifications dans l'œuvre constitutionnelle du gouvernement, invoquant pour cela les exigences de la prospérité du pays.

### **L'autocratie juive**

De telles mesures nous permettront de retirer graduellement tous les droits et toutes les concessions que nous aurions pu être

tout d'abord contraints d'accorder en nous arroyant le pouvoir. Nous aurons été obligés de les introduire dans la Constitution des gouvernements pour dissimuler l'abolition progressive de tous les droits constitutionnels, lorsque l'heure viendra de substituer notre autocratie à tous les gouvernements existants.

### **Vers le règne d'un souverain juif**

Il est possible que notre autocrate soit reconnu avant l'abolition de Constitutions, autrement dit, la reconnaissance de notre gouvernement partira du moment où le peuple, déchiré par les discordes et souffrant de la faillite de ses dirigeants (faillite préparée par nous), vociférera : « Déposez-les, et donnez-nous un chef mondial qui puisse nous unir et détruire toutes les causes de dissensions, c'est-à-dire les frontières, les nationalités, les religions, les dettes d'État, etc., un chef qui puisse nous donner la paix et le repos que nous ne pouvons trouver sous le gouvernement de nos souverains et de nos représentants ».

### **Les Loges, instrument de contagion**

Mais vous le savez parfaitement bien vous-mêmes, pour que la multitude en arrive à hurler cette requête, il faut que dans tous les pays on trouble continuellement les relations qui existent entre le peuple et les gouvernements, — les hostilités, les guerres, les haines, et même le martyre de la faim et du besoin, des maladies inoculées, et cela à un tel degré que les Gentils ne voient d'autre issue à leurs malheurs qu'un appel à notre argent et à notre complète souveraineté.

Mais si nous donnons à la nation le temps de se ressaisir, il est

peu probable que pareille opportunité se représente.



## **Onzième protocole**

### **Fondements de la nouvelle Constitution**

Le Conseil d'État sanctionnera la puissance du souverain. En tant que corps législatif officiel, il sera, pour ainsi dire, un Comité destiné à lancer les ordres des gouvernants.

Voici donc un programme de la Constitution nouvelle que nous préparons au monde.

Nous ferons les lois, définirons les droits constitutionnels et administratifs : 1° au moyen d'édits de la Chambre législative, proposés par le président ; 2° au moyen d'ordres généraux et d'ordres du Sénat et du Conseil d'État, et au moyen des décisions du Cabinet, et, 3° lorsque le moment opportun se présentera, au moyen d'un coup d'État.

### **Notre révolution**

Ayant ainsi déterminé les grands traits de notre plan d'action, nous allons discuter les détails qui peuvent nous être nécessaires pour accomplir la révolution dans tous les rouages de la machine de l'État, suivant le sens que j'ai déjà indiqué. Par ces détails, j'entends la liberté de religion, l'élection des représentants du peuple, et bien d'autres droits qui auront à disparaître de la vie courante des hommes. S'ils ne disparaissent pas tous entièrement,

ils devront être radicalement transformés dès le lendemain du jour où sera proclamée la Constitution nouvelle. Ce serait seulement à ce moment précis qu'il n'y aurait plus aucun danger pour nous à faire connaître toutes les innovations, et cela pour la raison suivante : tout changement apparent, en un autre temps, pourrait être dangereux, parce que s'il était introduit par la force, et mis en vigueur strictement et sans discernement, il tendrait à exaspérer le peuple qui redouterait de nouveaux changements dans des conditions semblables. D'autre part, si ces changements devaient nous obliger à accorder plus de concessions encore, le peuple dirait que nous reconnaissons nos erreurs, et cela pourrait ternir la gloire de l'infailibilité du nouveau pouvoir. Il pourrait également dire que nous avons été effrayés et contraints de céder. Et si tel était le cas, le monde ne nous remercierait jamais, parce qu'il considère comme son droit d'obtenir toujours des concessions. Si l'une ou l'autre de ces impressions agissait sur l'esprit du public, ce serait un immense danger pour le prestige de la Constitution nouvelle.

Il est essentiel pour nous que, dès cette proclamation, tant que le peuple souffrira encore du brusque changement et sera dans un état de terreur et d'indécision, il se rende compte que nous sommes si puissants, si invulnérables, si pleins de force, qu'en aucun cas nous ne prendrons ses intérêts en considération. Nous tiendrons à ce qu'il soit convaincu que non seulement nous ignorons ses opinions et ses désirs, mais que nous serons prêts à tout moment et en tous lieux à réprimer énergiquement toute manifestation ou toute velléité d'opposition. Nous ferons entendre au peuple que nous avons pris tout ce que nous désirions et que nous ne lui permettrons jamais de partager le pouvoir avec nous. Alors, la crainte lui fermera les yeux, et il attendra



patiemment la suite des événements.

### **Loups et moutons**

Les Gentils sont comme un troupeau de moutons — nous sommes les loups. Et savez-vous ce que font les moutons lorsque les loups pénètrent dans la bergerie ? Ils ferment les yeux. Nous les amènerons à faire de même, car nous leur promettons de leur rendre toutes leurs libertés après avoir asservi tous les ennemis du monde et obtenu la soumission de tous les partis. J'ai à peine besoin de vous dire combien de temps ils auront à attendre le retour de leurs libertés.

### **Ce que cachent les Loges**

Pour quelle raison avons-nous été conduits à imaginer notre politique et à l'implanter chez les Gentils ? Nous la leur avons inculquée sans leur en laisser comprendre le sens intime. Qu'est-ce qui nous a poussés à adopter une telle ligne de conduite, sinon ce fait que, race disséminée, nous ne pouvions atteindre notre objet par des moyens directs, mais seulement par des moyens détournés ? Telle fut la cause réelle de notre organisation de la Maçonnerie, dont ces pourceaux de Gentils n'ont pas approfondi le sens, ni même soupçonné le but. Ils sont attirés par nous dans la multitude de nos Loges, qui paraissent être uniquement maçonniques pour jeter de la poudre aux yeux de leurs camarades.

Par la miséricorde de Dieu, son peuple élu fut dispersé, et cette dispersion, qui parut au monde comme notre faiblesse, a constitué toute notre puissance, laquelle nous a conduits au seuil

de la souveraineté universelle.

Il nous reste peu de chose à ajouter à ces fondations pour atteindre notre but.



## **Douzième protocole**

### **La liberté**

Le mot « liberté », qui peut être interprété de diverses manières, nous le définirons ainsi :

« La liberté est le droit de faire ce qui est permis par la loi ». Une telle définition nous sera utile en ce sens qu'elle nous réserve de déterminer où il y a et où il n'y aura pas de liberté, pour la simple raison que la loi permettra seulement ce qui peut satisfaire nos désirs.

### **La presse**

Envers la presse, nous nous conduirons de la manière suivante : — Quel est actuellement le rôle joué par la presse ? Elle sert à déchaîner sur les peuples les plus violentes passions, ou, quelquefois, des luttes égoïstes de partis qui peuvent être nécessaires à nos desseins.

Elle est souvent creuse, injuste, fausse, et la plupart ne comprennent en rien ses intentions véritables. Nous la mettrons sous le joug et la conduirons avec des rênes solides ; nous

devrons également nous assurer le contrôle de toutes les formes de publications. Il ne serait d'aucune utilité pour nous de contrôler les journaux, si nous restions exposés aux attaques des brochures et des livres. Nous ferons du produit de la publicité, actuellement si coûteuse, une ressource avantageuse pour notre gouvernement, en introduisant un droit de timbre spécial et en contraignant les éditeurs et les imprimeurs à nous verser une caution afin de garantir notre gouvernement contre toutes espèces d'attaques de la part de la presse.

En cas d'attaque, nous répondrions de tous côtés par des amendes. Ces mesures, timbres, cautions, amendes, seront une importante source de revenus pour le gouvernement.

Certainement, des organes de partis ne regarderont pas à payer de fortes amendes, mais, après une seconde attaque sérieuse contre nous, nous les supprimerons totalement. Nul ne pourra impunément toucher au prestige de notre infaillibilité politique. Pour interdire une publication, nous trouverons le prétexte suivant : — la publication qui vient d'être supprimée excitait, dirons-nous, l'opinion publique, sans aucune raison ou aucun fondement. Je vous prie de bien remarquer que, parmi les publications agressives, se trouveront celles qui auront été créées par nous dans ce dessein ; mais ces dernières n'attaqueront notre politique que sur les points où nous nous serons proposé un changement.

### **La censure**

Aucune information n'atteindra la société sans passer par notre contrôle. Ceci est déjà pour nous un point acquis par le fait que toutes les nouvelles sont reçues de toutes les parties du monde

par un petit nombre d'agences qui les centralisent. Lorsque nous serons arrivés au pouvoir, ces agences nous appartiendront entièrement et ne publieront que les nouvelles qu'il nous plaira de laisser paraître.

Si, dans les conditions actuelles, nous avons réussi à obtenir, sur la société des Gentils, un contrôle tel qu'elle n'entrevoie les affaires du monde qu'à travers des lunettes colorées que nous lui avons mises devant les yeux ; si, dès maintenant, aucune barrière ne peut nous empêcher de pénétrer les secrets d'État, ainsi que les nomme la stupidité des Gentils, quelle ne sera pas notre situation, lorsque nous serons officiellement reconnus comme les dirigeants du monde, dans la personne de notre Empereur mondial ?

Revenons à l'avenir de la presse. Celui qui voudra devenir éditeur, libraire ou imprimeur, devra obtenir un certificat et une licence qui, en cas de désobéissance, lui seraient retirés.

Les canaux par lesquels la pensée humaine trouve son expression seront mis entre les mains de notre gouvernement, qui les utilisera comme organe éducateur et qui empêchera ainsi le public d'être dérouté par le « progrès » idéalisateur et par le libéralisme.

## **Le progrès**

Qui d'entre nous ne sait que cet insigne bienfait mène tout droit à l'utopie d'où naquirent l'anarchie et la haine de l'autorité ? Et cela pour la simple raison que le « progrès », ou plutôt l'idée d'un progrès libéral, donne aux hommes des pensées différentes d'émancipation, sans leur assigner aucune limite. Tous les soi-

disant libéraux sont des anarchistes, sinon dans leurs actes, du moins dans leurs idées. Chacun d'eux court après le fantôme de la liberté, pensant qu'il peut faire tout ce qui lui plaît, c'est-à-dire tombant dans un état d'anarchie pour autant qu'il fait de l'opposition par pur amour de l'opposition.

### **Littérature et journalisme**

Discutons maintenant sur la publication des livres. Nous les taxerons de la même manière que les quotidiens — autrement dit par le moyen de timbres de régie et de cautions.

Mais, sur les livres de moins de 300 pages, nous doublerons l'impôt. Nous rangerons cette sorte de livre parmi les brochures, de manière à restreindre la publication des périodiques qui constituent la forme la plus virulente du poison imprimé. Ces mesures obligeront également les écrivains à publier de si longs ouvrages qu'ils seront peu lus du public, surtout en raison de leur prix élevé. Nous-mêmes publierons des livres bon marché, afin d'instruire et de fixer l'esprit public dans le sens qui nous convient. L'impôt réduira la production de la littérature sans sujet spécial, purement récréative ; et le fait qu'ils seront responsables devant la loi mettra les auteurs entre nos mains. Celui qui voudrait nous attaquer avec sa plume ne trouverait pas d'éditeur.

Avant d'imprimer un ouvrage quelconque, l'éditeur ou l'imprimeur devra obtenir des autorités un permis de publier ledit ouvrage. Ainsi nous connaissons d'avance toute conspiration contre nous, et nous pourrons la frapper à la tête en prévenant le complot et en publiant une explication.

La littérature et le journalisme sont les deux puissances

d'éducation les plus importantes ; pour cette raison, notre gouvernement achètera le plus grand nombre de périodiques.

Nous neutraliserons ainsi la mauvaise influence de la presse indépendante, et nous acquerrons un empire énorme sur l'esprit humain. Si nous permettons dix périodiques privés, nous en lancerons trente nous-mêmes, et ainsi de suite.

Mais le public ne doit pas avoir de ces mesures le plus léger soupçon ; aussi, les périodiques par nous publiés devront paraître de vues et d'opinions contradictoires, inspirant ainsi confiance et présentant une forme attrayante à nos ennemis sans défiance, qui tomberont de la sorte dans notre piège et seront désarmés.

Au premier rang, nous placerons la presse officielle. Elle veillera constamment à la défense de nos intérêts, et, par suite, son influence sur le public sera relativement insignifiante. Au second rang, nous placerons la presse semi-officielle, dont le devoir sera d'attirer les tièdes et les indifférents. Au troisième rang, nous placerons la presse qui se donnera l'air de nous faire opposition et qui, dans l'une de ses publications, semblera notre adversaire. Nos véritables ennemis croiront à la sincérité de cette opposition et nous laisseront voir leurs cartes.

Tous les journaux défendront des partis différents — aristocratique, républicain, révolutionnaire et même anarchiste — mais, bien entendu, aussi longtemps seulement que dureront les Constitutions. Ces journaux, comme le dieu indien Vishnou, auront des centaines de mains dont chacune tâtera le pouls de la changeante opinion publique.

Quand le pouls s'accélélera, ces mains inclineront l'opinion publique vers notre cause, car un sujet nerveux est facilement

conduit et subit aisément toutes sortes d'influences.

Si quelques bavards s'imaginent qu'ils répètent l'opinion de l'organe de leur parti, ils ne répètent, en réalité, que notre propre opinion ou celle que nous désirons. En pensant qu'ils suivent leur journal, ils suivront, en réalité, le drapeau que nous ferons flotter devant eux.

Pour que notre armée de journaux puisse exécuter ce programme dans son esprit, à savoir soutenir les différents partis, il nous faudra organiser notre presse avec grand soin.

Sous le nom de « Commission centrale de la Presse », nous organiserons des meetings littéraires où nos agents, inaperçus, donneront le mot d'ordre et le mot de passe. En discutant et en contredisant notre politique, toujours superficiellement, bien entendu, sans toucher effectivement à aucune de ses parties essentielles, nos organes mèneront des débats simulés avec les journaux officiels, afin de nous donner un motif de définir nos plans avec plus d'exactitude que nous ne le pouvions faire dans nos programmes préliminaires. Mais ceci uniquement lorsqu'il y aura profit pour nous. Cette opposition de la presse nous servira également à faire croire au peuple que la liberté de la parole existe encore. A nos agents, elle donnera l'opportunité de montrer que nos adversaires portent contre nous des accusations dénuées de sens, puisqu'ils seront incapables de découvrir une base réelle pour réfuter notre politique.

De telles mesures, échappant à l'attention publique, seront les plus sûrs moyens de guider l'esprit du peuple et d'inspirer confiance en notre gouvernement.

Grâce à ces mesures, nous pourrons exciter ou calmer l'esprit public sur les questions politiques, lorsque cela nous deviendra

nécessaire ; nous pourrons le persuader ou le dérouter en imprimant de vraies ou de fausses nouvelles, des événements exacts ou contradictoires, suivant la convenance de nos desseins. Les informations que nous publierons dépendront de la disposition actuelle du peuple à accepter telle sorte de nouvelles, et nous examinerons toujours soigneusement le terrain avant d'y mettre le pied.

Les restrictions que nous imposerons — comme je l'ai dit — aux publications privées nous permettront de rendre certaine la défaite de nos ennemis, parce qu'ils n'auront aucun organe de presse à leur disposition au moyen duquel ils pourraient donner libre cours à leurs opinions. Nous n'aurons même pas à faire une réfutation totale de leurs affirmations.

Les ballons d'essai que nous lancerons dans le troisième rang de notre presse seront, s'il est nécessaire, réfutés par nous d'une manière semi-officielle.

### **La franc-maçonnerie et la presse**

Déjà il existe dans le journalisme français un système d'entente maçonnique pour donner les mots d'ordre. Tous les organes de la presse sont liés par des secrets professionnels mutuels, à la manière des anciens augures. Aucun de ses membres ne dévoilera sa connaissance du secret, si l'ordre n'a pas été donné de le rendre public. Pas un seul éditeur n'aura le courage de trahir le secret qui lui a été confié, car nul n'est admis dans le monde littéraire s'il ne porte la marque de quelque acte ténébreux dans son passé. Au moindre signe d'insoumission, la tache serait aussitôt révélée. Tant que ces marques restent connues du petit nombre seulement, le prestige du journaliste



attire l'opinion publique à travers le pays tout entier. Le peuple le suit et l'admire.

### **Les provinces**

Nos plans doivent principalement s'étendre à la province. Il nous est indispensable d'y créer des idées et des opinions telles qu'à un moment donné nous les puissions lancer contre la capitale, en les présentant comme les vues neutres des provinces.

Évidemment, la source et l'origine de ces idées ne seraient pas changées — elles seraient nôtres.

Il est pour nous de toute nécessité qu'avant notre prise de possession du pouvoir les grandes villes soient, pendant quelque temps, sous l'influence de l'opinion des provinces, c'est-à-dire qu'elles connaissent l'opinion de la majorité, opinion par nous préparée. Il nous est nécessaire que les capitales, au moment critique et psychologique, n'aient pas le temps de discuter un fait accompli, mais qu'elles l'acceptent simplement parce qu'il a été approuvé par une majorité dans les provinces.

### **Un régime infallible**

Lorsque nous arriverons à la période du nouveau régime — c'est-à-dire pendant la période transitoire qui précédera notre souveraineté — , nous ne permettrons à la presse de publier aucun compte rendu d'affaires criminelles ; il faut que le peuple pense que le nouveau régime est si satisfaisant que le crime même n'existe plus.

Là où le crime sera commis, il ne devra être connu que de la victime et de ceux qui, par hasard, en auront été les témoins, mais

de ceux-là seuls.



## **Treizième protocole**

### **Nos serviteurs**

Le besoin du pain quotidien obligera les Gentils à tenir leurs langues et à rester nos humbles serviteurs. Ceux des Gentils que nous pourrions occuper dans notre presse discuteront, sous nos ordres, les faits que nous ne jugerions pas à propos de discuter dans notre gazette officielle. Et, tandis que tous les genres de discussion et de débats auront lieu de la sorte, nous ferons passer les lois dont nous aurons besoin, puis nous les présenterons au public comme un fait accompli.

Nul n'osera demander que ce qui a été décidé soit abrogé, tout spécialement parce que nous aurons tout coloré de notre intention d'aider au progrès. Alors, la presse détournera l'attention du public par de nouvelles propositions. Vous savez vous-mêmes que nous avons toujours appris au peuple à rechercher de nouvelles émotions.

### **L'opinion publique**

Des aventuriers politiques, sans cervelle, précipiteront la discussion de nouveaux problèmes, semblables à ceux qui, même de nos jours, ignorent ce dont ils parlent. Les problèmes politiques ne sont pas destinés à être connus du commun des

mortels ; ils ne peuvent être compris, comme je l'ai dit plus haut, que des gouvernements qui ont, depuis des siècles, dirigé les affaires. De tout ceci, vous pouvez conclure que nous n'en déférerons à l'opinion publique que pour faciliter le travail de notre machinerie. Vous pouvez également remarquer que nous cherchons l'approbation sur les diverses questions non par des actes, mais par des paroles. Nous affirmons continuellement que, dans toute la mesure possible, nous sommes guidés par l'espoir et la certitude de servir le bien public.

### **Commerce et industrie**

Afin de détourner les gens agités des questions politiques, nous leur fournirons de nouveaux problèmes, concernant le commerce et l'industrie, par exemple. Qu'ils s'excitent sur ces questions tant qu'ils voudront. Les masses ne consentent à s'abstenir et à se détacher de ce qu'elles croient être l'action politique que si nous leur procurons de nouveaux amusements : le commerce, par exemple, que nous essayons de leur faire passer comme question politique. Nous-mêmes avons amené les masses à prendre part à la politique pour nous assurer leur appui dans notre campagne contre les gouvernements des Gentils.

### **Distraire pour mieux tromper**

Pour les empêcher de se découvrir une nouvelle ligne de conduite en politique, nous les distrairons également par toutes sortes de divertissements : jeux, passe-temps, passions, maisons publiques.

Nous allons bientôt lancer des annonces dans les journaux,

invitant le peuple à prendre part à des concours de tout genre : artistiques, sportifs, etc. Ces nouveaux divertissements distrairont définitivement l'esprit public des questions qui pourraient nous mettre en conflit avec la populace. Comme le peuple perdra graduellement le don de penser par lui-même, il hurlera avec nous, pour cette raison bien simple que nous serons les seuls membres de la société à même d'avancer des idées nouvelles ; ces voies inconnues seront ouvertes à la pensée par des intermédiaires qu'on ne pourra soupçonner être des nôtres.

### **Crédulité des Goïm**

Le rôle des idéalistes libéraux sera définitivement terminé quand notre gouvernement sera reconnu. Jusque-là, ils nous rendront grand service, et c'est pourquoi nous essayerons d'incliner l'esprit public vers toutes sortes de théories fantastiques qui pourraient être avancées ou libérales. C'est nous qui avons, avec un succès complet, tourné les têtes sans cervelle des Gentils vers le socialisme, par nos théories progressistes ; on ne trouverait pas parmi les Gentils un seul homme capable de s'apercevoir que, hors les cas où il s'agit de découvertes matérielles ou scientifiques, il y a toujours derrière le mot « progrès » un leurre quelconque. Car il n'existe qu'un seul enseignement vrai dans lequel le « progrès » n'a point de place. Le progrès, comme toute idée fausse, sert à cacher la vérité pour que personne ne la sache que nous, le Peuple élu de Dieu, pour en être le gardien.

### **Le monde aux mains des Juifs**

Lorsque nous aurons le pouvoir, nos orateurs discuteront les grands problèmes qui ont bouleversé l'humanité que nous amènerons, enfin, sous notre joug béni.

Qui se doutera alors que tous ces problèmes furent lancés à notre instigation, pour servir un plan politique que nul n'aura saisi durant tant de siècles ?



## **Quatorzième protocole**

### **La religion juive seule tolérée**

Quand nous serons les maîtres de la terre, nous ne tolérerons aucune religion que la nôtre, c'est-à-dire une religion n'admettant qu'un seul Dieu à qui notre destin est lié par l'élection qu'il fit de nous, et par qui est également déterminé le destin du monde.

Il faut, pour cette raison, que nous abolissions toutes les professions de foi. Si, momentanément, le résultat obtenu est de faire des athées, notre but n'en sera pas contrarié, mais cela servira d'exemple aux générations futures qui écouteront notre enseignement sur la religion de Moïse, religion dont la doctrine ferme et bien réfléchie nous imposa le devoir de mettre toutes les nations sous nos pieds.

En agissant ainsi, nous insisterons également sur les vérités mystiques de l'enseignement mosaïque, desquelles dépend, dirons-nous, toute valeur éducative.

## La paix dans l'esclavage

Puis, nous publierons, en toute occasion, des articles dans lesquels nous comparerons notre avantageuse autorité à celle du passé. L'état de bénédiction et de paix qui existera alors, bien qu'il sera le fruit de longs siècles de perturbation, mettra encore en relief le bienfait de notre nouveau gouvernement. Nous exposerons, sous les couleurs les plus vives, les erreurs commises par les Gentils dans leur administration. Nous soulèverons un tel dégoût pour l'ancien régime que les nations préféreront la paix dans l'esclavage aux droits que lui donnerait la liberté si haut exaltée, mais qui les a si cruellement torturés, qui a épuisé les sources de l'existence humaine et vers lesquels poussait seule, à vrai dire, une troupe d'aventuriers qui ne savaient pas ce qu'ils faisaient.

Les inutiles changements de gouvernement auxquels nous aurons poussé les Gentils, pour ruiner leur édifice gouvernemental, auront tellement fatigué les peuples, qu'ils préféreront tout endurer de nous dans la crainte d'avoir à souffrir, de nouveau, les tourments et les malheurs qu'ils auront subis. Nous attirerons une attention spéciale sur les erreurs historiques des gouvernements des Gentils, erreurs qui les conduisirent à martyriser l'humanité durant tant de siècles, parce qu'ils n'entendaient rien à ce qui concerne le vrai bonheur de la vie humaine, étant constamment à la recherche de plans fantastiques de bien-être social. Car les Gentils ne se sont pas aperçus que leurs plans, au lieu d'améliorer les rapports des hommes entre eux, n'ont servi qu'à les rendre de plus en plus mauvais.

Cependant, ces rapports mutuels sont la base même de l'existence humaine. Toute la force de nos principes et des

mesures que nous prendrons pour les appliquer consistera en ce que nous les interpréterons en les mettant en contraste lumineux avec le régime tombé des anciennes conditions sociales.

### **Notre religion et ses mystères**

Nos philosophes exposeront tous les désavantages des religions des Gentils, mais personne ne jugera jamais notre religion de son vrai point de vue, parce que personne n'en aura jamais une connaissance complète, à part les nôtres, qui ne se hasarderont, dans aucun cas, à en dévoiler les mystères.

### **Littérature malsaine et littérature de l'avenir**

Dans les pays soi-disant dirigeants, nous avons fait circuler une littérature malsaine, ordurière et dégoûtante. Nous continuerons à laisser prévaloir cette littérature pendant un court espace de temps, après l'établissement de notre gouvernement, afin qu'elle fasse ressortir d'une manière plus frappante le contraste des enseignements que nous donnerons du pinacle où nous serons élevés. Nos savants, instruits tout exprès pour diriger les Gentils, feront des discours, tireront des plans, ébaucheront des mots et écriront des articles au moyen desquels nous influencerons les esprits, les inclinant vers la science et les idées qui nous conviendront.



## **Quinzième protocole**

## **Organiser la révolution mondiale**

Quand nous aurons obtenu le pouvoir, par des coups d'État préparés par nous, de façon à ce qu'ils se produisent simultanément dans tous les pays, et aussitôt après que les gouvernements respectifs de ces derniers auront été officiellement proclamés incapables de gouverner le peuple — il pourra s'écouler un temps considérable, tout un siècle peut-être — nous ferons tous nos efforts pour empêcher les conspirations de se tramer contre nous.

## **La terreur n'épargnera pas les sociétés secrètes**

Pour atteindre ce but, nous emploierons l'impitoyable moyen des exécutions contre tous ceux qui pourraient prendre les armes contre l'établissement de notre pouvoir.

L'institution d'une nouvelle société secrète quelconque tombera aussi sous le coup de la peine de mort ; quant aux sociétés secrètes qui existent actuellement et qui nous sont connues, celles qui servent et ont servi notre cause, nous les dissoudrons et enverrons leurs membres en exil au bout du monde.

## **Ce qui attend les francs-maçons non juifs**

C'est de cette manière que nous agirons avec les francs-maçons Gentils qui pourraient en savoir plus long qu'il ne nous convient. Nous tiendrons dans une perpétuelle crainte de l'exil tels francs-maçons auxquels, pour une raison quelconque, nous ferions miséricorde.



Nous ferons passer une loi qui condamnera tous les anciens membres des sociétés secrètes à être exilés d'Europe, où sera le centre de notre gouvernement.

Les décisions de notre gouvernement seront irrévocables et nul n'aura le droit d'en appeler.

### **Terreur et autocratie**

Pour mettre sous la botte la société des Gentils, dans laquelle nous avons si profondément enraciné la discorde et les dogmes de la religion protestante, des mesures impitoyables devront être introduites. De telles mesures montreront aux nations que notre puissance ne peut être bravée. Nous ne devons tenir aucun compte des nombreuses victimes qui devront être sacrifiées afin d'obtenir la prospérité future.

Obtenir la prospérité, même au moyen de nombreux sacrifices, est le devoir d'un gouvernement qui comprend que les conditions de son existence ne consistent pas seulement dans les privilèges dont il jouit, mais aussi dans la pratique de son devoir.

Fortifier le prestige de son pouvoir est la condition principale de sa stabilité, et ce prestige ne peut s'obtenir que par une puissance majestueuse et inébranlable qui se montrerait inviolable et entourée d'un pouvoir mystique, par exemple, le pouvoir décrété par Dieu.

Telle fut, jusqu'à nos jours, l'autocratie russe, notre seule ennemie dangereuse, si nous ne comptons pas le Saint-Siège. Rappelez-vous le temps où l'Italie était inondée de sang ; elle ne toucha pas un cheveu de la tête de Sylla, bien que ce fût lui qui fit couler son sang.

Grâce à sa force de caractère, Sylla devint un dieu aux yeux du peuple, et son audacieux retour en Italie le rendit inviolable. La populace ne touchera pas celui qui l'hypnotise par son courage et sa force d'âme.

### **De l'utilisé des Loges**

Tant que nous n'aurons pas atteint le pouvoir, nous tâcherons de créer et de multiplier les Loges de francs-maçons dans toutes les parties du monde. Nous attirerons dans ces Loges tous ceux qui peuvent revêtir la mentalité publique ou qui en sont déjà revêtus, car ces Loges seront les principaux lieux où nous recueillerons nos renseignements en même temps qu'elles seront des centres de propagande.

### **La direction des Loges aux mains des Juifs**

Nous centraliserons toutes ces Loges sous une direction unique, connue de nous seuls et constituée par nos Sages. Ces Loges auront également leurs propres représentants, afin de masquer les véritables dirigeants. Et ces dirigeants auront seuls le droit de désigner les orateurs et de tracer l'ordre du jour. Dans ces Loges, nous resserrerons les liens de toutes les classes socialistes et révolutionnaires de la société. Les plans politiques les plus secrets nous seront connus, et, dès qu'ils seront formés, nous en dirigerons l'exécution.

### **L'espionnage, arme juive**

Presque tous les agents de la police internationale et secrète seront des membres de nos Loges.

Les services de la police sont d'une extrême importance pour nous, car ils peuvent masquer nos entreprises, inventer des explications plausibles du mécontentement des masses, aussi bien que punir ceux qui refusent de se soumettre.

### **Les Juifs, seuls maîtres des sociétés secrètes**

La plupart de ceux qui entrent dans les sociétés secrètes sont des aventuriers qui, pour une raison ou pour une autre, veulent se frayer un chemin dans la vie et qui ne sont point d'esprit sérieux.

Avec de tels hommes, il nous sera facile de poursuivre notre but et nous leur ferons mettre notre machine en mouvement.

Si le monde entier en est bouleversé, c'est qu'il nous était nécessaire de le bouleverser ainsi, afin de détruire sa trop grande solidité. Si, au milieu de ce bouleversement, éclatent des conspirations, cela voudra dire que l'un de nos plus fidèles agents est à la tête desdites conspirations. Il est bien naturel que nous soyons le seul peuple à diriger les entreprises maçonniques. Nous sommes le seul peuple qui sache les conduire. Nous connaissons le but final de toute action, tandis que les Gentils ignorent la plupart des choses concernant la maçonnerie et ne peuvent même pas voir les résultats immédiats de ce qu'ils font.

Généralement, ils ne pensent qu'aux avantages immédiats du moment et sont contents si leur orgueil est satisfait par l'accomplissement de leurs intentions, et ils ne perçoivent pas que l'idée originale ne leur revient pas, mais fut inspirée par nous.

### **L'arrivisme des Goïm**

Les Gentils fréquentent les Loges maçonniques par pure curiosité, ou dans l'espoir de recevoir leur part des avantages qu'elles procurent ; et quelques-uns d'entre eux, afin de pouvoir discuter leurs idées idiotes devant un auditoire. Les Gentils sont à l'affût des émotions que donnent le succès et les applaudissements ; nous les leur distribuons sans compter. C'est pourquoi nous les laissons remporter leurs succès et tournons à notre avantage les hommes possédés par la vanité et qui s'assimilent inconsciemment nos idées, convaincus de leur propre infaillibilité et persuadés qu'eux seuls ont des idées et ne sont pas soumis à l'influence d'autrui.

Vous ne vous doutez pas combien il est facile d'amener le plus intelligent des Gentils à un degré ridicule de naïveté, en flattant sa vanité, et, d'autre part, combien il est facile de le décourager par le plus petit échec, ou simplement en cessant de l'applaudir ; on le réduit ainsi à un état de sujétion servile par la perspective de quelque nouveau succès. Autant les nôtres méprisent le succès et sont seulement anxieux de voir leurs plans réussir, autant les Gentils aiment le succès et, pour son amour, sont prêts à lui sacrifier la réussite de tous leurs plans. Ce trait caractéristique des Gentils nous permet de faire aisément d'eux ce que nous voulons. Ceux qui paraissent être des tigres sont aussi stupides que des moutons et leurs têtes sont pleines de vide.

Nous les laisserons donc chevaucher, dans leurs rêves, sur le coursier des vains espoirs de détruire l'individualité humaine par des idées symboliques de collectivisme.

### **Ineptie du collectivisme**

Ils n'ont pas encore compris et ne comprendront jamais que ce

rêve fou est contraire à la loi fondamentale de la nature, qui, depuis le commencement du monde, créa les êtres différents les uns des autres, afin de donner à chacun son individualité.

Le fait que nous avons été capables d'amener les Gentils à une idée aussi erronée ne prouve-t-il pas, avec une clarté frappante, quelle conception étroite, en comparaison de la nôtre, ils se font de la vie humaine ? Là réside notre plus grand espoir de succès.

### **Massacres pour la cause**

Combien clairvoyants étaient nos anciens Sages lorsqu'ils nous disaient que, pour atteindre un but réellement grand, nous ne devons pas nous arrêter devant les moyens, ni compter le nombre des victimes devant être sacrifiées à la réalisation de la cause ! Nous n'avons jamais compté les victimes de la race de ces brutes de Gentils, et, bien que nous ayons dû sacrifier un assez grand nombre des nôtres, nous avons déjà donné à notre peuple une situation dans le monde telle qu'il ne l'eût jamais rêvée. Un nombre relativement restreint de victimes de notre côté a sauvé notre nation de la destruction.

### **Les francs-maçons doivent payer**

Tout homme doit inévitablement finir par la mort. Il vaut mieux hâter cette fin pour ceux qui entravent le progrès de notre cause, plutôt que pour ceux qui la font avancer.

Nous mettons à mort les francs-maçons de telle manière que nul, en dehors de la Fraternité, n'en peut avoir le moindre soupçon. Les victimes elles-mêmes ne peuvent s'en douter à l'avance. Toutes meurent, quand il est nécessaire, d'une mort

apparemment naturelle. Connaissant ces faits, la Fraternité n'ose protester contre ces exécutions.

Par ces moyens, nous avons coupé à sa racine même toute protestation contre nos ordres pour autant que les francs-maçons eux-mêmes sont en jeu. Nous prêchons le libéralisme aux Gentils, mais, d'autre part, nous tenons notre propre nation dans une entière sujétion.

### **La vérité sur les lois et la puissance des Gentils**

Sous notre influence, les lois des Gentils furent obéies aussi peu que possible. Le prestige de leurs lois a été miné par nos idées libérales que nous avons introduites parmi eux. Les questions les plus importantes, aussi bien politiques que morales, sont résolues, par les Cours de Justice, de la manière que nous leur prescrivons. L'administrateur de la Justice des Gentils envisage ces questions à la lumière qu'il nous plaît de les lui présenter.

Nous y parviendrons grâce à nos agents et à des hommes avec lesquels nous paraissions n'avoir aucune relation : opinions de la presse et autres moyens ; même des sénateurs, et d'autres personnages officiels, suivent aveuglément nos avis.

Le cerveau du Gentil, étant d'un caractère purement bestial, est incapable d'analyser et d'observer quoi que ce soit, et, plus encore, de prévoir les conséquences que peut avoir un cas présenté sous un certain jour.

### **Notre mission**

C'est, précisément, dans cette différence de mentalité entre les

Gentils et nous-mêmes que nous pouvons aisément voir le signe de notre élection par Dieu et de notre nature surhumaine ; il nous suffit de la comparer au cerveau instinctivement bestial des Gentils. Ils ne font que voir les faits, mais ne les prévoient pas, et sont incapables d'inventer quoi que ce soit, à l'exception, peut-être, de choses matérielles. De tout cela, il ressort clairement que la nature elle-même nous a destinés à conduire et à gouverner le monde.

### **Nos lois seront courtes et claires**

Quand l'heure viendra pour nous de gouverner ouvertement, le moment sera venu aussi de montrer la douceur de notre régime et d'amender toutes les lois. Nos lois seront brèves et concises, ne demandant aucune interprétation ; tout le monde pourra les connaître dans leurs moindres détails.

### **Obéissance absolue**

Leur trait essentiel sera d'exiger l'obéissance absolue à l'autorité, et ce respect de l'autorité sera porté à ses limites extrêmes. Alors cessera tout abus de pouvoir.

### **Châtiments impitoyables contre les abus de pouvoir**

Chacun sera responsable devant l'unique pouvoir suprême, nommément celui du souverain.

L'abus de pouvoir, de la part de qui que ce soit, exception faite pour le souverain, sera si sévèrement puni qu'on perdra l'envie d'essayer sa force à cet égard.

Nous surveillerons attentivement chacune des décisions prises par notre Corps administratif, d'où dépendra le travail de la machine départementale, parce que si l'administration se relâche le désordre surgira partout. Pas un seul acte illégal, pas un seul abus de pouvoir ne restera impuni.

Tous les actes de dissimulation ou de négligence volontaire de la part des agents de l'administration disparaîtront dès qu'on aura vu les premiers exemples de châtement.

Le prestige de notre puissance exigera que des châtements convenables soient infligés, c'est-à-dire qu'ils soient durs, même dans le cas de la plus insignifiante atteinte portée à ce prestige, en vue d'un gain personnel. L'homme qui, par une peine même trop sévère, expie son crime sera comme le soldat mourant sur le champ de bataille de l'administration pour la cause de l'autorité, des principes et de la loi ; cause qui n'admet aucune déviation de la voie commune en faveur d'intérêts personnels, même pour ceux qui conduisent le char de l'État. Ainsi, nos juges sauront que, en essayant de montrer leur indulgence, ils violent la loi de la justice faite pour imposer un châtement exemplaire, en raison des fautes commises, et non pour permettre au juge de montrer sa clémence. Cette heureuse qualité ne devra s'exercer que dans la vie privée et non dans l'exercice officiel des fonctions de juge, sans quoi la portée éducatrice de la vie politique perd toute son efficacité.

### **S'assurer la docilité des juges**

Les magistrats, à cinquante-cinq ans, cesseront toutes fonctions pour les raisons suivantes :



1° Parce que des hommes âgés s'attachent plus fortement à des idées préconçues et sont moins capables d'obéir à des ordres nouveaux ;

2° Parce qu'une telle mesure nous permettra d'opérer de fréquents changements dans la magistrature qui, ainsi, sera docilement soumise à toute pression de notre part. Tout homme désirent conserver son poste devra, pour se l'assurer, nous obéir aveuglément.

### **Pas de juges et de fonctionnaires libéraux**

En général, nos juges seront choisis parmi ceux qui comprennent que leur devoir est de punir et d'appliquer les lois et non de s'attarder à des rêves de libéralisme qui pourraient porter atteinte à notre plan d'éducation, comme c'est le cas pour les juges Gentils actuels.

Notre système de renouveler les magistrats nous aidera, en outre, à détruire toutes les combinaisons qu'ils pourraient former entre eux ; aussi travailleront-ils uniquement dans l'intérêt du gouvernement dont leur sort dépendra. La génération future des juges sera formée de manière à empêcher, instinctivement, toute action qui pourrait entamer les relations existantes de nos sujets entre eux.

Actuellement, les juges des Gentils sont indulgents pour tous les genres de crimes, car ils ne se font pas une idée exacte de leur devoir, pour cette simple raison que les gouvernants, lorsqu'ils nomment les juges, ne leur inculquent pas cette idée.

Les gouvernants des Gentils, lorsqu'ils nomment leurs sujets à des postes élevés, ne se soucient pas de leur en expliquer

l'importance et de leur faire comprendre dans quel but les postes en question ont été créés ; ils agissent comme les animaux lorsque ceux-ci envoient leurs petits à la recherche d'une proie. Ainsi les gouvernements des Gentils sont ruinés par leurs propres serviteurs. Nous tirerons une morale de plus des résultats du système adopté par les Gentils ; elle nous servira à édifier notre gouvernement.

Nous déracinerons toute tendance libérale de chacune des institutions de propagande importantes dans notre gouvernement, institutions dont peut dépendre la formation de tous ceux qui seront nos sujets. Ces postes importants seront exclusivement réservés à ceux qui furent spécialement formés par nous pour l'administration.

### **Tout l'or du monde entre nos mains**

Observera-t-on que de retenir prématurément nos fonctionnaires serait trop dispendieux pour notre gouvernement, je répondrai alors que, tout d'abord, nous essayerons de découvrir pour de tels fonctionnaires une occupation privée propre à compenser pour eux la perte de leur emploi, ou que, d'ailleurs, notre gouvernement étant alors en possession de tout l'argent du monde, les dépenses ne seront pas à considérer.

Notre autocratie sera logique dans tous ses actes ; aussi toute décision prise par le bon plaisir de notre gouvernement sera toujours traitée avec respect et obéie sans condition.

### **Despotisme absolu**

Nous ne tiendrons aucun compte des murmures et des

mécontentements, et nous punirons tout indice de mauvaise humeur si sévèrement, que chacun tirera de là un exemple applicable à soi-même.

### **Suppression du droit d'appel**

Nous supprimerons le droit d'appel et le réserverons à notre seul usage, parce que nous ne devons pas laisser se développer parmi le peuple l'idée que nos juges sont capables de se tromper dans leurs décisions.

Au cas où un jugement exigerait la révision, nous déposerions immédiatement le juge en question, et le châtierions publiquement, afin qu'une telle erreur ne se reproduisît pas.

Je répète ce que j'ai déjà dit : l'un de nos principes les plus importants sera de surveiller nos fonctionnaires administratifs, et ceci dans le but exprès de satisfaire la nation, parce qu'elle peut, de plein droit, exiger qu'un gouvernement ait de bons fonctionnaires.

### **Sous des apparences patriarcales**

Notre gouvernement aura l'apparence d'une mission patriarcale dévolue à la personne de notre souverain. Notre nation et nos sujets le regarderont comme un père qui prend soin de satisfaire tous leurs besoins, de surveiller tous leurs actes et de régler les relations de ses sujets les uns avec les autres, aussi bien que leurs relations avec le gouvernement.

### **Le roi juif du monde**

Ainsi le sentiment de respect envers le souverain pénétrera si profondément dans la nation qu'elle ne pourra plus se passer de sa sollicitude et de sa direction. Elle ne pourra vivre en paix sans lui et, finalement, le reconnaître comme son maître absolu.

Le peuple aura pour lui un sentiment de respect si profond qu'il sera proche de l'adoration, spécialement lorsqu'il se convaincra que ses fonctionnaires exécutent aveuglément ses ordres et que, seul, il règne sur eux. Ils se réjouiront de nous voir organiser leurs vies comme si nous étions des parents désireux d'inculquer à leurs enfants un vif sentiment du devoir et de l'obéissance.

### **Sacrifier les individus**

En ce qui concerne notre politique secrète, toutes les nations sont des enfants comme le sont leurs gouvernements. Ainsi que vous pouvez le voir vous-mêmes, je fonde notre despotisme sur le Droit et le Devoir. Le droit du gouvernement d'exiger que le peuple remplisse son devoir est, en lui-même, une obligation du souverain qui est le père de ses sujets. Le droit de la force lui est accordé, afin qu'il conduise l'humanité dans la direction voulue par les lois de la nature, c'est-à-dire vers l'obéissance.

Toute créature en ce monde est en sujétion, soumise tantôt à un homme, tantôt aux circonstances, tantôt à sa propre nature, en tous les cas à quelque chose de plus puissant qu'elle-même. Soyons donc les plus puissants dans l'intérêt de la cause commune.

Nous devons, sans hésitation, sacrifier les individus qui auraient violé l'ordre existant, parce qu'un châtement exemplaire est la solution du grand problème de l'éducation.

## **Notre roi, patriarche du monde**

Le jour où le roi d'Israël posera sur sa tête sacrée la couronne que lui offrira l'Europe entière, il deviendra le Patriarche du monde.

Le nombre des victimes qui devront être sacrifiées par notre roi n'excédera jamais le nombre de celles qui ont été immolées par les souverains Gentils dans leur poursuite de la grandeur et dans leurs rivalités.

Notre souverain sera en communication constante avec le peuple ; il lui adressera, du haut des tribunes, des discours qui seront immédiatement transmis au monde entier.



## **Seizième protocole**

### **L'enseignement**

En vue de détruire toute espèce d'entreprise collective autre que la nôtre, nous annihilerons toute œuvre collective dès sa naissance ; en d'autres termes, nous transformerons les universités et les reconstruirons sur de nouveaux plans.

Les chefs et les professeurs des universités seront spécialement préparés au moyen de programmes d'action perfectionnés et secrets, dont ils seront instruits et ne pourront s'écarter sans châtement. Ils seront désignés avec soin et dépendront entièrement du gouvernement. De notre programme,

nous excluons tout l'enseignement de la loi civile, comme celui de tout autre sujet politique. À un petit nombre d'hommes, choisis parmi les initiés pour leurs capacités évidentes, seront dévoilées ces sciences. Les universités n'auront pas le droit de lancer dans le monde des blancs-becs regardant les nouvelles réformes constitutionnelles comme si elles étaient des comédies ou des tragédies, ou se préoccupant de la question politique que leurs pères eux-mêmes ne comprennent pas.

Une mauvaise connaissance de la politique pour une foule de gens est la source d'idées utopiques, et en fait de mauvais citoyens. Vous pouvez vous en rendre compte vous-mêmes d'après le système d'éducation des Gentils. Nous y avons introduit tous ces principes afin de pouvoir, avec succès, détruire leur structure sociale, ainsi que nous y sommes parvenus. Lorsque nous serons au pouvoir, nous supprimerons des programmes d'éducation tous les sujets qui pourraient troubler le cerveau de la jeunesse ; nous en ferons des enfants désobéissants, aimant leur maître et reconnaissant dans sa personne le pilier principal de la paix et du bien public.

Aux classiques et à l'étude de l'histoire ancienne, qui contiennent plus de mauvais exemples que de bons, nous substituerons l'étude des problèmes de l'avenir. Nous effacerons de la mémoire humaine le passé qui pourrait nous être défavorable, ne laissant subsister que les faits où s'affirment indubitablement les erreurs des gouvernements Gentils. Les sujets traitant des questions de la vie pratique, de l'organisation sociale et des relations des hommes entre eux, comme aussi des conférences contre les exemples mauvais et égoïstes, qui sont corrupteurs et font du mal, et d'autres questions semblables où le

raisonnement n'intervient pas, seront au premier plan de notre système d'éducation. Ces programmes seront spécialement tracés pour les classes et les castes différentes, dont l'éducation sera tenue strictement séparée.

Il est de la plus haute importance d'insister sur ce système spécial.

### **Des écoles pour chaque caste**

Chaque classe ou caste sera instruite séparément, suivant sa situation particulière et son travail. Un génie a toujours su et saura toujours comment pénétrer dans une caste plus élevée, mais à part ce cas tout à fait exceptionnel, il n'est pas utile de mélanger l'éducation des différentes castes et d'admettre à des rangs supérieurs des hommes qui prendraient la place de ceux qui sont nés pour les occuper. Vous savez vous-mêmes combien il fut désastreux pour les Gentils d'émettre l'idée absolument idiote que nulle différence ne doit être faite envers les classes sociales.

### **L'école au service de notre souverain**

Afin que le souverain s'assure une place solide dans le cœur de ses sujets, il est nécessaire que, durant son règne, on enseigne à la nation, aussi bien dans les écoles que dans les lieux publics, l'importance de son activité et les bonnes intentions de ses entreprises.

### **Plus de liberté d'enseignement**

Nous abolirons toute espèce d'éducation privée. Les jours de

congé, les étudiants et leurs parents auront le droit de se réunir dans leurs collèges, comme si ceux-ci étaient des clubs. À ces réunions, les professeurs prononceront des discours, qui passeront pour des conférences libres, sur des sujets tels que les rapports des hommes entre eux, les lois et les malentendus qui sont généralement le résultat d'une fausse conception de la situation sociale des hommes, et, finalement, ils exposeront les nouvelles théories philosophiques qui n'ont pas encore été révélées au monde.

### **Nos théories seront des dogmes de foi**

De ces théories, nous ferons des dogmes de foi, nous en servant comme d'un marchepied pour notre foi.

Quand j'aurai fini de vous exposer tout mon programme et quand nous aurons discuté tous nos plans pour le présent et pour l'avenir, je vous lirai le plan de cette nouvelle doctrine philosophique.

### **Liberté de pensée**

Nous savons, par l'expérience de plusieurs siècles, que les hommes vivent et sont guidés par des idées, et qu'ils sont influencés par ces idées grâce à l'éducation ; celle-ci peut leur être donnée à tout âge avec le même résultat, mais naturellement, par des moyens différents.

Par une éducation systématique, nous nous chargerons de faire disparaître tout ce qui pourrait rester de cette indépendance de la pensée, dont nous nous sommes si largement servis, depuis un certain temps, pour aboutir à nos fins.



## **L'enseignement intuitif**

Nous avons déjà établi un plan pour subjuguier les esprits, au moyen de l'enseignement intuitif (l'enseignement par les yeux), auquel on attribue la propriété de rendre les Gentils incapables de penser par eux-mêmes ; en sorte que, tels des animaux obéissants, ils attendent la démonstration d'une idée avant de chercher à la saisir. L'un de nos meilleurs agents, en France, est Bouroy [Les traductions allemande, américaine et polonaise donnent : Bourgeois.] ; il a déjà introduit dans ce pays le nouveau système de l'éducation intuitive.



## **Dix-septième protocole**

### **Enchaîner les avocats**

La profession de légiste rend ceux qui l'exercent froids, cruels et obstinés ; elle leur enlève tout principe et les oblige à voir la vie sous un aspect inhumain, mais purement légal.

Ils ont pris l'habitude de considérer les événements au seul point de vue de savoir ce qu'il y a à gagner en les défendant, au lieu de considérer quel serait l'effet de cette défense sur le bien-être général.

Un praticien ne refuse jamais de défendre un cas, quel qu'il soit. Il s'efforcera d'obtenir l'acquiescement, à n'importe quel prix, en s'attachant à de petits détours de la jurisprudence, pour

démoraliser la Cour.

Nous limiterons donc le champ d'action de cette profession en mettant les avocats sur le même pied que les magistrats chargés de faire exécuter la loi. Les avocats, comme les juges, n'auront pas le droit d'interviewer leurs clients et ne recevront leurs dossiers que lorsque lesdits clients leur auront été assignés par le tribunal ; ils n'étudieront ces dossiers que sur des rapports et des documents, et ils ne défendront leurs clients qu'après qu'ils auront été examinés par le tribunal, appuyant leur défense sur ce premier examen. Leurs honoraires seront fixes, sans égard au succès ou à l'insuccès de leur défense. Ils deviendront ainsi de simples rapporteurs au service de la défense, faisant contrepoids au plaignant qui sera un rapporteur pour le compte de l'accusation.

La procédure légale se trouvera ainsi considérablement abrégée. Par ce moyen nous obtiendrons aussi une défense honnête et impartiale, que ne guideront pas les intérêts matériels, mais l'intime conviction de l'avocat. Ceci aura encore l'avantage d'empêcher tout pot-de-vin ou corruption qui peuvent actuellement se glisser dans les tribunaux de quelques pays.

### **Le clergé non juif**

Nous avons pris grand soin de discréditer le clergé des Gentils aux yeux du peuple, et nous avons ainsi réussi à nuire à sa mission qui aurait pu contrarier gravement nos desseins.

L'influence du clergé sur le peuple diminue chaque jour.

### **La liberté de conscience**

Aujourd'hui, la liberté religieuse est reconnue partout, et nous ne sommes éloignés que de quelques années du temps où le christianisme s'effondrera de toutes pièces. Il sera plus facile encore d'en finir avec les autres religions, mais il est trop tôt pour discuter sur ce point.

Nous réduirons le clergé et ses enseignements à un rôle si infime, et nous rendrons son influence si antipathique au peuple, que ses enseignements auront un effet contraire à celui qu'ils avaient jadis.

### **Contre le Vatican**

Quand le moment sera venu pour nous de détruire complètement la Cour pontificale, une main inconnue indiquant le Vatican donnera le signal de l'assaut.

Lorsque, dans sa fureur, le peuple se jettera sur le Vatican, nous apparaîtrons comme des protecteurs pour arrêter l'effusion du sang. Par cet acte, nous pénétrerons jusqu'au cœur même de cette Cour pontificale, d'où rien au monde ne pourra nous chasser, jusqu'à ce que nous ayons détruit la puissance du Pape.

### **Le roi des Juifs, pape de l'Église universelle**

Le roi d'Israël deviendra le vrai Pape de l'univers, le Patriarche de l'Église internationale.

Mais, jusqu'à ce que nous ayons réussi à faire la rééducation de la jeunesse, au moyen de nouvelles religions transitoires, pour aboutir à la nôtre propre, nous n'attaquerons pas ouvertement les Églises existantes, mais nous les combattons par la critique qui a déjà répandu des dissensions parmi elles et qui continuera à le

faire.

### **Les buts de la presse juive**

D'une manière générale, notre presse dénoncera les gouvernements, les institutions des Gentils, religieuses ou autres, par toutes sortes d'articles peu scrupuleux, écrits dans l'intention de les discréditer à un point tel que, seule, notre sage nation est capable d'atteindre.

### **La police**

Notre gouvernement ressemblera au dieu hindou Vishnou. Chacune de nos cent mains détiendra un ressort du mécanisme social de l'État.

Nous saurons tout sans avoir recours à l'aide de la police officielle, que nous avons tellement corrompue pour nuire aux Gentils, qu'elle ne sert qu'à empêcher le gouvernement de voir les faits clairement. D'après notre programme, un tiers de la population sera amené à surveiller le reste, par pur sentiment du devoir, et pour obéir au principe du service volontaire rendu au gouvernement.

Il n'y aura rien de déshonorant alors d'être un espion ; au contraire, ce sera regardé comme honorable. D'autre part, les porteurs de fausses nouvelles seront sévèrement punis, pour empêcher l'abus du privilège de l'espionnage.

Nous choisirons nos agents dans les hautes et dans les basses classes de la société ; nous en prendrons parmi les administrations, les éditeurs, les imprimeurs, les libraires, les employés, les ouvriers, les cochers, les valets de pied, etc. Cette

force policière n'aura aucune puissance d'action indépendante et n'aura le droit de prendre aucune mesure de son propre chef ; par conséquent, le devoir de cette impuissante police consistera uniquement à servir de témoin et à faire des rapports. La vérification de ces rapports et de ces arrestations éventuelles sera l'affaire d'un groupe d'inspecteurs de police responsables ; les arrestations seront effectuées par des gendarmes et par la police municipale. Si un délit ou un crime politique ne sont pas rapportés, celui qui aurait dû les signaler sera puni pour avoir volontairement caché ce crime ou ce délit, si l'on peut prouver la dissimulation.

### **Le Kahal**

Nos frères sont tenus d'agir de la même manière, c'est-à-dire devront, de leur propre initiative, dénoncer à l'autorité compétente tous les apostats et tous les faits qui seraient contraires à notre loi. Dans notre gouvernement universel, ce sera donc un devoir, pour tous les sujets, de servir leur souverain en agissant comme je viens de le dire.

### **Pour corrompre les institutions des Gentils**

Une organisation comme la nôtre déracinera tous les abus de pouvoir et tous les genres si variés de vénalité et de corruption ; elle détruira, en réalité, toutes les idées dont nous avons contaminé la vie des Gentils par nos théories sur les droits surhumains.

Comment pourrions-nous atteindre notre but de créer le désordre dans les institutions administratives des Gentils sinon

par de tels moyens ?

Parmi les plus importants de ces moyens de corrompre leurs institutions, il faut compter l'emploi des agents qui sont susceptibles, étant donné leur activité destructive, de contaminer les autres en leur révélant et leur développant leurs tendances corrompues, comme l'abus de pouvoir ou l'achat sans pudeur des consciences.

@

## **Dix-huitième protocole**

### **Mise en vigueur du système soviétique**

Quand viendra pour nous le moment de prendre des mesures spéciales en mettant en vigueur le système russe actuel de l'« Okhrana » (le poison le plus dangereux qui puisse attaquer le prestige de l'État), nous soulèverons, grâce au concours de bons orateurs, des désordres fictifs parmi le peuple, ou nous l'exciterons à manifester un mécontentement prolongé. Ces orateurs rencontreront beaucoup de sympathies, et, grâce à eux encore, on nous excusera de perquisitionner chez les gens et de les soumettre à certaines restrictions, employant pour cela les serviteurs que nous avons dans la police des Gentils.

### **Mesures à prendre contre les conspirateurs**

Comme la plupart des conspirateurs le sont par amour de l'art, ou par celui de bavarder, nous n'y toucherons pas, jusqu'au

moment où nous verrons qu'ils sont prêts d'agir, et nous nous bornerons à introduire parmi eux ce que nous appellerons un élément de délation. Il faut se rappeler qu'une puissance perd de son prestige chaque fois qu'elle découvre une conspiration publique dirigée contre elle-même. Il y a dans une telle révélation un aveu de faiblesse, et, ce qui est plus dangereux encore, l'aveu de ses propres erreurs. Il faut qu'on sache que nous avons détruit le prestige des Gentils régnants au moyen d'un nombre considérable de meurtres secrets préparés par nos agents, moutons aveugles de notre bergerie, qu'on persuade facilement de commettre un crime, si ce crime revêt un caractère politique.

Nous obligerons les gouvernements à convenir de leurs propres faiblesses en employant ouvertement des mesures de police spéciales, comme l'« Okhrana », et nous ébranlerons ainsi le prestige de leur puissance.

### **Surveillance du roi des Juifs**

Notre souverain sera protégé par des gardes absolument secrètes, car jamais nous ne permettrons qu'on puisse penser qu'il est incapable de détruire à lui tout seul une conspiration quelconque ourdie contre lui et qui l'oblige à se cacher. Si nous laissions prévaloir une telle idée, comme elle prévaut parmi les Gentils, nous signerions, par le fait même, l'arrêt de mort de notre souverain, ou du moins celui de sa dynastie.

À s'en tenir aux seules apparences, notre chef n'emploiera sa puissance que dans l'intérêt de ses sujets et jamais pour son propre bien ou celui de sa dynastie.

En adoptant scrupuleusement cette mise en scène, ses sujets eux-mêmes honoreront et protégeront son pouvoir qu'ils vénéreront, sachant que le salut de l'État est attaché à l'existence d'un tel pouvoir dont dépendra l'ordre public.

Garder le roi ouvertement serait admettre la faiblesse de son pouvoir.

Notre chef sera toujours au milieu de son peuple ; on le verra entouré d'une foule curieuse d'hommes et de femmes qui occuperont toujours, comme par hasard, les rangs les plus rapprochés de lui et qui tiendront à distance la populace sans autre but apparent que celui de maintenir l'ordre pour l'amour de l'ordre. Cette attitude apprendra aux autres à savoir se posséder. Lorsqu'un pétitionnaire essayera de se frayer un passage à travers la foule pour présenter sa demande, les gens des premiers rangs prendront la pétition et la remettront au souverain, en présence du pétitionnaire. Chacun saura ainsi que toutes les pétitions lui parviennent et qu'il s'occupe lui-même de toutes les affaires.

Un pouvoir n'a de prestige que si les sujets peuvent se dire entre eux : « Si seulement le roi savait cela ! » ou : « Quand le roi le saura ».

Le mystère qui entoure la personne du souverain s'évanouit aussitôt qu'on voit une garde de police autour de lui. Devant une telle garde, un assassin n'a besoin que d'un peu d'audace pour se croire plus fort qu'elle ; il prend ainsi conscience de sa force et n'a plus qu'à guetter le moment favorable pour se lancer contre le roi.

Nous ne prêchons pas cette doctrine aux Gentils, et vous pouvez voir vous-mêmes les résultats qu'ils ont obtenus avec les



gardes officielles.

### **Un simple soupçon doit suffire**

Notre gouvernement arrêtera ceux qu'à tort ou à raison il soupçonnera coupables de crimes politiques. Il serait regrettable que, dans la crainte de commettre une erreur judiciaire, on donnât à de tels criminels l'occasion d'échapper. Nous ne leur témoignerons, certes, aucune pitié. Il sera peut-être possible, dans certains cas exceptionnels, d'admettre des circonstances atténuantes, lorsqu'il s'agira de crimes de droit commun ; mais il n'y aura pas d'excuse pour le crime politique, c'est-à-dire pour des gens mêlés à la politique que, seuls, les gouvernants ont le droit de comprendre. Et, à dire vrai, tous les souverains ne sont pas aptes à comprendre la vraie politique.



## **Dix-neuvième protocole**

### **Pétitions et propositions**

Nous interdirons aux individus de se mêler de politique ; mais, d'autre part, nous encouragerons toute espèce de rapport ou de pétition concernant l'amélioration de la vie sociale et nationale, soumis à l'approbation du gouvernement. Car, par ce moyen nous serions tenus au courant des erreurs de notre gouvernement, d'une part, et des idéals de nos sujets, de l'autre. Aux demandes qui seraient ainsi présentées, nous répondrions, soit en les acceptant,

soit en faisant valoir contre elles un argument frappant, pour bien prouver que leur réalisation est impossible, parce qu'elles reposent sur une mesquine conception des affaires.

### **Répression des troubles et des émeutes**

On pourrait comparer les effets de la sédition à ceux que produisent, sur l'éléphant, les aboiements d'un roquet. Si le gouvernement est bien organisé, non pas au point de vue de sa police, mais à un point de vue social, le chien aboie sans se rendre compte de la force de l'éléphant ; mais que celui-ci montre une bonne fois sa force, et le chien se taira sur l'heure et il agitera sa queue dès qu'il apercevra l'éléphant.

### **Déshonorer les criminels politiques**

Pour enlever au crime politique son auréole de bravoure nous placerons ceux qui l'auront commis au rang des autres criminels ; ils iront de pair avec les voleurs, les assassins et autres malfaiteurs du même genre odieux. L'opinion publique ne fera plus alors de différence entre les crimes politiques et les crimes vulgaires et les chargera d'égal opprobre.

Nous avons fait tous nos efforts pour empêcher les Gentils d'adopter cette méthode particulière de traiter les crimes politiques. Nous avons employé pour cela la presse, le public, la parole et des manuels classiques d'histoire habilement conçus. Nous avons inspiré l'idée qu'un condamné pour crime politique était un martyr, puisqu'il mourait pour l'idée du bien commun. Une telle réclame a multiplié le nombre des libéraux et grossi les rangs de nos agents de milliers de Gentils.



## **Vingtième protocole**

### **La science financière et les impôts**

Je vais traiter aujourd'hui de notre programme financier que j'ai gardé pour la fin de mon rapport parce que c'est la question la plus difficile, celle qui sera la dernière clause de nos plans. Avant de discuter ce point, je veux vous rappeler ce que j'ai déjà dit plus haut, à savoir que toute notre politique repose sur ces chiffres.

Quand nous arriverons au pouvoir, notre gouvernement autocratique évitera, dans son propre intérêt, de faire peser de trop lourds impôts sur le peuple et ne perdra jamais de vue le rôle qu'il doit jouer : celui de père protecteur.

### **L'impôt sur les fortunes**

Mais, comme l'organisation du gouvernement absorbera des sommes d'argent considérables, il est de toute nécessité de se procurer les fonds indispensables pour y subvenir. Il nous faudra donc employer de grandes précautions en élaborant cette question et voir que la charge des impôts soit justement répartie.

Notre souverain sera, grâce à une fiction légale, propriétaire de tous les biens, ce qui est facilement réalisable. Il pourra lever les sommes nécessaires pour régulariser la circulation de l'argent dans le pays.

Dès lors, le meilleur moyen de faire face aux dépenses du gouvernement sera l'établissement d'un impôt progressif sur la propriété. Ainsi les impôts seront couverts sans opprimer ni ruiner le peuple, et la charge qui incombera à chacun sera proportionnée à ce qu'il possédera.

Il faudra que les riches comprennent qu'il est de leur devoir de céder au gouvernement une part du surplus de leurs richesses, puisque le gouvernement leur garantit la possession paisible du reste de leurs biens et leur donne le droit de s'enrichir par des moyens honnêtes.

Je dis « honnêtes » parce que le contrôle de la propriété rendra le vol impossible au point de vue légal.

Comme cette réforme sociale est la principale garantie de la paix et qu'elle ne souffre aucun délai, nous devons la mettre au premier plan de notre programme.

Chaque fois que les impôts ont pesé sur les pauvres, la révolution s'en est suivie, au grand préjudice du gouvernement qui, en essayant de tirer de l'argent des pauvres, risque fort de n'en pas obtenir des riches.

L'impôt sur le capital diminuera l'accroissement de la fortune privée à laquelle, jusqu'ici, nous avons, à dessein, permis d'augmenter, pour qu'elle soit un contrepoids au gouvernement des Gentils et à leurs finances.

Un impôt progressif, réparti suivant la fortune de chacun, produira un revenu beaucoup plus important que ne le fait le système actuel de répartition égale pour tous. Ce système nous est, en ce moment, des plus favorables ; il engendre le mécontentement parmi les Gentils. [\[1\]](#)

La puissance de notre souverain reposera principalement sur ce fait qu'il sera la garantie de l'équilibre du pouvoir et de la paix perpétuelle du monde. Pour obtenir une telle paix, il est naturel que les capitalistes cèdent une partie de leurs revenus pour sauvegarder le gouvernement dans son action.

Les dépenses du gouvernement doivent être fournies par ceux qui peuvent le mieux les supporter et dont on peut tirer de l'argent.

Cette mesure éteindra la haine des pauvres pour les riches en qui ils reconnaîtront les auxiliaires financiers indispensables de l'État et les soutiens de la paix et du bien public ; car les classes pauvres comprendront que les riches fournissent les moyens de leur procurer les avantages sociaux.

Pour que les classes intelligentes qui, seules, payeront l'impôt, n'aient pas lieu de se plaindre outre mesure du nouveau système de répartition, nous leur soumettrons des comptes détaillés, dans lesquels nous indiquerons de quelle manière on emploie leur argent, sans qu'il soit fait mention, cela va sans dire, de ce qui sera attribué aux besoins particuliers du souverain et aux nécessités de l'administration.

Le souverain n'aura aucune propriété personnelle, puisque tout lui appartiendra dans l'État, car si l'on admettait que le souverain pût posséder une propriété privée, il semblerait que tout dans l'État ne fût pas sa propriété.

Les parents du souverain — sauf son héritier qui sera entretenu par l'État — devront servir l'État, soit comme fonctionnaires, soit dans un emploi quelconque, afin de conserver le droit de posséder ; le privilège d'être de sang royal ne leur vaudrait pas celui de vivre aux frais de l'État.

## **Principe de l'impôt progressif du timbre**

Il y aura un droit de timbre progressif sur toutes les ventes, les achats et les successions.

Toute transaction qui ne porterait pas le timbre requis sera considérée comme illégale, et le premier propriétaire aura à payer à l'État un pourcentage sur ledit droit à compter du jour de la vente.

Toutes les reconnaissances de transactions devront être remises, chaque semaine, au contrôleur local des contributions, avec les noms et prénoms du nouveau et de l'ancien propriétaires, ainsi que leurs adresses permanentes.

Il sera nécessaire d'employer la même méthode pour toute transaction dépassant un certain chiffre, c'est-à-dire dépassant le chiffre moyen des dépenses quotidiennes. La vente des objets de première nécessité ne sera timbrée qu'avec un timbre ordinaire de valeur fixe.

Comptez seulement combien de fois le montant de cette taxe dépassera le revenu des gouvernements des Gentils.

## **L'argent doit circuler**

L'État devra avoir en réserve un capital donné et, au cas où le produit des impôts excéderait cette somme, le surplus des rentrées serait mis en circulation. Ce reliquat sera employé à toutes sortes de travaux publics.

La direction de tels travaux serait confiée à un ministre d'État ; les intérêts des classes ouvrières seraient ainsi intimement liés à

ceux de l'État et du souverain. Une partie du reliquat servirait encore à distribuer des primes aux inventeurs et aux producteurs.

Il est absolument essentiel de ne pas laisser dormir l'argent dans les banques de l'État, du moins au-delà de la somme nécessaire pour faire face à une dépense spéciale. L'argent est fait pour circuler, et toute congestion monétaire est fatale à la marche des affaires publiques ; l'argent est, en effet, comme l'huile, dans les rouages de l'État ; si l'huile devient trop épaisse, le mécanisme s'encrasse et la machine s'arrête.

Le fait d'avoir substitué, pour une large part, le papier à la monnaie courante vient de créer le malaise dont nous parlons et dont il est facile de saisir les conséquences.

### **Rôle de la Cour des Comptes**

Nous instituerons aussi une Cour des Comptes qui permettra au souverain de connaître exactement les dépenses et les revenus du gouvernement. Toute la comptabilité sera scrupuleusement tenue à jour — excepté pour le mois courant et celui qui précède.

La seule personne qui ne saurait avoir d'intérêt à voler l'État est le souverain, puisqu'il en est le propriétaire. C'est pourquoi son contrôle coupera court à toute possibilité de coulage et de gaspillage.

### **Suppression des réceptions protocolaires**

Toutes réceptions purement protocolaires, qui sont pour le souverain une telle perte de temps si précieux, seront supprimées, afin de lui laisser davantage de loisirs pour s'occuper des affaires de l'État. Dans notre gouvernement, le

souverain ne sera pas entouré de courtisans, qui, en général, font la cour au monarque par amour du faste, mais qui n'ont, au fond du cœur, que leur intérêt propre et non le désir du bien public.

### **L'origine des crises économiques**

Nous n'avons réussi à faire éclore toutes les crises économiques, si habilement préparées par nous dans les pays des Gentils, qu'en retirant l'argent de la circulation. L'État se trouve obligé, pour ses emprunts, de faire appel aux grosses fortunes, qui sont congestionnées par le fait que l'argent a été retiré au gouvernement. Ces emprunts constituent une lourde charge pour les États qui sont obligés de payer des intérêts et qui se trouvent ainsi obérés.

La concentration de la production par le capitalisme a sucé jusqu'à la dernière goutte toute la force productrice, et, avec elle, toute la richesse de l'État.

### **La circulation de l'argent, problème vital**

L'argent ne peut, actuellement, satisfaire tous les besoins des classes ouvrières, parce qu'il n'y en a pas assez pour circuler partout.

Il faut que l'émission de la monnaie courante corresponde à l'importance de la population, et, du premier jour de leur naissance, les enfants doivent être comptés comme des unités de plus à satisfaire. La révision de la quantité de monnaie mise en circulation doit être faite de temps à autre ; c'est une question vitale pour le monde entier.



## **Condamnation de l'étalon or**

Vous savez, je pense, que l'étalon or a été la perte de tous les États qui l'ont adopté, parce qu'il ne peut satisfaire tous les besoins des populations, d'autant plus que nous avons fait tous nos efforts pour obtenir son accaparement et le faire retirer de la circulation.

## **La monnaie future**

Notre gouvernement mettra en circulation la quantité de monnaie en proportion avec la force ouvrière du pays, et cette monnaie sera en papier ou même en bois.

Nous émettrons une quantité de monnaie suffisante pour que chacun de nos sujets puisse en avoir suffisamment, ajoutant à chaque naissance et diminuant à chaque décès la somme correspondante.

Les comptes du gouvernement seront tenus par des gouvernements locaux séparés et par des bureaux provinciaux.

## **Faites ce que je dis**

Pour qu'il ne puisse y avoir de retards dans le paiement des dépenses de l'État, le souverain lui-même donnera des ordres fixant les dates des paiements. Ainsi disparaîtra le favoritisme qui existe, dans certains ministères des finances, à l'égard d'autres ministères.

Les comptes des revenus et des dépenses seront tenus ensemble pour qu'ils puissent toujours être comparés.

Les plans que nous ferons pour réformer les institutions

financières des Gentils seront présentés de telle manière qu'ils n'attireront jamais leur attention. Nous indiquerons la nécessité de réformes comme provenant de l'état de désordre auquel ont atteint les finances des Gentils. Nous montrerons que la première raison de ce mauvais état des finances provient de ce qu'au début de l'année financière on commence par faire une évaluation approximative du budget dont l'importance augmente chaque année, parce que, tel qu'il est, il suffit à peine pour aller jusqu'à la fin du premier semestre ; on propose une révision, on ouvre de nouveaux crédits, qui, généralement, sont absorbés au bout de trois mois ; on vote alors un budget supplémentaire, et, pour boucler le budget, il faut encore voter des crédits pour sa liquidation. Le budget de l'année est basé sur le chiffre des dépenses de l'année précédente ; or, il y a, chaque année, un écart de 50 % entre la somme nominale et la somme perçue, ce qui fait qu'au bout de dix ans le budget annuel a triplé. C'est à cette façon de procéder, tolérée par les gouvernements insouciantes des Gentils, que leurs réserves ont été tariées. Aussi, lorsque sont venus les emprunts, leurs caisses se sont vidées et ils ont été sur le point de faire banqueroute.

Vous comprendrez aisément que nous n'adopterons pas cette manière de conduire les affaires financières que nous avons conseillée aux Gentils.

### **Les emprunts, faiblesse de l'État**

Chaque emprunt prouve la faiblesse du gouvernement et son incapacité de comprendre ses propres droits. Tout emprunt, comme l'épée de Damoclès, est suspendu sur la tête des gouvernants, qui, au lieu de lever directement l'argent dont ils ont

besoin en établissant des impôts spéciaux, s'en vont, chapeau bas, chez nos banquiers.

Les emprunts étrangers sont comme des sangsues : on ne peut les détacher du corps de l'État, il faut qu'elles tombent d'elles-mêmes, ou bien que le gouvernement réussisse à s'en débarrasser. Mais les gouvernements des Gentils n'ont aucun désir de secouer ces sangsues ; bien au contraire, ils en accroissent le nombre, se condamnant ainsi à mort par la perte de sang qu'ils s'infligent. À tout prendre, un emprunt étranger est-il autre chose qu'une sangsue ? Un emprunt est une émission de valeurs d'État qui comporte l'obligation de payer les intérêts de la somme empruntée suivant un taux donné. Si l'emprunt est émis à 5 %, au bout de vingt ans l'État aura déboursé, sans aucune nécessité, une somme égale au montant de l'emprunt, et cela pour le simple paiement des intérêts. Au bout de quarante ans, cette somme aura été déboursée deux fois, et trois fois au bout de soixante ans, l'emprunt lui-même demeurant impayé.

D'après ce calcul, il est évident que de tels emprunts, sous le régime actuel des impôts (1901), arrache ses derniers centimes au pauvre contribuable, et cela pour payer les intérêts aux capitalistes étrangers, auxquels l'État emprunte l'argent. L'État ferait bien mieux de recueillir les sommes nécessaires en levant un impôt qui ne le grèverait pas d'intérêt à payer.

Tant que les emprunts furent nationaux, les Gentils faisaient tout simplement passer l'argent des pauvres dans la poche des riches ; mais, lorsque, à force de corruption, nous eûmes acheté les agents nécessaires, les emprunts étrangers furent substitués aux emprunts nationaux, et toute la richesse des États se rua dans nos coffres, si bien que les Gentils en vinrent à nous payer une

sorte de tribut.

Par leur négligence dans la conduite des affaires de l'État, ou par la vénalité de leurs ministres, ou par leur ignorance des choses financières, les souverains des Gentils ont rendu leurs pays à tel point débiteurs de nos banques qu'ils ne pourront jamais payer leurs dettes. Vous devez comprendre quelles peines nous a coûté l'établissement d'un tel état de choses.

### **Les futurs emprunts d'État**

Dans notre gouvernement, nous aurons grand soin qu'il ne puisse se produire d'arrêt dans la circulation de l'argent ; nous n'aurons donc pas de ces emprunts d'État, sauf un seul consistant en bons du Trésor, émis à 1 % ; ce faible pourcentage n'exposant pas l'État à être saigné par les sangsues.

Le droit d'émettre des valeurs appartiendra exclusivement aux sociétés commerciales.

Celles-ci n'auront aucune difficulté à payer les intérêts sur leurs bénéfices parce qu'elles empruntent de l'argent pour leurs entreprises commerciales, tandis que l'État ne peut tirer aucun bénéfice de ses emprunts, puisqu'il ne les fait que pour dépenser l'argent qu'il en reçoit.

### **L'État deviendra créancier**

L'État achètera, lui aussi, des valeurs commerciales ; il deviendra, à son tour, un créancier au lieu d'être débiteur et de payer tribut comme il le fait de nos jours. Ceci mettra fin à l'indolence et à la paresse qui nous rendaient service tant que les Gentils étaient indépendants, mais qui seraient honnies dans notre

gouvernement.

### **La faillite, seule issue pour les non-juifs**

Le vide qui existe dans le cerveau purement bestial des Gentils est suffisamment prouvé par le fait qu'ils ne comprennent pas qu'en nous empruntant de l'argent ils auront, un jour ou l'autre, à soustraire des ressources du pays le capital emprunté avec ses intérêts. Il aurait été plus simple de prendre, tout de suite, l'argent des leurs, auxquels ils n'auraient pas eu à payer d'intérêts. Voilà qui prouve notre génie et le fait que notre peuple a été choisi par Dieu. Nous avons si bien présenté les choses que les Gentils ont cru qu'il y avait pour eux un bénéfice à tirer des emprunts.

Nos calculs, que nous exposerons en temps voulu et qui ont été élaborés au cours des siècles, tandis que les Gentils gouvernaient, différeront des leurs par leur extrême clarté et convaincront le monde des avantages de nos plans nouveaux. Ces plans mettront fin aux abus qui nous ont permis de nous rendre maîtres des Gentils et que nous ne tolérerons pas sous notre règne. Notre budget sera compris de telle façon qu'il sera impossible au souverain, comme au plus petit employé, de distraire la moindre somme d'argent sans être vu, ou de lui donner un tout autre emploi que celui qui a été prévu.

Il est impossible de gouverner avec succès si l'on n'a pas un plan fixe bien défini. Les chevaliers et les héros eux-mêmes périssent s'ils s'aventurent dans un chemin sans savoir où il conduit et s'ils partent en voyage sans s'être convenablement approvisionnés.

Les souverains des Gentils, encouragés par nous à abandonner leurs devoirs, pour ne penser qu'à paraître, à recevoir fastueusement et à se divertir de toute manière, nous ont servi d'écran pour dissimuler nos intrigues.

Les rapports de leurs partisans, envoyés pour représenter le souverain en public, étaient faits, en réalité, par nos agents. Ces rapports étaient toujours rédigés de façon à plaire aux souverains à l'esprit borné.

On ne manquait pas de les assaisonner de projets variés d'économie future. Ils auraient pu demander : « Comment pourrait-on économiser ? Serait-ce par de nouveaux impôts ? »

Mais ils ne posaient aucune question semblable aux lecteurs de nos rapports.

Vous savez vous-mêmes à quel chaos financier ils ont abouti, par leur propre négligence ; ils ont fait banqueroute, en dépit de tous les durs efforts de leurs sujets.

---

1. <sup>↑</sup> (Remarquer que cette conférence eut lieu en 1901.) (Note du texte.)



## **Vingt et unième protocole**

### **Mécanisme des emprunts nationaux**

Je veux maintenant reprendre le sujet de notre dernier entretien et vous donner une explication détaillée sur les emprunts nationaux. Je ne parlerai plus des emprunts étrangers, parce qu'ils ont rempli nos coffres de l'argent des Gentils, et encore parce que notre gouvernement universel n'aura pas de voisins à qui emprunter d'argent.

Nous avons employé la corruption des hauts fonctionnaires et la négligence des souverains des Gentils pour faire verser à l'État deux et trois fois l'argent par nous avancé, et dont, en réalité, il n'avait pas besoin. Qui pourrait en faire autant à notre égard ? Je passe donc aux détails sur les emprunts nationaux.

En annonçant l'émission d'un emprunt national, le gouvernement ouvre une souscription. Pour que les valeurs émises soient à la portée de tous, elles sont à très bas prix. Les premiers souscripteurs peuvent acheter au-dessous du pair. Le second jour, le prix augmente, pour donner l'impression que tout le monde se les arrache.

Quelques jours plus tard, les coffres du Trésor sont pleins de l'argent souscrit surabondamment. (Pourquoi continue-t-on de prendre l'argent lorsque l'emprunt est couvert et au-delà ?) La souscription est, évidemment, bien supérieure à la somme inscrite pour l'emprunt ; c'est là qu'est tout le succès : le public a toute confiance dans le gouvernement !

### **Les dettes d'État et les impôts**

Mais, quand la farce est jouée, il ne reste plus que le fait d'une énorme dette à payer. Et, pour en servir les intérêts, il faut que le gouvernement ait recours à un nouvel emprunt qui n'annule pas la

dette de l'État mais qui l'augmente, tout au contraire. Lorsqu'il ne lui est plus possible d'emprunter, l'État lève de nouveaux impôts pour arriver à payer les intérêts de ses emprunts. Ces impôts ne sont pas autre chose que des dettes qui couvrent d'autres dettes.

### **Les conversions d'emprunts**

Nous arrivons alors aux conversions d'emprunts, mais ces conversions ne font que diminuer la somme d'intérêts à payer, sans éteindre la dette. De plus, on ne peut les faire qu'avec le consentement des créanciers. Lorsqu'on annonce ces conversions, on laisse le droit aux créanciers de les accepter ou non, et, dans ce dernier cas, ils peuvent retirer leur argent. Si tout le monde retirait son argent, l'État se trouverait pris dans ses propres filets et ne pourrait satisfaire toutes les demandes. Par bonheur pour les gouvernements, les Gentils n'entendent pas grand'chose aux questions financières, et ils ont toujours préféré consentir à une diminution de leurs valeurs et à une réduction des intérêts, plutôt que de risquer de nouveaux placements : c'est ainsi qu'ils ont souvent aidé l'État à se libérer de ses dettes s'élevant, dans certains cas, à plusieurs millions.

Les Gentils n'oseraient pas opérer de même pour les emprunts étrangers, sachant très bien que nous exigerions alors tous nos capitaux.

### **Ne pas éveiller la méfiance du peuple**

En agissant de la sorte, le gouvernement admettrait ouvertement son insolvabilité, ce qui montrerait au peuple que



ses intérêts n'ont rien de commun avec ceux de l'État. J'attire tout particulièrement votre attention sur ce point, comme sur le suivant.

### **La consolidation des emprunts nationaux**

Tous les emprunts nationaux sont, actuellement, consolidés par ce qu'on appelle des emprunts provisoires, dont l'échéance est de courte durée. Ces emprunts sont couverts au moyen de dépôts dans les banques d'État ou à la Caisse d'épargne. Cet argent étant à la disposition de l'État pendant un temps considérable, il est employé à payer les intérêts des emprunts étrangers, et le gouvernement remplace l'argent qu'il prend dans ces banques par des valeurs d'État. Ce sont ces valeurs qui couvrent tous les déficits dans les coffres des gouvernements des Gentils.

### **Détruire le marché des valeurs**

Toutes ces opérations frauduleuses disparaîtront lorsque notre souverain montera sur le trône universel. Nous détruirons également le marché des valeurs, parce que nous ne permettrons pas que notre prestige puisse être ébranlé par la hausse ou la baisse de nos fonds, dont la valeur nominale sera fixée par la loi, sans possibilité de fluctuation. La hausse est la cause de la baisse, et c'est par les hausses que nous sommes arrivés à discréditer les fonds publics des Gentils.

### **Monopoliser les affaires commerciales**

Nous substituerons aux marchés des valeurs d'énormes administrations d'État, dont le service consistera à taxer, suivant

les ordres reçus, les entreprises commerciales. Ces administrations seront à même de lancer sur le marché des millions d'actions commerciales ou de les acheter en un seul jour. Toutes les affaires commerciales seront ainsi entre nos mains.

Vous pouvez imaginer quelle force sera la nôtre !

@

## **Vingt-deuxième protocole**

### **Nos plans secrets**

Dans tout ce que je vous ai dit jusqu'ici, j'ai cherché à vous faire un tableau exact du mystère des événements actuels et de ceux du passé ; tous voguent au gré des flots du Destin, et nous en verrons le résultat dans un avenir prochain. Je vous ai montré nos plans secrets mis à exécution dans nos rapports avec les Gentils, puis notre politique financière.

Je n'ai plus que quelques mots à ajouter.

### **L'or est entre nos mains**

La plus grande force des temps présents est concentrée entre nos mains : c'est l'or. En deux jours, nous pouvons en faire sortir de nos trésors secrets n'importe quelle somme.

Est-il nécessaire, après cela, de prouver que notre gouvernement est voulu par Dieu ?

Est-il admissible qu'avec d'aussi vastes richesses nous ne soyons pas capables de prouver que tout l'or accumulé pendant tant de siècles ne nous soit une aide pour faire triompher notre vraie cause pour le bien, c'est-à-dire pour la restauration de l'ordre sous notre gouvernement ?

Peut-être faudra-t-il employer la violence, mais cet ordre sera définitivement établi.

Nous prouverons que nous sommes les bienfaiteurs qui avons rendu au monde torturé la paix et la liberté perdues. Nous donnerons au monde l'occasion de ressaisir cette paix et cette liberté, mais à une condition expresse : celle d'adhérer strictement à nos lois. De plus, nous rendrons évident à tous que la liberté ne consiste pas dans la dissolution, ni dans le droit de faire tout ce qui plaît ; que la position de la puissance d'un homme ne lui confère pas le droit de proclamer des principes destructeurs comme la liberté de religion, l'égalité ou autres idées analogues. Nous démontrerons clairement que la liberté individuelle ne donne pas le droit de s'agiter ou d'exciter les autres par des discours ridicules adressés aux masses en délire. Nous enseignerons au monde que la vraie liberté consiste seulement dans l'inviolabilité de la personne et de la propriété de ceux qui adhèrent à toutes les lois de la vie sociale, que la position d'un homme dépendra de sa conception des droits d'autrui et que sa dignité lui défend d'avoir sur lui-même des idées fantastiques.

### **Ne céder devant aucun droit**

Notre domination sera glorieuse parce qu'elle sera forte et qu'elle gouvernera et guidera, sans se mettre à la remorque des

chefs de la populace ou d'orateurs, quels qu'ils soient, clamant des paroles insensées qu'ils appellent de grands principes et qui ne sont, en réalité, que des utopies. Notre puissance sera l'organisatrice de l'ordre, principe du bonheur public.

Le prestige de cette puissance lui attirera une adoration mystique, en même temps que l'assujettissement de toutes les nations. Une vraie puissance ne doit céder devant aucun droit, pas même devant celui de Dieu. Personne n'osera s'en approcher avec l'intention de la diminuer, ne fût-ce que d'un fil.



## **Vingt-troisième protocole**

### **Combattre le luxe**

Pour que les hommes s'habituent à nous obéir, il faut qu'ils soient élevés dans la simplicité ; c'est pourquoi nous réduirons la production des objets de luxe. De cette façon, nous imposerons aussi les bonnes mœurs que viennent corrompre les rivalités engendrées par le luxe.

### **Encourager le travail**

Nous encouragerons le travail manuel pour faire du tort aux manufactures privées.

La nécessité de telles réformes se manifeste dans ce fait que les grands usiniers incitent souvent leurs ouvriers contre le gouvernement, peut-être même sans s'en douter.

## **Le problème du chômage**

Le peuple employé dans les industries locales ne sait pas ce que c'est que le « chômage » ; c'est ce qui l'attache à l'ordre existant et lui fait soutenir le gouvernement ; mais il n'y a pas de plus grand danger pour le gouvernement que le chômage.

Pour nous, le chômage aura terminé son œuvre lorsque, par lui, nous aurons obtenu le pouvoir.

L'ivrognerie sera également prohibée comme un crime de lèse humanité et punie comme tel, car l'alcool ravale l'homme au niveau de la bête.

Les nations ne se soumettent aveuglément qu'à un pouvoir fort, absolument indépendant, ayant en main une épée pour se défendre contre toute insurrection sociale.

Pourquoi exigeraient-elles que leur souverain soit un ange ? Il faut qu'il soit la personnification de la force et de la puissance.

## **Le monde actuel sombrera dans l'anarchie**

Un chef doit surgir : il supprimera les gouvernements existants que faisait vivre une foule dont nous avons amené la démoralisation en la jetant dans les flammes de l'anarchie.

Le chef en question commencera par éteindre ces flammes qui jaillissent sans cesse de tous côtés.

Pour obtenir un tel résultat, il devra détruire toutes les sociétés capables d'allumer l'incendie, même s'il doit pour cela répandre son propre sang. Il devra former une armée bien organisée qui combattra, sans trêve, l'infection de l'anarchie, véritable poison

pour un gouvernement.

## **Notre roi sera l'élu de Dieu**

Notre souverain sera l'élu de Dieu, avec la mission de détruire toutes les idées provenant de l'instinct et non de la raison, de la brutalité et non de l'humanité. Ces idées sont à l'ordre du jour, couvrant de la bannière du droit et de la liberté leurs rapines et leurs violences.

De telles idées ont détruit toutes les organisations sociales, préparant ainsi le règne du roi d'Israël.

Mais leur rôle sera fini lorsque commencera le règne de notre souverain. C'est alors qu'il faudra les balayer pour purifier de toute souillure le chemin de notre roi.

Nous pourrons alors dire aux nations : « Priez Dieu et courbez-vous devant Celui qui est marqué du sceau des prédestinés et dont Dieu Lui-même guide l'étoile, afin que nul autre que Lui ne puisse libérer l'humanité de tout péché. »



## **Vingt-quatrième protocole**

### **Comment affermir la domination de la dynastie de David**

Nous allons parler, maintenant, de la manière dont nous affermirons la dynastie de David pour qu'elle puisse durer jusqu'à la fin des temps.

Notre procédé consistera particulièrement dans les mêmes principes qui valurent à nos Sages le gouvernement des affaires du monde, c'est-à-dire la direction de l'éducation de toute la race humaine.

Plusieurs membres de la famille de David prépareront des rois et leurs successeurs, qui seront élus non par droit d'hérédité, mais d'après leur valeur. Ces successeurs seront initiés à nos mystères politiques secrets et à nos plans de gouvernement, en prenant toute précaution pour que nul autre ne puisse les connaître.

De telles mesures seront nécessaires, afin que tout le monde sache que seuls sont capables de gouverner ceux qui ont été initiés aux mystère de l'art politique. Ce n'est qu'à ces hommes seuls qu'on apprendra comment il faut appliquer nos plans dans la pratique, en se servant de l'expérience des siècles passés. On les initiera aux conclusions à déduire de toutes les observations qu'ils pourront faire sur notre système politique et économique et à toutes les sciences sociales. En un mot, on leur dira le véritable esprit des lois qui ont été établies par la nature elle-même pour gouverner l'humanité.

### **Plus d'hérédité naturelle**

Les successeurs directs du souverain sont écartés si, pendant leur éducation, on s'aperçoit qu'ils sont frivoles ou trop sensibles, ou s'ils montrent quelque autre tendance susceptible de nuire à leur puissance ou de les rendre incapables de gouverner et d'être même un danger pour le prestige de la couronne.

Nos Sages ne confieront les rênes du gouvernement qu'à des

hommes capables de régner avec fermeté, au risque peut-être d'être cruels.

En cas de maladie ou de perte d'énergie, notre souverain sera obligé de passer les rênes du gouvernement à tel membre de sa famille qui se serait montré plus capable que lui.

Les plans du roi pour le présent et, plus encore, pour l'avenir ne seront même pas connus de ceux que l'on appellera ses conseillers les plus intimes.

### **Notre roi et ses trois conseillers**

Seul notre souverain et ses trois initiateurs connaîtront l'avenir.

### **Notre roi, incarnation du Destin**

Le peuple croira reconnaître le Destin lui-même et toutes ses voies humaines dans la personne du souverain qui gouvernera avec une fermeté inébranlable, exerçant son contrôle sur lui-même et sur l'humanité. Personne ne connaîtra les intentions du souverain quand il donnera ses ordres ; nul n'osera donc entraver sa course mystérieuse.

Il faut, naturellement, que notre souverain ait un cerveau capable d'exécuter nos plans. Il ne montera donc sur le trône que lorsque ses facultés intellectuelles auront été vérifiées par nos Sages.

Pour s'assurer l'amour et la vénération de tous ses sujets, notre souverain devra souvent leur adresser la parole en public. Les deux puissances, celle du peuple et celle du souverain,



s'harmoniseront au contact, au lieu de rester séparées, comme chez les Gentils, où l'une regardait l'autre avec terreur.

Il nous fallait maintenir ainsi ces deux puissances dans cet état de terreur mutuelle, pour qu'une fois séparées elles tombassent dans nos mains.

### **Notre souverain doit être irréprochable**

Le roi d'Israël ne devra pas être dominé par ses passions, particulièrement par la sensualité. Il ne laissera pas dominer les instincts animaux qui affaibliraient ses facultés mentales. La sensualité, plus que toute autre passion, détruit, fatalement, toutes les facultés de l'intelligence et de la prévoyance ; elle dirige la pensée des hommes vers le plus mauvais côté de la nature humaine.

La Colonne de l'Univers, en la personne du Gouverneur du Monde, issu de la Sainte Race de David, doit renoncer à toutes passions pour le bien de son peuple.

Notre souverain doit être irréprochable.

@

---

# À propos de cette édition électronique

Ce livre électronique est issu de la bibliothèque numérique [Wikisource](#)<sup>[1]</sup>. Cette bibliothèque numérique multilingue, construite par des bénévoles, a pour but de mettre à la disposition du plus grand nombre tout type de documents publiés (roman, poèmes, revues, lettres, etc.)

Nous le faisons gratuitement, en ne rassemblant que des textes du domaine public ou sous licence libre. En ce qui concerne les livres sous licence libre, vous pouvez les utiliser de manière totalement libre, que ce soit pour une réutilisation non commerciale ou commerciale, en respectant les clauses de la licence [Creative Commons BY-SA 3.0](#)<sup>[2]</sup> ou, à votre convenance, celles de la licence [GNU FDL](#)<sup>[3]</sup>.

Wikisource est constamment à la recherche de nouveaux membres. N'hésitez pas à nous rejoindre. Malgré nos soins, une erreur a pu se glisser lors de la transcription du texte à partir du fac-similé. Vous pouvez nous signaler une erreur à [cette adresse](#)<sup>[4]</sup>.

Les contributeurs suivants ont permis la réalisation de ce livre :

- 79.84.109.126
- Yann
- Nyapa
- ThomasV
- Zyephyrus
- 82.245.89.73
- 82.120.40.221
- Pyb
- 145.226.30.43
- 86.211.176.226
- 66.36.133.67
- 83.202.230.65
- Apokrif
- BeatrixBelibaste
- Enmerkar
- 82.227.5.28
- Le ciel est par dessus le toit
- 90.41.184.229
- 41.221.18.57
- 41.221.19.82
- 86.200.52.138
- 41.249.123.159
- Sapcal22
- Spiessens
- 79.88.180.172
- Olivier Hammam
- 82.224.226.31
- 88.160.161.23
- Phe
- 221.135.230.20

- Barreto
- 81.65.211.68
- Guy
- François
- ManuD

- 
1. [↑ http://fr.wikisource.org](http://fr.wikisource.org)
  2. [↑ http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/deed.fr](http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/deed.fr)
  3. [↑ http://www.gnu.org/copyleft/fdl.html](http://www.gnu.org/copyleft/fdl.html)
  4. [↑ http://fr.wikisource.org/wiki/Aide:Signaler\\_une\\_erreur](http://fr.wikisource.org/wiki/Aide:Signaler_une_erreur)